

SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Roberto Calasso
Grecs à Montpellier
Le cinéma et l'écrit

INCENDIE

L'ambassade d'Israël à Paris détruite dans la nuit. Selon la police, le feu était accidentel p. 11

MAFIA

Dix ans après la mort du juge Falcone p. 4 et 16

HABILLEMENT

La chute de Gap et ses concurrents p. 19

CINÉMA

Accord TF1-Miramax pour la production p. 22

CYCLISME

Les conséquences du dopage au Giro p. 26

JEUX

Des cédéroms pour les tout-petits p. 28

International.....	2	Communication.....	22
Union européenne.....	5	Abonnements.....	22
France.....	5	Marchés.....	23
Société.....	10	Carnet.....	25
Régions.....	13	Aujourd'hui.....	26
Horizons.....	14	Météorologie-Jeux.....	29
Kiosque.....	17	Culture.....	30
Entreprises.....	19	Radio-Télévision.....	35

L'école de Luc Ferry

Illettrisme, enseignement professionnel, autorité : les trois priorités du ministre de l'éducation

LE NOUVEAU ministre de l'éducation nationale, Luc Ferry, expose dans un entretien au *Monde* ses trois priorités : la lutte contre l'illettrisme, la valorisation de l'enseignement professionnel et la consolidation de l'autorité des professeurs, qu'il lie à la sécurité. Pour l'illettrisme, Luc Ferry reproche à ses prédécesseurs de n'avoir « rien fait depuis dix ans ». Il insiste sur le respect des horaires de lecture et d'écriture, ainsi que sur la prise en charge des jeunes en difficulté. L'enseignement professionnel doit devenir, selon lui, « une filière d'excellence, dans la perspective, notamment, du "lycée des métiers" ». Quant aux enseignants, il regrette qu'ils aient été « lâchés de toute part, par la société et parfois par leur ministre », ce qui ne contribue pas à restaurer leur autorité. Il souhaite faire appel davantage aux « classes-relais » pour les jeunes violents et n'exclut pas le recours aux centres d'éducation fermés.



► Un entretien avec le nouveau ministre de la jeunesse et de l'éducation

► « Il faut revaloriser la pédagogie du travail » à l'école

► Médecins : le gouvernement négocie avec les généralistes

► La campagne des législatives

Luc Ferry page 10, médecins page 6, législatives pages 7 à 9

Lire page 2

Imbroglie européenne pour 13 Palestiniens

UN NOUVEL attentat-suicide, mercredi 22 mai à Rishon-le-Tzion, près de Tel-Aviv, a tué deux Israéliens et fait une quarantaine de blessés. Revendiqué par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et qualifié d'acte « terroriste » par Yasser Arafat, il s'inscrit dans un nouveau cycle de violences en Israël.

L'Union européenne, pour sa part, a réussi après de longues tractations entre les Etats membres à définir les conditions d'accueil des treize Palestiniens expulsés d'Israël

après la fin du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem. Douze d'entre eux ont quitté Chypre, le 22 mai, pour être accueillis par six pays de l'Union, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Irlande, la Grèce et la Belgique.

L'accord intervenu entre les Quinze, après des discussions acharnées, laisse un goût amer. La diplomatie espagnole s'est fortement impliquée dans cette affaire, Madrid exerçant la présidence tournante de l'Union européenne. Josep Piqué,

ministre espagnol des affaires étrangères, a mis en cause la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui ont refusé d'accueillir les Palestiniens. « Je suis déçu par certains pays qui disent qu'il faut faire plus pour résoudre le conflit mais qui, quand il faut prendre des décisions difficiles, ne le font pas. » A Paris, on accuse à demi-mot les Etats-Unis d'avoir négocié dans le dos des Européens.

Lire page 5, notre éditorial page 18 et nos autres informations page 3

LA MORT DE NIKI DE SAINT PHALLE

Les « Nanas » joyeuses et bariolées sont orphelines



L'ARTISTE franco-américaine Niki de Saint Phalle est morte mardi 21 mai à San Diego, en Californie, à l'âge de 71 ans. Figure de proue, avec son mari Jean Tinguely, des nouveaux réalistes, dans les années 1960, elle était devenue célèbre grâce à ses *Nanas*, sculptures féminines bariolées, réjouissantes, en ville, sur la grisaille du béton. Lire page 30

FRANÇOIS DELBEQUE

Plate-forme mobile et estrade roulante pour le pape à Bakou

BAKOU

de notre envoyé spécial

La visite de vingt-quatre heures du pape en Azerbaïdjan, mercredi 22 et jeudi 23 mai, marquera une date dans l'histoire des voyages pontificaux. Ce fut le voyage de tous les paradoxes, et pas seulement parce que Jean Paul II a logé pour la première fois à l'hôtel. Cet homme, qui ne peut presque plus marcher, a fait plus de 3 000 kilomètres pour aller rendre visite à Bakou à sa plus petite paroisse dans le monde : cent cinquante fidèles et deux curés ! Le Palais des sports de la capitale était trop grand, jeudi matin, pour une communauté qui n'avait jamais connu pareille fête. Le pape devait rappeler le martyre de cette Eglise dont le dernier curé avait été déporté en Sibérie en 1937.

Autre innovation des voyages : la « liturgie parallèle » qui, devant les handicaps physiques croissants dont souffre le pape, se met désormais en place. Pour la première fois, à son arrivée à Bakou, Jean Paul II est descendu de



ALEXANDER NEMENOV/AFIP

l'avion grâce à une plate-forme mobile. Sur une estrade roulante acheminée de Rome, il a passé en revue un détachement militaire. Cette même estrade l'a aidé à traverser les couloirs du palais du président Gueïdar Aliev. Elle est devenue l'image symbolique du déclin physique et de la souffrance d'un homme qui entend consacrer ses ultimes forces à délivrer son message de paix et de tolérance.

Le pape éprouve de plus en plus de difficultés à parler, en raison de la maladie de Parkinson. Sa voix est faible, presque inaudible. Il ne lit plus que les premières phrases de ses discours, relayé par un collaborateur qui prononce la suite et la fin de son texte. Mais c'est le même homme qui, mercredi soir au palais présidentiel, devant l'élite politique, intellectuelle et religieuse de Bakou, a eu cette formule : « Tant que je pourrai parler, je crierai : la paix, au nom de Dieu ! »

Dans cette région du Caucase, déchirée par des conflits meurtriers en Tchétchénie et dans

le Haut-Karabakh, le pape a lancé un « appel angoissé » à la paix. « La vraie paix, a-t-il poursuivi, celle qui est fondée sur le refus du fondamentalisme et de toute forme d'impérialisme, sur la recherche du dialogue comme seul moyen capable de résoudre les tensions, sans précipiter des nations entières dans la barbarie d'un bain de sang. » Il n'a pas évoqué le rôle de la Russie dans le conflit tchétchène, ni cité le nom de Haut-Karabakh pour ne pas froisser l'Arménie, qu'il avait visitée en septembre 2001. Sans désigner aucun pays, ni aucune confession en particulier, il a aussi donné la mesure du dernier combat qu'il entend mener : la paix entre des religions tentées par l'extrémisme. « Non à la guerre faite au nom de Dieu, a-t-il lancé. Je demande aux responsables des religions de refuser toute violence, car elle offense le nom de Dieu. » Même à bout de forces, le pape entend rester dans son rôle de prophète solitaire.

Henri Tincq

Lire également page 14

55^e FESTIVAL DE CANNES

Kaurismäki célèbre le 7^e art



L'HOMME sans passé (photo), célébration aussi belle que drôle du 7^e art, devrait apporter au cinéaste finlandais Aki Kaurismäki un large public qui ne le connaissait pas encore. Lire pages 31 à 34

POINT DE VUE

Cuba : ce 20-Mai qui nous manque par Guillermo Cabrera Infante

VOILÀ CENT ANS, le 20 mai 1902, naissait la République de Cuba. La République, notre république, a perduré, en dépit des solutions de continuité les plus diverses. Cuba, telle que la rêva José Martí, si elle est une île, l'île dite Merveilleuse, ou plutôt un archipel, n'a jamais atteint son épanouissement ni, même, son accomplissement. L'idée platonicienne de la république – en réalité une idée de Socrate, selon Platon – est que celle-ci est une création et que, comme tout ce qui est créé, elle est vouée à la destruction.

Selon l'idée socratique, la dégénérescence de « l'Etat parfait » et de « l'homme parfait » (autant dire de « l'homme nouveau ») aboutit à la pire des dégradations : « la tyran-

nie » et « le tyran ». Platon introduisit dans son dialogue la république presque à la manière d'un ventriloque utilisant Socrate pour marionnette. Pour Platon, l'âme est immortelle. Il décrit la nature de cette vie immortelle et il termine par une anecdote macabre sur le fils d'Arménios, qui, après douze jours passés au royaume des morts, revient à la vie pour raconter ce qu'il a vu dans l'autre monde.

Nous autres Cubains, et pas seulement ceux qui vivent ou sont morts en exil, mais aussi les Cubains de Cuba, qu'ils soient morts ou morts-vivants comme des zombies, pourrions un jour raconter ce que nous avons vu – autrement dit souffert et enduré dans cette autre vie qu'est la mort. Heu-

reusement, l'île, Cuba, est toujours là pour le centenaire de sa création historique, et elle demeurera grâce à la géographie, qui est plus déterminante que l'histoire, car l'histoire que certains veulent écrire avec une majuscule n'est rien d'autre qu'un livre appelé histoire, tandis que la géographie condamne à une sorte d'éternité, voire à l'éternité.

C'est justement Martí qui a dit, à la manière socratique, « du tyran dis tout » et, pour clore sa phrase en parfaite épigramme, « dis plus encore ».

Lire la suite page 16

GUILLERMO CABRERA INFANTE, écrivain cubain, vit en exil.

A large advertisement for Jean Daniel's autobiographies. It features a black and white portrait of Jean Daniel on the left and a book cover on the right. The book cover has the text 'JEAN DANIEL' at the top, 'ŒUVRES AUTOBIOGRAPHIQUES' in the middle, and 'Grasset' at the bottom. Below the book cover, the name 'JEAN DANIEL' is written in large, bold letters, followed by 'ŒUVRES AUTOBIOGRAPHIQUES' and 'Grasset'.

© photo Michèle BANCHEON

INTERNATIONAL

DIPLOMATIE

Le président américain George W. Bush est arrivé mercredi 22 mai dans la soirée à Berlin, première étape de sa **TOURNÉE DE SIX JOURS** en Europe. L'objectif de son voyage est de remercier les Européens pour leur

soutien à la campagne anti-terroriste des Etats-Unis, a dit le porte-parole de la Maison Blanche. Washington espère ainsi adoucir les critiques européennes contre l'**UNILATÉRALISME** américain. M. Bush devait

arriver jeudi soir à Moscou pour trois jours en Russie. Le président russe, qui a fait le pari dès la mi-septembre 2001 de se ranger du côté des Américains, espère des **RETOMBÉES ÉCONOMIQUES** de ce « bon

choix, à un moment où il affronte des mouvements de **MÉCONTEMENT SOCIAL**. Washington entend aborder en priorité la coopération de Moscou avec l'Iran, l'un des piliers de l'« axe du Mal ».

Vladimir Poutine consacre son rapprochement avec les Etats-Unis

Le président russe, qui accueille George W. Bush, jeudi 23 mai, pour une visite qui doit marquer « l'enterrement de la guerre froide », espère des retombées économiques des excellentes relations qu'il entretient avec Washington depuis le 11 septembre

MOSCOU

de notre correspondante

Le président russe Vladimir Poutine s'apprête à signer, vendredi 24 mai au Kremlin, avec son homologue américain, George W. Bush, en visite pour la première fois en Russie, un traité de désarmement nucléaire visant à « mettre fin à la guerre froide ». Les deux pays sont convenus de réduire leurs arsenaux nucléaires à un niveau maximal de 2 200 ogives à l'horizon 2012, contre environ 6 000 aujourd'hui. Ce texte, qui tient sur trois pages, est jugé essentiellement symbolique. La partie américaine a annoncé que, pour une part, des armements démantelés seraient simplement stockés, et non détruits, tandis que les Russes ont fait savoir qu'ils se gardaient la possibilité d'installer de multiples têtes sur les missiles conservés. On est loin des centaines de pages de statistiques contraignantes et de mesures de contrôle incluses dans le premier grand accord de désarmement post-soviétique, signé en 1992 par Boris Eltsine et George Bush père.

Pour Vladimir Poutine, qui au lendemain du 11 septembre, a fait de la coopération « antiterroriste » avec les Etats-Unis, la pièce maîtresse de sa politique étrangère, ce sommet est un succès d'image, où passeront au second plan des dossiers comme la Tchétchénie, la mise au

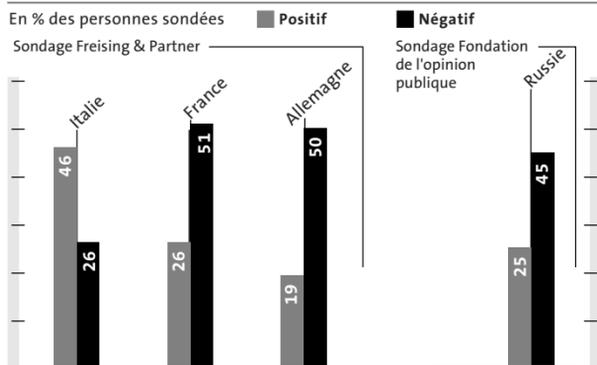
pas des médias russes, le glissement vers un Etat dominé par les services secrets, ainsi que le soutien du Kremlin au dictateur biélorusse Loukachenko.

La visite de M. Bush a valeur, aux yeux du dirigeant russe, de promesse de coopération économique accrue avec les Occidentaux, aux fins de consolider la Russie. Avec un produit intérieur brut de 360 milliards de dollars (moins que le budget militaire américain pour 2003), la Russie était condamnée à voir fondre son arsenal nucléaire, faute de moyens pour l'entretenir. Sur ce dossier, comme sur celui du retrait américain du traité ABM – effectif le mois prochain – et face au déploiement américain en Asie centrale et dans le Caucase, M. Poutine a cherché à transformer ses faiblesses en avantages.

« INSTRUMENTS DE CLANS »

La Russie et les Etats-Unis ont établi « depuis un an un climat de confiance mutuelle et de compréhension qui montre que nos pays ne sont plus des adversaires », a déclaré le président russe à la veille de l'arrivée à Moscou, jeudi soir, de George W. Bush. La visite de trois jours en Russie du président américain, qui se serait plongé pour l'occasion dans la lecture de *Crime et châtiment*, de Fedor Dostoïevski, se poursuivra samedi à Saint-Peters-

COMMENT JUGEZ-VOUS GEORGE W. BUSH ?



Sources : "Der Spiegel"/sondage Freising & Partner du 22 avril au 3 mai auprès de 3 000 personnes ; sondage Fondation de l'opinion publique (VTSIOM), réalisé le 9 mai auprès d'un échantillon de 1 500 Russes.

En Europe, ce sont les Français qui ont la plus mauvaise image du président américain. Ils précèdent de peu les Allemands (qui sont sensiblement plus nombreux qu'en 1993 à estimer que l'Américain intervient dans les affaires du monde d'abord pour préserver ses propres intérêts). Un quart des Russes n'aiment pas M. Bush, le jugeant « agressif », « primaire » ou « arrogant ».

bourg, ville natale de Vladimir Poutine. Le sommet de Moscou est la troisième rencontre entre les deux hommes et, en dépit des remontrances américaines attendues sur le dossier de la coopération nucléaire russo-iranienne, les signes d'effusion ne devraient pas manquer.

Selon l'analyste russe Viktor Kremeniouk, les contreparties concrètes espérées par M. Poutine dans ce rapprochement avec Washington

se font attendre, ce qui pourrait, à terme, l'affaiblir sur la scène intérieure. « Poutine n'a rien entre les mains qu'il puisse brandir devant l'opinion russe comme résultat fort. » Des épisodes comme les déconvenues russes aux Jeux olympiques, le litige sur les cuisses de poulets importées d'Amérique, ou encore les tarifs frappant l'acier russe ont donné lieu à des bouffées d'antiaméricanisme.

Avec une cote de popularité de 70 %, « il n'y a pas, pour l'heure, de réelle menace politique pour Poutine », ajoute Viktor Kremeniouk, mais il sait qu'il prête le flanc aux éventuels groupes qui, un jour peut-être, envisageront de l'écarter. Son souci est de se faire réélire en 2004 en tant que vrai dirigeant, et non comme l'instrument de clans qui l'ont installé au pouvoir en 1999 ». De récentes manifestations de pêcheurs impayés, à Vladivostok, réprimées par la police ; des grèves de la faim d'enseignants dans la région de Voronej pour réclamer leur paye ; l'attentat qui fit 42 morts à Kaspisk, au Daghestan, le 9 mai, ont montré que la situation dans le pays n'était peut-être pas si stabilisée que voudrait le faire croire le Kremlin.

CONCESSIONS ATTENDUES

La proclamation d'une nouvelle ère de coopération avec les Etats-Unis permet d'espérer des aménagements de la dette extérieure russe (138 milliards de dollars). Lors de sa dernière rencontre avec le chancelier Schröder, en avril, Vladimir Poutine avait obtenu une réduction de la dette soviétique vis-à-vis de l'Allemagne – ramenée d'environ 6 milliards d'euros à 500 millions.

L'idée d'une coopération dans le domaine de l'énergie avec Washing-

ton, nourrit aussi des ambitions à Moscou, même si la Russie manque pour l'heure de ports et de capacités de transport. Vladimir Poutine peut aussi espérer une éventuelle coopération autour du bouclier antimissile. D'autres concessions économiques sont escomptées en cas de crise avec l'Irak, régime avec lequel la Russie a une créance de 8 milliards de dollars. Et même si les programmes d'aide financière du FMI n'ont plus cours en Russie, le Kremlin sait qu'un bon dialogue avec Washington laisse ouverte la possibilité de nouveaux crédits, et facilite les opérations à l'étranger des oligarques russes.

« Si vous voulez résoudre le problème » du danger de prolifération nucléaire à partir de la Russie, déclarait récemment un conseiller du Pentagone, « n'envoyez pas un diplomate à Moscou, envoyez un banquier ». Façon de souligner que la politique de Vladimir Poutine aurait comme souci principal, non pas tant d'« ancrer la Russie à l'Ouest, rêve vieux de 300 ans », comme l'a suggéré Condoleezza Rice, conseillère de M. Bush, mais de créer, selon un porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, « les meilleures conditions extérieures possibles à un redressement économique intérieur ».

Natalie Nougayrède

L'Irak au menu des entretiens allemands

La relation entre Européens et Américains est bonne, mais ces derniers entendent mettre néanmoins les points sur les i à propos de l'Irak et « la façon dont il convient de s'y prendre avec ce régime qui démontre un manque total de responsabilité et représente un danger pour le monde ». C'est ce qu'a précisé, mercredi 22 mai, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, quelques minutes seulement après l'arrivée de George W. Bush à Berlin. Le président américain a rencontré le chancelier Schröder dans un café-restaurant du centre de la capitale allemande. Les entretiens de fond devaient avoir lieu jeudi. M. Bush devait quitter Berlin pour Moscou immédiatement après un discours devant le Bundestag, en début d'après-midi.

A l'appel d'organisations pacifistes et antimondialistes, quelque 20 000 personnes ont défilé, pour la deuxième journée consécutive, dans Berlin, protestant contre la politique des Etats-Unis. Quelques affrontements entre manifestants, dont certains portaient keffieh et drapeau palestinien, ont conclu un défilé globalement pacifique et coloré. (Corresp.)

Washington entend mettre le président russe au pied du mur sur la question de l'Iran

MÊME PLACÉE sous les meilleurs auspices, ceux du « nouveau partenariat stratégique » russo-américain, la rencontre au sommet entre George Bush et Vladimir Poutine ne pourra éviter d'aborder le sujet qui fâche : celui de la coopération militaire et nucléaire de Moscou avec l'Iran, un des trois pays de l'« axe du Mal » pour le président américain.

Signe de ce que l'Iran reste, pour Washington, un sujet de préoccupation majeure, le département d'Etat a rendu public, mardi 21 mai, à la veille de la tournée du président George Bush en Europe et en Russie, son rapport annuel sur le terrorisme, où la République islamique est décrite comme « le pays le plus actif dans le soutien au terrorisme », prodiguant au mouvement libanais Hezbollah ainsi qu'aux groupes palestiniens Hamas, Jihad islamique et FPLP-CG, « un soutien financier, un sanctuaire, de l'entraînement et des armes » contre Israël.

Lors de ses entretiens avec Vladimir Poutine, le président Bush « va essayer de parler beaucoup de la relation russo-iranienne », a expliqué Condoleezza Rice, la

conseillère présidentielle pour la sécurité nationale, le 20 mai à Washington. « Avec les Russes, nous avons énormément progressé sur le front de la lutte antiterroriste. Nous allons essayer de progresser sur celui de la non-prolifération. »

Redevenue, depuis octobre 2001, le principal fournisseur d'armement conventionnel à l'Iran (son troisième client après l'Inde et la Chine), la Russie construit depuis 1994 pour ce pays une centrale nucléaire à Bouchehr, dans le sud du pays. Or, depuis longtemps, les Etats-Unis et Israël soupçonnent l'Iran de chercher, sous couvert d'une coopération nucléaire civile avec la Russie, à acquérir des technologies sensibles. En février 2002, le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer, avait affirmé que Téhéran allait, « dès 2005 », être « en mesure de produire sa propre bombe ».

Moscou, qui, au plus fort de la nouvelle « lune de miel » avec Washington à l'automne 2001, a livré à l'Iran un élément du réacteur de Bouchehr, persiste à démentir tout transfert de technologie sensible et ne perd pas une occasion de rappeler que le site en question est

supervisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Mais, selon des spécialistes, ce n'est pas tant le site qui pose problème que les possibilités offertes à l'Iran d'acquérir du combustible nucléaire et un savoir-faire. Bouchehr fut ainsi au cœur d'entretiens préliminaires à la visite de George Bush entre Spencer Abraham, le secrétaire américain à l'énergie et son homologue Alexandre Roumiantsev, le chef du Minatom russe. Reconnaissant n'avoir fait aucun progrès sur un sujet d'évocation « délicate », les deux hommes ont annoncé être parvenus à un accord sur la formation d'un groupe de travail russo-américain chargé de veiller à la non-prolifération des matériaux fissiles en Russie. Comme l'avait indiqué, en février, le directeur de la CIA, George Tenet, ce pays est devenu le champ d'une vaste « contrebande de matériaux nucléaires ».

Si les quantités détournées ne sauraient suffire à la fabrication d'une arme nucléaire, elles pourraient permettre la fabrication d'une « bombe sale », capable de causer des dégâts, un scénario de cauchemar maintes fois évoqué à Washington. Témoin de la fermeté américaine sur la question, le département d'Etat a fait publier au Journal officiel (*Federal Register*) la liste de huit sociétés chinoises, deux entreprises arméniennes et deux moldaves – une éventuelle « façade » pour des sociétés russes – qui sont désormais soumises à des sanctions pour avoir exporté vers l'Iran de la technologie susceptible de servir à la confection de missiles.

PAS DE COMPENSATIONS

Mais il en faudrait plus pour convaincre Moscou de cesser sa coopération avec l'Iran. Un article paru le 5 avril dans la *Pravda* (en pleine visite à Moscou de M. Khara-

zi, le chef de la diplomatie iranienne) rappelait comment, à la faveur d'un accord signé en 1995 entre le premier ministre russe de l'époque, Viktor Tchernomyrdine, et le vice-président américain Al Gore, les ventes d'armes à l'Iran avaient été gelées, mais sans compensation. « L'administration présidentielle russe avait espéré voir les pertes financières consécutives compensées par un accroissement des échanges avec les Etats-unis. Rien de tel, malgré les promesses de l'administration Clinton. »

Est-ce pour cela que Richard Perle, directeur de la planification politique au Pentagone, a, le 14 mai, évoqué la nécessité de « partager le fardeau » d'une contraction du commerce russe avec l'Iran en effaçant les 42 milliards de dollars de la dette soviétique dont la Russie a hérité en 1991 ?

Marie Jégo

Laura Bush ou la modestie faite « First Lady »

BERLIN

de notre envoyé spécial

Le dîner de l'Association des correspondants à la Maison Blanche réunit chaque année, à Washington, le monde politique de la capitale américaine, celui de la presse et celui des médias, avec quelques vedettes de la télévision et du cinéma venues spécialement d'Hollywood. Le moment le plus attendu est celui où le président des Etats-Unis tente de rivaliser avec l'humoriste professionnel choisi pour animer la soirée. Le 4 mai, les « communicants » de George W. Bush avaient préparé pour lui un montage de photos prises par le photographe de la Maison Blanche. Sur l'une d'elles, l'épouse du président lui tient affectueusement le menton. « Laura essaie de me faire prononcer le mot "Azerbaijan" », a commenté M. Bush, dont les difficultés d'élocution et les lacunes en matière de géographie sont célèbres.

Le rôle de M^{me} Bush ne se réduit pas à tenter de corriger les défauts de son mari. Lorsqu'elle a retrouvé le président à Berlin, mercredi 22 mai, la *First Lady* venait de visiter, pendant dix jours, la France, la Hongrie et la République tchèque. A Paris, elle a pris la parole au cours d'une conférence de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), consacrée à l'éducation. A Prague, elle a rencontré le président Vaclav Havel et dit tout le bien qu'elle pense de l'association de la Russie à l'OTAN. A Budapest, elle s'est entretenue avec des femmes occupant des positions éminentes en politique, dans les arts et dans les sports.

Ancienne institutrice et bibliothécaire, M^{me} Bush avait d'abord fait de l'éducation et de la lecture ses sujets de prédilection. Le 11 septembre 2001, quand New York et Washington ont été attaqués par les terroristes d'Al-Qaïda, M^{me} Bush était au Capitole pour une rencontre avec la commission de l'éduca-

tion du Sénat, que préside le démocrate Edward Kennedy. « Depuis le 11 septembre, j'ai la possibilité – ou peut-être devrais-je dire la responsabilité – d'être un point d'appui pour notre pays et pour mon mari », a-t-elle répondu au journaliste Larry King, qui lui demandait, sur CNN, ce que ce jour avait changé pour elle. Le 17 novembre, elle a été la première « First Lady » à prononcer l'allocation présidentielle radiodiffusée chaque samedi. Parlant du sort des enfants et des femmes sous le régime des talibans, qui n'était pas encore tombé, elle avait déclaré : « L'oppression brutale des femmes est un objectif central des terroristes. »

« RÉPUBLICAINE PAR ALLIANCE »

Succédant à Hillary Clinton, qui avait fait entrer le féminisme à la Maison Blanche, M^{me} Bush, épouse discrète d'un président conservateur et texan, était suspecte de vouloir revenir en arrière. La biographie que lui a consacrée une journaliste, Antonia Felix, est intitulée : *Laura, première dame et première mère d'Amérique*.

Mère de deux jumelles nées en 1981, M^{me} Bush a cessé de travailler peu après son mariage, en 1977, à l'âge de 31 ans. Cependant, ces choix traditionnels ne l'empêchent pas de se déclarer « républicaine par alliance », suggérant ainsi un penchant personnel pour le bord opposé, et de se montrer opportunément complémentaire de son mari de plusieurs autres façons : moins opposée à l'avortement, plus intéressée par les livres. Elle a même confié, un jour, qu'elle avait discuté avec lui d'Ariel Sharon et de la question palestinienne. Quelques jours plus tard, elle précisait qu'elle apportait au président « un soutien plutôt que des avis ».

Patrick Jarreau

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR
UN GRAND PASTIS.



PHOTO: DIMITRI TOLSTOI

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

L'attentat de Rishon Letzion marque le retour des kamikazes

Cette action-suicide, la troisième depuis la fin de l'opération « Mur de protection », illustre l'échec de l'intervention de Tsahal dans les zones autonomes palestiniennes. Elle est qualifiée de « terroriste » par Yasser Arafat

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Quinze jours après l'attentat-suicide qui a causé la mort de quinze Israéliens dans un club de billard, le 7 mai, la ville de Rishon Letzion a été de nouveau frappée, mercredi soir 22 mai, par un kamikaze. Selon les premiers témoignages, un individu décrit comme étant de type européen avec des cheveux blonds a fait exploser une bombe à l'entrée d'un café très fréquenté du centre de cette agglomération située à quelques kilomètres au sud de Tel-Aviv. Deux personnes ont trouvé la mort à la suite de cette explosion qui a fait également plus de quarante blessés, outre le porteur de la bombe. Plus tard dans la soirée, l'attentat a été revendiqué par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupuscule militaire non officiel du Fatah, le mouvement du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Ce dernier a vivement condamné l'attentat, qu'il a qualifié de « terroriste ». Par le passé, la direction palestinienne se contentait de dénoncer sans autre précision les opérations

contre les civils israéliens. Jeudi matin, aucune indication n'avait pu être obtenue sur l'origine de l'assassinat. L'identité du responsable de l'attentat du 7 mai n'a d'ailleurs toujours pas été publiée. Cet attentat-suicide est le troisième qui frappe Israël depuis la fin officielle de l'opération « Mur de protection », après celui du 7 mai et un deuxième survenu à Nétanya, le 19 mai, où trois personnes avaient été tuées, ainsi que le kamikaze. Le len-

demain, une tentative d'attentat avait été en outre déjouée par les services de sécurité israéliens. Ces derniers avaient intercepté à temps un Palestinien bardé d'explosifs qui se dirigeait vers la ville d'Al-Aqsa, non loin de la Ligne verte et de l'agglomération palestinienne de Jénine. L'homme avait alors actionné sa bombe qui n'avait pas fait d'autre victime. Par ailleurs, le principal dépôt de carburant d'Israël, situé au nord de Tel-Aviv, aurait

été la cible, jeudi matin, d'un attentat. Un camion-citerne sur lequel aurait été placée une bombe déclenchée à l'aide d'un téléphone cellulaire a pris feu. L'incendie a cependant été rapidement maîtrisé par les pompiers. Si la thèse de l'attentat devait se confirmer, il s'agirait de la première opération de ce type depuis le début de l'intifada, en septembre 2000.

REPRISE GRADUELLE

Le chroniqueur militaire du quotidien israélien *Haaretz*, Ze'ev Schiff, a évoqué, jeudi matin, le retour à un « vieux cycle » en mettant en regard la reprise graduelle des attentats depuis la fin de l'opération « Mur de protection » et les nouveaux assassinats ciblés auxquels l'armée israélienne avait procédé quelques heures seulement avant l'attentat de Rishon Letzion. Les militaires ont en effet effectué, mercredi, une incursion près de Naplouse, en Cisjordanie, au cours de laquelle quatre Palestiniens ont été tués à la suite de tirs d'obus de chars d'assaut. Selon l'armée israélienne, l'un des quatre hommes

était un responsable local des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

L'armée israélienne, qui se livre quotidiennement à des incursions dans les zones autrefois autonomes palestiniennes, a par ailleurs arrêté une quinzaine d'activistes présumés au cours de nouvelles opérations effectuées, jeudi matin, dans la région de Hébron. La veille, un Palestinien avait été abattu près d'un barrage pour avoir eu une attitude « suspecte » sans que l'on puisse savoir par la suite si l'homme portait sur lui des armes. Deux Arabes israéliens ont été tués ces derniers jours à la suite de bavures pour lesquelles l'armée a présenté ses excuses. Dans un entretien accordé à l'agence Reuters, le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer, chef du Parti travailliste, a assuré, jeudi, à propos des attentats qu'« on peut les réduire mais [les arrêter] complètement, ça non : la seule manière d'y mettre fin c'est par le biais de pourparlers et de négociations ».

Gilles Paris

A Kiryat Malachi, l'Intifada vue par le petit peuple de l'« autre Israël »

KIRYAT MALACHI

de notre envoyé spécial

Par dérision, les Israéliens l'appellent « Los Angeles ». Kiryat Malachi - la « Cité des anges », en

REPORTAGE

« D'une génération à l'autre, les gens d'ici ont le sentiment d'être les « oubliés » du pays »

hébreu - à 80 kilomètres au sud de Tel-Aviv, est une de ces « villes de développement » qui constituent « l'autre Israël », celui du petit peuple, loin de Jérusalem et des start-up de la côte.

Comme ses consœurs, Kiryat Malachi, fondée en 1950, a accueilli des vagues successives d'immigrants juifs déshérités : irakiens, iraniens puis marocains dans les années 1950, roumains ensuite, falachas d'Éthiopie et « russes » (surtout caucasiens ou issus des républiques asiatiques de l'ex-URSS) depuis 1990. Sur 23 000 habitants, on compte 6 000 russophones et 3 000 Éthiopiens. Et aussi 7 000 religieux de la mouvance Habad. « Ils vivent dans leur ghetto, mais on s'entend bien », dit Yaakov Kadouri, un travailleur social de 55 ans, né à Bagdad.

Gaza bouclée, on ne voit plus ici

ces ouvriers palestiniens qui, avant, travaillaient dans le BTP ou l'agriculture. Ils ont été remplacés par des Philippins, des Thaïlandais, des Roumains « importés » en masse. Kiryat Malachi, avec ses HLM de bonne facture, ses chaussées défoncées, mais ses rues propres, un centre commercial à l'abandon faute de clients, une délinquance plutôt moins voyante qu'ailleurs, vote massivement à droite. Les travaillistes y symbolisent la morgue d'une couche dirigeante si loin du « vrai peuple d'Israël ». Coordinateur de programmes éducatifs, Marcello Wechsler n'a pas de mots assez durs envers eux : « La gauche ne respecte pas les gens d'ici, alors ils se tournent vers la droite populiste. »

EFFORTS ÉNORMES

Côté vitrine, l'exceptionnelle capacité à socialiser les jeunes immigrés, qui caractérise Israël, saute aux yeux. Dans un jardin d'enfants, la puéricultrice, Ruth Keren, enseigne une chanson : « De Juda à la Samarie, tous affluent vers Jérusalem ». Les images collées dans le journal de classe montrent la perception qu'ont les enfants de leur environnement : une photo de bus après un attentat, le *Karine-A*, ce bateau soupçonné de transporter des armes pour les Palestiniens. Les petits ont trois ans.

Si l'intégration des Éthiopiens, souvent désœuvrés, reste problématique, les efforts déployés pour leurs enfants, en revanche, sont énormes.

UNE VILLE D'IMMIGRANTS



mes. Au Beit Tsipora, un centre pour Falachas financé par la Fondation Elie-Wiesel, 337 jeunes de 7 à 12 ans sont pris en charge après l'école : repas chaud, enseignement de l'hébreu, rattrapage des cours. Le personnel est trois fois plus nombreux que dans un établissement normal. En 2001, un Éthiopien a eu les meilleurs résultats au bac de tout Kiryat Malachi.

Côté cour, l'image est moins rose. Le chômage, en ville, est passé de 6 % à 9 % depuis le début de l'Intifada. « Beaucoup de familles, dit M. Wechsler, n'ont pas d'argent pour payer l'école ; les enfants n'ont qu'une paire de baskets ; pour ne pas

l'abîmer, ils ne font plus de sport. » Les jeunes, eux, disent à l'unisson qu'ils veulent « partir d'ici : il n'y a rien à faire le soir ». Crise économique et ennui alimentent une rancœur collective souvent dirigée contre « les Russes » et les « privilégiés » accordés à ces immigrants récents : prêts préférentiels, exemptions d'impôts, université gratuite...

UN ESPOIR : L'ARMÉE

Contrairement aux précédents immigrants, les russophones ont développé leurs institutions communautaires. « Ils ont de l'argent, eux, et des ministres pour les défendre », entend-on. Et aussi : « Ils sont violents. Ce qu'ils n'obtiennent pas, ils le prennent de force. » « Cette amertume n'est pas justifiée. La situation s'est incroyablement améliorée en cinquante ans, dit Yaakov Kadouri. Mais, regrette-t-il, les gens d'ici transmettent d'une génération à l'autre le sentiment d'être les « oubliés » du pays. »

D'autres accusent « les Arabes », payés moins cher, de « prendre le pain de la bouche » des salariés israéliens. En revanche, les colons des territoires palestiniens, qui perçoivent deux fois plus de subventions que les villes de développement, sont épargnés de toute critique. Marcello Wechsler modère cette vision : « Certains, assure-t-il, commencent à faire le lien entre leur situation et le maintien de l'occupation. » La politique n'est, effectivement, jamais très loin. Aucun atten-

tat sanglant n'a endeuillé Kiryat Malachi, mais l'Intifada y est omniprésente, parce qu'on a un fils à l'armée, ou par médias interposés. « Avant, dit Yaakov Kadouri, j'étais très à droite, parce que les Arabes ne nous accepteront jamais. » Aujourd'hui, il sait seulement qu'« il faut arrêter de tergiverser. Soit on les vire, soit on se tire » des territoires occupés. La « bonne solution » consisterait à « transférer les Palestiniens » hors d'Israël. Mais, « si c'est impossible, alors il faut leur donner l'autonomie ». Et un Etat palestinien ? « Ah non, ce ne serait pas juste. »

Quelque 200 Arabes israéliens étudient à Kiryat Malachi, dans un institut pré-universitaire. « C'est un gros problème, dit M. Kadouri. Ils ne sont pas comme nous. Après un attentat, on les a vus brandir un drapeau palestinien. » Chlomi, 18 ans, est plus catégorique. « Des Arabes n'ont rien à faire ici. Ils font peur aux enfants. » Et lui, comment voit-il son avenir ? La réponse fuse : « Si je ne parviens pas à devenir militaire de carrière, je me tire de ce pays. » Sa réponse est symptomatique de l'espoir de nombreux jeunes des villes de développement : l'armée, c'est un travail et un salaire assurés. C'est aussi un statut social enviable. Yaakov Kadouri ne masque pas sa fierté : « J'ai un fils capitaine, une fille lieutenant, et mon gendre a été commandant de la place d'Hébron. »

Sylvain Cypel

Tension extrême entre l'Inde et le Pakistan, qui se disent prêts à la guerre

New Delhi annonce « un combat décisif » ; Islamabad menace de recourir « à la force maximale », allusion à l'arme nucléaire

« L'HEURE d'un combat décisif a sonné et, dans cette guerre, nous gagnerons », a averti le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee. Mercredi 22 mai, il a rendu visite aux troupes indiennes mobilisées sur le front, face aux positions de l'armée pakistanaise et aux abords immédiats de la « ligne de contrôle » qui sépare, au Cachemire, les deux puissances nucléaires rivales du sous-continent. Dans ce discours à la tonalité belliqueuse, retransmis en direct à la télévision, M. Vajpayee a parlé de « guerre imposée » à l'Inde.

Sans citer le Pakistan, le premier ministre a clairement visé Islamabad, accusé par New Delhi de soutenir les infiltrations de terroristes qui ont commis, récemment encore, des attentats sur le sol indien. « Notre voisin a trouvé une nouvelle façon de se battre. Il ne se bat plus de face. Il mène une guerre par procuration », a lancé M. Vajpayee.

« Des mercenaires, recrutés grâce à de l'argent et des rêves de paradis, sont envoyés ici [au Cachemire] pour être sacrifiés. Ils ne font pas la guerre, ils tuent des innocents », a-t-il ajouté. « Que notre voisin comprenne ce message ou non, que la communauté internationale en



Des villageois cachemiris fuient, mercredi 22 mai, une zone bombardée par l'artillerie de l'armée indienne, le long de la Ligne de contrôle, en territoire pakistanaise, près de Chakoti, à quelque 60 kilomètres de la capitale du Cachemire pakistanaise, Mouzaffarabad.

tienne compte ou non, l'Histoire sera témoin que nous écrivons une nouvelle page victorieuse », a encore asséné le chef du Parti nationaliste hindou (BJP).

Comme pour appuyer ces propos guerriers, la marine indienne a annoncé, mercredi, qu'elle déplaçait cinq bâtiments de guerre de sa côte orientale vers la mer d'Ara-

bie, plus proche des côtes pakistanaises.

Sur la « ligne de contrôle », les intenses duels d'artillerie opposant les deux pays, dans la foulée d'un attentat non revendiqué (34 morts, le 14 mai) au Cachemire indien, se sont poursuivis jeudi 23 mai. Le même jour, le Pakistan a demandé à l'ONU de pouvoir,

dans le cadre du conflit avec l'Inde, rapatrier ses troupes qui composent actuellement une brigade de casques bleus en mission de paix en Sierra Leone.

A l'issue d'une réunion de crise regroupant le gouvernement et le Conseil national de sécurité du Pakistan, convoquée, jeudi, par le président Pervez Moucharrarf, Isla-

mabad a indiqué que le « peuple pakistanaise était déterminé à défendre le pays contre toute agression ou action aventureuse de l'Inde ».

Si les autorités pakistanaises ont renouvelé leur engagement à ne pas laisser « le territoire du Pakistan, ou tout territoire dont la défense est de la responsabilité du Pakistan, être utilisé pour des activités terroristes où que ce soit dans le territoire pakistanaise », elles ont réaffirmé leur appui à l'autodétermination du Cachemire ainsi que leur « soutien moral, politique et diplomatique à la lutte légitime du peuple » cachemir.

La question du Cachemire, que se disputent l'Inde et le Pakistan depuis 1947, doit être résolue « par des négociations bilatérales ou d'autres moyens pacifiques, en vertu de la charte de l'ONU », a encore déclaré Islamabad au terme de la réunion de jeudi.

« Le Pakistan a la capacité de se défendre lui-même contre toute guerre imposée par l'Inde. Toute aventure indienne se heurterait à la force maximale », a enfin prévenu le ministre des affaires étrangères pakistanaise, dans une allusion à peine voilée à l'éventuel emploi de l'arme nucléaire. - (AFP, AP, Reuters.)

Cinq anciens otages français au Liban portent plainte

DIX-SEPT ANS, jour pour jour, après l'enlèvement à Beyrouth, le 22 mai 1985, du chercheur Michel Seurat, mort en détention et dont le corps n'a jamais été retrouvé, cinq anciens otages français du Liban, ainsi que la veuve de Michel Seurat, ont déposé, mercredi 22 mai, une plainte contre X... « pour crimes d'enlèvement et de séquestration aggravée » auprès du tribunal de grande instance de Paris. « Nous effectuons symboliquement cette démarche le 22 mai, jour anniversaire de l'enlèvement de Michel Seurat », ont expliqué, dans un communiqué, Marie Seurat, épouse du sociologue, chercheur au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), ainsi que l'ancien fonctionnaire des affaires étrangères Marcel Carton, le journaliste Roger Auque et les cameramen Georges Hansen et Jean-Louis Normandin, ainsi que Jean-Paul Kauffmann, à l'époque journaliste à l'hebdomadaire *L'Événement* du jeudi.

« La lumière n'a jamais été établie sur les auteurs de ce kidnapping, pas plus que sur les autres enlèvements. Cette vérité toujours fuyante, ponctuée de rumeurs et de pseudo-révélation, prolonge interminablement l'épreuve que nous avons subie alors que nos ravisseurs libanais et leur commanditaire iranien continuent à bénéficier de l'impunité la plus totale », explique le communiqué. Le texte indique également que « ces groupes ne faisaient pas partie, comme on l'a dit, d'une nébuleuse terroriste ». Ils appartenaient à une même organisation parfaitement structurée. Ils bénéficiaient du soutien d'un Etat. Les exigences même qu'ils formulaient désignaient clairement les auteurs de ces agissements ».

Jean-Louis Normandin et Jean-Paul Kauffmann avaient été enlevés par des miliciens à leur arrivée à Beyrouth. L'action avait été revendiquée par le Jihad islamique, qui avait également annoncé, le 5 mars 1986, la mort de Michel Seurat. L'Iran est accusé d'avoir manipulé en sous-main le Jihad islamique et le Hezbollah, à l'origine de ces enlèvements.

« VÉRITÉ ET JUSTICE »

Une centaine d'Occidentaux, dont 16 Français, avaient été pris en otage au Liban dans les années 1980. Marcel Carton et Jean-Paul Kauffmann ont été victimes de mauvais traitements, de menaces de mort et de simulacres d'exécution de la part de leurs ravisseurs. Ils sont restés otages plus de trois ans, du 22 mai 1985 au 4 mai 1988.

Les prises d'otages avaient commencé, le 22 mars 1985, par l'enlèvement des employés de l'ambassade de France Marcel Carton et Marcel Fontaine à Beyrouth. Elles s'étaient poursuivies le 22 mai 1985 avec l'enlèvement de Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann, suivi, le 8 mars 1987, par ceux de Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Corné et Jean-Louis Normandin, journalistes d'Antenne 2.

La mort de Michel Seurat, victime d'un cancer, selon un récit ultérieur de Jean-Paul Kauffmann, avait été annoncée le 5 mars 1986. Les libérations devaient s'échelonner jusqu'au 4 mai 1988. Le lendemain, les derniers otages français, Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine, revenaient à Paris entre les deux tours de l'élection présidentielle. Les ravisseurs réclamaient l'arrêt des livraisons d'armes par la France à l'Irak, en guerre contre l'Iran à cette époque, la libération d'Anis Naccache, détenu en France pour avoir tenté de tuer à Paris l'ancien premier ministre du chah d'Iran Chapour Bakhtiar, le règlement de la dette du groupe nucléaire français Eurodif à l'Iran et la libération de 15 militants chiites libanais détenus au Koweït. « Les victimes que nous sommes ne sont pas animées par un sentiment de vengeance mais par une exigence de solidarité, de vérité et de justice », expliquent les plaignants.

Cette plainte intervient après l'ouverture, en 2001, d'une enquête financière sur des versements d'argent de l'homme d'affaires franco-libanais Iskandar Safa à des proches de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur entre 1986 et 1988. - (AFP, Reuters.)

Dix ans après l'attentat contre le juge Falcone, l'Italie rend un hommage au défenseur de la loi

Son ancien collaborateur, Piero Grasso, lance un cri d'alarme contre le projet de lutte anti-Mafia du gouvernement Berlusconi qui pourrait conduire à une révision de certains procès déjà conclus

PALERME

de notre envoyée spéciale

Le 23 mai 1992, en Sicile, à l'embranchement pour Capaci, sur la rocade qui va de l'aéroport à Palerme, une très forte charge d'explosifs faisait voler en éclats la voiture blindée du juge Giovanni Falcone, le tuant sur le coup ainsi que sa femme. Très vite, les auteurs de l'assassinat étaient identifiés, arrêtés et condamnés, après avoir confessé leur acte : tous appartenaient à Cosa Nostra, la Mafia sicilienne. Dix ans plus tard, alors que la justice s'interroge toujours sur les commanditaires réels de ce crime, l'Italie célèbre avec faste la mémoire du juge Falcone. Une marche de policiers pour la légalité s'est conclue à Mestre, près de Venise, par un hommage vibrant au défenseur de la loi qu'était Giovanni Falcone. L'administration des Postes met en vente, jeudi 23 mai, un timbre à l'effigie de ce héros et à celle de Paolo Borsellino, son alter ego au parquet de Palerme, assassiné deux mois plus tard par la même Mafia. Et l'on ne compte plus les émissions, articles et déclarations élogieuses, d'un bord à l'autre de l'échiquier politique.

Mais sa sœur Maria, ses amis, comme le substitut milanais Ilda Boccassini, ou le journaliste Francesco La Licata, originaire de Palerme lui aussi, chroniqueur à *La Stampa* et auteur d'une biographie qui vient d'être rééditée, dénoncent une certaine hypocrisie dans cet unanimité de façade. Au moment où droite et gauche se déchirent, via les médias, pour s'approprier l'héritage du juge Falcone, ses proches rappellent que le magistrat n'avait pas été soutenu par l'Etat d'alors. « C'était un homme seul », rappellent-ils. Et ne verse-t-on pas d'autant plus de larmes qu'on baisse la garde face au danger que représente toujours le crime organisé ?, s'interrogent-ils.



A Palerme, dans l'imposant bureau qu'occupait Giovanni Falcone, Piero Grasso, l'actuel procureur général du parquet anti-Mafia, qui fut son collaborateur et ami, rappelle « ce devoir du souvenir ». Mais, en même temps, il explique pourquoi il a lancé un cri d'alarme contre le projet du gou-



« Cosa Nostra est toujours la même organisation, mais elle a changé de stratégie »
PIERO GRASSO

vernement Berlusconi sur la lutte anti-Mafia. « Dans les projets de loi modifiant les règlements de la lutte contre la Mafia, certaines mesures peuvent conduire à une révision massive de procès pourtant conclus et qui ont conduit comme dans le

maxi-procès de 1986 [475 mafieux jugés à Palerme, certains pour plusieurs centaines de crimes] à des centaines de condamnations à perpétuité pour des chefs de Cosa Nostra. » Il met en garde aussi contre « les restrictions pour le recours aux repentis, dont les révélations sont précieuses pour connaître le fonctionnement de l'organisation criminelle. Ces modifications sont précisément celles que souhaite aujourd'hui, comme hier, Cosa Nostra et vont à l'inverse de l'action de Giovanni Falcone ».

Selon le biographe du juge Falcone, les chefs mafieux, même emprisonnés, cherchent aujourd'hui à obtenir des concessions. « Une nouvelle fois, ils cherchent à traiter avec l'Etat. Ils veulent la révision des procès, et l'assouplissement du régime carcéral auquel ils sont théoriquement soumis, qui prévoit l'isolement, en pratique pas appli-

qué », explique Francesco La Licata. Les prisonniers bénéficient du droit de visite ordinaire, « mais demandent maintenant de pouvoir se rencontrer à l'intérieur de la centrale ».

Dans la majorité gouvernementale, certains minimisent le risque que constitue la Mafia. Le ministre des travaux publics Pietro Lunardi déclarait il y a peu qu'« il faut bien vivre avec ». « Il n'y a pas à traiter. Nous appliquons la loi, un point c'est tout, comme le faisait Giovanni Falcone. Si un membre de la Mafia a quelque chose à dire, c'est à la justice qu'il doit le dire, en collaborant, et il peut alors bénéficier des assouplissements prévus dans ce seul cas par la loi », rétorque Piero Grasso. Telle est la ligne appliquée par le parquet de Palerme, qui vient de faire arrêter deux importants chefs de Cosa Nostra pourtant en fuite depuis des décennies. « Cosa Nostra fait tout pour faire passer l'idée qu'elle est inexistante. C'est toujours la même organisation avec ses règles qui agissent sur la société et les gens. Mais elle a changé de stratégie, pour mieux investir, alors que les sociétés sont cotées en Bourse, et pour mieux s'insérer dans les flux d'argent public. » En particulier dans l'afflux des sommes énormes de fonds européens attendus ces temps-ci en Sicile.

Telle est l'arrière-scène à ne pas oublier dans ce spectacle de commémoration. « Il est difficile de parler de la légalité, quand les besoins essentiels ne sont pas satisfaits, comme chez nous en Sicile », conclut Piero Grasso, soulignant la précarité permanente de l'emploi et la sécheresse actuelle qui frappent l'île, alors que des crédits importants pour y remédier se sont perdus dans les sables. « La répression de l'Etat ne suffit pas, il faut une synergie avec d'autres parties de la société. »

Danielle Rouard

La mosquée de la discorde en Catalogne

MADRID

de notre correspondant

Qui connaissait jusqu'ici Premia de Mar, à part quelques estivants fidèles à cette petite ville catalane de 28 000 habitants et à son sable fin ? Presque personne. Qui la connaît aujourd'hui ? Toute l'Espagne. Et ce depuis qu'avec la récente montée des partis populistes xénophobes en France et en Hollande, le problème de l'immigration, posé de façon aiguë, a conduit médias et politiciens espagnols à regarder à la loupe, à titre préventif, chaque foyer de tension potentielle sur son territoire.

Et Premia de Mar est devenu l'un de ces foyers, grossissant de jour en jour. La ville, qui compte une communauté musulmane bien établie, s'affronte en deux camps opposés, l'un favorable à la construction d'une mosquée, l'autre qui veut l'empêcher à tout prix. Les adversaires de la mosquée allèguent des raisons plus que variées qui vont de la « nuisance auditive » à la faute de goût urbanistique, en passant par l'argument plus direct qu'ils se sentent envahis et « plus chez eux ».

Les musulmans qui, depuis plus de dix ans, cherchent à établir leur lieu de rencontre et de prières et qui ont démenagé plusieurs fois déjà à la suite de protestations, expliquent que, là, rien ne les fera changer : cette fois, ils

possèdent un terrain en ville et même le permis de construire. En somme la « légalité » est de leur côté, mais pas forcément l'opinion.

Et en quelques semaines, après de pacifiques puis violentes manifestations auxquelles participent désormais quelques milliers de personnes dont des groupuscules d'extrême droite venus de l'extérieur, Premia de Mar est devenu un « cas » national.

COMMISSION DE « CONCILIATION »

Sous l'œil désolé du maire socialiste, Maria Jesus Fanego qui multiplie les appels au calme et au dialogue, les partis de gauche de la municipalité – les socialistes et la Gauche républicaine catalane (ERC) – échangent des propos aigre-doux. Le secrétaire général de ERC, Josep Luis Carod-Rovira, est même allé jusqu'à rappeler que l'ancien imam de la ville « refusait de parler au maire, qui est une femme, et ne voulait rien entendre en catalan ». Il accuse l'actuel imam dont il demande l'expulsion « d'attenter contre la démocratie en inculquant des valeurs réactionnaires, intégristes et anticatalanes à ses fidèles ».

Des solutions alternatives pour la construction de la mosquée sont à l'étude et même une commission de « conciliation ». Mais il n'en reste pas moins que cette affaire, véritable laboratoire du bouillonnement, souvent

artificiel, des idées actuelles, a créé une véritable « fracture sociale » dans la ville. Et plusieurs élus catalans, dont l'ex-maire socialiste de Barcelone, s'interrogent sur « l'usage électoraliste délégué et dangereux » que font certains à droite, y compris dans la presse, d'une immigration présentée presque uniquement comme synonyme d'insécurité et de délinquance. D'autant que le climat général s'y prête et l'Europe, décidée à protéger ses frontières, tentera, sous la houlette de la présidence espagnole, de se doter d'un « plan global » sur l'immigration au conseil européen de Séville, en juin.

Quant aux sondages, ils semblent refléter cette peur diffuse de l'immigration, devenue la première priorité. En Catalogne, le dernier sondage, sorti mercredi 22 mai, est particulièrement frappant : on y apprend que 37 % des Catalans voient l'immigration comme un phénomène « négatif » pour 35 % seulement qui le jugent « positif ». Ce qui a conduit un des porte-parole des socialistes catalans, Joaquim Nadal, à conclure, en réponse à ceux qui argumentent que le pays est déjà au « plein » de sa capacité d'accueil : « Il n'y a pas trop de gens, en Catalogne, mais trop de gens qui ont de mauvaises conditions de vie. »

Marie-Claude Decamps

Eduardo Duhalde met sa démission dans la balance

BUENOS AIRES. Le président argentin Eduardo Duhalde a mis mercredi 22 mai sa démission dans la balance pour contraindre la classe politique et les gouverneurs de province à se conformer aux exigences du Fonds monétaire international (FMI). Selon une source gouvernementale, le président Duhalde, rentré dans la matinée d'un voyage à Madrid et à Rome, a eu plusieurs entretiens téléphoniques avec des responsables politiques argentins, de la majorité péroniste et de l'opposition radicale, dont l'ancien président Raul Alfonsín, et avec plusieurs gouverneurs. « L'unique possibilité pour le gouvernement est de boucler l'accord avec le FMI. Il n'y a pas de plan alternatif. Il n'y a pas d'autre solution. Soit nous suivons ce chemin, soit je m'en vais », a dit Eduardo Duhalde, cité par cette source. Le FMI exige pour une reprise de son aide l'engagement de toutes les provinces à baisser leur déficit de 60 %. Or, trois des quatre « grandes » provinces – Buenos Aires, Santa Fe et la capitale fédérale – refusent toujours leur aval définitif au plan gouvernemental. – (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **UNION EUROPÉENNE :** les dix pays candidats à l'élargissement de l'Union européenne ont adopté, mercredi 22 mai à Varsovie, des principes communs pour les négociations finales d'adhésion, portant sur les chapitres épineux de l'agriculture et des financements. Dans une déclaration commune, les dix ministres des affaires étrangères ont souligné qu'ils devraient bénéficier, une fois entrés dans l'UE, des mêmes avantages que les Quinze, notamment de la politique agricole commune de soutien financier aux agriculteurs, et de cohésion structurelle, référence aux fonds structurels destinés au développement des régions pauvres. – (AFP.)

■ **RWANDA :** la justice a refusé, mercredi 22 mai, de libérer sous caution l'ancien président Pasteur Bizimungu, incarcéré depuis le 20 avril. Celui-ci a indiqué qu'il fera appel. Pasteur Bizimungu, devenu depuis sa démission en mars 2000 le dirigeant de l'opposition, avait été arrêté et accusé d'avoir porté atteinte à la sécurité de l'Etat et de conspiration. Pasteur Bizimungu, 50 ans, a rejoint le Front patriotique rwandais (FPR) dans les années 1990, qui était alors un groupe de rebelles combattant le régime du président Juvénal Habyarimana. – (Reuters.)

■ **ANGOLA :** dans une lettre à Jacques Chirac et au président de la Commission, Romano Prodi, le président José Eduardo dos Santos a appelé la France et l'Union européenne à venir en aide à son pays menacé par la famine. Le chef de l'Etat angolais a également demandé le soutien de l'UE pour débarrasser son pays de toutes les mines disséminées sur le territoire. – (AFP.)

■ **ALGÉRIE :** le président Bouteflika a accordé sa grâce à 5 100 détenus de droit commun qui seront libérés immédiatement, a-t-on appris mardi de source officielle. Il s'agit de détenus dont le restant de la peine est inférieur ou égal à six ans. D'autres détenus ont bénéficié d'une remise de peine. Ces mesures interviennent au lendemain de mouvements de révolte dans des prisons souvent surpeuplées et mal entretenues. – (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS :** un ancien membre du Ku Klux Klan (KKK) a été condamné, mercredi 22 mai, à la prison à vie, pour l'assassinat en 1963 de quatre fillettes noires dans un attentat à la bombe visant une église d'Alabama. Bobby Frank Cherry, 71 ans, a été déclaré coupable par un jury à Birmingham, en Alabama. Deux autres responsables de l'attentat avaient été condamnés en 1977 et en 2001 à des peines de prison à vie, le quatrième suspect était décédé avant la réouverture du dossier. – (Reuters.)

■ **ALLEMAGNE :** un membre du Parti libéral allemand FDP, Jamal Karli, qui avait accusé l'armée israélienne de « méthodes nazies » dans les territoires occupés, a présenté sa démission à la suite de la polémique suscitée par ses propos, a annoncé, mercredi 22 mai, le vice-président du FDP, Jürgen Moellmann. – (AFP.)

■ **CAMBODGE :** un ancien général khmer rouge, accusé notamment du meurtre de trois jeunes touristes occidentaux en 1994, a comparu devant un juge de Phnom Penh, jeudi 23 mai. Sam Bith avait été arrêté la veille à Battambang (Nord-Ouest). Le Français Jean-Michel Braquet, le Britannique Mark Slater et l'Australien David Wilson avaient été enlevés en juillet 1994 lors de l'attaque d'un train, puis exécutés deux mois plus tard. L'arrestation du suspect, qui vivait librement au Cambodge, était demandée depuis des années avec insistance par la France, l'Australie et la Grande-Bretagne et les familles des victimes. – (AFP, Reuters.)

L'ONU dresse un sombre tableau de l'état mondial de l'environnement

LONDRES. Pénurie d'eau pour la moitié de la population, extension galopante des villes et des infrastructures routières : le programme des Nations unies pour l'environnement a dressé mercredi 22 mai à Londres un sombre tableau de l'état de la planète à l'horizon 2 032. Les deux tiers des terres émergées vont être affectées par le développement de routes et de villes dans les trente prochaines années à moins que des mesures urgentes ne soient prises, selon le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Par ailleurs « plus de la moitié de la population mondiale vivra en 2032 dans des régions souffrant d'une pénurie d'eau si les décisions politiques, économiques et sociales du globe sont laissées aux forces du marché », indique le rapport. « L'Asie de l'Ouest, y compris la Péninsule arabique, pourrait être la plus touchée, plus de 90 % de sa population vivant dans des régions manquant d'eau en 2032 », ajoute le document. – (AFP.)

Au Kirghizstan, émeutes et manifestations se multiplient contre le président Askar Akaev

Le gouvernement a démissionné mercredi 22 mai. L'arrestation d'opposants et la cession de territoires à la Chine sont à l'origine des troubles

DÉCRIT, il y a peu, comme un « havre de démocratie » dans une région tourmentée, la République du Kirghizstan, surnommée parfois la « Suisse » de l'Asie centrale ex-soviétique, est, depuis quelques mois, agitée par des manifestations en série dont le mot d'ordre est la démission du président Askar Akaev, ex-chercheur devenu président à l'accession du pays à l'indépendance, en 1991. Critiqué pour avoir fait emprisonner deux de ses opposants, Askar Akaev est voué aux gémonies depuis la ratification d'un traité frontalier aux termes duquel 1 270 km² de territoire kirghize vont être cédés au voisin chinois.

Le président est en outre critiqué pour sa piètre gestion des affrontements des 17 et 18 mars :

la police a tiré dans la foule qui manifestait, ces jours-là, dans la petite ville d'Ak Sui, près de la frontière chinoise, tuant six personnes et en blessant des dizaines d'autres.

Accusé par la rumeur d'avoir donné l'ordre de tirer, le président Akaev a démenti et diligenté une commission d'enquête. A la mi-mai, celle-ci a conclu à la responsabilité des ministres en charge de la sécurité et à celle de la police locale (pour « recours injustifié aux armes à feu »), mais aucune sanction n'étant envisagée, les protestations ont redoublé.

Mercredi 22 mai, le président Akaev a finalement « accepté » la démission de son gouvernement, tout en réprimant les manifestations. A Bichkek, la capitale, où

des centaines de manifestants se réunissent régulièrement depuis le 8 mai, près de deux cents personnes ont été placées en garde à vue.

Des parlementaires se plaignent de n'avoir, à ce jour, jamais vu les cartes du nouveau tracé frontalier

Au Sud, les manifestants ont formé des barrages sur le principal axe routier du pays, l'autoroute Och-Bichkek. Ils réclament l'abrogation du traité frontalier avec la

Chine, un complément d'enquête sur les affrontements meurtriers et la démission du président. Une de leurs revendications, la libération de l'opposant Azimbek Beknazarov, député et critique farouche de la cession territoriale à la Chine, a été entendue puisque celui-ci, incarcéré depuis janvier pour « corruption » – en fait, il avait protesté un peu trop vigoureusement contre le traité frontalier –, a été libéré sur parole.

L'autre opposant, Felix Koulov, qui purge, depuis janvier 2001, une peine de sept ans pour « abus de pouvoir », vient de se voir infliger, le 8 mai, dix ans supplémentaires pour « corruption ».

Selon ses partisans, il avait annoncé un peu trop fort son désir de se présenter à la prochai-

ne élection présidentielle. Toutefois, la ratification par le Parlement local, le 17 mai, du traité de cession à la Chine d'une portion du territoire kirghize a cristallisé les rancœurs. Plusieurs députés reprochent au président d'avoir, depuis 1999, concocté le texte de l'accord dans le plus grand secret, au mépris de la Constitution et du principe d'indivisibilité du territoire qui y figure.

A la veille de la ratification, des parlementaires se sont plaints de n'avoir reçu que très tardivement le texte de l'accord et déplorent n'avoir, à ce jour, jamais vu les cartes topographiques du nouveau tracé frontalier. D'autres mettent en avant le risque de voir désormais les autres pays frontaliers du Kirghizstan – le Kazakhstan ou

l'Ouzbékistan, avec lesquels des litiges territoriaux perdurent – faire pression afin d'obtenir des cessions avantageuses.

Ces troubles se développent d'autant plus facilement que le pays, enclavé et dépourvu de ressources naturelles, connaît un niveau de vie extrêmement bas, un fort taux de chômage, ainsi que le non-paiement des salaires, des retraites et des allocations, sur fond de corruption. Quant à la contrebande, elle s'est généralisée ces derniers mois, peu après que le Kirghizstan a accueilli sur son sol deux mille soldats étrangers – Américains et Français – venus en appui des forces déployées en Afghanistan.

Marie Jégo

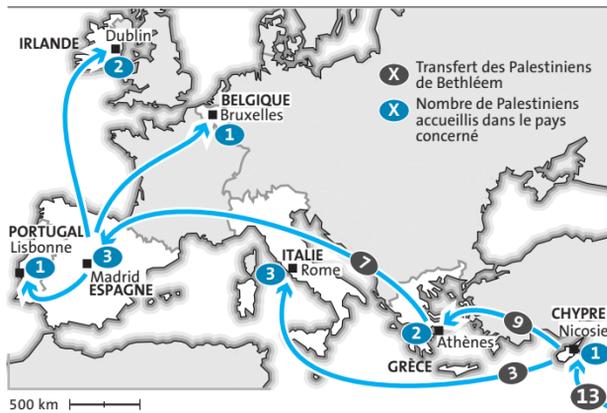
Imbroglie européen pour l'accueil de treize Palestiniens

La longue négociation sur leur répartition dans six pays de l'Union suscite des critiques dans plusieurs capitales. Elle témoigne de la difficulté des Quinze à parvenir à un consensus sur les problèmes délicats de politique étrangère

DOUZE DES TREIZE Palestiniens expulsés d'Israël, aux termes du siège de la basilique de la Nativité par l'armée israélienne, ont quitté, mercredi 22 mai Chypre, où ils avaient été amenés il y a dix jours par un avion militaire britannique. Trois d'entre eux ont été acheminés à Rome à bord d'un avion d'affaires italien, deux à Athènes et les sept autres, à bord d'un avion cargo de l'armée de l'air espagnole, à Madrid. Trois de ces derniers resteront en Espagne, les quatre autres devant être accueillis en Belgique, en Irlande (deux) et au Portugal. Le treizième a été gardé à Chypre.

Aux termes de l'accord entre les Quinze, conclu mardi soir, les Palestiniens seront, en principe, exilés pour un an au maximum et cantonnés au territoire du pays qui les abritera, indique-t-on à Bruxelles. Le traité de Schengen, qui permet la libre-circulation sur le territoire de l'Union, ne devrait donc pas s'appliquer à eux. Les représentations palestiniennes dans les pays concernés devraient aider à leur protection et leur surveillance. Une certaine ambiguïté demeure sur ce qui se passe si Israël demandait l'extradition de tel ou tel. Le décret adopté par le gouvernement italien pour permettre la prise en charge de trois des Palestiniens souligne à ce propos que l'accord prévoit des discussions en vue d'une position commu-

LA FIN DE L'ODYSSÉE DES « 13 »



ne à trouver. Les interminables tractations entre les Quinze laissent un goût amer alors que les Européens s'interrogent, à l'occasion de la Convention sur la réforme de l'UE, sur la nécessité de communautariser leurs politiques étrangères et de défense. Il a fallu toute la ténacité de la diplomatie espagnole, et de son chef en particulier, le ministre des Affaires Étrangères, Josep Piqué, pour débloquent la situation, samedi dernier. Alors que les discussions étaient dans l'impasse à Bruxelles, M. Piqué, profitant de la présence de ses homologues euro-

péens au Sommet UE-Amérique latine de Madrid, a su convaincre chacun des termes d'un accord de principe.

UN RÔLE PLUS ACTIF

Les Espagnols indiquent avoir été aidés par plusieurs pays, dont l'Italie, et que leurs efforts ont été relayés par le travail de l'ambassadeur Miguel Moratinos, représentant spécial de l'UE au Proche-Orient, qui était à Chypre. Il a néanmoins fallu un dernier round de négociations le lundi, tant par téléphone qu'à travers de nou-

veaux contacts à Mykonos en Grèce, en marge cette fois de la réunion ministérielle annuelle du forum méditerranéen, pour s'entendre sur les chiffres de la répartition et surtout le mode de sélection des futurs hôtes palestiniens.

L'Espagne qui a toujours souhaité jouer un rôle plus actif sur la scène internationale, notamment en ce qui concerne la Méditerranée et le Proche-Orient où le gouvernement Aznar a proposé plusieurs fois sa médiation, ne boude pas ce succès. Mais les discussions acharnées, l'absence pesante, dans l'élaboration du consensus, de la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, pays qui se veulent les moteurs de l'Europe et qui se sont refusés à accepter le moindre Palestinien, suscitent à Madrid des commentaires aigres, malgré les arguments électoraux français ou allemands.

En un mot l'Espagne qui aurait souhaité une répartition équitable des 13, s'est sentie « lâchée ». Et avec elle des pays comme l'Italie, dont le président du Conseil, Silvio Berlusconi, a exprimé son mécontentement, ou le Portugal. « Je suis déçu, dira Josep Piqué, par certains pays qui disent souvent qu'il faut faire plus pour résoudre le conflit mais qui, quand il faut prendre des décisions difficiles ne le font pas ».

L'analyse française est très diffé-

rente. On déplore à Paris l'idée selon laquelle l'engagement de l'Europe au Proche-Orient, et sa capacité à faire avancer un règlement du conflit israélo-palestinien, devraient se mesurer à l'aune de cet épisode. C'est, selon certains responsables français, exactement le contraire : « Les Américains ont négocié ça dans le dos des Italiens ou presque », avec le représentant italien sur place qui a semblé-t-il être quelque peu dépassé et n'a pas suffisamment consulté son gouvernement ; et quand l'affaire a mal tourné, Silvio Berlusconi mettant des bâtons dans les roues, « l'Europe était supposée rattraper leur coup mal ficelé qui était en train de rater ». « Moratinos, n'écoutez pas son grand cœur, a fait ce qu'il a pu pour arranger l'affaire. Mais rien n'avait été précisé entre les Quinze », ajoute-t-on. Des questions réelles se posaient, dont on n'avait pas les réponses, à commencer par celles de l'identité des 13 Palestiniens et de ce qui leur était reproché par les Israéliens, explique-t-on encore, d'où découlaient d'autres questions sur le statut qui pouvait leur être accordé, leur liberté de circulation en Europe, l'attitude à avoir si les Israéliens venaient un jour à demander leur extradition.

Service International

Le Parlement et la Commission unis contre les capitales

BRUXELLES

de notre bureau européen

Soudain, c'était l'Union sacrée. Le Parlement européen, si prompt à attaquer la Commission, qu'il a fait tomber en 1999 quand elle était présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, s'est retrouvé à ses côtés, lorsque son président, Romano Prodi, est venu présenter, mercredi 22 mai, son projet sur l'avenir de l'Europe. Car un adversaire commun menace leur pouvoir : les chefs d'Etat et de gouvernement.

Les « Grands » d'Europe, Jacques Chirac, Tony Blair et Jose Maria Aznar en tête, sont accusés de défendre le pouvoir des Etats et de vouloir empêcher l'émergence de la « vraie » Europe, celle plus fédérale défendue par les eurodéputés et la Commission. Sous couvert d'améliorer l'efficacité du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, les trois dirigeants ont en effet proposé de nommer un président pour une durée longue. Nombreux sont ceux qui y voient une volonté de MM. Blair et Aznar, âgés de 49 ans, de trouver une mission à leur envergure, à l'issue de leur mandat. « Le modèle proposé par M. Aznar, c'est le Saint-Empire romain germanique, ce n'est pas le modèle communautaire », a accusé le président du groupe socialiste européen, l'Espagnol Enrique Baron

Officiellement, il s'agissait de débattre des missions de l'Europe ; en réalité, de savoir qui aura le pouvoir : les capitales ou Bruxelles. « Nous sommes vos alliés dans cette bataille », a lancé à M. Prodi l'Italienne Monica Frassoni (Verts). Structurellement, le Parlement soif d'exécutif européen soit dévolu à la Commission, sur laquelle il a un pouvoir de censure, plutôt qu'aux gouvernements, plus libres.

« AMBITIEUX MAIS SOUPLE »

L'enjeu pour les eurodéputés est d'arriver à peser sur les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, alors que son président, Valéry Giscard d'Estaing, est plutôt sur la ligne des capitales. « On dit qu'il y a déjà un accord entre les Etats membres », s'est inquiété M^{me} Frassoni. Pour échapper à ce verrouillage, il faudrait débattre des vrais sujets. « Vous dites qu'il faut une politique étrangère, une politique intérieure commune, mais aucun de ces sujets ne fait partie des groupes de travail de la Convention », a-t-elle protesté.

Certains s'interrogent toutefois sur la tactique de la Commission qui, en revendiquant la conduite de la politique étrangère de l'Union, risque de se heurter à un ferme refus des gouvernements. « Ne faisons pas ce que l'on a fait la dernière fois quand les petits soldats communautaires sont montés à l'assaut pour finir par se faire battre. Il faut être ambitieux mais souple », a exhorté le chrétien-démocrate allemand Konrad Schwäger.

Pour Romano Prodi, « ce qui peut ruiner l'esprit de la Convention, c'est l'esprit de conservatisme, le fait que chaque institution défende de façon rigide ses prérogatives ». Or sur ce point, le bât blesse. La Commission n'a pas fait ce qu'elle avait annoncé : parler des missions de l'Europe. En revanche, elle s'est pressée de demander plus de pouvoir pour elle-même, dans les domaines sensibles de la politique étrangère et de la défense, alors que M. Giscard d'Estaing ne voulait aborder que plus tard les problèmes d'architecture institutionnelle.

Pis, accuse un diplomate, la Commission ne dit rien sur sa propre réforme, comme si le rôle de Bruxelles n'était pas mis en cause. Elle ne traite guère le choc de l'élargissement, ne dit mot sur les parlements nationaux, rien sur l'éloignement du citoyen de Bruxelles, alors que ce n'est pas le Parlement européen qui va rapprocher l'Europe des citoyens, peste un diplomate. « C'est tout va très bien Madame la marquise, poursuit-il. La Commission est retombée dans les papiers faits par des fonctionnaires qui veulent plus de pouvoir pour eux-mêmes. Elle est en train de s'autodétruire. »

Arnaud Leparmentier

Sept pays hôtes et des conditions d'accueil à géométrie variable

De l'Espagne à l'Irlande, les autorités demeurent extrêmement discrètes sur les identités des Palestiniens et leur statut

► **ITALIE.** Les trois Palestiniens accueillis en Italie sont membres des Brigades Ezzedine Al-Kassam (aile armée du Hamas) et Al-Aqsa, comme l'ont confirmé les autorités palestiniennes. Selon les services secrets israéliens, Ibrahim Mohammed Salem Abayat (32 ans), Khaled Hamid Abu Najimeh (34 ans) et Saïd Attallah Salem (23 ans) auraient entraîné des kamikazes et planifié plusieurs attentats ayant fait de nombreuses victimes.

Les trois hommes ont été emmenés, mercredi 22 mai, dans la région de Rome, avant un lieu de résidence définitif qui doit rester secret. La veille, le conseil des ministres avait adopté un décret fixant les règles de cet accueil et leur statut d'« hôtes pour raisons humanitaires », qui n'a rien à voir avec un droit d'asile que l'Italie tarde à introduire dans sa loi.

Ces dispositions en quatre chapitres sont analogues à celles prévues pour les « repentis » de la mafia : contrôle constant et disponibilité à accepter un transfert temporaire à tout moment, modification d'identité (ce qui peut leur permettre d'étudier ou de travailler). Leurs familles ne seront pas autorisées à les rejoindre. Les trois Palestiniens, après avoir signé un contrat les engageant à respecter ces dispositions, pourront rester au maximum douze mois en Italie. S'ils violent les règles de sécurité imposées, ce sera l'expulsion immédiate. Leur accueil devrait coûter environ 600 000 euros, prélevés sur la provision pour « dépenses imprévues » du ministère de l'économie.

► **BELGIQUE.** Selon le quoti-

dien *La Libre Belgique*, dans son édition du 23 mai, Bruxelles devait accueillir un membre du Tanzim-Fatah, Khalil Nawawré. Cette identité ne figure pourtant pas sur la liste des « treize ». Né en 1978, il serait, selon les services israéliens, un des adjoints d'un des chefs de la branche armée du Fatah. En vertu de l'accord passé entre les Quinze, il bénéficierait du statut de réfugié temporaire à titre humanitaire. Il sera logé dans un lieu tenu secret mais sera libre de circuler dans le pays.

« Nous ne donnons pas de détails pour que sa sécurité soit assurée et pour que l'ordre public soit garanti », a déclaré Koen Vervaeke, un porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères. M. Vervaeke a précisé que cette personne « s'était engagée par écrit à respecter les conditions de séjour exigées par la Belgique ».

► **IRLANDE.** On ignorait encore, mercredi soir, l'identité des deux Palestiniens qui devaient arriver à Dublin dans la journée de jeudi. Ali Halimeh, délégué général de l'autorité palestinienne à Dublin, s'est refusé à dévoiler leur identité « pour protéger leur sécurité et l'intégrité du gouvernement irlandais ». Il a précisé qu'ils n'arriveraient pas avec leur famille, comme prévu initialement, mais que leurs femmes et leurs enfants viendraient les rejoindre plus tard.

Selon le ministère irlandais des Affaires étrangères, les deux Palestiniens seront autorisés à rester un an en Irlande. Ils pourront toutefois séjourner plus longtemps en demandant, au bout d'un an, l'asile politique. Le ministère de la justice a refusé de dire si les deux hommes allaient être soumis ou

non à la surveillance policière. L'ambassadeur d'Israël en Irlande, Mark Sofer, a rappelé mercredi, qu'« Israël n'a pas renoncé à son droit de réclamer l'extradition [des 13 Palestiniens] ».

► **GRÈCE.** Mohammed Mouhanna et Mamdouh Al-Wardiyanne sont arrivés, mercredi en fin de matinée, à Athènes. M. Mouhanna

était plus explicite : « Ils vont jouir d'un statut qui est celui des "personnes déplacées", avec un permis de résidence temporaire et une liberté de mouvement sur territoire espagnol, mais sous contrôle et surveillance policière », a-t-il déclaré, ajoutant que le séjour maximum serait de « un an ». De son côté, la Croix-Rouge espagnole, qui s'occu-

des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa. Mardi, le représentant de l'Autorité palestinienne au Portugal, Issam Beseiso, avait affirmé que le Palestinien accueilli par le Portugal aurait une autorisation de séjour valable pour un an, qui serait renouvelable automatiquement jusqu'à la proclamation d'un Etat palestinien indépendant. Il avait ajouté que sa famille serait également autorisée à résider au Portugal sous « la protection du gouvernement portugais ».

► **CHYPRE.** Abdallah Daoud, le seul des 13 Palestiniens à être resté à Chypre, est accusé par Israël d'avoir organisé des trafics d'armes et des attaques anti-israéliennes. Directeur des services de renseignement dans le secteur de Bethléem (Cisjordanie), M. Daoud a déclaré, mercredi, à l'AFP qu'il ne craignait pas pour sa sécurité. Né en 1962 et licencié en sciences politiques de l'Université Al-Najah de Naplouse (Cisjordanie), M. Daoud a indiqué qu'il parlait l'anglais et qu'il allait profiter de son séjour à Chypre pour « découvrir le pays et faire la connaissance de ses habitants ».

L'ambassadeur d'Espagne à Chypre, Ignacio Garcia Valdecasas, a affirmé que M. Daoud allait « rester quelques jours ou quelques semaines à Chypre » et qu'il serait « libre de ses mouvements ». Marié et père d'une fille de 8 ans et demi et d'un garçon de 5 ans, M. Daoud s'est dit très triste d'« être loin de la patrie », indiquant qu'il était en contact permanent avec sa famille.

Nicolas Bourcier
avec nos correspondants
en Europe

Paris met en cause les Etats-Unis

La déception, exprimée notamment par le ministre espagnol des Affaires étrangères quant à l'attitude de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, « n'appelle pas de réaction du ministère des Affaires étrangères », indique le porte-parole du Quai d'Orsay, qui précise : « Nous avons eu des contacts réguliers avec la présidence espagnole, notamment jeudi 16 mai, lors du dîner entre Josep Piqué et Dominique de Villepin. » Les dirigeants français estiment que dans l'affaire de Bethléem, l'Europe a été traitée cavalièrement par les Américains, qui ont négocié un arrangement sans la consulter, puis lui ont « refilé le bébé ».

Les réponses aux questions qui se posaient quant à l'identité et au statut des Palestiniens « auraient dû être des préalables » à un accord, insiste-t-on à Paris. C'est pourquoi on ne veut pas voir dans l'issue trouvée pour l'Eglise de la Nativité « une démonstration que l'Europe peut jouer un rôle pour dénouer les problèmes au Proche-Orient. Ce n'est vraiment pas le moyen de peser sur les choses. Si nous voulons être utiles, il faut que nous soyons réellement associés d'emblée ».

est membre des services de renseignement palestiniens et M. Al-Wardiyanne membre du Hamas, selon les services de sécurité israéliens.

D'après le représentant diplomatique de la Palestine, Abdallah Abdallah, les deux hommes « vont bien et seront libres en Grèce, comme l'a déclaré le gouvernement ». « Ils auront une vie normale. L'un d'eux va essayer de poursuivre ses études », a-t-il précisé avant d'ajouter : « Ils resteront le temps qu'il faudra avant de retourner en Palestine auprès de leurs familles, leurs amis et leurs compagnons ». MM. Mouhanna et Al-Wardiyanne devraient être présentés au public lors d'une conférence de presse, jeudi 23 mai.

► **ESPAGNE.** Madrid a maintenant le silence et la discrétion la plus absolue sur l'arrivée des trois Palestiniens, mercredi 22 mai. De leur identité, officiellement, on ne sait rien sinon, comme l'a expliqué le ministre des Affaires étrangères, Josep Piqué, « qu'il ne s'agit pas de terroristes ». Selon certaines sources, les trois Palestiniens seraient : Ibrahim Moussa Abayat, pourtant également annoncé en Italie ; Ahmed Hamamra, membre du Fatah et sans doute Aziz Joubrane, né en 1971, qui passe pour un responsable du Hamas.

Le lieu de leur hébergement a été tenu secret par mesure de sécurité et pour protéger « leur intimité », ont dit les autorités. Sur leur statut en revanche, Josep Piqué

perce de l'accueil matériel, a fait savoir, dans un communiqué, que « chaque cas sera traité en respectant la volonté de chacun des trois Palestiniens ». Ils pourront bénéficier, s'ils le désirent, nous a précisé un porte-parole, « de cours d'espagnol, de possibilité d'étudier ou de faire une formation professionnelle ».

► **PORTUGAL.** Selon l'agence de presse Lusa, le Palestinien qui devait arriver à Lisbonne, jeudi 23 mai, s'appelle Annan Mohammed Hamis Tanjeh, né en 1978. Selon les services de sécurité israéliens, il est membre du Fatah et

ESG

Paris Graduate School of Management

CONCOURS SUR TITRES

<p>Admission sur titre</p> <ul style="list-style-type: none"> • En 1^{ère} année : après Bac+2 • En 2^{ème} année : après Bac+3/4 	<p>Prochaines sessions</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10/11/12 Juillet 2002 • 9/10 Septembre 2002 	<p>4 épreuves</p> <ul style="list-style-type: none"> • TAGE-MAGE ou TAGE 2 organisé par la FNEGE • QCM d'anglais • Entretien individuel • Entretien en anglais
--	--	---

Indice de notoriété assistée des Grandes Ecoles Parisiennes visées par l'Etat auprès des entreprises : **ESG 4^{ème}** (Entreprendre 2002)

L'ESG au TOP 10 des salaires d'embauche (L'Expansion 2001)

Ecole Supérieure de Gestion 25 rue Saint-Ambroise - 75011 Paris
Tél : 01 53 36 44 00 • Fax : 01 43 55 73 74
www.esg.fr • e-mail : esg@esg.fr

Recrutez aujourd'hui vos collaborateurs de demain !

Avec 1800 apprentis le CFA SUP 2000 est le leader de la formation universitaire en APPRENTISSAGE dans les domaines **du commerce, de la gestion, de la comptabilité, de l'informatique, de l'assurance et des techniques industrielles.**

Pour en savoir plus sur l'apprentissage universitaire appelez Virginie au 01 43 53 67 95

Vous savez où vous mettez les pieds.

Le gouvernement n'est toujours pas parvenu à désamorcer le conflit avec les généralistes, qui prend de l'ampleur. Les collaborateurs de **JEAN-FRANÇOIS MATTEI**, ministre de la santé, devaient recevoir, jeudi 23 mai, les

porte-parole de la Coordination nationale, qui revendique 30 000 adhérents. Ils réclament toujours une **CONSULTATION À 20 EUROS** et une visite à domicile à 30 euros. De leur côté, les spécialistes revendiquent

« 1 milliard d'euros » pour porter certaines consultations à 50 euros. Ces revendications interviennent alors que l'assurance-maladie devrait accuser un **DÉFICIT D'ENVIRON 4,5 MILLIARDS D'EUROS** en 2002. Le bureau du

Conseil national de l'ordre des médecins a démissionné jeudi. Son président, **BERNARD HOERNI**, avait été désavoué après avoir signé avec l'Etat et la CNAM un accord sur l'organisation des gardes.

Les généralistes renvoient la droite à ses promesses de campagne

Avant la présidentielle, Jacques Chirac s'était déclaré favorable à une consultation à 20 euros. Les syndicats de médecins et la Coordination nationale exigent que le gouvernement tienne les engagements du candidat. Ils menacent la droite de représailles lors des élections législatives

L'ENTREPRISE de réconciliation entre la droite et les médecins, menée laborieusement depuis des mois par un RPR soucieux de faire oublier le plan Juppé, est menacée. Tout comme le gouvernement Jospin, à peine nommé, s'était trouvé confronté au mouvement des chômeurs, celui de Jean-Pierre Raffarin doit aujourd'hui faire face à une fronde sans précédent des médecins libéraux. Commencée le 15 novembre 2001, la vague de protestation des généralistes, qui réclament la revalorisation à 20 euros

21 000 euros de plus par an et par praticien

● **Le coût pour la « Sécu ».** La CNAM, sur la base du nombre d'actes réalisés en 2001, estime que la revalorisation de la consultation à 20 euros (« C ») et de la visite à domicile (« V ») à 30 euros coûterait 1,2 milliard d'euros par an. Pour l'assurance-maladie, le surcoût serait de 994 millions d'euros, le solde étant à la charge du patient ou, le plus souvent, de sa mutuelle. La seule augmentation du « C » est estimée à 345 millions d'euros (255 pour l'assurance-maladie). ● **Le gain net pour les praticiens.** Pour les 58 000 praticiens concernés, il représenterait, selon la CNAM, 21 000 euros par an (1 791 euros par mois), qui s'ajoutent à la revalorisation de janvier 2002, quand le « C » est passé de 17,5 à 18,5 euros (212 millions d'euros par an).

de leur consultation, et à 30 euros pour les visites à domicile, n'a cessé de prendre de l'ampleur. Désormais, 40 % des omnipraticiens appliquent d'office les 20 euros, selon la direction de la Sécurité sociale au ministère de la santé.

Parti de la base, le mouvement s'est structuré en coordination nationale. Quatre de leurs cinq porte-parole, qui se définissent comme les représentants des « *médecins d'en bas* », en référence à une expression chère à M. Raffarin, devaient être reçus, jeudi 23 mai, par un proche collaborateur du ministre de la santé, Jean-François Mattei. Le 15 mai, celui-ci avait consulté les deux principaux syndicats de médecins, la CSMF et MG France, laissant la Coordination à la porte. Pour se faire entendre, celle-ci a multiplié les actions coup de poing – des méthodes « *d'extrême gauche* », selon la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM).

Il y a eu tout d'abord le refus de « télétransmettre » les feuilles de soins, la grève des gardes de nuit, les week-ends et ponts « *sans toubib* », la manifestation du 10 mars et, plus récemment, l'occupation de deux caisses, dans le Calvados et la Mayenne, pour protester contre les menaces de sanction envers ceux qui font payer 20 euros aux patients. « *Nous n'avons pas levé ces sanctions. Simplement, dans un souci d'apaisement, elles ne seront pas mises en application avant le 30 juin* », précise Raynal Le May, directeur de la caisse de la Mayenne. Dans ce département, depuis des mois, le préfet procède à des réquisitions tous les soirs et tous



Jean-Paul Hamon, le 27 mars, lors d'un rassemblement de médecins à Nantes. Ce généraliste est l'un des cinq porte-parole de la Coordination nationale des médecins, à la pointe du mouvement amorcé en novembre 2001. Quatre d'entre eux devaient être reçus, jeudi 23 mai, au ministère de la santé.

les week-ends pour assurer les gardes.

Le 17 mai, le dernier moyen de pression, le déconventionnement des médecins, est né. Du jamais vu. A l'heure actuelle, « *un département par jour* », selon la Coordination, se rallie à cette action, le dernier en date étant celui de Seine-Maritime. « *Jacques Chirac ne tient pas ses promesses* », accuse Yves Elie, membre de la coordination, qui regrette que le gouvernement renvoie les médecins à des négociations avec la CNAM.

Très vite, M. Mattei, puis le ministre des affaires sociales, François Fillon, qui n'ont toujours pas reçu les responsables de la CNAM, ont en effet jugé « *légitime* » la revendication des médecins qui devra être

« *satisfaite* », d'ici le 9 juin, pour le premier, « *avant l'été* » pour le second. Mais ils ont précisé que, pour respecter le « *dialogue social* » prôné par M. Raffarin, des négociations devraient se rouvrir avec la CNAM, à la grande fureur des médecins.

« SUJET ULTRA-PRIORITAIRE »

« *Ce conflit est politiquement très important pour le gouvernement, qui a pris des engagements. La droite a eu toutes les peines du monde à retrouver la confiance des médecins. Il ne faut pas oublier 1995* », prévient Michel Chassang, président de la CSMF, pour qui la Coordination est avant tout « *un mouvement complémentaire pour en découdre, pas un mouvement antisindical* ».

« *La période électorale a faussé les choses. Les politiques ont encouragé à la transgression tarifaire, c'est gravissime* », juge de son côté Pierre Costes, président de MG France et signataire de l'accord du 24 janvier qui avait porté la consultation à 18,5 euros.

Pour Pierre Morange, médecin généraliste et député RPR des Yvelines, qui avait mené la mission de réconciliation entre son parti et les praticiens, la résolution du conflit est « *un sujet ultra-prioritaire* ». La première manifestation « *de nos engagements* », explique-t-il, consiste à avoir nommé à la santé un médecin de formation, « *un des leurs, ministre de plein droit et qui a la tutelle de l'assurance-maladie* ». La seconde passe par la revalorisa-

tion des honoraires. « *Les ministres pèseront*, affirme M. Morange, *mais si on reprend les travers du gouvernement précédent en passant outre la CNAM, quelle crédibilité aurons-nous ?* »

Ce n'est pas qu'un problème de méthode. Le coût des revalorisations (994 millions d'euros pour l'assurance-maladie), alors que les dépenses de santé continuent d'augmenter, en est un autre. Le déficit de la branche devrait en effet atteindre 4,5 milliards d'euros en 2002. « *Ces chiffres sont faux, pis, ils sont manipulés* », s'insurge la Coordination. Et puis, il y a tous ceux qui guettent l'issue du conflit pour faire valoir, à leur tour, leurs revendications. Ainsi, le principal syndicat des spécialistes libéraux, l'Umespe, réclame, selon son secrétaire général, Jean-François Rey, « *un milliard d'euros* » pour créer « *trois niveaux de consultations de 23 à 50 euros* ».

En attendant, les généralistes font désormais peser des menaces pour les législatives des 9 et 16 juin, en conseillant au gouvernement de ne pas suivre la voie empruntée, avant la présidentielle, par la gauche. Jean-Paul Hamon, un des porte-parole de la Coordination, rappelle volontiers cette anecdote : « *En février, nous avons rencontré un responsable PS dans un café de la rue de Solferino. Il nous avait dit : "Votre mouvement va s'effriter et devenir impopulaire". Nous lui avons répondu : "Si vous croyez cela, vous allez perdre"* ».

Sandrine Blanchard et Isabelle Mandraud

La Coordination nationale, née de « l'incapacité des syndicats à défendre la médecine de terrain »

ILS SONT CINQ à parler depuis trois mois au nom de la Coordination nationale indépendante des médecins généralistes. Cinq médecins de famille conventionnés, âgés de 40 à 55 ans, qui affirment être « *l'oreille de la base* » et représenter quelque 30 000 praticiens « *en colère* » réunis dans une organisation « *apolitique et non syndicale* ». Jean-Marc Rehby, installé à Lille (Nord), Jean-Paul Hamon à Clamart (Hauts-de-Seine), Patrick Guenebeaud à Laloubère (Hautes-Pyrénées), Antoine Leveueur à Caen (Calvados) et Sauvageur Merlenghi à Ajaccio (Corse-du-Sud) datent l'engouement des médecins pour les coordinations au 24 janvier, jour de la signature de l'accord entre MG France et l'assurance-maladie. « *Ce fut le coup de poignard dans le dos* », résume M. Hamon, non syndiqué et « *plutôt de gauche* ».

Nées en province, dans des départements plutôt ruraux où les problèmes de démographie médicale ne cessent d'alourdir le travail des généralistes, les coordinations se sont fédérées le 17 février lors d'une assemblée générale à l'hôpital Cochin à Paris, et ont largement utilisé Internet pour communiquer et se structurer. « *Jusqu'ici, les généralistes travaillaient isolés. Du jour au lendemain, ils se*

sont rendu compte qu'ils n'étaient plus seuls. La floraison de cahiers de doléances sur Internet est impressionnante », reconnaît Philippe Sopena, chef de file de l'opposition interne de MG France.

Si elles ont adhéré aux grèves des gardes lancées par l'UNOF, les coordinations départementales ont très vite choisi de durcir l'action en lançant le « *20 euros* » d'office et les chartes solidaires de déconventionnement. « *L'UNOF a initié le mouvement de colère des médecins, mais ne pouvait pas, en tant que syndicat, appeler à l'application du "20 euros"*. Nous avons mené cette action de rébellion pour attirer l'attention des pouvoirs publics et leur dire : « *écoutez-nous* », explique M. Merlenghi, porte-parole de la Coordination nationale mais aussi délégué régional de l'UNOF.

DEUX BÊTES NOIRES

« *La Coordination est un mélange, un magma de déçus avec, grosso modo, un tiers de médecins de chez nous, un tiers de chez MG France et un tiers de non-syndiqués* », considère Michel Chassang, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). M. Hamon ne conteste pas ce « *dosage* ». « *Entre un syndicat timoré (MG France) et*

un syndicat de la chaise vide (UNOF), la Coordination a fait le grand écart », ajoute M. Guenebeaud, non syndiqué, qui estime que l'émergence des coordinations est liée à « *l'incapacité des syndicats à défendre la médecine de terrain* ».

Les « *coordonnés* », comme ils s'appellent entre eux, ont deux bêtes noires : les caisses d'assurance-maladie et les gouvernements – de droite ou de gauche – qui les « *méprisent* » depuis des années. « *Le profil-type du "coordonné", c'est un médecin généraliste d'une quarantaine d'années qui ne supporte plus la pression des caisses et les contraintes du système. Il considère ses honoraires indécentes, son temps de travail trop lourd et ne veut plus être le bouc émissaire des dépenses de santé* », résume M. Rehby, un déçu de la CSMF. « *La Coordination regroupe des praticiens qui ont levé le nez du guidon et qui ont pris conscience que le mode de fonctionnement et de vie qu'on leur impose n'est plus possible* », complète M. Merlenghi.

Au-delà de la revalorisation des honoraires, la Coordination réclame une réorganisation des gardes basée sur le volontariat et rémunérée par l'Etat, et une prise en compte du problème de la démographie médicale. A ceux

qui considèrent que le mouvement actuel de déconventionnement est la porte ouverte à l'éclatement du système de Sécurité sociale et à l'entrée des assureurs privés, les cinq porte-parole répondent que les « *coordonnés* » sont des « *conventionnistes* ». « *Ceux qui disent le contraire nous pompent l'air* », s'empare M. Guenebeaud. « *Nous sommes totalement opposés à la mise en concurrence de l'assurance-maladie, ce serait une catastrophe pour les plus démunis* », insiste M. Rehby.

Reste à savoir quel sera l'avenir de cette Coordination lorsque le conflit des médecins aura trouvé une issue. Si les syndicalistes ne lui prédisent pas une longue vie, M. Rehby refuse de penser que « *tant d'énergie et de mobilisation* » partira en fumée. En attendant, Jean-Marie Spaeth (CFDT), président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, a acquis « *la certitude que les syndicats ne maîtrisent plus rien* » et qu'on est face à « *une vraie situation de crise* ». Les échanges qu'il a eus avec des leaders départementaux de la Coordination ne sont pas faits pour le rassurer. « *Nous ne sommes pas du même monde* », n'ont-ils cessé de lui répéter.

S. Bl. et I.M.

Démission du bureau du Conseil de l'ordre des médecins

Une majorité de ses membres rejette l'accord signé le 1^{er} mars avec l'Etat et la « Sécu » sur les gardes

DANS UN GESTE sans précédent dans l'histoire de l'institution, les membres du bureau du Conseil national de l'ordre des médecins ont annoncé, jeudi 23 mai, leur démission de tous leurs mandats ordinaires. Une décision qui prendra effet le 12 juin, le conseil national du 13 juin ayant alors la tâche d'élire un nouveau bureau. Cette décision intervient le jour où doivent être rendues publiques les conclusions de la mission de conciliation – confiée le 12 avril au professeur Jean Langlois, président de la section « *santé publique* » de l'ordre – chargée d'« *analyser les causes* » de la crise qui secoue l'institution.

Cette crise s'était nouée autour de la signature, le 1^{er} mars, par le président du Conseil, le professeur Bernard Hoerni, d'un protocole d'accord avec les ministères de l'emploi et de la santé et la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) portant sur l'organisation des gar-

des de nuit et des week-ends. Intervenant en plein conflit des médecins généralistes, cette signature avait entraîné le vote de trois motions de défiance à l'égard du bureau par les deux tiers des membres du Conseil national, réuni le 21 mars (Le Monde du 25 mars). Les opposants au bureau dénonçaient à la fois l'absence de concertation et la signature du protocole. Mais, à l'époque, M. Hoerni, de même que les membres du bureau désavoués par la majorité du Conseil national, n'entendaient pas démissionner.

Évoquant un « *échec total de la mission* » de M. Langlois, qui « *n'a pas effectué de médiation, mais a constaté l'incompatibilité des points de vue et estimé qu'il n'y avait pas d'autre solution que la démission* », M. Hoerni a reconsidéré sa position. Pierre Haehnel, secrétaire général, André Chassort, secrétaire général adjoint, François-Xavier Leandri, responsables des relations

avec les conseils départementaux, Etienne Dusehu, président « *d'éthologie et éthique* » et Lionel Pren-tout, trésorier adjoint, ont fait de même. Tous estiment que la signature du protocole du 1^{er} mars n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

« POUJADISME MÉDICAL »

Dans le communiqué expliquant leur décision, les démissionnaires évoquent « *une force de résistance majeure* » à l'« *action de rénovation, pourtant indispensable* » qu'ils conduisaient au sein de l'ordre des médecins. « *Nous nous sommes engagés il y a un an pour poursuivre l'effort de modernisation entrepris au cours des dernières années* » et consacré dans la loi sur les droits des malades et la qualité du système de santé, votée en février 2002.

Ils citent ainsi la réflexion éthique sur la personne et sa dignité, les efforts pour « *mieux permettre*

aux praticiens d'assurer leur compétence » au travers de « *outils d'autoévaluation* », l'informatisation des cabinets « *pour soulager les médecins des tâches de gestion tout en assurant la confidentialité des données médicales* », la prise en compte de la démographie médicale, l'articulation de l'activité des médecins avec celle des autres professionnels de santé.

« *Nous avons en grande partie réussi cette réforme, comme le montre l'évolution de l'image de l'ordre et le fait que notre avis a été beaucoup sollicité* », juge M. Haehnel. « *Nous sommes des boucs émissaires, victimes d'un certain poujadisme médical, notamment de la part de syndicalistes* », renchérit M. Chassort. Le prochain conseil national devra élire un nouveau bureau et tenter de sortir l'ordre de la crise.

Paul Benkimoun

MÉDAILLE D'OR 2001 concours NF ameublement

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDÉS

MATELAS • SOMMIERS

Vente par téléphone possible fixes ou relevables - toutes dimensions.

SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEK
Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC

Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO

247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
148, av. de Malakoff - Paris 16^{ème}
50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}

01.42.08.71.00 - 7/1/7

5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

esec.edu/

ESEC

Diplôme homologué par l'État

images / cinéma / numérique / sons /

■ Réalisateur cinéma
■ Concepteur en numérique
■ Producteur audiovisuel
■ Monteur en numérique
■ Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Cîteaux 75012 Paris
enseignement supérieur libre

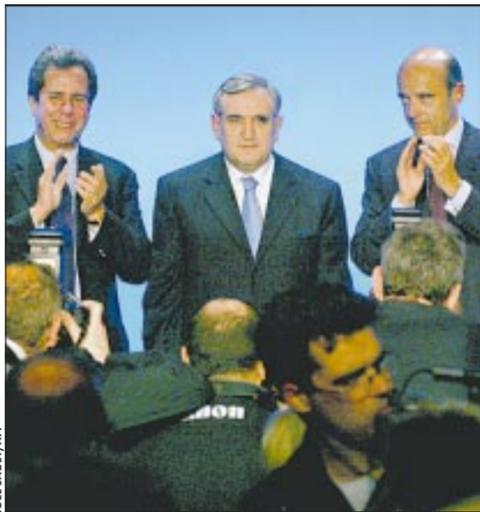
Jean-Pierre Raffarin demande aux candidats de l'UMP de « rester les premiers militants contre l'extrémisme »

Le premier ministre met en garde contre les risques d'une nouvelle cohabitation « qui porte en elle-même la division et l'inefficacité, et conduit à l'impuissance politique »

DANS UN PREMIER temps, Jean-Pierre Raffarin n'avait pas envisagé d'ajouter son propre démenti à la suite des propos tenus, mardi 21 mai sur RTL, par Serge Lepeltier. Avant de faire lui-même machine arrière, le président délégué du RPR s'était prononcé pour le maintien du candidat de l'UMP au second tour, en cas de triangulaire avec le FN et le PS. Plusieurs responsables chiraquiens, parmi lesquels Alain Juppé et Jean-Louis Debré, s'étaient chargés de corriger le tir (*Le Monde* du 23 mai).

Constatant que ces mises au point successives n'étaient pas venues à bout de la polémique, le premier ministre s'est finalement décidé à ajouter quelques lignes sur le sujet dans le discours qu'il avait préparé à l'intention des quelque 300 candidats de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) et de plusieurs ministres rassemblés, mercredi après-midi, dans une salle du 15^e arrondissement de Paris. Les mots ont été insérés au chapitre « Devoir d'action », sous-chapitre « Le respect de nos engagements ». « Un meilleur partage des valeurs de la République contre l'extrémisme » doit être, selon M. Raffarin, la première des « trois grandes missions » destinées à « mettre en œuvre le message du président. » « C'est, je crois, très important de rester les premiers militants contre l'extrémisme. Je le dis à chacun des nos candidats », a martelé le chef du gouvernement, avant de conclure en ces termes : « Je souhaite qu'en aucune circonstance l'extrémisme ne puisse tirer profit de nos messages ou de nos attitudes. Le scrutin du 5 mai nous engage : les amis du président sont avec lui les garants des valeurs de la République. »

M. Lepeltier, pourtant président délégué du RPR et membre du comité permanent de l'UMP, n'était assis qu'au deuxième rang, alors que Pierre Bédier, secrétaire



Jean-Pierre Raffarin, mercredi 22 mai, entouré d'Alain Juppé et de Jean-Louis Debré, au siège de l'UMP, à Paris. Le premier ministre vient de lancer la campagne du parti pour les élections législatives.

général adjoint du RPR, était à la tribune, où avaient également pris place Henri de Raincourt, président du groupe RI du Sénat, deux présidents de groupe de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy (UDF) et M. Debré (RPR), deux anciens premiers ministres RPR, M. Juppé et Edouard Balladur, ainsi qu'André Rossinot, représentant du Parti radical au sein de l'UMP. Au terme de la réunion, M. Bédier n'en finissait pas de fulminer, devant la presse, contre la « connerie » de M. Lepeltier qui, selon lui, pourrait « coûter une quinzaine de sièges » à l'UMP.

NOUVEL APPEL À L'UNION

Dans son intervention de trente-cinq minutes, qui ressemblait quelque peu à un discours de politique générale, M. Raffarin a égrené les principaux points de la campagne de Jacques Chirac, en s'en portant garant : « Nous assumerons ses engagements et nous ferons en sorte que ces engagements soient concrets et tenus. » Soulignant que la victoire de l'UMP est « indispensable

pour mettre en œuvre [ce] projet », le premier ministre a exhorté les Français à rejeter la perspective d'une nouvelle cohabitation, qui « porte en elle-même la division et l'inefficacité, oppose les Français et conduit à l'impuissance politique ». Le chef du gouvernement a martelé de nouveau son appel à l'union. « Notre projet respectera la diversité, chacun y trouvera sa place dans la loyauté et la bonne foi », a-t-il promis, tout en mettant en garde ceux qui ne respecteraient pas la « règle de bonne conduite qui s'imposera à tous ». « La limite infranchissable de la diversité, c'est la division (...) car, derrière la division, il n'y a qu'un seul destin, c'est l'échec », a souligné M. Raffarin.

Dans l'assistance, de nombreux candidats étaient surtout venus faire leur « marché ». Un « kit UMP » leur a été remis dans une mallette blanche, comprenant notamment un programme, « 25 engagements pour la France, avec Jacques Chirac », préfacé par M. Raffarin, des affiches, des modèles de tracts et des professions de foi. Il y avait là de nouveaux venus, en quête d'une personnalité nationale qui voudrait bien venir dans leur circonscription leur apporter un brin de notoriété supplémentaire, et des battus de 1997, ragaillardis, qui s'efforçaient de renouer quelques contacts.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

« La très grande dispersion » des candidatures fait espérer « un grand succès » à M. Le Pen

Il estime que M. Chirac « ne veut pas de majorité »

JEAN-MARIE LE PEN accuse Jacques Chirac de souhaiter une nouvelle cohabitation. « Il ne veut pas de majorité », a-t-il insisté, mercredi 22 mai, sur LCI, où il était invité, et il avance pour preuve le fait que M. Chirac a toujours repoussé les propositions d'accords lancées par le FN, qu'il qualifie de parti « xénophobe et raciste ». « Qu'a dit Jacques Chirac et que disent ceux qui parlent en son nom – même s'ils bégayent de temps en temps, comme M. Lepeltier (*Le Monde* du 23 mai) ? Ils disent : on fera battre le candidat FN par la gauche en toutes circonstances. » « Le grand constructeur de la politique de gauche dans la vie politique française, est, depuis de nombreuses années, Jacques Chirac, et il en sera probablement de même cette fois-ci, si la consigne qu'il a donnée est maintenue », continue-t-il.

Quoi qu'il en soit, Jean-Marie Le Pen prédit des jours difficiles à M. Chirac, son ennemi intime : « Il a mis en place l'échafaud sur lequel il met sa tête. » Le président du Front national pense, en effet, profiter de « la très grande dispersion » des candidats et mise « sur un grand succès aux élections législa-

tives », sur « un vote utile, pour la seule formation capable d'exprimer le mal-être des Français ». Si M. Chirac obtient une majorité de droite à l'Assemblée, le FN sera alors « dans une opposition résolue et tonitruante » et préparera « les trois élections suivantes – qui sont pour après-demain : les élections régionales, cantonales et européennes ». Il rappelle d'ailleurs avec un plaisir évident que « deux d'entre elles se déroulent au scrutin proportionnel ». Et, à celles-ci – les régionales et les européennes –, M. Le Pen compte bien se présenter. « Pour mener la liste de la région PACA » et « peut-être aussi » celle des européennes, a-t-il répété, jeudi 23 mai, sur BFM, en n'excluant pas d'être présent à la présidentielle de 2007.

Le dauphin en titre, Bruno Gollnisch, devra donc attendre. D'ici là, la concurrence risque de se manifester. A noter que, jeudi, M. Le Pen a, une nouvelle fois, fait l'éloge de sa fille Marine, « une jeune femme bien douée, de 33 ans, qui est tombée dans la politique un peu comme Obélix ».

Christiane Chombeau

Le responsable du RPR varois refuse « le Front républicain » en cas de triangulaires

TOULON

de notre correspondant

« Il n'y aura pas de Front républicain dans le département du Var. Ça veut dire qu'on maintiendra nos candidats. S'ils ont la possibilité de se maintenir au deuxième tour, ils se maintiendront... » Avec cette déclaration faite le mercredi 22 mai dans le cadre du journal de France 3 Côte d'Azur, Georges Ginesta, président départemental du RPR, a jeté un certain malaise dans les rangs de la droite et de la gauche varois. D'autant que le maire de Saint-Raphaël et vice-président du conseil général du Var est candidat de l'UMP pour les élections législatives dans la 5^e circonscription, où Jean-Marie Le Pen a obtenu 30,32 % des suffrages au second tour de l'élection présidentielle.

Présenté, y compris par ses proches, comme « un représentant d'une droite ferme », M. Ginesta, qui brigue la succession de François Léotard, a provoqué l'embaras dans ses propres rangs, où l'on se serait passé d'une pareille déclaration, deux jours après celles de Serge Lepeltier (*Le Monde* du 23 mai) qui ont obligé l'UMP et le premier ministre à allumer de nombreux contre-feux. Pour Jean-Pierre Giran, député RPR sortant, qui se représente dans la 3^e circonscription, « cette déclaration n'engage que son auteur. Pour ma part, je reste fidèle à la ligne fixée par Alain Juppé : pas d'accord direct ou indirect avec le Front national. Si la droite n'est pas dans les deux premiers, elle ne se maintiendra pas... »

Même réprobation d'Hubert Falco, maire (DL) de Toulon, sénateur et président du conseil général : « M. Ginesta a parlé en son nom. J'ai été président du comité de soutien à Jacques Chirac, j'appartiens à l'Union de la majorité présidentielle, et Jacques Chirac a été clair en disant qu'il fallait rejeter les

extrêmes quels qu'ils soient. Je n'ai de leçon à recevoir de personne sur le sujet, d'autant que j'ai battu à Toulon un maire Front national... Ça n'est pas pour favoriser l'émergence d'un député du même parti. Je ne jouerai pas le suicide des triangulaires. »

« VIEILLES PRATIQUES »

Robert Alfonsi, secrétaire fédéral du PS, ne paraît pas très étonné par la déclaration de M. Ginesta « qui a toujours eu une haine pathologique de la gauche ». Selon lui, la position du patron du RPR varois « s'inscrit dans la ligne d'une grande majorité de la droite varoise qui, en 1988, avec l'assentiment de Maurice Arreckx, avait permis l'élection de Yann Piat, alors au FN, grâce à un retrait de ses candidats. Ce tropisme de l'extrême droite marque au fer une droite chez qui, depuis de nombreuses années, la culture de la clientèle se substitue à celle de la République ». Pour sa part, Alain Jaubert, porte-parole local du Pôle républicain, estime que « le RPR varois ne fait que renouer avec de vieilles pratiques que l'on croyait révolues... »

Avec trois primaires à droite dans un département où trois des sept circonscriptions sont tenues par le PS, la droite – en proie à des dissensions larvées – souhaitait aborder l'échéance électorale avec plus de sérénité. Pour sa part, M. Ginesta a confirmé au *Monde* que « le résultat de la présidentielle fait plutôt apparaître nettement que, lors du second tour des législatives, ce sont les candidats de l'UMP et du Front national qui arriveront en tête. Il n'y a pas de raison que les électeurs inversent leurs choix ». Moyennant quoi, il précise : « En cas de triangulaires, nous maintiendrons nos candidats au second tour. Les électeurs choisiront. »

José Lenzini



Existe maintenant en Eau de Cartier concentrée

Informations : 01 42 16 45 83 www.cartier.com

Devant les candidats socialistes, M. Hollande revendique pour la gauche un « droit légitime à gouverner »

Le premier secrétaire du PS critique les « bonnes âmes » qui veulent « une cure d'opposition préparant une victoire en 2007 »

EN SOIXANTE minutes, la messe était dite : mercredi 22 mai à la Cité des sciences, porte de la Villette à Paris, le Parti socialiste a lancé sa campagne pour les élections législatives. Devant un public de 400 personnes – tous les candidats n'étaient pas présents et tous les présents n'étaient pas candidats –, le secrétaire national chargé de la coordination et de la trésorerie, Alain Claeys, a présenté l'organisation de la campagne et le matériel de communication. Le programme du PS, élaboré sous la conduite de Martine Aubry – 16 pages autour de huit objectifs –, sera diffusé à 1 million d'exemplaires. Dix millions de tracts synthétisant son contenu seront distribués.

Après les discours, M^{me} Aubry jouant, selon sa formule, les « speakerines » pour « regonfler les troues », les candidats se sont fait photographier avec François Hollande. Devant un grand panneau orange orné d'une rose au poing et du slogan « choisissons le progrès, en avant la gauche », Louis Mexandeau, réinvesti dans le Calvados après une longue opposition du premier secrétaire, a été l'un des derniers à poser...

Nombre d'anciens ministres de Lionel Jospin, à qui M. Hollande a redit la « gratitude » et l'« amitié » des socialistes, étaient présents, comme Dominique Strauss-Kahn. Au deuxième rang, Laurent Fabius, impassible, applaudissait chichement. Sans musique, ponctuée de



PHILIPPE DESOMAZES/AFP

maigres applaudissements, la cérémonie d'intronisation des candidats, surtout préoccupés par le grand nombre de candidatures, était un tantinet morose. En une demi-heure, M. Hollande a néanmoins entonné l'air de la mobilisation sur l'« impérieuse obligation de gagner ».

Le premier secrétaire du PS a exalté l'« énergie citoyenne » des électeurs de gauche qui ont voté pour Jacques Chirac le 5 mai. Il a aussi mis en garde contre la « dispersion de l'offre politique », « fatale » le 21 avril, et qui peut encore « créer

des dommages sérieux ». Il a donc appelé, dès le 9 juin, au « vote utile », jugeant que « choisir la gauche dès à présent, c'est décider, en fait, de la faire gagner ».

« L'ÉTAT UMP »

M. Hollande a reproché à la droite d'avancer « masquée », M. Chirac n'ayant, selon lui, privilégié le thème de la sécurité que « pour éviter de s'exprimer sur tous les autres ». « Si cela ne l'a pas servi directement, a-t-il enchaîné, le bénéfice qu'en a tiré l'extrême droite a provoqué, de façon invraisemblable, son succès,

François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, entouré de Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, et de Martine Aubry, maire de Lille, mercredi 22 mai à Paris. M. Hollande vient de s'adresser aux candidats investis par son parti pour les élections législatives.

après un septennat raté et une autorité atteinte. Aujourd'hui, c'est le gouvernement Raffarin qui opère la même mystification. » Le premier secrétaire du PS a accusé le gouvernement d'« occuper – que dis-je, saturer – l'espace médiatique », assurant que, derrière les annonces et les promesses de l'UMP, dont « la baisse des impôts des plus favorisés », « c'est la menace de la régression sociale qui pointe ».

M. Hollande a enfin accusé la droite de rechercher « la concentration du pouvoir » pour bâtir « l'Etat UMP ou l'Etat RPR ». « La

droite, a-t-il répété, voudrait nous priver de ce droit légitime à gouverner au nom d'une diabolisation, d'ailleurs nouvelle dans sa bouche, de la cohabitation. » « Les Français, a-t-il répondu, sont libres de choisir souverainement. » Sur le même registre, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, après avoir rendu hommage à M. Hollande pour avoir su « fédérer le parti et la gauche dans ces jours difficiles », a souligné que la gauche ne s'était pas efforcée d'être « au rendez-vous du 5 mai pour demander à être battue aux élections et octroyer les pleins pouvoirs au plus mauvais président de la V^e République ».

Agitant la menace de « conflits sociaux » et de « difficultés avec la jeunesse », M. Hollande a estimé, lui, que « le risque majeur (...) n'est pas dans l'ordre institutionnel mais dans le désordre social ». A usage interne, il s'est aussi moqué des « bonnes âmes » qui souhaitent « une cure d'opposition préparant une victoire future en 2007 ». « Ce qui est en cause dans cette élection législative, a-t-il insisté, ce n'est pas une péripétie politique sans conséquence, c'est un choix qui engagera irréversiblement le pays pour cinq ans. Il n'y aura ni interruption, ni session de rattrapage ». La messe s'est achevée sur l'évocation du « devoir moral » du 16 juin : gagner.

Michel Noblecourt

Le PS marseillais veut sanctionner Patrick Mennucci

La confirmation par le bureau national (BN) du PS de l'investiture de Patrick Mennucci dans la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône, où il affrontera le candidat communiste Frédéric Dutoit (Le Monde du 23 mai), a provoqué, mercredi, une vive réplique du président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini et de celui du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui ont démissionné du BN – dont M. Vauzelle n'était toutefois pas membre. Pour avoir le soutien du PCF dans sa propre circonscription, ce dernier a même appelé à voter pour M. Dutoit.

La fédération du PS des Bouches-du-Rhône a en outre annoncé que M. Mennucci serait démis de la présidence du groupe socialiste au conseil municipal de Marseille, et son suppléant, Henri Jibrayel, s'est désolidarisé de sa candidature.

8 h 30, métro Saint-Paul à Paris, Martine Aubry distribue des tracts

IL PLEUT, à la sortie du métro Saint-Paul, à Paris, ce mercredi 22 mai, à 8 h 30. A peine vingt jours avant le premier tour des législatives, mais les Parisiens, pressés d'aller travailler, n'en ont cure. Ils jettent tout juste un regard à la dame en tailleur-pantalon bleu marine qui distribue des tracts, dans cette circonscription qui comprend les quatre premiers arrondissements de Paris.

Le temps de reconnaître Martine Aubry, qu'un agent de sécurité abrite sous un parapluie, et... ils sont déjà partis. L'ancienne ministre du travail encaisse avec la sourire la leçon de modestie. Elle est venue pour soutenir la Verte Martine Billard, qui bénéficie de la double investiture Verts-PS, et se colle à la tâche sans broncher.

Alors que les socialistes ont critiqué *mezza voce*, pendant des mois, la candidature de M^{me} Billard, trop à gauche, trop Vert, pas le profil, trop ceci et pas assez cela, le spectacle ne manque pas de sel. La « Dame des 35 heures » hèle sans relâche les passants pour présenter sa protégée. « Bonjour, c'est votre candidate, M^{me} Billard, voyez, elle est charmante et efficace. Surtout efficace. »

Quand un passant consent à s'arrêter, l'ancienne ministre du travail lui donne deux tracts pour le prix d'un, « à distribuer dans le métro ». A un autre, elle explique : « Vous vous rendez compte ? Il y a 27 candidats ! Il faut voter utile au premier tour. » Quand un jeune homme bien mis s'éloigne en refusant le tract qu'elle lui tend, M^{me} Aubry rigole. « Celui-là, j'avais bien vu qu'il votait pour l'UMP », l'Union pour la majorité présidentielle de Jacques Chirac. Puis, à mi-voix : « Je ne sais pas comment vous avez fait pour gagner Paris. Chez nous, ils acceptent tout », dit-elle à la poignée de militants Verts et socialistes qui l'accompagnent.

AUX ANGES

Il ne faut rien exagérer, certains s'arrêtent, ou lancent en marchant : « Bonjour Madame Aubry, continuez ! » Un monsieur, un peu embarrassé, devant les deux mains tendues, ne sait pas laquelle saisir en premier. Celle de la candidate ou celle de l'ancienne ministre ? Après une brève hésitation, il résout ce protocole électoral en donnant d'un seul mouvement la droite à

M^{me} Aubry et la gauche à M^{me} Billard. Un policier, qui a monté une « bourse de l'emploi » pour les conjoints des fonctionnaires de police mutés en Ile-de-France, interpelle l'ancienne ministre. « C'est une initiative citoyenne conventionnée par l'ANPE. J'ai déjà été remarqué par Sautter, Raffarin et Sarre », explique le policier. « Que des gens bien ! Que puis-je pour vous ? », demande M^{me} Aubry qui prend gentiment la carte de visite. « Bravo, je vais vous contacter », conclut-elle.

Martine Billard est aux anges. « C'est un très beau cadeau qu'elle nous fait. C'est sa dernière sortie de Lille avant le premier tour, j'y suis très sensible. » Après un petit café au Dôme, rue de Rivoli, où l'on parle du vote Front national, de l'extrême gauche et autres sujets qui fâchent la gauche, la petite troupe se sépare en se promettant « de se faire une bouffe chez Omar », un restaurant de couscous de la rue de Bretagne fréquenté par Lionel Jospin, « pour fêter la victoire le 16 juin ».

Béatrice Gurrey

21 investitures du Pôle républicain à Paris

ILS SONT 21, plutôt jeunes, pour la plupart totalement inconnus et, parce qu'ils n'ont rien à perdre, bien décidés à se lancer. Le député de la 6^e circonscription de Paris, maire (MDC) du 11^e arrondissement et ancien président du Mouvement des citoyens (MDC), Georges Sarre, a présenté à la presse, mercredi 22 mai, les candidats parisiens du Pôle républicain. Après l'échec des négociations avec le PS souhaitées par Jean-Pierre Chevènement, et qui visaient à protéger la circonscription de M. Sarre, en plus de la sienne à Belfort, le Pôle républicain a choisi d'investir des candidats dans chacune des circonscriptions parisiennes.

L'échantillon constitué par le maire du 11^e est à l'image du mouvement naissant de M. Chevènement. A côté d'une dizaine d'anciens militants du MDC, on trouve deux gaulistes – Alexis Toulet, 32 ans, ex RPR, (14^e circonscription) et Pierre Dubreuil, 34 ans, qui affrontera Jean Tiberi dans la 2^e –, une transfuge du PCF, Joëlle Ellert (12^e) et même un professeur d'université « ex-maoïste », François Gaudu, 48 ans, candidat dans la 19^e circonscription, où se présente l'ancien ministre Daniel Vaillant.

DÉMISSIONS

« Nous sommes de gauche, mais nous ne voulons pas qu'on nous confonde avec ceux qui, à gauche, s'accommodent de la mondialisation libérale », a lancé M. Sarre, qui a précisé qu'il ferait « naturellement échec à la droite » en se retirant au second tour au profit de la candidate socialiste Danièle Hoffman-Rispal, si celle-ci le devançait dans la 6^e circonscription. Une intention que ne partage pas l'ex-RPR Pierre Dubreuil, candidat dans la 2^e circonscription (5^e arrondissement et partie du 6^e), qui prévient qu'il n'appellera à voter « ni en faveur de Jean Tiberi ni pour sa concurrente socialiste, Lyne Cohen-Solal ».

La difficulté à imposer une règle commune à des candidats venus d'horizons différents, risque de peser sur la cohérence du mouvement de M. Chevènement. Dans les Alpes-Maritimes, certains militants, à commencer par l'ancien secrétaire départemental du MDC, Jean Nicolas, ont annoncé, mercredi, leur démission du Pôle. Motif : la décision du député de Belfort d'envoyer des candidats dans 4 circonscriptions des Alpes-Maritimes, ce qui, pour eux, « augmente le risque de voir des députés d'extrême droite représenter [le] département ».

Christine Garin

Le Monde

Chaque week-end avec **Le Monde**, le meilleur du **New York Times**.

la sélection en V.O. du New York Times, le nouveau supplément du Monde chaque samedi avec **Le Monde**, date dimanche - lundi

A Nanterre, le conseil municipal se réunit pour la première fois depuis le drame du 27 mars

Cinq cents personnes ont assisté, mercredi 22 mai, à la réunion des élus. « Il faut avoir la force de poursuivre le travail que nous avons engagé », a déclaré la maire, Jacqueline Fraysse

RIEN ne pouvait être comme avant. Comme avant ces instants de folie meurtrière du 27 mars, lorsque Richard Durn avait laissé quatre hommes et quatre femmes sans vie et plusieurs autres blessés dans des mares de sang. Le premier conseil municipal de la ville de Nanterre, mercredi 22 mai, presque deux mois après la tragédie, devait être celui du souvenir, mais aussi le symbole d'une volonté des élus de la préfecture des Hauts-de-Seine de tenter de reprendre le cours normal de leurs activités, personnelles et politiques, après le choc, les blessures, la disparition d'êtres proches, les cérémonies, les témoignages innombrables de sympathie, et les rencontres régulières avec les psychologues pour supporter ces images atroces et irréelles.

Pas question d'abord de retourner dans la salle du conseil, au premier étage de la mairie monumentale. L'enceinte sera entièrement reconstruite dans les prochains mois. Tout autant pour effacer les traces du drame que pour y créer un nouveau décor, une nouvelle configuration, destinés à effacer l'image du tueur se levant calmement pour tirer sur les bancs des élus. Cette réunion, à la date initialement prévue par le calendrier de la vie municipale, s'est donc tenue dans la salle des congrès, dans les sous-sols, à l'extérieur de la mairie.

Six grandes tables en U, recouvertes d'un drap beige, avaient été dressées devant un écran bleu, sur une scène prolongée au milieu de la salle, pour les 53 conseillers municipaux : certains portant encore des bras en écharpe ou des cicatrices moins visibles. Deux étaient encore absents, l'un à l'hôpital et



Mercredi 22 mai. La maire, Jacqueline Fraysse (PCF), ouvre la première séance du conseil municipal depuis la tuerie du 27 mars.

l'autre en maison de repos. Environ 500 personnes, habitants de Nanterre et élus d'autres communes des Hauts-de-Seine, étaient là pour apporter un réconfort aux conseillers municipaux, et aux familles des victimes, réunies aux deux premiers rangs du public.

NI PORTIQUE, NI FOUILLE

A l'entrée de la salle, aucun portique, aucune fouille, comme pour montrer que la démocratie la plus directe, la plus proche des citoyens, avait retrouvé ses droits. Simplement des voitures de police dans la rue et des policiers en civil discrètement présents à l'intérieur. Avant l'ouverture de la séance, l'ensemble des élus, toutes étiquettes politiques confondues, voulait témoigner de cette volonté de reprendre le cours normal de la vie. En premier lieu, Jacqueline Fraysse, maire (PCF) et députée des Hauts-de-Seine : « Il faut avoir la force de poursuivre le travail que nous avons engagé avant le drame. » Pour André Cas-

gé de l'emploi et de la sécurité, qui a passé quinze jours à l'hôpital, foie et poumons perforés, « ce drame a soudé le conseil municipal au-delà de tous les clivages habituels ». Et Jacques Le Texier (divers droite) estimait de son côté : « Avant nous avions un regard presque politique les uns sur les autres, maintenant j'ai un avis différent sur des gens que j'ai appris à connaître. » Après un hommage à chacun des élus disparus et une minute de silence, M^{me} Fraysse a présenté un par un les nouveaux conseillers qui

ont pris leur place. Une fausse note a cependant perturbé cette cérémonie qui se voulait très consensuelle. Malgré la bruyante réprobation de la salle, Christian Demercastel, au nom du groupe des Verts, a sévèrement reproché à M^{me} Fraysse ses déclarations dans lesquelles elle soulignait les liens de Richard Durn avec le groupe écologiste, et le climat de la campagne municipale, durant laquelle les Verts avaient présenté une liste autonome, face à celle de la gauche plurielle.

Autre incident, Pierre Creuzet, le président du groupe d'opposition, au bras toujours maintenu dans une attelle, a quitté la séance pour dénoncer la création, le jour même, d'un sous-groupe de l'Union pour la majorité présidentielle : « Une manœuvre qui ne respecte pas le souvenir de nos collègues disparus. » Et jusqu'à la fin des débats qui avaient repris leur cours ordinaire, le souvenir du drame du 27 mars devait rester lourdement présent. A 22 heures 20, d'inhabituelles applaudissements ont marqué la fin d'un conseil, qui restera dans la mémoire des Nanterriens.

Christophe de Chenay

M. Borloo veut « faire le point » sur les zones franches urbaines

APRÈS avoir été entendu par la commission des affaires économiques du Sénat, Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la ville, a indiqué, mercredi 22 mai, qu'il allait « faire le point » sur les zones franches urbaines. Ce dispositif, instauré par la droite en 1997 pour attirer des entreprises dans les quartiers défavorisés, n'avait pas été reconduit par le gouvernement de Lionel Jospin. Une réunion interministérielle aura lieu « la semaine prochaine » pour arbitrer ce dossier.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE : la cote de confiance de Jacques Chirac a progressé de sept points** par rapport au mois de mars, d'après un sondage CSA-La Vie-France Info publié jeudi 23 mai. Selon cette enquête, réalisée les 15 et 16 mai auprès d'un échantillon de 1 005 personnes, 54 % des Français font confiance au président de la République, alors que 39 % d'entre eux ont exprimé leur défiance.

■ **CONJONCTURE : les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés ont progressé de 0,8 %** en avril par rapport à mars et de 4,2 % sur douze mois, en données corrigées des variations saisonnières, a indiqué, jeudi 23 mai, l'Insee. En mars, elles avaient progressé de 0,7 % par rapport à février, précise l'institut, qui révisé à la baisse de 0,5 point l'augmentation de 1,2 % annoncée le mois dernier.

■ **LÉGISLATIVES : le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, s'est déclaré favorable à « une large majorité »** parlementaire en faveur de Jacques Chirac dans un entretien à l'hebdomadaire *Tribune juive* du 23 mai.

■ **UMP : Charles Pasqua, président du Rassemblement pour la France, estime que « l'UMP est une ânerie »** dans un entretien au *Parisien* du 23 mai. « Ce parti unique est une erreur (...). Cette démarche est vouée à l'échec, soit tout de suite, soit à terme », ajoute-t-il.

■ **OCCUPATION : une centaine de militants d'associations du mouvement social** ont occupé la Bourse de commerce à Paris, mercredi 22 mai, pour dénoncer la précarité et décréter « l'urgence sociale ». L'opération a été menée par l'Union syndicale du Groupe des dix (G10, autonomes dont SUD), Droit au logement (DAL), Agir contre le chômage ! (AC !), Droits devant !, Attac et « le mouvement spontané », collectif de lycéens formé après le premier tour de la présidentielle.

L'ancien PDG d'Air France Christian Blanc investit 57 candidats sous son label

« **ENERGIES démocrates** ». C'est le nom que Christian Blanc a donné au parti politique qu'il a créé le 29 avril, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, et sous l'étiquette duquel 57 candidats se présentent aux législatives. Mardi 21 mai, Energies démocrates en a publié la liste, consultable sur son site Internet (www.energiesdemocrates.com) : ils sont présents dans 25 départements ; l'ex-président d'Air France et de la RATP est lui-même candidat à Paris dans la troisième circonscription qui recouvre le septième arrondissement et le quartier de Saint-Germain-des-Prés, dans le 6^e arrondissement.

M. Blanc ne sera pas président de la République ni même premier ministre, mais il espère être député. L'ancien préfet rocardien avait envisagé de se présenter à la présidentielle avant de faire marche arrière devant le nombre important de candidats et l'insuffisance de sa notoriété. Il avait ensuite proposé ses services au futur gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche. Sans succès. Aujourd'hui, il saute le pas : M. Blanc, qui s'est frotté à la politique, que ce soit à la tête des entreprises publiques qu'il a dirigées ou lors de la négociation des accords de paix en Nouvelle-Calédonie, va pour la première fois affronter les électeurs.

CINQ PROPOSITIONS

Son projet est connu. C'est celui de son club de réflexion, L'Ami public. Il s'articule autour de cinq propositions : créer un véritable « statut de l'élu » alors qu'aujourd'hui les fonctionnaires, qui peuvent prendre le risque de briguer un mandat électoral dans la mesure où ils savent qu'ils retrouveront leur poste, sont surreprésentés dans la classe politique ; instaurer un « référendum d'initiative citoyenne » ; renforcer le rôle des régions et des communautés qui se verraient notamment confier « l'action économique et la gestion du personnel et des moyens de l'éducation nationale » ; faire revenir les fonctionnaires dans le droit commun du travail ; et mettre en place un service minimum dans des entreprises publiques comme la SNCF.

Dans un communiqué publié mardi, Energies démocrates souligne que 90 % de ses candidats viennent « du monde de l'entreprise », que « la moitié d'entre eux est âgée de moins de 35 ans » et qu'« aucun n'a actuellement d'engagement politique partisan ». La visite du site du mouvement de M. Blanc est à cet égard instructive. Les femmes candidates y sont très rares. On y voit beaucoup d'hommes, âgés de 30 à 40 ans. Tous disent vouloir faire de la politique autrement. Nombreux sont ceux qui n'en ont jamais fait. « Il est temps de s'engager pour renouveler les hommes et les méthodes, pour changer un système dépassé », écrit ainsi sur le site Pierre-Etienne Pommier, 31 ans, consultant en marketing indépendant et candidat dans la sixième circonscription parisienne.

« Il y a un an, j'ai entendu Christian Blanc à la radio. Il exprimait le fond de ma pensée sur l'état dramatique de l'immobilisme en France. J'ai donc contacté son club de réflexion, l'Ami public », confie Cyrille Amar, candidat dans la onzième circonscription parisienne (14^e arrondissement). Cet avocat associé du cabinet américain Oppenheimer, Wolff and Donnelly, âgé de 37 ans, refuse de « laisser le champ politique à des gens complètement déconnectés de la réalité, enfermés dans des logiques d'appareil politique, ou à des populistes ou extrémistes qui vont tenir des positions insensées ».

Benoît Silvain, candidat dans la cinquième circonscription des Yvelines, a fait la même démarche. A 50 ans, ce directeur informatique de l'Acoss, organisme gestionnaire de la trésorerie de la Sécurité sociale, est un novice en politique. Ou presque : « J'ai été militant de base au PS. Je soutenais Rocard. En 1981, j'ai rendu ma carte quand Mitterrand est arrivé », raconte-t-il. Aujourd'hui, il fait les marchés, organise des réunions... « Nos idées marchent très bien dans les villes de cadres supérieurs comme Versailles ou Saint-Germain-en-Laye. Les ouvriers nous font moins confiance. Pour eux, on est positionné centre droit », constate-t-il.

Virginie Malingre

Jamais vous ne posséderez complètement une Patek Philippe. Vous en serez juste le gardien, pour les générations futures.

Quatre ans de travail de Patek Philippe.

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

« Je suis convaincu qu'une pédagogie du travail, au niveau scolaire comme professionnel, doit être revalorisée », déclare **LUC FERRY**, ministre de la jeunesse et de l'éducation, dans un entretien au « Monde ». Il

entend s'attaquer en priorité à l'illettrisme, notamment grâce à l'application des **NOUVEAUX PROGRAMMES** de l'école qui insistent sur l'apprentissage de la lecture. Le nouveau ministre souhaite aussi

que l'enseignement professionnel devienne une « filière d'excellence » et que les jeunes en difficulté se voient proposer de « **VRAIES PASSERELLES** entre les voies technologique, professionnelle et générale ».

Concernant la sécurité à l'école, M. Ferry entend « *sor-tir provisoirement de leur classe* » les **ÉLÈVES EN RUP-TURE**, et annonce qu'il travaillera en collaboration avec le ministre de l'intérieur.

Luc Ferry : « Il faut revaloriser la pédagogie du travail »

Le ministre de la jeunesse et de l'éducation nationale, qui devait annoncer jeudi matin ses premières mesures, définit dans un entretien au « Monde » ses trois dossiers prioritaires : la lutte contre l'illettrisme, la valorisation de l'enseignement professionnel et la réaffirmation de l'autorité à l'école

NOUS PUBLIONS ci-dessous un entretien avec Luc Ferry qu'il a relu et amendé.

On parle de vous comme du ministre-philosophe. Que pensez-vous pouvoir apporter au ministère de la jeunesse et de l'éducation nationale ?

J'ai eu la chance d'enseigner la philosophie de l'éducation, puis de passer à la pratique, comme président du Conseil national des programmes [CNP]. Cela peut-il aider ? Je vous répondrai par un exemple. Notre société envoie en permanence des messages négatifs sur la notion même de travail. Tout le débat sur la réduction du temps de travail a pu laisser penser que le travail, c'était l'ennemi. Or, dans l'histoire des idées, il a occupé une place cruciale dans la naissance du monde démocratique. Dès le XVIII^e siècle, un grand débat a lieu sur trois types d'éducation possibles : certains défendent déjà l'idée d'une éducation par le jeu, où, par exemple, on pourrait remplacer les maths par les échecs... D'autres, au contraire, plaident pour une éducation par le dressage. Liberté anarchique d'un côté, absolutisme de l'autre. L'idée républicaine propose de concilier la liberté et la contrainte par la notion de travail. C'est toute la philosophie des méthodes actives : lorsque l'enfant travaille, il se heurte à des obstacles. Et c'est en les dépassant qu'il se forme, qu'il se civilise. Comme un citoyen qui vote une loi, il est actif dans l'élection, mais il subit la loi une fois qu'elle est adoptée. Je suis convaincu qu'une pédagogie du travail, au niveau scolaire comme professionnel, doit être revalorisée. Pas seulement d'un point de vue moral mais aussi parce que le travail est le véritable trait d'union entre le monde de l'enfance et celui des adultes. Sans lui, nul ne peut s'accomplir soi-même. Le président de la République a souhaité à juste titre réunir le ministère de la jeunesse et

été fait depuis dix ans au niveau du ministère de l'éducation nationale. On a dissimulé les faits et on a mal analysé les causes. François Bayrou a dit que son unique regret avait été de ne pas avoir traité la question. Ségolène Royal a enterré le dossier au bout d'une semaine. La seule chose qui a été faite, ce sont les nouveaux programmes de l'école primaire, sur lesquels le CNP a longuement travaillé. Ils comportent, ce qui est essentiel, un programme de littérature et un horaire enfin précis et important consacré à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. En matière de maîtrise de la langue, une remarquable enquête comparative sur le certificat d'études a montré qu'il existait une vraie baisse de niveau depuis les années 1920. Soumis à une même dictée, les écoliers du début du siècle faisaient 5 fautes d'orthographe. Ceux d'aujourd'hui en commettent 17. La cause de ce déclin ne tient ni à la massification de l'enseignement, ni à la méthode globale, ni au manque de moyens, ni même à la concurrence des écrans. Il faut chercher plus loin, dans la culture du XX^e siècle, qui a été tout entier dominé par l'idée d'innovation, de créativité, d'émancipation des individus par rapport aux traditions. Or deux héritages en ont pâti : la langue maternelle et la civilité. Cessons d'incriminer l'école. Le manque d'attention à la langue relève d'un désamour collectif, de plus en plus sensible depuis les années 1960, pour l'orthographe, la belle présentation.

Il faudra donc commencer par veiller à ce que les nouveaux programmes de l'école soient réellement mis en œuvre. Les horaires de pratique de la lecture et de l'écriture (deux heures au minimum chaque jour) devront être respectés. Il faudra, en outre, lancer de toute urgence deux expérimentations scientifiques. L'une sur la possibilité de prendre en charge de façon plus individualisée, dans les premières années de l'école primaire, les jeunes en difficulté. L'autre sur les vertus des « remédiations » grâce aux nouvelles technologies qui, bien que ludiques au départ, peuvent amener les enfants en grande difficulté à passer réellement du temps sur les apprentissages fondamentaux. Nous allons expérimenter, pendant trois à six mois, avant de faire, le cas échéant, les choses en plus grand.

Il n'y a plus de ministère délégué à l'enseignement professionnel. Pourquoi ?

La valorisation de l'enseignement professionnel sera, à égalité avec la lutte contre l'illettrisme, notre priorité. Il faut cesser d'opposer dans des polémiques violentes et inutiles, enseignement professionnel et enseignement général.



NICOLAS TAVERNIER / REA

L'ancienne éminence grise en première ligne

Luc Ferry, 51 ans, a présidé pendant plus de huit ans le Conseil national des programmes, composant avec les changements de ministre Rue de Grenelle. Nommé par François Bayrou, dont il est un ami proche, il a ensuite travaillé avec Claude Allègre puis Jack Lang. Titulaire de deux agrégations (philosophie et sciences politiques), il a été notamment professeur à l'école normale d'Arras, chargé de cours à la Sorbonne et à l'École normale supérieure, enfin professeur de philosophie à l'université de Caen et à Paris-VII. Mais il est avant tout un auteur prolifique de philosophie politique. En 1985, son ouvrage iconoclaste *La Pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain* (Gallimard), écrit avec le philosophe Alain Renaut, défendait la notion de sujet autonome et responsable, malmenée par la « *génération critique* » des Michel Foucault, Gilles Deleuze ou Pierre Bourdieu. Il a obtenu le Prix Médicis essai en 1992, pour *Le Nouvel Ordre écologique* (Grasset).

Pour des raisons historiques, on a fâcheusement identifié le premier à la réparation de l'échec scolaire. La prolongation de la scolarité obligatoire à 16 ans et la création du collège général pour tous – des acquis sur lesquels il ne faut pas revenir – ont abouti à un effet pervers : l'enseignement professionnel n'apparaît plus que comme un choix par défaut. Il faut sortir de cette logique. Chaque année, environ 140 000 jeunes sortent sans diplôme du système éducatif. Pourquoi ne pas proposer aux collégiens des parcours en alternance permettant d'associer plus sagement enseignement professionnel, stages, et enseignement général ? Des classes en alternance fonctionnent déjà remarquablement. Il faut étendre ces expériences. Par ailleurs, il faut mettre en place de vraies passerelles entre les voies technologique, professionnelle et générale, en commençant par cesser de se moquer de l'enseignement général dispensé dans les filières professionnelles. Il faut enfin tout faire pour que l'enseignement professionnel puisse être

une filière d'excellence, dans la perspective notamment du « lycée des métiers ».

Et la question de la sécurité ? Notre troisième priorité est le dossier de l'autorité, de la sécurité à l'école. Xavier Darcos, ministre délégué à l'enseignement scolaire, sera au premier plan sur ce dossier difficile, mais il n'y aura pas de domaine réservé. Il faut prendre une mesure qui répond à une urgence au collège : résoudre les problèmes posés par l'extrême hétérogénéité des classes. C'est une vraie demande des professeurs mais aussi des parents, qui souhaitent que l'on s'occupe des élèves qui sont en rupture totale avec la vie scolaire. Il faut sortir provisoirement de leur classe ces jeunes en très grande difficulté, qui deviennent violents, notamment en faisant appel davantage aux classes-relais. Ce dispositif permet d'enlever des enfants du collège pendant quelques mois, en leur proposant un autre type d'enseignement, souvent organisé autour de projets pragmatiques. Notre objectif est d'augmenter sensible-

ment le nombre de ces classes-relais, qui marchent globalement bien.

Concernant les violences physiques, le message est très clair. Nous serons totalement solidaires des enseignants et nous travaillerons en collaboration avec le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, au besoin en ayant recours aux centres d'éducation fermés dont la mission sera d'abord d'éduquer. Comme le premier ministre l'a rappelé au Havre, samedi 18 mai, la liberté et la sécurité ne s'opposent pas. Jusqu'à 1968, le principe de la légitimité traditionnelle s'imposait. Quelqu'un – et pas seulement à l'école – avait de l'autorité en fonction de sa position et non en fonction de sa personnalité. Aujourd'hui, la légitimité d'un professeur dépend avant tout de son autorité naturelle. C'est un problème de fond. Les enseignants sont lâchés de toutes parts, par la société et parfois par leur ministre. Souvent, ils ont honte d'évoquer ces difficultés d'autorité. La première des choses, symbolique mais déterminante, c'est qu'ils soient soutenus par leur ministre. Plutôt que de dire qu'ils sont trop souvent absents, il faut reconnaître l'extrême difficulté de leur métier, et, dans l'immense majorité des cas, leur talent et leur dévouement.

Quels aménagements allez-vous faire pour la rentrée ?

Je ne vais pas revenir sur des mesures que j'ai moi-même soutenues. Au collège, le principe des itinéraires de découverte sera maintenu, mais il faudra faire mieux comprendre que les thèmes de ces itinéraires doivent être à 100 % enracinés dans les programmes. Sinon, ce sera une perte de temps par rapport à ces derniers. Cette innovation doit d'abord et avant tout permettre aux enseignants de travailler ensemble sur des projets et même d'être présents physiquement à deux devant une classe, ce qui est essentiel à mes yeux. Il importera néanmoins d'assouplir les modalités de mise en œuvre pour les petits collèges, notamment dans le nombre de thèmes proposés. Au lycée, les travaux personnels encadrés, qui marchent bien, seront eux aussi maintenus, avec un correctif important : il faut en simplifier les procédures d'évaluation au baccalauréat. Cette évaluation pourrait être organisée au sein même de l'établissement, sans que pour autant l'examinateur soit le professeur de la classe. Il faut décongestionner les services d'examen et de concours qui n'en peuvent plus ! Au primaire, l'objectif en matière d'apprentissage des langues vivantes demeure. Mais il faut arrêter les affichages irréalistes : les situations sont très différentes selon les académies. Dans certains endroits, la générali-

sation en CE2 prévue pour la rentrée a des effets pervers : on est en train de prendre des moyens en CM1 et CM2 pour que l'apprentissage d'une langue soit possible en CE2 en septembre ! Il faut donc de la souplesse dans l'application, quitte à ce que cette généralisation en CE2 se mette en place sur deux ans. L'objectif n'est pas seulement quantitatif mais aussi qualitatif. C'est une condition du succès.

En matière de recrutement des enseignants, il faut rappeler qu'autour de 2005, 180 000 enseignants seront à remplacer. C'est un rendez-vous crucial, à ne pas rater, en même temps qu'une chance à saisir : la redistribution des effectifs et le renouvellement des personnes peuvent constituer un

« Au besoin, nous aurons recours aux centres fermés, dont la mission sera d'abord d'éduquer »

levier énergétique dans la lutte contre la fracture scolaire.

Qu'allez-vous faire de la réforme des programmes de philosophie, qui suscite un vif débat, sans aboutir, depuis deux ans ?

Je veux en ce domaine faire preuve d'une impartialité totale. Il faut laisser se dérouler normalement les procédures consultatives déjà mises en œuvre. Le nouveau projet de programmes sera donc inscrit à l'ordre du jour du Conseil supérieur de l'éducation du 6 juin. J'arrêterai ma position avant l'été.

En tant que ministre de la jeunesse, quelles réponses comptez-vous proposer aux jeunes qui sont en échec scolaire, pour qui l'école n'a pas été synonyme de promotion sociale ?

Toutes les mesures évoquées vont dans ce sens. Mais nous voulons faire davantage pour répondre aux besoins légitimes des jeunes qui veulent tout à la fois s'engager pour aider les autres ou pour réaliser des projets novateurs, mais aussi être reconnus dans la cité pour leur engagement. A la rentrée, nous leur proposerons un petit livre, qui recensera tous les engagements possibles, selon les âges, et les intérêts qui peuvent être les leurs. Ce livre, simple et clair, sur lequel j'ai demandé à la direction de la jeunesse de travailler leur sera offert dans les établissements scolaires.

Propos recueillis par Nathalie Guibert et Marie-Laure Phélippeau

« Le travail est le trait d'union entre le monde de l'enfance et celui des adultes »

celui de l'éducation. Voilà, parmi d'autres, un message à faire passer aux jeunes.

Quelles sont vos priorités ?

Nous en avons trois : la lutte contre l'illettrisme, la valorisation de l'enseignement professionnel et la question de l'autorité.

En matière de lutte contre l'illettrisme, si des associations ont travaillé et si les expériences sont nombreuses sur le terrain, rien n'a

Les classes-relais, un dispositif sur mesure pour accueillir les « éléments perturbateurs »

Educateurs et instituteurs spécialisés y encadrent 3 500 élèves

C'EST devenu un leitmotiv : depuis leur création en 1998 par le gouvernement Jospin, tous les ministres de l'éducation ont appelé au développement des classes-relais. Le nouveau locataire de la Rue de Grenelle n'échappe pas à la règle, d'autant que Jacques Chirac s'était prononcé en faveur du dispositif lors de la campagne présidentielle. Au nombre de 250, ces classes, qui ont commencé à être expérimentées au milieu des années 1980, accueillent 3 500 élèves.

Animées par des instituteurs spécialisés et des éducateurs relevant de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ou des collectivités territoriales, elles sont rattachées à des collèges. Elles en hébergent les « éléments perturbateurs » pour des durées limitées (quatre mois à une année scolaire), leur offrant

une autre pédagogie : alternance, encadrement renforcé, présence de personnel médico-social.

Des enquêtes qualitatives menées par l'éducation nationale ont ainsi montré que les classes-relais accueillent un public bien particulier. Leurs élèves sont en majorité des garçons (près de 80 %), âgés de plus de 14 ans. Parmi eux, un tiers étaient, au collège, en situation d'absentéisme chronique, et un sur cinq complètement déscolarisés. En outre, plus de 40 % ont été admis en classe-relais pour avoir fait preuve d'indiscipline et de violence. Environ 60 % font l'objet d'une mesure éducative. La plupart sont en échec scolaire : 20 % des élèves de 3^e concernés ont un niveau estimé à celui de la 6^e ou du primaire pour l'apprentissage de l'écrit. Aussi le bilan est-il mitigé quant aux résultats de ces classes.

Près des trois quarts des jeunes retrouvent une formation ordinaire à l'issue de leur séjour hors du collège. Mais, note le ministère, l'amélioration de leur comportement « s'estompe lors de leur affectation ultérieure dans une classe banale ». Par ailleurs, les établissements où ils retournent « émettent de fortes réserves quant à l'amélioration de leurs performances scolaires ».

Les besoins avaient été estimés à 400 classes lors de la généralisation du dispositif en 1999. Mais les créations ont souvent buté sur la pénurie de personnel qualifié : faute de moyens, la PJJ n'est pas présente dans toutes les classes-relais. Pour la rentrée, Luc Ferry estime qu'une à deux classes supplémentaires par académie seraient nécessaires.

N. G.

L'illettrisme, un mal qui touche 6,5 % des jeunes

L'action sur le terrain mobilise surtout les associations

INSCRIT comme « *priorité nationale* » dans la loi française depuis juillet 1998, l'illettrisme demeure difficile à évaluer, ne serait-ce que parce que sa définition est délicate. En 1977, l'association ATD-Quart Monde, constatant que la misère culturelle accompagnait la misère économique, parlait pour la première fois d'« *illettrisme* » : « Une situation ignorée [par les institutions et le grand public] exige un vocabulaire nouveau, fut-ce au prix d'un néologisme. »

Ce concept définit désormais, selon Jean-Philippe Rivière, auteur d'*Illettrisme, la France cachée* (Folio, 2001), la « *situation de personnes qui ont été scolarisées mais qui ne maîtrisent pas suffisamment l'écrit pour faire face aux exigences minimales requises dans la vie professionnelle, sociale, culturelle et personnelle* ».

L'évaluation chiffrée du phénomène a souvent fait l'objet de que-

relles politiques. Les données les plus récentes ont été fournies en octobre 2001 par une évaluation conjointe menée par le ministère de l'éducation nationale et la direction du service national, à l'occasion de la Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) à laquelle sont désormais convoqués tous les jeunes – filles ou garçons – de 17 ans ou plus. Parmi les 600 000 jeunes qui se sont présentés à cette journée en 2000-2001, 6,5 % ont de graves difficultés de lecture et de compréhension « *qui pourraient déboucher sur l'illettrisme* » (4 % des filles contre 8,4 % des garçons).

Ce pourcentage baisse au fur et à mesure que le niveau d'études augmente. Ainsi, il est de 20,8 % parmi les jeunes n'ayant pas dépassé le collège, 11,8 % parmi ceux qui ont le niveau CAP ou BEP, 3,5 % parmi ceux qui atteignent le niveau du bac professionnel et

1,8 % parmi ceux qui sont au moins en seconde générale.

Plus de vingt ans après le cri d'alarme lancé par ATD-Quart Monde, cette forme d'exclusion que constitue l'illettrisme perdure. L'action est conduite essentiellement sur le terrain par une multitude d'associations, souvent très actives mais peu coordonnées. En 1984, un Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI) a été créé.

Un rapport de Marie-Thérèse Geffroy, alors maire (RPR) du 5^e arrondissement de Lyon, a jugé, en 1999, cet organisme interministériel « *opaque* », « *même s'il a eu certainement dans les premières années un rôle majeur dans la prise de conscience du problème* ». En 2000, le GPLI a été dissous et remplacé par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.

M.-L. P.

Les enquêteurs privilégient la piste accidentelle après l'incendie qui a détruit l'ambassade d'Israël

Le feu a pris peu avant 2 heures du matin dans l'immeuble désert du 8^e arrondissement de Paris. L'hypothèse d'un court-circuit est avancée par les policiers. Le premier ministre s'est rendu sur place

L'AMBASSADEUR a un bon sourire désolé. « Le feu a pris à une vitesse incroyable, soupire Elie Barnavi. Tout ce qui était à l'intérieur a brûlé, il ne reste rien. Toute notre mémoire est partie en fumée. » L'incendie, particulièrement violent, s'est déclaré au milieu de la nuit, un peu avant 2 heures du matin, jeudi 23 mai, à l'ambassade d'Israël, dans le 8^e arrondissement de Paris. Il a été maîtrisé en début de matinée, seuls huit pompiers ont été légèrement blessés. La police a indiqué en milieu de matinée que l'incendie était très probablement « d'origine accidentelle ». Le laboratoire de la préfecture de police a isolé une source de foyer, et privilégie nettement l'hypothèse d'un court-circuit, d'autant que le rez-de-chaussée de l'ambassade était en travaux.

Alexandre, cette nuit-là, dormait la fenêtre ouverte. « J'ai entendu des crépitements, comme s'il pleuvait très fort, raconte le jeune homme de 23 ans, mais il n'y avait pas cette odeur qu'amène la pluie. Il m'a sûrement fallu un quart d'heure pour me réveiller, et réagir. Et j'ai vu par la fenêtre, derrière la petite cour, l'ambassade qui flambait. » Les pompiers ont été prévenus par le commissariat à 2 h 04, les premiers camions sont arrivés à 2 h 07, il n'y avait personne dans l'ambassade. « C'était un feu d'une forte intensité, explique le capitaine des sapeurs-pompiers Laurent Vivert, avec un potentiel calorifique très élevé. La pierre a éclaté par endroits, sous l'effet de la chaleur. Comme souvent dans les incendies de vieux immeubles parisiens, c'est un combat très dur. Les immeubles sont imbriqués, il n'y a qu'un seul accès, la progression est difficile. » Venus de 21 casernes, 150 pompiers sont intervenus avant l'aube.



L'incendie de l'ambassade d'Israël à Paris, près des Champs-Élysées, s'est déclaré vers 2 heures du matin jeudi et a été maîtrisé vers 5 heures. Huit pompiers ont été légèrement blessés. « Nous sommes particulièrement solidaires », a déclaré le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, qui s'est rendu dans la nuit sur les lieux du sinistre.

Le feu a été circonscrit vers 4 h 30, puis maîtrisé vers 5 heures. Une soixantaine de personnes des immeubles voisins ont été évacués, en robe de chambre. Huit pompiers ont été légèrement blessés, deux par un « coup de chaleur », un autre a été brûlé au cou au second degré, trois hommes sont passés au travers d'un plancher, un septième souffre d'une entorse, un dernier a été blessé au dos par une chute de gravats.

Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, accompagné du ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, se sont rendus très vite sur les lieux. « Nous sommes venus témoigner de notre sympathie à l'ambassadeur d'Israël, au peuple israélien, dans cet événement dont on ne connaît pas la cause, a déclaré Jean-Pierre Raffarin, mais qui, de toutes façons, pour une ambassade, est un événement particulièrement cruel. Tout ce qui concerne Israël est grave

dans la période que nous connaissons, et nous sommes particulièrement solidaires. » De son côté, Nicolas Sarkozy a jugé l'incendie « extrêmement brutal ». Il a estimé que l'ambassade était « un symbole » et a lui aussi « témoigné de sa solidarité à l'égard d'Israël ». Dominique Villepin, le ministre des affaires étrangères, est revenu directement de Londres pour exprimer « dans cette épreuve », son « amitié et solidarité » à l'ambassadeur, que Jacques Chirac, le président de la République, avait joint par téléphone auparavant. Le préfet de police, Jean-Paul Proust, et le procureur de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, se sont eux aussi rendus sur place pour constater les dégâts.

Bertrand Delanoë, le maire de Paris, a un peu insisté sur le fait qu'il était parmi les premiers sur les lieux dès 3 heures du matin, pour conforter Elie Barnavi, « un

homme solide, et un ami de très longue date ». Le maire a longuement discuté avec les voisins évacués, qui en ont profité pour glisser quelques commentaires acides sur les couloirs de bus. Il va s'employer à trouver des locaux provisoires pour l'ambassade, repliée pour le moment dans la résidence de l'ambassadeur, qui attendait jeudi matin des envoyés du ministère des affaires étrangères de Jérusalem.

« C'est un coup dur pour nous, a conclu Elie Barnavi, ma seule consolation, c'est qu'il n'y ait pas de victimes, et les pompiers blessés ne le sont heureusement que légèrement ». L'ambassadeur a salué « le travail admirable » des pompiers et des policiers, et a gentiment assuré que les visites des personnalités lui avaient fait « chaud au cœur ».

Franck Johannès

Le procureur de Strasbourg accuse M. Sarkozy d'avoir exploité une action de police ordinaire

Le bilan de l'opération de la Meinau est mince

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
Malgré le bilan un peu maigre de l'opération de police menée le matin même dans plusieurs quartiers de la banlieue de Strasbourg (Bas-Rhin) et les commentaires désobligeants du procureur de la République dénonçant à mots couverts un coup médiatique, Nicolas Sarkozy, le ministre de l'intérieur, s'est rendu, mercredi 22 mai, dans la capitale alsacienne pour réaffirmer la fermeté du nouveau gouvernement dans la lutte contre l'insécurité. Il a présenté le démantèlement d'un trafic d'appareils électroménagers volés comme une « opération exemplaire » contre « la mafia des quartiers sensibles ». En présence des caméras, l'intervention a donné lieu au placement en garde à vue de onze personnes, dont une en Allemagne. Les saisies sont modestes : du matériel vidéo, 15 000 euros et deux armes, un pistolet 357 magnum et une carabine 22 long rifle.

Selon le ministre de l'intérieur, cette opération conjointe de la police, de la gendarmerie, des douanes et du fisc, préfigure les interventions des groupements d'intervention régionaux (GIR), présentés comme le fer de lance de la lutte contre l'économie souterraine (*Le Monde* du 18 mai). Les GIR seront officiellement installés à partir de vendredi, après le premier conseil de sécurité intérieure.

Visiblement agacé, le procureur de Strasbourg, Edmond Stenger, a souligné que le coup de filet était le résultat d'une enquête judiciaire et non une initiative de M. Sarkozy. Lors de sa visite au commissariat puis à l'Hôtel de ville de Strasbourg, le ministre de l'intérieur a d'ailleurs cherché à désamorcer la polémique en rappelant que l'opération était le fruit d'un long travail de la police et

de la justice. Le procureur l'avait déjà signalé : « Ce n'est pas une opération décidée dans le cadre d'une commission rogatoire du juge d'instruction, seul maître à bord », a déclaré M. Stenger. « On ne peut pas lui faire le reproche de profiter d'une opportunité, a estimé le procureur, tout en rappelant que l'information judiciaire avait été ouverte « il y a de très nombreuses semaines, bien avant qu'il [M. Sarkozy] ne soit au gouvernement ».

« ILS VONT SE VENGER »

A la Meinau, l'un des quartiers au sud de Strasbourg où a eu lieu l'opération, la plupart des habitants l'ont appris par la radio ou la télévision. « Moi, je suis content, ravi même. Ici, il y a trop de trafics, du deal au grand jour, explique Mohamed, 34 ans. Mais il ne faut pas que ça soit juste une opération et puis on oublie. Chirac a fait des promesses, il faut qu'il les tienne. » « Ils vont se venger, explique une autre jeune femme. Il y a toujours des voitures ou des abris bus brûlés après une opération comme ça. »

Certains responsables associatifs craignent eux aussi un regain de tension dans un quartier traumatisé après la mort, dimanche 19 mai, du petit Bilal, dans une cage d'ascenseur. « Qu'il y ait des opérations de police contre l'économie souterraine, c'est normal et souhaité par les habitants, explique Rudi Wagner, directeur de l'association Prévention et action sociale à la Meinau. Mais ce n'est pas le moment d'en rajouter. Il aurait fallu tenir compte de l'émotion provoquée par la mort de ce gamin, qui renforce le sentiment des habitants d'être des laissés-pour-compte. »

Frédéric Chambon

Au rythme où vont les marchés, l'assurance vie doit répondre du tac au tac.

Avec nos contrats en unités de compte, vos placements sont gérés selon les variations de marché.

NSM Vie,
un savoir faire unique
sur les unités de compte

NSM Vie, un savoir faire unique sur les unités de compte. Les unités de compte sont des placements à long terme qui peuvent être affectés à des objectifs de placement différents. Elles sont gérées par des professionnels de la gestion d'actifs. Les performances des unités de compte peuvent varier et ne sont pas garanties. Les unités de compte sont soumises à des risques de perte de capital. Les unités de compte sont destinées à des investisseurs avertis. Les unités de compte sont destinées à des investisseurs avertis. Les unités de compte sont destinées à des investisseurs avertis.

BANQUE
NSM
VIE

Téléphone : 02 37 97 97 97

Pierre Falcone inculpé en Suisse pour « blanchiment » dans l'affaire du règlement de la dette angolaise

La justice helvétique soupçonne l'homme d'affaires français d'avoir versé des commissions illicites à des personnalités de l'Etat angolais, parmi lesquelles figurerait le président José Dos Santos

L'HOMME D'AFFAIRES Pierre Falcone, mis en examen à plusieurs reprises dans l'enquête sur les ventes d'armes vers l'Angola, conduite par les juges parisiens Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez, est désormais poursuivi par la justice suisse. Le 23 avril, dans le cadre d'une commission rogatoire internationale, le juge genevois Daniel Devaud lui a signifié, dans le cabinet de M. Courroye, son inculpation pour « blanchiment d'argent », « soutien à une organisation criminelle » et « corruption d'agents publics étrangers ». M. Falcone se voit reprocher d'avoir agi, « de concert » avec Arcadi Gaydamak - son associé, visé par un mandat d'arrêt depuis décembre 2000 -, José Eduardo Dos Santos, Joaquim David et Elisio de Figueiredo - respectivement président, ministre de l'industrie et ambassadeur itinérant de la République d'Angola -, « dans le cadre d'une organisation secrète œuvrant entre Genève, Moscou et Luanda et poursuivant le but de se procurer des revenus illicites par les moyens criminels tels que la corruption et la gestion déloyale des intérêts publics ».

Selon l'exposé des charges établi par M. Devaud et figurant dans l'interrogatoire de première comparution de M. Falcone, ce dernier aurait mis en place « une structure utilisant des sociétés écrans, notamment la société Abalone Investment Limited, destinée à soutirer au préjudice de la République d'Angola, voire de la Fédération de Russie, des ressources financières lui revenant ». L'exposé du magistrat helvétique mentionne explicitement le « versement de commissions illicites » à MM. Dos Santos, de Figueiredo et David, ainsi qu'à une autre personnalité de l'Etat angolais, José Leitao Da Costa, ministre du bureau de la présidence et secrétaire du conseil des ministres.

Le juge Devaud enquête sur le règlement, entre 1996 et 2000, de la dette de l'Angola à la Russie, qui aurait donné lieu à des détournements de fonds évalués à 614 millions de dollars. Le ministère des finances russe n'aurait touché, pendant cette période, que 161 millions de dollars sur les 773,9 millions payés à Abalone Investment Limited, la société agissant comme intermédiaire dans le recouvrement de la dette et dont les ayants droit sont Arcadi Gaydamak et Pierre Falcone. S'élevant à l'origi-

M. Falcone « conteste formellement l'intégralité des faits qui lui sont reprochés »

ne à 5 milliards de dollars, cette dette - héritage de l'époque soviétique - avait été réduite de 70 % grâce à un accord conclu en novembre 1996, aux termes duquel l'Angola s'était engagé à rembourser 1,5 milliard de dollars à la Russie sous forme de billets à ordre, d'ici à 2016.

La justice suisse est parvenue à identifier une partie des 614 millions de dollars susceptibles d'avoir été détournés : environ 120 millions de dollars auraient été reversés à M. Falcone et 60 millions de dollars à M. Gaydamak. Joaquim David, ancien président de Sonangol - compagnie nationale des combustibles angolais - et aujourd'hui ministre de l'industrie, aurait perçu 4 millions de dollars (en deux virements, le 12 mars et le 6 octobre 1997), tandis que José Leitao Da Costa aurait touché 3 millions de dollars, le 6 juillet 2000. Selon le juge Devaud, plus de

40 millions de dollars, versés entre le 3 octobre 1997 et le 15 janvier 1998 depuis le compte Abalone à l'UBS de Genève sur un compte ouvert au Crédit agricole Indosuez, au Luxembourg, ont « vraisemblablement » eu pour destinataires MM. de Figueiredo et Dos Santos.

Les magistrats français, quant à eux, ont été destinataires, en mars, de signalements Tracfin (service antiblanchiment du ministère des finances français) ayant permis d'établir que M. Falcone avait ouvert en 1998 des comptes au nom de trois sociétés de droit panaméen (Dramal, Camparal et Tutoral), à la banque internationale du Luxembourg (BIL). Selon Tracfin, les « bénéficiaires économiques » de ces comptes seraient, outre M. Falcone lui-même, MM. de Figueiredo et Dos Santos (*Le Monde* du 3 avril).

Interrogé sur ce point le 27 mars par le juge Courroye, M. Falcone s'est « inscrit [t] en faux contre [l'] affirmation de Tracfin ». « En aucune façon je n'ai ouvert un compte pour M. Dos Santos », avait-il précisé. Dans un entretien accordé au *Monde* du 16 avril, M. Falcone avait évoqué, à propos de la note Tracfin, « une tentative de déstabilisation » du gouvernement angolais. Au sujet du compte à la BIL, dont M. de Figueiredo aurait été l'ayant droit, M. Falcone a déclaré au juge Courroye : « J'imagine qu'il avait des missions bien spécifiques [...] dans l'intérêt de son pays ». L'ambassadeur aurait également perçu 18,8 millions de dollars sur un compte ouvert à la Discount Bank aux îles Caïmans.

Au cours de son interrogatoire de première comparution, le 23 avril, M. Falcone, qui a « contesté formellement l'intégralité des faits qui [lui] sont reprochés », a toutefois refusé de s'expliquer, affirmant qu'il n'avait pas eu « le

temps matériel » de prendre connaissance de la commission rogatoire internationale du juge Devaud. Les avocats de M. Falcone estiment d'autre part que les procédures française et suisse sont entachées d'irrégularités. « Les juges Courroye et Devaud se sont échangé des documents de manière "sauvage", dans un cadre non officiel », a déclaré au *Monde* M. Falcone, qui y voit « une preuve supplémentaire de la manipulation judiciaire » dont il se dit victime. « Même la justice suisse, fait exceptionnel, vient de le reconnaître », a-t-il ajouté.

M. Falcone fait allusion à une ordonnance de la chambre d'accusation du canton de Genève qui, le 16 avril, a admis le recours formé par M. Falcone, qui contestait la transmission par M. Devaud à M. Courroye de pièces le concernant. Dans son ordonnance, la chambre d'accusation indique : « S'il est légitime que, dans le cadre d'une commission rogatoire concernant une procédure nationale, le juge chargé de l'exécution puisse avoir connaissance des documents nécessaires à cette exécution, il n'est pas légitime qu'il puisse utiliser, dans sa propre enquête, des documents qui ne lui ont pas été transmis par la voie légale. Or [...], les documents communiqués au juge français dans le cadre de la procédure nationale [suisse] ont également été saisis dans le cadre de la procédure [française], d'où un risque évident de confusion. » Le 3 mai, le président de la chambre d'accusation de Genève a demandé à l'Office fédéral de la justice - la chancellerie suisse - d'« attirer [r] l'attention des autorités françaises » sur le fait que certaines pièces transmises par M. Devaud à M. Courroye ne sauraient être utilisées.

Fabrice Lhomme

Au procès de l'hormone de croissance, l'Institut Pasteur et France Hypophyse se rejettent la responsabilité de la mort de Pascale Fachin



TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER
1^{er} jour d'audience

MONTPELLIER (Hérault)
de notre correspondant

Pour l'Institut Pasteur et l'association France Hypophyse, le procès en responsabilité civile, mercredi 22 mai, devant le tribunal de grande instance de Montpellier, devait être une formalité. Certes, il s'agissait d'une première dans l'affaire des hormones de croissance humaine contaminées. Mais la procédure d'assignation au civil, choisie par l'avocat de la famille de Pascale Fachin, décédée en 2001 de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, était si particulière qu'elle n'avait, pensaient-ils, aucune chance d'aboutir.

Pour éviter de plaider au fond, les avocats de l'Institut Pasteur et de France Hypophyse comptaient sur deux arguments de forme, impar-

bles à leurs yeux : ils pouvaient soulever l'exception d'incompétence du tribunal au profit de la juridiction administrative, étant donné le rôle de l'Etat dans ce dossier, ou encore demander un sursis à statuer, dans la mesure où une procédure pénale est en cours à Paris.

Une stratégie vite mise à mal par le procureur de la République de Montpellier. Intervenant de façon exceptionnelle dans cette audience, il a rejeté les deux moyens. Cet avis, même s'il ne lie pas le tribunal, qui se prononcera le 9 juillet, a provoqué un léger vent de panique sur les bancs des défenseurs de l'Institut Pasteur et de France Hypophyse. Ils ont réagi en tentant de se rejeter la responsabilité de la contamination.

Le temps où les deux organismes travaillaient main dans la main à la mise en place d'un système français de production et de distribution d'hormones de croissance semble loin. Pour Patricia Ghozland, avocate de l'Institut Pasteur, « le manque

de garanties chez France Hypophyse était stupéfiant ». « Si elle avait collecté des hypophysés saines, il n'y aurait pas eu d'affaire de l'hormone de croissance contaminée », a-t-elle ajouté. Réponse de M^e François Comette de Saint-Cyr : « France Hypophyse n'a pas collecté le lot qui a contaminé M^e Fachin. Celui-ci a été collecté par l'Institut Pasteur en Bulgarie. »

UNE DÉMARCHE EXEMPLAIRE

Le défenseur de la famille Fachin, M^e Nicolas Jonquet, peut être satisfait. Sa stratégie était simple, mais dévastatrice. L'avocat avait en outre demandé l'assignation de la société Pharmacia SAS, ex-Kabi. Cet industriel avait fourni le premier des trois lots reçus par Pascale Fachin. Il n'avait pu fournir les deux suivants, car, dès l'apparition des premiers cas de Creutzfeldt-Jakob, il avait, en avril 1985, retiré tous ses produits du marché et arrêté leur fabrication. L'exemplarité de cette démarche a fait apparaître les manquements des

deux autres parties, au-delà même des espérances de M^e Jonquet.

« Pour établir les responsabilités, il suffit de lire le rapport de l'IGAS de 1992. Les deux lots fournis à M^e Fachin par France Hypophyse et l'Institut Pasteur étaient tous deux contaminés. Ils ont au total tué huit personnes », affirme l'avocat de Kabi, M^e Christian Bousckaert, avant de s'en prendre violemment à l'Institut Pasteur, dont il a déploré l'arrogance : « A ce jour, nous, les vilains industriels, n'avons jamais connu le moindre cas de contamination à travers le monde. Kabi n'existe plus parce que, en retirant ses produits, elle a connu des difficultés financières. Vous qui n'aimez pas les profits, vous savez compter et vous en avez profité pour accroître, jusqu'en 1988, dans des conditions souvent curieuses, votre production d'hormones, à mesure de ce que nous laissons libre sur le marché. »

Richard Benguigi

L'ancien médecin de l'abbé Pierre menacé d'extradition vers l'Italie

ARRÊTÉ À PARIS dans la nuit du 22 au 23 février, Michele d'Auria, ancien médecin personnel de l'abbé Pierre, qui vivait en France depuis dix ans sous le nom d'emprunt d'Antonio Canino, devra encore attendre au moins cinq semaines à la maison d'arrêt de la Santé avant de connaître le sort que lui réserve la justice française, après que l'Italie a demandé son extradition. Pour raison de procédure, mercredi 22 mai, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, présidée par Gilbert Azibert, qui doit rendre un avis préalable à la décision des autorités françaises, a renvoyé au 26 juin l'examen au fond de son dossier, tout en prolongeant son maintien en détention.

Condamné en appel par contumace dans son pays, en septembre 1997, à neuf ans d'emprisonnement, ce petit homme au front dégarni de 45 ans, médecin-chirurgien depuis près de vingt ans, est considéré par la justice italienne comme l'un des trois auteurs, avec notamment son jeune frère Lucio, aujourd'hui décédé, alors proche du mouvement d'extrême gauche Prima Linea, de quatre attaques de banque à main armée, commises à Milan en janvier, mars, avril et novembre 1990.

Plongé dans la clandestinité à la fin 1991 - « par peur pour sa vie », selon M^e Frédérique Pons, l'un de ses avocats actuels - après que son frère vint le trouver en Afrique du Sud où il était installé pour lui signifier qu'il était recherché par la police, Michele d'Auria conteste sa culpabilité et tente de faire valoir, passeport et visas à l'appui, qu'il se trouvait, au moment des vols, en Afrique du Sud, au Swaziland et en Turquie : tous moyens de preuves, selon ses autres avocats, M^e Irène Terrel et Jean-Jacques de Felice, qui n'auraient pu être évoqués lors de l'audience d'appel en 1997, à Milan, pour des raisons propres à la procédure italienne.

UNE « ERREUR ÉVIDENTE »

Revenu dans un premier temps en France au début des années 1990, parti en mission pour Médecins du monde au Soudan en 1993, M. d'Auria, alias Canino, est employé par les Compagnons d'Emmaüs depuis 1994, tout en étant inscrit comme médecin, sous son vrai nom, à Chartres. « Un homme d'une exceptionnelle générosité », a plaidé M^e de Felice devant la chambre de l'instruction, insistait sur « la situation familiale complexe » du docteur

d'Auria, « condamné [en Italie] sans la moindre preuve ».

Persuadés que, pour des motifs de procédure, la chambre de l'instruction ne pourra conclure à un « avis défavorable » à l'extradition, M^e Pons, Terrel et de Felice ont cependant souhaité que « l'erreur évidente » puisse être reconnue, malgré une récente mise en doute, par le parquet général, de l'utilisation du passeport de l'intéressé, dont les autorités italiennes n'ont pas contesté qu'il lui avait été délivré en 1988, relevant seulement qu'il avait été vraisemblablement illégalement renouvelé dix ans plus tard.

Dans une lettre, l'abbé Pierre, qui ne connaissait pas le passé de celui qui fut son médecin personnel pendant trois ans, jusqu'en novembre 2001, indique que M. d'Auria « a fait preuve d'une totale disponibilité à [son] égard », œuvrant chez Emmaüs « avec dévouement et humanité ». « Je ne partirai pas. J'ai juste envie de travailler avec mon vrai nom », a assuré pour sa part Michele d'Auria, qui réclamait, en vain, dans l'attente de l'examen de son dossier, sa remise en liberté.

Jean-Michel Dumay

Le plus grand voilier du monde risque d'être mis aux enchères par un créancier de l'Etat russe

L'affaire « Sedov » était examinée en appel mardi

RENNES

de notre envoyé spécial

A qui appartient le plus grand voilier du monde, le *Sedov* ? Le tribunal de grande instance de Brest a-t-il bien fait de lever la saisie du bateau, en juillet 2000, et de le laisser regagner des eaux plus clémentes, hors d'atteinte de la société suisse Noga ? Ces deux questions ont été au cœur des débats fort techniques de la cour d'appel de Rennes, mardi 21 mai, qui examinait l'appel de Noga.

Depuis 1993, s'estimant victime d'un grave préjudice financier par suite de la rupture par la Russie des contrats qui les ont liés au début des années 1990, Noga cherche à saisir les biens de l'Etat russe, celui-ci s'étant toujours refusé à honorer ses dettes. La société réclame 453 millions de francs (69 millions d'euros) et s'appuie sur une décision du tribunal de Paris, confirmée en appel, qui a rendu exécutoire en France le jugement de la chambre de commerce de Stockholm, rendu au printemps 1997 et donnant raison à Noga dans son litige avec l'Etat russe.

En juillet 2000, la société Noga avait tenté un coup d'éclat en s'attaquant au fleuron de la marine russe : le *Sedov*, magnifique quatre-mâts invité à la manifestation « Brest 2000 ». Le 13 juillet, le voilier, à quai, était saisi. Onze jours plus tard, le tribunal de Brest annulait la saisie et estimait que le navire était certes « un bien de la Fédération de Russie », mais placé à la disposition de l'université de Mourmansk, qui en assurait la « gestion opérationnelle » ; il ne pouvait donc être saisi pour une dette de l'Etat.

Devant la cour d'appel de Rennes, les avocats des deux parties ont bataillé ferme, mardi, autour de cette notion de « gestion opérationnelle ». Les défenseurs de Noga ont tenté de démontrer que le *Sedov* appartient bien à l'Etat russe. Pas du tout, a rétorqué la partie adverse : le propriétaire du navire est l'université de Mourmansk, personne morale distincte de l'Etat russe. L'avocat de l'univer-

sité, M^e Michel Quimbert, a dénoncé Noga avec grandiloquence. « On ne peut pas se transformer en juge mondial », a-t-il clamé, fustigeant ceux qui ont osé « prendre en otage les professeurs et les élèves » du *Sedov*.

Autre pomme de discorde : faut-il appliquer la loi du pavillon - la loi russe, pays d'origine du voilier - ou la loi du port, la loi française ? Invoquant les plus grands spécialistes du droit maritime, les deux parties sont arrivées à des conclusions opposées. Pour Noga, doit s'appliquer la loi du pays où se pratique la saisie ; pour l'université de Mourmansk et le gouvernement russe, c'est le contraire.

REFUS DE PAYER

« La Russie tente d'échapper à ses obligations », a expliqué M^e Antoine Chatain, un des défenseurs de Noga, qui ne s'explique pas le refus de payer des Russes. Faux, lui a rétorqué Jean-Marcel Cheyron, défenseur du gouvernement russe. Moscou serait prêt à assumer ses dettes, mais voilà : Noga n'est pas le seul à réclamer son dû. « Le gouvernement a des obligations dans le cadre du Club de Paris, qui regroupe les Etats crédetes, et le Club de Londres, qui regroupe les institutions financières », explique M^e Cheyron. Il ne peut pas accorder de conditions préférentielles à un créancier au détriment des autres. » Selon lui, la dette extérieure du pays s'élevait en 2000 à 177 milliards de dollars.

Dans ses réquisitions, l'avocat général Didier du Créhu a donné raison à l'université de Mourmansk et au gouvernement russe, en recommandant l'application de la loi du pavillon. « Le *Sedov* ne peut être saisi pour une dette de l'Etat russe », a-t-il conclu après quatre heures de débats. Cependant si, le 27 juin, la cour d'appel décidait que la levée de la saisie était injustifiée, les défenseurs de Noga seraient en droit d'entamer la mise aux enchères du *Sedov*, même en son absence.

Piotr Smolar

Huit adolescents en garde à vue après le viol d'une jeune fille

HUIT ADOLESCENTS lyonnais de 14 et 15 ans ont été placés en garde à vue, mardi 21 et mercredi 22 mai, soupçonnés d'avoir violé collectivement et avec violence, dans le hall d'un immeuble de leur quartier, une adolescente de 15 ans qui fréquentait le même collège qu'eux. Ils devaient être présentés jeudi 23 mai au parquet de Lyon qui devait requérir un placement sous mandat de dépôt pour « deux ou trois d'entre eux » et une remise en liberté sous contrôle judiciaire pour les autres. Ils encourent une peine de dix ans de prison.

Dans la matinée de mardi, des policiers en civil avaient interpellé onze collégiens dans leur établissement, situé dans le 7^e arrondissement de Lyon. Trois d'entre eux ont été remis en liberté après avoir été mis hors de cause. Un seul des collégiens, considéré comme l'auteur principal, aurait reconnu les faits, qui se sont déroulés le 11 mai. Après avoir déserté plusieurs jours les cours, la jeune fille s'était finalement confiée à l'assistante sociale du collège. Elle fait l'objet d'une prise en charge et d'un suivi psychologique.

L'homme blessé par un policier à Dammarie-les-Lys est décédé

LE JEUNE HOMME de 23 ans qui avait été blessé d'une balle dans la tête par un policier, mardi 21 mai, à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) (*Le Monde* du 23 mai), est décédé le même jour, vers 23 h 30, à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Selon une source proche de l'enquête, les policiers de la brigade criminelle du service régional de police judiciaire de Versailles (Yvelines) ont estimé que le gardien de la paix avait fait usage de son arme en légitime défense. Il était intervenu avec un collègue à la suite d'un appel au 17, signalant un différend familial entre le jeune homme, toxicomane, et son grand-père. Armé d'une carabine, Xavier Dem aurait ouvert le premier le feu sur les policiers, blessant l'un d'entre eux. Il aurait ensuite tiré sur le deuxième sans l'atteindre. Ce dernier aurait alors riposté, touchant grièvement le jeune homme.

DÉPÊCHE

■ **ISLAM** : le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, s'est dit prêt à recevoir des membres de la consultation sur l'Islam de France, la semaine prochaine, selon Kamel Kebtane, recteur de la grande mosquée de Lyon. Initialement prévue le 25 mai, l'élection d'un Conseil français du culte musulman a été repoussée à la demande de la Mosquée de Paris, à une date qui reste à déterminer.

ARTELANO

Mobilier contemporain
VENTE AU DEBALLAGE
FINS DE SERIE - 2^{EME} CHOIX
vendredi 24, samedi 25
et dimanche 26 Mai.
de 10 h à 17 h sans interruption
Autorisation préfectorale n° 2002/1236
ENTREPOT ARTELANO
4, rue de Kéfir Z.I. Senia
94310 ORLY ☎ 01.46.87.86.20

Les banlieues lyonnaises entre malaise et renouveau

A l'est de Lyon, Vaulx-en-Velin et Villefontaine ont placé M. Le Pen en tête le 21 avril. Mais la première mise sur un projet de développement, tandis que la seconde se heurte à des difficultés structurelles. A l'ouest, la Duchère va être restructurée

LYON

de notre correspondante

Dans les années 1970, c'était un village de 492 habitants, perché sur une colline, bordé d'étangs et de bois. Petit coin de campagne, à 25 kilomètres de Lyon mais rattaché au département de l'Isère. Trente ans après, Villefontaine ressemble à une cité : 18 179 habitants et des immeubles qui ont poussé comme des champignons, dans chacun des cinq quartiers créés de toutes pièces.

La campagne aux alentours de la ville s'est muée en « ville à la campagne ». L'ancien village est désormais la plus importante commune de la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau, lancée en 1972, qui regroupe cinq communes : Four, Vaulx-Milieu, Saint-Quentin-Fallavier, L'Isle-d'Abeau et Villefontaine.

Le développement économique attendu est au rendez-vous : situé sur le corridor Lyon-Grenoble, ce territoire compte parmi les plus dynamiques de Rhône-Alpes. Entre 1982 et 1999, le nombre d'emplois y a quadruplé, de 4 531 à 16 000. Des entreprises prestigieuses comme Hewlett-Packard, Ikea, Valeo, Lafarge, s'y sont installées.

Pourtant, pour la sixième fois depuis 1995, Villefontaine risque d'être placée sous tutelle. Le conseil municipal a en effet adopté, le 13 mai, un budget en déséquilibre. Le préfet de l'Isère devrait, dans les jours qui viennent, transmettre le document à la chambre régionale des comptes. Le maire, Raymond Feysaguet (divers), estime qu'il lui est impossible de réduire davantage les dépenses, à moins de supprimer purement et simplement des services.

Fortes dépenses, faibles ressources, Villefontaine est confrontée à un déséquilibre structurel. La commune héberge près de 50 % de la population de la ville nouvelle, majoritairement jeune et dotée de revenus modestes. Malgré le dynamisme du territoire, le taux de chômage atteint 14 %. Principales victimes : les jeunes et les femmes seules, qui peinent à trouver du travail dans la zone industrielle.

Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête le 21 avril, en recueillant 19,50 % des voix à Villefontaine. La ville supporte 80 % de logements sociaux, dix groupes scolaires, cinq centres sociaux, qui engendrent de lourds coûts salariaux, mais ne compte qu'une poignée d'entrepris-

ENTRE RHÔNE ET ISÈRE



ses. Ces dernières se sont concentrées dans la plaine, sur les autres communes de la ville nouvelle, Saint-Quentin-Fallavier, La Verpillière et Vaulx-Milieu. Les administrations, universités et centre commercial ont été implantées à l'Isle-d'Abeau.

La taxe professionnelle (TP) est perçue par le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) et affectée en priorité aux investissements lourds : bâtiments culturels, sportifs, etc. Pour l'entretien des bâtiments scolaires, les frais de personnel ou la prévention, Villefontaine

doit compter sur les taxes d'habitation (dont les taux figurent parmi les plus importants du département) et sur le foncier bâti et non bâti.

Saint-Quentin-Fallavier, la commune la plus riche, compte à peine 6 000 habitants, mais 270 entreprises. Elle perçoit 7,6 millions d'euros au titre du foncier bâti, Villefontaine en récupère 2,1 millions. « Tous les bâtiments industriels sont concentrés sur Saint-Quentin-Fallavier. Nous, nous ne créons que des bâtiments d'habitation qui ne nous rapportent quasiment rien. A terme, nous ne disposons que d'une vingtaine d'hectares commercialisables. Quand l'une s'enrichit, l'autre s'appauvrit », note un fonctionnaire.

« C'est l'Etat qui a décidé la création de la ville nouvelle et qui a édicté les règles du jeu. Ce sont les concepteurs qui ont décidé de répartir les activités de manière si inégale, souligne M. Feysaguet. Alors c'est à lui de nous aider. » Le maire souhaite en priorité une réforme des règles de calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours de l'Etat aux collectivités locales. Compte tenu des grilles de répartition appliquées dans les villes nouvelles, Villefontaine, la commune la plus pauvre mais la plus

peuplée, apparaît comme l'une des collectivités les plus riches du département et ses dotations de l'Etat sont réduites d'autant !

Peu philanthropes, repliées sur des querelles de clocher, les communes richement dotées ont refusé de partager équitablement leurs richesses, en accordant, par exemple, un fonds de compensation aux communes démunies.

Pour la sixième fois depuis 1995, Villefontaine risque d'être placée sous tutelle

La loi Chevènement de 1999 prévoit, pour 2003, le passage des villes nouvelles en communautés d'agglomération. Mais l'Isle-d'Abeau n'est toujours pas en mesure de changer de statut : elle n'atteint pas le seuil minimal de 50 000 habitants, alors qu'elle devait devenir la « petite sœur de Lyon » avec plus de 100 000 habitants. Des 21 communes initialement intégrées, il n'en reste que 5.

Sophie Landrin

A Vaulx-en-Velin, la municipalité veut créer un pôle de loisirs urbain de 240 hectares, le « Carré de soie », au cœur d'un ancien berceau industriel

LYON

de notre correspondante

Symbole de la souffrance des banlieues des années 1990, quand éclata la révolte du Mas du Taureau après la mort d'un jeune du quartier, Vaulx-en-Velin espère devenir l'exemple d'une « nouvelle urbanité ». Depuis une décennie, des efforts considérables ont déjà été accomplis pour redessiner le visage de cette commune (*Le Monde* du 13 octobre 1999). Avec plusieurs équipements nouveaux (école d'architecture, des travaux publics, planétarium, lycée), le centre-ville s'est mué en pôle pédagogique et scientifique. La zone franche a attiré des entreprises. Mais ces investissements n'ont pas permis de mettre un terme au lent dépeuplement qui affecte la première couronne lyonnaise ni d'enrayer de façon significative le chômage. Signe de ce malaise, Jean-Marie Le Pen a obtenu ici 21,70 % des voix, devant Lionel Jospin et Jacques Chirac, au premier tour de l'élection présidentielle. La municipalité, soutenue par la Communauté urbaine et en partenariat avec Villeurbanne, veut maintenant se lancer dans la réalisation

d'un vaste pôle de loisirs urbain de 240 hectares, sur le thème de l'eau, du sport et de la culture, destiné à faire de Vaulx-en-Velin « l'axe majeur de développement de l'est de l'agglomération ». Situé au sud de la commune, le projet, nommé le « Carré de soie », s'articulerait autour du canal de Jonage, dérivation du vieux Rhône, à cheval sur Vaulx-en-Velin et Villeurbanne, à une encablure de Lyon.

La municipalité a demandé à l'INTA, un réseau international de développement urbain qui avait déjà travaillé sur le projet de rénovation du centre-ville, d'évaluer, du 12 au 17 mai, l'opportunité du projet. La conclusion des experts a largement comblé les attentes du maire, Maurice Charrier (divers gauche) : « Vous dormez sur une mine d'or. Vous allez cesser d'habiter dans des fins de territoire », a conclu l'INTA.

Contenu et financement du projet restent à définir. Mais deux éléments qui devraient valoriser la zone sont déjà acquis : l'implantation, en 2003, d'un cinéma multiplexe Pathé et, à partir de 2007, l'arrivée du métro et du chemin de fer de l'est lyonnais. Tous deux relieront le Carré de

soie au quartier d'affaires de la Part-Dieu et à l'aéroport Saint-Exupéry.

L'intérêt suscité par le projet vient aussi de l'histoire des lieux. Ce quartier fut le berceau, au XIX^e siècle, du développement industriel de l'est de l'agglomération. Les soyeux lyonnais, notamment, purent électrifier leurs métiers, grâce à l'usine hydroélectrique Cusset, toujours en activité, sorte d'immeuble-pont sur le canal de Jonage. La principale unité industrielle, l'usine TASE (textile artificiel du Sud-Est), bâtie pour produire de la viscose, s'installa ici. Une cité ouvrière fut construite pour loger le personnel, recruté, face à la pénurie de main-d'œuvre locale, dans les départements voisins, mais aussi en Italie, Espagne, Pologne, Arménie, puis au Maghreb. La fermeture de l'usine, dans les années 1980, créa un véritable séisme social dont les effets perdurent. Maurice Charrier estime désormais que son projet est crédibilisé. Mais les anciens ouvriers ignorent encore qu'ils habitent sur une « mine d'or ».

So. L.

Dominique Buffier

Un grand projet de ville de 60 millions d'euros pour le 9^e arrondissement

LYON

de notre correspondante

Ses grandes barres dominent la ville, mais c'est déjà la banlieue. Sa position géographique pourrait en faire la rivale des collines de la Croix-Rousse et de Fourvière, les deux joyaux du patrimoine lyonnais. Mais la Duchère figure seulement au rang des cités sensibles depuis qu'en décembre 1997, à la suite d'une interpellation, un jeune père de famille a trouvé la mort au commissariat du quartier. Son décès déclencha l'embranchement d'une des barres, celle dite des « 200 ».

Aujourd'hui, le calme est revenu, mais les tensions perdurent, comme en témoigne l'attentat à la voiture-bélier perpétré contre la synagogue de la Duchère le 29 mars. Construite dans les années 1960 sur un plateau, au sommet du 9^e arrondissement, pour accueillir les rapatriés d'Algérie, la Duchère reste un lieu d'ancre des familles issues de l'immigration, (17 % de la population est d'origine étrangère), nombreuses ou monoparentales à bas revenus et à faible taux d'activité.

RECONNECTER LE QUARTIER

Le nouveau maire PS de Lyon, Gérard Collomb, maire de cet arrondissement de 1995 à 2001, a présenté mercredi 22 mai les grands axes du grand projet de ville (GPV), « destiné à sortir la Duchère et ses 12 800 habitants de leur isolement ». La démarche se veut novatrice, avec l'idée maîtresse de reconnecter le quartier au tissu urbain : le périmètre d'études a été élargi pour aborder la recomposi-

tion de l'ensemble de l'Ouest lyonnais et non plus de la seule Duchère.

Le schéma, encore général, s'affiche volontairement « ouvert » et « évolutif ». « Nous allons complètement reconstruire le quartier », affirme M. Collomb. Le projet, évalué à 60 millions d'euros de crédits publics, devrait s'étaler sur dix ou quinze ans. Il a été confié à Bernard Badon, responsable de la mission Vaise : cet ancien quartier industriel du même arrondissement de Lyon, sinistré par la crise des années 1980, connaît une véritable métamorphose, avec l'implantation notamment d'Infogrammes ou de la Cégid, deux fleurons de l'informatique et du jeu vidéo. Le projet est aussi géré par l'ancien responsable de la rénovation du centre de Vaulx-en-Velin, le paysagiste Alain Marguerit.

L'ancienne équipe municipale de Raymond Barre (app. UDF), sous l'impulsion de l'adjoint à l'urbanisme Henry Chabert (RPR), avait décidé de détruire en 2003 la « barre des 200 », pour y reconstruire un nouvel ensemble ainsi que des maisons de ville. M. Collomb ne remet pas en cause le projet mais ajoute la destruction progressive d'une autre barre, celle « des 1 000 », non plus pour reconstruire mais pour libérer et reconquérir l'espace.

Ces ensembles gigantesques, mal placés, constituent autant de coupures avec le reste de la ville. Les nouveaux maîtres d'ouvrage ne veulent plus concentrer l'habitat sur le plateau, mais le répartir sur le territoire de l'arrondissement, notamment sur les « bal-

mes » (pentes) de la colline, afin de créer un lien avec le bas du quartier, Vaise. Ils veulent aussi diversifier l'habitat pour passer de 80 % de logements sociaux à 60 %, et intégrer de nouvelles couches sociales. La desserte de la Duchère devrait être revue. Tous les grands axes venant de l'ouest convergent actuellement pour éviter la Duchère. Des axes piétonniers devraient

permettre de cheminer « en poussette » vers Vaise, pari aujourd'hui impossible.

M. Collomb avoue rencontrer des difficultés pour attirer les investisseurs privés à la Duchère. Il espère les convaincre d'ici trois ans, en leur présentant un environnement rénové.

So. L.

Les finances des communautés d'agglomération sont saines

L'ASSEMBLÉE des communautés de France (ADCF) vient de mettre en place un observatoire financier et fiscal des agglomérations. Cet outil d'analyse vient, pour la première fois, de rendre ses conclusions. Il constate la situation financière saine des communautés urbaines et des communautés d'agglomération pour 2000. « Ces communautés, souligne l'ADCF, présentent un niveau d'autofinancement, proche de 20 % des recettes de fonctionnement disponibles » qui « a garanti un financement sain des investissements avec un recours limité à l'emprunt ». Néanmoins, « ce constat doit être nuancé pour les communautés d'agglomération. L'année 2000 a en effet été, pour la plupart d'entre elles, une année de démarrage, consacrée à la définition du projet communautaire ». Les communautés d'agglomération ont été créées par la loi Chevènement de 1999.

DÉPÊCHES

■ **POLLUTION** : les déchets industriels collectés par les entreprises de récupération et de recyclage ont augmenté de 3 % en 2001, a annoncé, mercredi 22 mai, la Fédération française des professionnels du recyclage (Federec). Mais près des deux tiers des 100 millions de tonnes de déchets industriels restent conservés dans les entreprises ou mis en décharge. Or, la loi française prévoit qu'au 1^{er} juillet 2002, seuls les déchets dits « ultimes » doivent aller en décharge.

■ **TRANSPORTS** : des navettes ferroviaires, reliant la station du RER B du Bourget au site de l'exposition à Dugny (Seine-Saint-Denis), seront mises en place pour les visiteurs de l'exposition internationale qui devrait s'y tenir du 7 mai au 7 août 2004, a annoncé, mardi 21 mai, la Région Ile-de-France.

Au centre de Sydney, on trouve toutes sortes de transports en commun.

Plongez en Australie pour 885 € A/R.

Contacter votre agence de voyage ou visiter le site de la compagnie en ligne www.airsinaustralia.com

Airsinaustralia

QANTAS

* Tarif au départ de Paris. Prix des transports, taxes, assurances et autres services en plus.

SOFIA, 1952

SOFIA, 3 octobre 1952. Dans deux jours, s'ouvre à Moscou le XIX^e Congrès du Parti communiste soviétique. « *Au nom du peuple* », la sentence de la Cour suprême de la République populaire de Bulgarie tombe. Elle « reconnaît les accusés Kamen Vitchev, Pavel Djidjov, Josaphat Chichkov et Eugene Bossilkov coupables d'avoir organisé et dirigé, après le 9 septembre 1944 et jusqu'à l'été 1952, une organisation clandestine, une agence des services de renseignements secrets du pape et des impérialistes, dont l'objectif est de renverser et miner le pouvoir démocratique du peuple par un coup d'Etat, des actes terroristes, des crimes dangereux et une intervention étrangère. La Cour les condamne à mort par fusillade en confisquant tous leurs biens au profit de l'Etat ». Trente-trois autres prêtres, religieuses et laïcs catholiques sont condamnés à de lourdes peines de détention.

On ne retrouvera qu'en 1994 le protocole d'exécution, en date du 11 novembre 1952. En pleine nuit, dans la prison centrale de Sofia, les quatre prêtres condamnés à mort sont conduits au lieu d'exécution par la milice populaire, puis fusillés à bout portant à 23 h 30, en présence du substitut du procureur, du directeur et du médecin de la prison. Leurs corps sont jetés dans une fosse commune et toutes les mesures sont prises pour dissimuler l'endroit de leur sépulture. Comme s'il fallait effacer à tout jamais le souvenir de ces quatre prêtres, victimes de l'un des derniers et plus cruels procès staliniens. Procès téléguidé par Moscou, truqué de bout en bout, procès simulacre avec tout l'arsenal des preuves fabriquées, des aveux extorqués, des crimes imaginaires. « *Procès immonde* », écrira la presse occidentale stupéfaite, malgré les précédents de Prague, Moscou, Varsovie ou Budapest.

Le dernier épisode connu de la vie des quatre condamnés, enchaînés dans leur cellule, vient d'un autre détenu, Gorazd Kourtev, également prêtre. En lavant le carreau du couloir des futurs suppliciés, il reconnaît la faible voix du Père Pavel Djidjov, 33 ans, demandant l'absolution de ses péchés : « *Tout en faisant semblant de laver le corridor, répond Kourtev, j'ai dit : absolution, absolution ! Il a récité l'acte de contrition. Ce fut l'unique rencontre : lui dans la cellule des condamnés à mort, moi dehors, avec ma serpillière, en train de lui donner l'absolution sacramentelle.* »

Dimanche 26 mai, en visite pour la première fois à Sofia et à Plovdiv, le pape doit béatifier Kamen Vitchev, Pavel Djidjov, Josaphat Chichkov, les trois prêtres de la congrégation de l'Assomption, « martyrs » du communisme. Le quatrième exécuté, Mgr Eugene Bossilkov, religieux passionniste, avait été déjà béatifié à Rome en mars 1998.

L'épais dossier rouge de près de 500 pages que *Le Monde* a pu consulter au Vatican avant cette triple béatification est le fruit d'une collaboration unique entre les archives du ministère de l'intérieur bulgare, ouvertes après la chute du rideau de fer, la jeune école d'historiens indépendants de ce pays, les religieux et religieuses rescapés des goulags bulgares, le Quai d'Orsay – le collège Saint-Augustin de Plovdiv, où enseignaient les prêtres fusillés, était français – et la congrégation assomptionniste, qui a mené l'enquête sur place grâce à l'un des siens, Bernard Holzer, devenu « postulateur » de la cause des trois martyrs. Terrible dossier qui révèle la sophistication des moyens policiers mis en oeuvre par l'un des plus sinistres régimes de l'après-guerre et démontre comment la milice bulgare, en moins de dix semaines, à force d'interrogatoires, de jours sans pain et de nuits sans sommeil, a réussi à « *dissocier complètement la personnalité psychologique de presque tous les accusés et à leur inculquer des réflexes primaires* » (note au Quai d'Orsay du représentant français à Sofia).

Depuis décembre 1948, les communistes contrôlent tout le pays. Les libertés sont écrasées, les étrangers expulsés. De tous les pays satellites, la Bulgarie de Dimitrov, l'un des « anciens » du Komintern, est la plus alignée sur Staline. On traîne en procès les monarchistes, les propriétaires terriens, les chefs d'entreprise, les socialistes. Puis vient le tour des confessions religieuses : les juifs, les protestants (quinze pasteurs sont condamnés le 9 mars 1949, dont quatre à perpétuité), pour finir avec les catholiques, qui, dans ce pays très majoritairement orthodoxe, ne sont que 50 000 sur 8 millions d'habitants. Leurs collèges – « *foyers d'empoisonnement par l'esprit fasciste et réactionnaire de la jeunesse bulgare* » (ministère de l'éducation) –, leurs hôpitaux et orphelinats sont fermés, des prêtres poursuivis, privés de carte d'alimentation, envoyés en prison. Toutes les écoles étrangères, dont neuf collèges et lycées français, sont nationalisées.

Le rouleau compresseur est en marche. Le 4 juillet 1952, à 4 heures du matin, huit hommes de la police secrète font irruption au séminaire de Plovdiv, fouillent les lieux et arrêtent le supérieur, Kamen Vitchev, né le 23 mai 1893 à Srem, ancien professeur de philosophie au collège Saint-Augustin de Plovdiv (fermé en août 1948) et, après l'expulsion des religieux étrangers, responsable local de la congrégation des assomptionnistes. Son ascendant sur les jeunes et les intel-

SOFIA, 1952



Le 26 mai, à Plovdiv, Jean Paul II béatifiera les Pères assomptionnistes Josaphat Chichkov, Kamen Vitchev et Pavel Djidjov.

Le pape franchit l'ex-rideau de fer pour béatifier trois prêtres bulgares fusillés après l'un des derniers et plus féroces « procès de Moscou »

MARTYRS DE STALINE

lectuels croyants lui vaut d'être l'un des hommes à abattre. En même temps que lui est arrêté Joseph Djidjov, né le 19 juillet 1919 à Plovdiv, professeur et économiste du collège Saint-Augustin. Quant à Josaphat Chichkov, né le 9 février 1884, également à Plovdiv, ex-supérieur au séminaire de Varna, il avait été arrêté dès décembre 1951. Tous les trois avaient fait leur théologie en France ou à Louvain (Belgique).

Moscou veut un procès exemplaire, en 1952, avant son XIX^e Congrès. Il l'aura en Bulgarie. En septembre, une quarantaine de prêtres, religieuses, religieux sont en prison. La propagande se déchaîne contre eux avec la publication de l'acte d'accusation contre « *l'organisation catholique de complot et d'espionnage* ». Le ministre de l'intérieur, Gueorgui Tzankov, fustige « *ces ennemis du progrès qui ont accueilli les directives jésuites de l'obscurantisme du Vatican, fomentateurs professionnels de guerre, ennemis jurés de la paix, de la démocratie et du socialisme* ». Le journal *Varnenski Novini* qualifie le pape Pie XII

de « *vaticanesque mercenaire de Wall Street* », de « *chacal moribond* », qui a substitué « *à la théologie l'anathème, à la foi religieuse le business, à la croix la bombe atomique, à la miséricorde la soif de sang* » ! Dans la presse du parti, les caricatures moquent ces prêtres « *espions* », « *saboteurs* », « *conspirateurs* » à la solde du Vatican, « *cette immense pieuvre dont les tentacules s'étendent sur l'ensemble du monde* ». Les « *travailleurs de choc* » et les coopératives agricoles sont mobilisés ; ils exigent que les prêtres soient jugés et punis « *avec la plus grande sévérité* ».

Le procès s'ouvre le 29 septembre. Les 37 coaccusés sont accusés d'avoir « *dirigé une organisation qui avait pour but de renverser le pouvoir démocratique en Bulgarie* » et de préparer une « *guerre impérialiste* » contre l'URSS. Ils auraient spéculé, saboté des entreprises et coopératives, préparé des attentats terroristes, divulgué des secrets d'Etat, caché des criminels... Les pièces à conviction ? Les courriers envoyés à leurs

supérieurs religieux, en France ou à Rome, par le canal des ambassades, qui deviennent des « *rapports d'espionnage* ». Les ressources acheminées de l'étranger (après la nationalisation des biens des congrégations), qui sont du « *trafic de devises* », les produits pharmaceutiques et alimentaires, qui sont du matériel pour les « *maquis* » contre-révolutionnaires. Au Musée du collège saint-Augustin de Plovdiv, un « *arsenal de guerre* » a été découvert : deux fusils-mitrailleurs (ramassés sur un champ de bataille de 1941), des cartouches, des grenades et un masque à gaz ! On a « *trouvé* » au séminaire une ronéop pour imprimer des tracts, un vieux poste de radio devenu « *des postes émetteurs américains* ». On découvre aussi une maîtresse à Kamen Vitchev, supérieur des assomptionnistes, chef du complot.

Un à un, les accusés déclinent leur identité, confirment leurs dépositions, faites lors de l'instruction, passent des aveux complets. Ils se reconnaissent coupables de crimes con-

tre l'Etat, éclatent en sanglots, se rétractent, puis sortent pour revenir aussitôt et de nouveau s'accuser. Cinquante ans après, les religieux rescapés du camp de Belene décrivent les techniques de fabrication de coupables : humiliations, tortures, insomnies, privation d'hygiène et de nourriture, chantage (l'aveu et le repentir contre le répit), violences morales, « *pour faire avouer ce que les policiers voulaient contre le pape et leurs professeurs en Occident* » (sœur Gabriella Bossilkova).

Aujourd'hui curé de Bourgas, le Père Koupen Gueorguiev témoigne : « *Il était interdit de s'appuyer contre le mur, de fermer les yeux, de s'allonger sur le lit. Ou marcher ou rester assis. Dès qu'on fermait les yeux, la sentinelle était sur vous... Le soir, à dix heures, elle passe et tu entends crier : au lit, au lit ! Tu attends ce moment avec impatience pour dormir... Quinze ou trente minutes plus tard, on frappe à la porte. Et tu entends le bruit des clés : lève-toi, lève-toi. On t'emmène à la cellule où l'officier de service t'attend pour l'interrogatoire. Il sait que tu as faim. Il a du saucisson. Lui, mange ou fait semblant de manger. Il joue avec un pistolet. Soudain, tu entends dans une cellule voisine des hurlements infernaux. L'officier t'observe : tu vois ce qui t'attend si tu ne parles pas. Parle ! parle ! Je peux attendre un jour, une semaine, un mois, un an... Si tu ne parles pas, tu vas rester ici.* »

APRÈS le procès de Sofia, le journal hollandais *De Maasbo-de* écrira : « *Ces nouveaux martyrs ont été abattus dans les laboratoires hygiéniques de leurs bourreaux psychiques, torturés physiquement et rendus spirituellement inaptes. La résistance d'un paysan, devenu haut dignitaire ecclésiastique, s'est effilochée. On a aboli son psychisme.* » Au procès, les dernières paroles des accusés donnent la mesure de cette

Il était interdit de s'appuyer contre le mur, de fermer les yeux, de s'allonger sur le lit. Ou marcher ou rester assis. Dès qu'on fermait les yeux, la sentinelle était sur vous...

manipulation. Le Père Kamen Vitchev : « *Je tiens à souligner, Messieurs les juges du peuple, l'attitude humaine et noble du chef de l'instruction... Grâce à lui, j'ai pu voir les pages sombres de mon attitude hostile à l'égard du pouvoir populaire... Il est vrai qu'on m'avait confié l'organisation et la direction de l'activité catholique d'espionnage des Pères assomptionnistes en Bulgarie.* »

A son tour, le Père Pavel Djidjov confesse : « *J'avoue avoir commis des actes illégaux, trahi ma patrie en me livrant à des activités d'espionnage. Mon éducation, mes convictions m'avaient entraîné dans le camp des ennemis des communistes et de la classe ouvrière. (...) Camarade Procureur, les juges qui ont mené mon instruction étaient touchés par leur attitude à mon égard. Cette façon de nous traiter a fait naître en moi la conviction que ce n'est pas en rejetant la faute sur les autres, mais en vous révélant mon vrai visage d'ennemi, un ennemi égaré, mais quand même un ennemi, que je pourrai gagner votre confiance et votre indulgence.* »

Des heures durant, le procureur Petar Petrinky prend la parole pour le réquisitoire. Il dénonce la formation des accusés dans les instituts de théologie catholique, qui les préparent à la lutte contre le communisme, démontre les liens du réseau présumé d'espionnage bulgare avec les représentations occidentales et le Vatican, complice de « *la politique rapace des magnats de Wall Street* », décrit l'« *armée nombreuse des prêtres* » mis au service, « *sous leur soutane noire* », des renseignements « *impérialistes* ». Ce n'est pas en vain, tonne le procureur, que « *le Vatican se glorifie de posséder le meilleur service d'information et d'espionnage du monde. Dès la libération des pays de démocratie populaire, les agents du pape ont ourdi des complots dans le but de restaurer le capitalisme et de le transformer en places d'armes pour la guerre préparée contre l'URSS.* »

Vingt-cinq avocats commis d'office plaident les circonstances atténuantes, l'éducation anticommuniste reçue par les accusés dans les séminaires, leur âge, leurs aveux complets, leur repentir, et prient le tribunal de prononcer des peines « *sévères, justes, à caractère rééducatif* ». Le 3 octobre 1952, le verdict de mort est prononcé. Le procès de trente-sept accusés catholiques n'aura duré que cinq jours. Dans la nuit du 10 au 11 novembre, à la prison centrale de Sofia, claquent des coups de feu qui mettent un terme à l'un des épisodes les plus féroces de la terreur bulgare.

Se souvenir de Palerme

par Leoluca Orlando

DIX ans se sont écoulés depuis la terrible année des massacres. Dix ans depuis ces terribles 23 mai et 19 juillet 1992 où ont été tués les juges anti-Mafia Giovanni Falcone, avec sa femme et trois gardes du corps à Capaci, et Paolo Borsellino, avec cinq agents sur la via D'Amelio à Palerme.

Que reste-t-il de leur sacrifice et de celui de beaucoup, beaucoup d'autres vies humaines ? Seulement quelques noms donnés à une rue, à une place ou à l'aéroport de Palerme ?

Il en reste à coup sûr un souvenir poignant, chargé de peur et de douleur, il en reste un patrimoine de valeurs, il en reste un exemple dont, aujourd'hui, il n'est pas faux de penser qu'il est plus respecté à l'étranger qu'en Italie. Il en reste, pour tous, la conscience que la culture de la légalité existe, qu'elle peut exister, qu'elle peut (et doit) être mise en œuvre.

Culture de la légalité : chacun de ces deux mots assemblés semble exprimer quelque chose de différent : le premier, rond et chaud ; le second, froid et carré. Un assemblage qui étonne. C'est l'axe prioritaire fixé en 2002 par l'Organisation des Nations unies en matière de prévention des crimes dans le monde pour les quatre années à venir. Mais l'étonnement ne s'arrête pas là. L'ONU donne la renaissance de Palerme comme le modèle et le symbole de la mise en œuvre de la culture de la légalité sur les cinq continents.

Pendant des années, la Sicile a exporté la maladie (faut-il rappeler que notre maladie s'appelle Mafia ?), et maintenant Palerme exporte la guérison. Que s'est-il

donc passé à Palerme, et plus généralement en Sicile, dans les dernières années du précédent millénaire ? Les citoyens se sont efforcés de trouver une réponse à un phénomène violent et barbare tel que la Mafia sans devenir eux-mêmes violents et barbares. Le « non » à la peine de mort ainsi que l'octroi de la citoyenneté honoraire aux condamnés à mort (de tous les pays et pour quelque motif que ce soit : personne n'a le droit de tuer, et encore moins un Etat !), la citoyenneté d'honneur décernée au 14^e dalai lama,

brouillonne et précaire – chômeurs réclamant du travail en protestant sur les toits des édifices du pouvoir, boîtes à ordures renversées par des manifestants, circulation automobile bloquée et exhortations continuelles à nous en sortir (espérons que je m'en tirerai, sinon... Comme on dit en sicilien : « *Agghurno ? Ora speriamo ca scura.* » (« Il fait jour ? Espérons maintenant que nous tiendrons jusqu'au soir »). Cette expérience se répand aujourd'hui dans le monde ; elle a donné naissance à une fonda-

charrette n'avance pas et tourne sur elle-même.

Si la roue de la légalité est seule à avancer sans que bouge celle de la culture, on court le risque de faire dire aux citoyens que « *ça marchait mieux... quand ça marchait plus mal.* »

Si la roue de la culture est seule à avancer sans que bouge celle de la légalité, on court le risque d'organiser un superbe concert de musique sicilienne... en l'honneur d'un parrain de la Mafia.

Au début de mon activité de maire (dans la seconde moitié des années 1980), je me conduisais – à l'instar de beaucoup de maires de villes siciliennes – comme un homme politique, comme un procureur : je parlais presque tout le temps de crimes et de procès. Les deux roues étaient arrêtées et enlisées dans le marécage de la peur et de la complicité. Il fallait bien commencer à faire bouger la charrette.

Grâce au dévouement d'hommes politiques et de magistrats courageux, la roue de la légalité s'est finalement mise en branle et j'ai pu m'occuper de l'autre, sans perdre de vue la première pour m'assurer qu'elles avançaient bien toutes les deux à la même allure.

Et c'est ce qui s'est passé : les deux roues ont avancé à la même allure. De ville handicapée, Palerme est devenue une ville de ressources, et de ville de la honte elle est devenue une ville modèle. Au milieu des années 1980, on dénombrait à Palerme seule 240 à 250 homicides par an commis par la Mafia. En 2000, il n'y a eu que 8 homicides, et aucun n'était en relation avec la Mafia.

Au milieu des années 1980, on parlait de démocratie et de libre marché. Mais que signifiaient ces mots si toute l'économie était

contrôlée par les mafiosi et si chaque Palermitain avait un parent ou un ami tué par la Mafia, soit parce qu'il était contre l'organisation criminelle, soit parce qu'il était dedans ?

En 2000, à Palerme, on a pu réellement parler de démocratie et de libre marché : la démocra-

LEOLUCA ORLANDO, ancien maire de Palerme, est président de l'Institut pour la renaissance sicilienne.

tie, à Palerme, vit au rythme des espoirs et des maux – ces derniers, malheureusement, trop nombreux – de la complexe politique italienne, et il est possible d'y vivre, d'y travailler, d'y faire des affaires sans rencontrer la Mafia.

Est-ce que je veux dire que la Mafia n'existe plus à Palerme ? La Mafia existe à Palerme comme ailleurs. Mais la Mafia ne contrôle plus de la même manière que dans le passé la tête et le portefeuille des Palermitains.

La Mafia, la nouvelle, celle qui gagne, cherche toujours à contrôler la tête et le portefeuille, mais ce n'est plus en invoquant et en détournant les valeurs traditionnelles de la culture comme l'honneur et la famille ; c'est en invoquant et en détournant la liberté et la réussite, valeurs émergentes de la culture italienne.

Face au redoutable défi de l'illégalité, mélange mortel de Mafia et de corruption au Sud, de corruption et de Mafia au Nord, l'Italie s'est donné un système normatif qui est devenu une norme européenne. Nous avons vu la richesse d'expression de la société civile qui s'est manifestée dans les multiples marches, défilés, chaînes humaines orga-

nisés par des citoyens allemands et français, espagnols et danois, pour réaffirmer le respect des droits de la personne humaine face aux attaques contre la concorde civile venant de toutes parts.

En Italie, ces derniers temps, chaque jour qui passe confirme clairement que les institutions gouvernementales tendent à se refermer, voire à renier les retombées positives que ces prises de position en matière de législation et de droit produisent de plus en plus en Europe.

La résistance opposée à ce que l'on nomme le mandat d'amener européen (voulu par la totalité des quatorze partenaires européens et rejeté par la seule Italie) et le refus de signer un important accord de coopération judiciaire internationale avec la Suisse (au moment où celle-ci se veut de plus en plus le symbole du capitalisme éthique), la régularisation permettant le retour des capitaux détenus illégalement à l'étranger et le projet de réforme de la justice, avec d'inquiétantes tentatives d'affaiblir l'autonomie de la magistrature... autant d'aspects négatifs qui risquent de provoquer une dégradation culturelle, une perte de leadership, un isolement international.

Ainsi, tandis que la culture de la légalité, née en Sicile de la douleur et de la peur, de la colère et de l'espoir, s'affirme comme un choix stratégique pour la prévention des crimes dans le monde, les institutions gouvernementales italiennes risquent de renier et d'endommager gravement ce patrimoine de valeurs et de crédibilité dont l'Italie peut s'enorgueillir.

Traduit de l'italien par François Maspéro

Au milieu des années 1980, on y dénombrait 240 à 250 homicides par an commis par la Mafia.

En 2000, il n'y a eu que 8 homicides, et aucun n'était en relation avec la Mafia

la solidarité active avec le peuple kurde opprimé et la citoyenneté d'honneur à David Trimble et John Hume, tous deux prix Nobel de la paix, mais aussi la rouverture du Grand Théâtre et la construction de dizaines d'établissements scolaires, de même que la réhabilitation de l'immense et magnifique centre historique, laissé à l'abandon depuis des années... Tout cela, loin d'être des signes désordonnés d'une administration superficielle, répond – comme les pièces d'une mosaïque – à un projet culturel précis et harmonieux.

Notre expérience a pris valeur de théorie et de modèle ; ce n'est pas seulement une expérience

tion – The Sicilian Renaissance Institute – qui encourage la mise en œuvre positive du couple démocratie-légalité.

S'il est vrai qu'il y a un rapport entre démocratie et paix, il est également vrai que la paix est trop importante pour être confiée aux seuls militaires. Palerme nous rappelle qu'il y a un rapport entre démocratie et légalité, mais que la légalité est trop importante pour être confiée aux seuls hommes politiques et aux seuls procureurs. C'est le modèle de la charrette sicilienne, la traditionnelle charrette à deux roues, celle de la culture et celle de la légalité. Deux roues qui doivent aller à la même vitesse, sans quoi la

Cuba : ce 20-Mai qui nous manque

Suite de la première page

Le tyran de Cuba, à présent qu'il renonce (mais ne dénonce point), nous propose un monstre politique : Marti. Mais Marti, le suicidaire, ne put voir la république ni mettre en pratique ses théories, lui le poète doublé d'un homme politique qui commençait toujours ses discours par une phrase devenue sa devise et son programme : « *Avec tous et pour le bien de tous.* » Autre poète d'une autre île, William Butler Yeats est l'auteur dans une autre langue d'un jugement terrible intitulé *The Second Coming*. Ce poème préfigure La Havane actuelle dans ses premiers vers : « *Les choses s'effondrent ; le centre ne peut pas tenir* » ; puis vient la description de tant d'agitateurs professionnels : « *L'anarchie pure et simple se déchaine sur le monde.* » Il a même la prescience du terrorisme : « *La marée rougie de sang se répand, et partout/la cérémonie de l'innocence est noyée.* » Pour conclure sur ce verdict : « *Les meilleurs n'ont aucune conviction/ tandis que les pires débordent d'une intensité passionnée.* » Après tant de vérités révélées, à quoi bon mentir ?

Quand j'étais enfant à Gibara, dans la province d'Oriente, bourgade estivale et fière, mais malencontreusement située – toujours la géographie – à 40 kilomètres de Banes, où naquit Batista, et de Biran, où naquit Fidel Castro (trio de villages qui fut baptisé « le triangle des Bermudes », trouvaille ingénieuse d'un journaliste remarquable qui vit où ?... je vous le donne en mille : à Miami), quand j'avais 6 ou 7 ans, j'entendais dire pour saluer une fête réussie : « *On dirait un 20-Mai !* » Ce ne fut que plus tard que j'appris que cette phrase était une noble invention pour continuer de célébrer le 20-Mai, une fête fixe commémorant l'indépendance de Cuba.

Mais Cuba n'était pas une fête, et elle commit bon nombre de ces erreurs que commettent toutes les républiques (dont l'espagnole) où dans l'air de la liberté se glissent des relents méphitiques qui l'empoisonnent. Il y eut des enga-

gements non tenus et une vie promise, comme toujours, après l'arc-en-ciel. Cela ne présageait pas le paradis mais les temps terribles des dictatures et des caudillos que les historiens s'empresment encore d'encenser : « *Les cinq premières années du gouvernement (élu) de Machado furent très bonnes.* » Mais Machado essaya ensuite de se perpétuer au pouvoir avec le machadisme, et les années 1930 connurent, outre la crise mondiale, la faim, la misère et la peur. Machado fut renversé et, la tragédie devenant une farce honroise, il s'enfuit de Cuba. Le grand criminel et sa clique de tueurs s'étant évaporés, il ne restait sur place que des retardataires, qui furent exterminés comme des rats enrégés.

L'un de ces retardataires est dépeint de main de maître pour la première fois dans une nouvelle de Lino Novas Calvo, le plus havanais des écrivains cubains, quoique né en Galice : dans *La Noche de Ramón Yendá*, le personnage persécuté est seulement coupable dans son imagination. Paranoïa ? C'est possible. Mais je sais d'expérience que le délire de persécution existe uniquement sous des cieux où la persécution est déli-rante : au début et à la fin du régime de Batista, et quand Fidel Castro, après avoir promis tout et son contraire par son fatal mot d'ordre « *La patrie ou la mort* », s'empara de la patrie pour distribuer la mort à tout un chacun, au nom du mal commun, par les exécutions, les emprisonnements, la faim et la soif de liberté. Car, comme il se plaît à le répéter, prêchant à des convaincus : « *La révolution est généreuse.* »

La première chose que fit Castro, ce fut de supprimer la fête du 20-Mai pour la remplacer par les anniversaires et slogans de la propagande : le 26-Juillet [date de l'assaut contre la caserne *Moncada en 1953, fête nationale officielle*] et le 1^{er}-Janvier [entrée des « *Barbudos* » à La Havane, 1959] où il avait coutume de tonner ses sermons (le verbe *tronar* s'est popularisé à Cuba comme synonyme de « *liquider quelqu'un* » physiquement ou politiquement), pour indiquer que la

menace était imminente et conçue pour tous, comme le socialisme.

Bien qu'il soit haut de taille et se prenne pour un magnifique athlète (nul ne le contredira, d'ailleurs personne n'a jamais reproché à Néron d'être un mauvais musicien – sauf Pétrone, mais on sait ce qui advint de l'auteur du *Satiricon*, poussé au suicide en guise de dernière volonté), il ressemblait souvent au nain du Quichotte qui, hissé à la fenêtre d'une auberge, menaçait des pires châtimens qui voulait l'entendre.

Une fois au pied de la tribune – sa fenêtre à lui –, il lui arrivait, en bon élève des jésuites, de joindre religieusement le geste à la parole. Il justifiait ses crimes après coup, le Lider Maximo ayant toujours pour chacun quelque faute majeure. Au début du XX^e siècle, les Cubains chantaient une chanson : « *Il nous manque une voix, hélas, / la voix de l'oiseau moqueur cubain, / de ce frère martyr/ qui s'appelaït Marti.* » Une fois l'oiseau moqueur – le rossignol cubain – disparu, surgit la buse ou, mieux, l'épervier chasseur de poules, avec son cortège habituel de faucons et de vautours. Cuba est retournée à ses origines : terre de la culture de l'esclavage, on y cultive aujourd'hui l'esclave. Le mot *mayoral* (« contremaître ») n'a pas changé de sens : « *N. masc. Sur toute l'île, ce terme s'applique uniquement à l'homme blanc chargé du commandement... Là où il y a d'autres employés blancs, le mayoral leur est supérieur en autorité et pouvoir sur la plantation... Le mayoral se reconnaît à son fouet...* » (Esteban Pichardo, *Diccionario provincial de voces y frases cubanas o Novisimo Pichardo*, La Havane, 1836).

Une congé républicaine mise au goût du jour avait ce refrain : « *Coupe la canne sans broncher, / v'la le mayoral qui fait claquer son fouet.* » Pichardo rectifie dans une note en bas de page : « *Le présent vocabulaire fut composé en pleine période de l'esclavage africain à Cuba et sous le régime politique des Espagnols, maîtres absolus.* » (Plus ça change, plus c'est la même chose, n'est-ce pas ?) La note en rajoute : « *Le mayoral n'utilise plus le fouet, mais certains portent un revolver à la ceinture.* »

Je n'ai pas vu, comme la plus intellectuelle des répliques de *Blade*

de Runner, des choses que vous ne croyez pas ou ne voulez pas croire. J'en ai vu d'autres : par exemple, la vérité. Or, pour citer

Aldous Huxley et *Le Meilleur des mondes*, « *grande est la vérité mais, sur le plan pratique, le silence de la vérité est meilleur encore.* » Comme le dit l'interlocuteur de Blade Runner, que nul ne voulait croire quand il prétendait avoir vu de terribles rayons dans l'ombre de la porte de Tannhäuser, l'un de ces moments ne se perdra pas dans le temps « *comme des larmes dans la pluie* » – et ce n'est pas l'heure de mourir mais de voir, d'écouter et de ne pas se taire.

J'ai vu le mayoral suprême se lever de son siège central pour prendre la parole et se retourner pour retirer son ceinturon et poser le pistolet sur la tribune comme qui livre, testicules sur

perdues ou gagnées (ou gagnées puis perdues, comme en Angola).

Selon le poète élisabéthain Christopher Marlowe, Méphistophélès était davantage un magicien enclin aux déguisements les plus divers qu'un être diabolique. En réalité, nous avons vu à la télévision deux vieillards déguisés de la façon la plus théâtrale. Chacun a joué son rôle : Carter, piètre acteur, cache à peine qu'il ambitionne la postérité contemporaine de Prix Nobel de la paix, tel un écrivain briguant le gros lot littéraire ; Fidel Castro, toujours excellent dans ses divers rôles interprétés avec une égale maestria.

L'ancien slogan répété à l'unisson par les castristes de tous les pays « *Yankees go home !* » s'agrémente aujourd'hui du dernier cri en matière de graffiti : « *Yankees, please come back !* » Le chant d'amour remplace le chant de hai-

La révolution est bien entendu terminée. Un fœtus mort-né. Dès le 17 avril 1961, jour où l'Opportuniste Maximo se déclara avec fracas socialiste (ou communiste), il gagna le pouvoir absolu mais perdit la révolution

table, son axiome : « *Dans la révolution, tout. Contre la révolution, rien.* » Mais il est une autre version, perverse sans doute, selon laquelle « *c'est en 1988 que Fidel Castro s'est rendu compte que la culture doit être objet d'horreur... je veux dire d'honneur* » (que celui qui n'est pas d'accord tende le cou). Un an plus tard, il fusillait le général Ochoa pour un délit monétaire de toutes pièces. Assassinat probablement considéré comme l'un des beaux-arts.

La révolution est bien entendu terminée. Un fœtus mort-né. Dès le 17 avril 1961, jour où l'Opportuniste Maximo se déclara avec fracas socialiste (ou communiste, car ceux-ci gouvernaient déjà en douce tout Cuba, et leurs dirigeants furent les commissaires de la guéguerre connue sous le nom d'invasion de la baie des Cochons), il gagna le pouvoir absolu mais perdit la révolution. Le reste n'est qu'escarmouches,

sur un ton tout aussi désespéré. La ville vouée aux géométries par les castristes et les néocastri-tes qui sont l'écho de Fidel Castro, comme ces écrivains cubains qui sont des fonctionnaires de l'Etat (et l'Etat, à Cuba, chacun sait qui c'est), La Havane, était au dire du Maximo le bordel des touristes américains. Elle est aujourd'hui un bordel global, ouvert à tous les touristes, porteurs de dollars s'entend. Comme naguère, mais en pire.

Aujourd'hui, on a le droit de payer les produits américains en dollars sonnants et rébruyants, mais Cuba doit des millions à l'Argentine et elle ne paie pas. Elle doit aussi au Mexique et même à l'Espagne, vivant toujours à crédit, et pourtant – qui l'eût cru ? – à Cuba on donne absolument tout pour 1 dollar, et même plus.

Le jour où j'entendis Levi, pour les intimes dont je fus, le professeur de géographie Marrero pour

les autres, il déclara sans lire de notes ni beugler des horreurs depuis la tribune improvisée d'un restaurant cubain de la petite Havane que Cuba s'était remise des désastres si dévastateurs de la fin du XIX^e siècle, et qu'au XX^e, après le passage de Machado par l'économie, la morale et la législation cubaines, il lui avait fallu moins de dix ans pour redevenir une nation prospère dotée de la Constitution modèle de 1940. Qu'en serait-il après le passage de notre Attila nouvellement attifé ? Le jeu de mots est de moi, mais il vous suffit d'allumer le poste de télévision pour voir le Dr Castro en top model, tour à tour en costume civil croisé, en *guayabera* curieusement blanche, voire en tenue de joueur de base-ball ! Le tout dessiné par lui-même, comme autant de déguisements, le temps de laisser quelques jours au vestiaire son uniforme de général qui a perdu toutes les batailles – sauf l'offensive de la pomme de terre et la guerre contre les moustiques. Reconnaissons que c'est un acteur hors pair qui joue aussi bien Machiavel que Méphisto.

Mais j'en reviens une fois encore aux adieux pleins de générosité de Levi Marrero. Après un bref bilan des dégâts causés par la guerre de Fidel Castro contre les Cubains, il affirma sa confiance en la capacité de Cuba, de tous les Cubains, pour surmonter les désastres de la paix (cyclone, raz-de-marée, guerre civile occulte ou déclarée contre tous les pays, du Venezuela à la Bolivie, par fantoches interposés, ou en Afrique où il fut un Rommel de télécommande).

Finalement, quand Fidel Castro viendrait à disparaître comme Franco, comme Staline, dans son lit, Cuba allait recouvrer sa géographie propre. Levi dit à la fin qu'il ne verrait peut-être pas ce jour, et il mourut effectivement peu après, mais que nombre de ceux qui étaient présents ce soir-là à ce qui devait être sa dernière cène allaient voir ce jour. Il n'en doutait pas une seconde. Moi non plus, et j'espère que, si je ne le vois pas, les Cubains pourront le voir. Car si les tyrans diffèrent, ils ont tous une même fin.

Guillermo Cabrera Infante
Traduit de l'espagnol (Cuba) par Carmen Val Julián.
© El Pais.

La Grande-Bretagne, malade de la délinquance juvénile

Un enfant sur quatre s'est rendu coupable d'un délit depuis un an. Tony Blair envisage de prendre des mesures draconiennes. Mais la majorité des jeunes Anglais continuent de se montrer studieux

NOS VOISINS britanniques seraient-ils malades de leurs enfants ? La criminalité des jeunes d'âge scolaire augmente sans cesse. Elle contraint le gouvernement à prendre – ou à envisager – des mesures inédites ou radicales, voire extrêmes, qui, vues de l'étranger, peuvent paraître choquantes. Dès septembre, 100 policiers s'installeront à demeure dans plus de 300 écoles primaires et secondaires. Une mère est derrière les barreaux pour avoir laissé sa fille faire l'école buissonnière malgré les avertissements répétés des autorités. Tony Blair menace de priver d'allocations familiales les parents négligents, complices de l'absentéisme scolaire de leurs enfants.

Pour mieux mesurer l'ampleur de la délinquance juvénile, un organisme gouvernemental, le Youth Justice Board, a commandé à l'institut de sondages Mori une enquête publiée en avant-première par *The Independent on Sunday*, dont les



résultats ont de quoi inquiéter. Un écolier sur quatre admet avoir, au cours des douze derniers mois, commis un « crime », au sens britannique du mot, c'est-à-dire avoir violé la loi, le plus souvent en se rendant coupable d'un délit. Six enfants sur dix expulsés de leur école disent avoir eu en leur possession des marchandises volées, ou les avoir dérobées eux-mêmes. Un quart d'entre eux ont chipé un ou plusieurs téléphones mobiles. La Metropolitan Police a enregistré en 2001 une hausse de 18 % des vols à la tire. Chacun des enfants exclus d'un établissement scolaire avoue avoir violé, en moyenne 44 fois, la loi en 2001. Plus inquiétant encore, 55 %

des écoliers reconnaissent avoir porté une arme autre qu'une arme à feu : couteau, batte de cricket, tesson de bouteille, club de golf... Le seul type de délit qui ait légèrement régressé est le vol à l'étalage, auquel 49 % des écoliers disent tout de même s'être adonnés.

« RAT BOY », « TERROR TRIPLETS »

Le teenager délinquant moyen est de race blanche et vit à Londres, dans le nord-est ou le sud-est du pays. Cette indication contredit des études précédentes qui avaient conclu que la plupart des jeunes coupables étaient noirs. Pour accompagner cette enquête, l'hebdomadaire consacre un dossier de deux pages à la délinquance juvénile. Il rappelle, photos à l'appui, le cas de cinq jeunes délinquants multirécidivistes ayant défrayé la chronique du royaume depuis dix ans : « Rat Boy », l'« Enfant rat », qui vivait sous les toits et dans les manches à air, et passé quatre ans en prison ;

« Boomerang Boy », qui repassait sans cesse devant les tribunaux, arrêté 80 fois pour un millier de délits ; les « Terror Triplets », trois jeunes sœurs qui risquent cinq ans de prison pour vandalisme et comportement « antisocial ».

Le journal publie aussi le visage de six étudiants « normaux » interviewés dans une école de Redborne, petite ville anglaise ordinaire au nord de Londres, ni très riche ni très pauvre, avec ce commentaire : « Les médias décrivent les enfants d'aujourd'hui comme préoccupés par leur corps, le sexe ou la drogue, mais ceux-là sont surtout stressés à cause de leurs examens. » Josh Ruegger, 14 ans, confie : « David Beckham m'ennuie. Il joue au foot et il est traité comme une sorte de demi-dieu. » Katie Smith, même âge, assure que, « lorsqu'on est bien dans sa peau, on n'a pas envie d'être célèbre ». Et Jordan Jeffrey raconte : « Mon frère est un homme d'affaires. Il porte des chemises

Armani. J'aimerais pouvoir m'en offrir aussi. »

La journaliste qui a effectué le reportage à Redborne s'insurge contre le fait qu'on « diabolise une génération ». « Les teenagers qui font l'école buissonnière, boivent de l'alcool ou se droguent existent. Mais ils ne sont qu'une minorité. Ce qui se passe, c'est que les adolescents d'aujourd'hui grandissent beaucoup plus vite que ceux des générations précédentes. Et qu'ils sont soumis à davantage de pressions. Leurs parents se séparent plus souvent. Ils subissent le stress permanent des tests et des examens partiels. On attend d'eux qu'ils soignent leur look et qu'ils soient intelligents. » Une chose est sûre, conclut-elle, « ce qui les préoccupe d'abord, c'est le travail scolaire ». L'Angleterre est multiple, sa jeunesse aussi.

Jean-Pierre Langellier

★ www.independent.co.uk

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

La Guerre des étoiles

■ Le site promotionnel du film *L'Attaque des clones* propose une encyclopédie des personnages, robots, faune, lieux et technologies évoqués dans *Star Wars*. www.starwars.com/databank/ep2.html

■ George Lucas a sélectionné des films rendant hommage à sa série que l'on peut visionner en ligne. <http://starwars.atomfilms.com>

■ Ascimiation propose une version du film de 1977 composé en caractères « d'imprimerie » (ASCII). www.ascimiation.co.nz/

■ Le musée de l'air et de l'espace (Smithsonian Institution) a monté une exposition sur « la magie du mythe » de *La Guerre des étoiles*. www.nasm.si.edu/StarWars/

■ Le moteur de recherche des critiques de film (MRQE) répertorie les critiques accessibles sur le Net de chacun des épisodes. www.mrqe.com/lookup?Star+Wars

■ Canoe relève les éléments empruntés par George Lucas à *La Forteresse cachée* de Kurosawa. www.canoe.ca/JamStarWars/may27_fortress.html

■ *The Star Ledger* tire des leçons de management de chaque épisode. www.nj.com/business/ledger/index.ssf?/base/business-1/10218858127397.xml

■ Le *Weekly Standard* se livre à une analyse politique des systèmes de gouvernement (République et empire) exposés dans les deux trilogies. www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/001/248ipzbt.asp

■ Salon aborde l'idéologie de la saga en opposant la rhétorique « despotique » de *La Guerre des étoiles* au « populisme » de *Star Trek*. www.salon.com/ent/movies/feature/1999/06/15/brin_main/

vincent.truffly@lemonde.fr

AU COURRIER DES LECTEURS

L'ÉDUCATION, LA JEUNESSE ET LE SPORT

Le gouvernement issu de l'élection présidentielle a choisi de séparer deux missions de l'Etat réunies depuis des décennies sous la responsabilité du ministre de la jeunesse et des sports. La « jeunesse » est attribuée à l'Education nationale et les sports font l'objet d'une compétence ministérielle distincte.

La jeunesse, dont la définition est déjà délicate en raison des limites d'âge concernées et du « jeunisme » qui affecte beaucoup d'adultes (...), est donc rattachée au ministère qui s'occupait déjà de son éducation. (...)

Le ministère de la jeunesse et des sports, ministère de mission, ne gère pratiquement pas directement de service public à l'exception de ses établissements, approximativement un par région. Il impulse, il coordonne, il développe, il travaille par conventions et projets avec des partenaires très différents. Les modalités d'intervention, de caractère protéiforme

La visite de M. Bush vue par la presse allemande

Scepticisme mêlé d'amitié critique et de reconnaissance pour le soutien américain après 1945

ALORS QUE le président américain commence à Berlin sa tournée européenne, « le climat est au scepticisme », note la *Süddeutsche Zeitung*. Selon un sondage européen publié par le magazine *Der Spiegel*, « la moitié des Allemands voient le maître de la Maison Blanche comme un homme incapable, voire dangereux » ; ils ne sont que 19 %, bien moins qu'en France, au Royaume-Uni ou en Italie à en avoir une opinion positive.

Une première manifestation a eu lieu dès mardi à Berlin, où les autorités craignent des dérapages violents. M. Bush « est le bienvenu chez

« LE MARABOUT »

(Burkina Faso)



Héros. Après la naissance de son troisième enfant, Zinedine Zidane a rejoint l'équipe de France au Japon pour disputer la Coupe du monde de football. **Dessin de Glez.**

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

nous, et je suis content qu'il prenne la parole devant le Bundestag », a rappelé Joschka Fischer au *Spiegel*. « Il y aura certainement des prises de position critiques à son égard, mais les manifestations pacifiques font partie de la démocratie », a ajouté le ministre des affaires étrangères, qui a avoué ses sentiments ambigus à l'égard des Etats-Unis, attitude qu'il partage avec une grande partie de la gauche allemande : « Parmi toutes les choses que l'Amérique représente, nombreuses sont celles que j'admire. Notamment le concept radical de liberté, le fonctionnement de cette vieille démocratie, ainsi que l'optimisme et le dynamisme des Américains. Mais il y en a d'autres que je désapprouve, comme la peine de mort, le droit de porter des armes, le manque de sécurité sociale. »

« PARADOXE DE L'IMPUISSANCE »

Convaincu que la plupart des Allemands conservent des sentiments amicaux pour les Américains, *Die Welt* (droite) marque le coup avec un éditorial en anglais intitulé « Welcome, Mr. President ! » Il rappelle les « grands cadeaux » reçus de l'Amérique : « La double libération de la dictature nazie puis communiste, une main généreusement tendue et protectrice durant les jours sombres, la réunification de notre pays. A Berlin, l'Amérique a tracé une ligne claire séparant le monde libre de la tyrannie communiste. A Berlin, la guerre froide a été gagnée au nom de la liberté. »

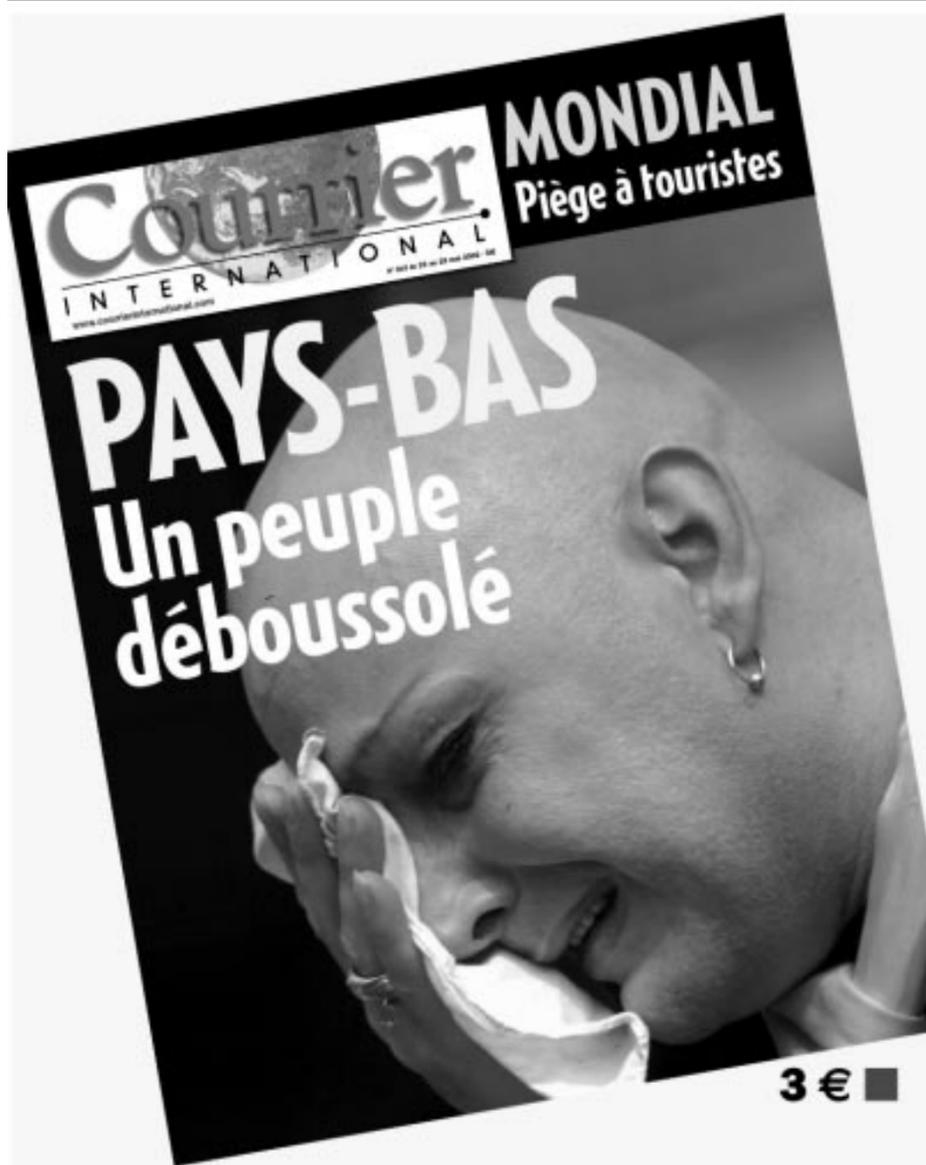
Moins lyrique mais d'accord sur le fond, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* affirme aussi son attachement à l'amitié germano-américaine. Le quotidien libéral note avec inquiétude que « l'indignation ritualisée des Européens contre la

politique de Bush, présentée, selon le besoin du jour, comme simpliste, bête ou dangereuse », a déclenché aux Etats-Unis une réaction parallèle « d'indifférence, voire d'hostilité à l'égard de l'Europe ».

La *Süddeutsche Zeitung* pose « le paradoxe de l'impuissance » européenne compte tenu du rapport de force avec les Etats-Unis : « Plus leur politique prête à la critique, plus celle-ci doit être mesurée et de bon aloi si elle aspire à modifier réellement le cours des choses. » Le quotidien de centre-gauche sou-

ligne qu'il ne s'agit nullement de servir la soupe au « grand allié ». Mais l'antiaméricanisme primaire est contraire aux intérêts européens et ne sert qu'à « entretenir la spirale d'une ignorance bornée et réciproque ». Il estime que la « protestation » des manifestants berlinois devrait aussi montrer qu'elle n'entend pas remettre en question la « proximité fondamentale » qui unit Européens et Américains.

courrierinternational.com pour Le Monde



DOSSIER Un nouvel antisémitisme en Europe ?

ÉCOLOGIE L'arrivée des emballages transgéniques

Et chaque jour : www.courrierinternational.com

UNE AVANCÉE PROVISOIRE

Lors de sa visite à Mantes-la-Jolie, le nouveau ministre de l'éducation nationale, Luc Ferry, a cru

Jérôme Bonherbe
Paris

Le Monde
ÉDITORIAL

Les Quinze et les « treize »

DANS LA DOULEUR, l'Union européenne est parvenue à un accord sur les treize Palestiniens de Bethléem bannis par Israël, après plus de dix jours de cafouillages et de tractations peu glorieuses. A la décharge des Européens, on pourra constater qu'ils avaient hérité d'un dossier particulièrement tordu. Accusés d'avoir perpétré des opérations anti-israéliennes, les treize hommes n'avaient été ni arrêtés ni jugés, et encore moins condamnés par l'Autorité palestinienne. Leur bannissement n'a fait que des mécontents. La droite de la coalition gouvernementale d'Ariel Sharon a regretté qu'ils ne soient pas jetés en prison, et l'opinion publique palestinienne a critiqué un compromis jugé honteux, qui crée un dangereux précédent. Ce n'est pas un hasard si l'Égypte et la Jordanie se sont bien gardés de proposer leurs bons offices et ont préféré se tenir à l'écart de ces tractations.

Il n'empêche. Les atterrissements et les tergiversations ont été trop nombreux pour que l'Europe n'en sorte pas amoindrie. Un premier accord infructueux impliquant l'Italie – qui n'avait pas été prévue – a fait long feu. Puis est venu le temps des considérations intérieures et de l'absence prudente des poids lourds européens, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Enfin, six pays membres ont accepté de se répartir les bannis. L'UE peut-elle prétendre sérieusement à un rôle au Proche-Orient alors qu'elle parvient à grand-peine à régler le sort de treize Palestiniens ?

Depuis longtemps, l'Europe est à la peine en Israël et dans

les territoires palestiniens. Les efforts déployés sur le terrain sont minés par l'impossibilité de s'entendre au plus haut niveau sur une ligne politique claire. Tenue à l'écart par Israël, qui privilégie son alliance indéfectible avec les États-Unis, l'Europe ne cesse d'essayer les camoufflets et les affronts. Sa diplomatie est entravée par le premier ministre, Ariel Sharon, rarement économe de son mépris. Ses investissements dans les territoires sont ponctuellement réduits à néant par Tsahal, qui ne se prive pas de lui faire la leçon en assurant que l'argent des Européens finance le terrorisme.

L'engagement des Européens est pourtant respectable. Sans relâche, ils ont plaidé pour la réforme de l'Autorité palestinienne avant qu'Israël et les États-Unis n'en fassent un thème à la mode. L'effort financier consenti a permis à un proto-Etat de voir le jour, pendant les années d'Oslo, puis d'éviter le pire depuis le début de l'Intifada et l'effondrement de l'économie palestinienne.

Aujourd'hui, en décidant d'appliquer un nouveau régime de déplacements aux Palestiniens en Cisjordanie, que certains diplomates sur place n'hésitent plus à qualifier d'apartheid, Israël teste la volonté souvent défaillante de l'UE. Si celle-ci les accepte sans rechigner, elle perdra encore de sa respectabilité et de son poids. Alors que les États-Unis semblent se résigner à un statu quo mortifère, l'effacement de l'Europe serait préjudiciable à tous. Aux Palestiniens bien sûr. Mais également aux Israéliens, abandonnés à de dangereuses illusions.

L'accès des pays pauvres aux médicaments

BEAUCOUP parmi les délégués des pays du tiers-monde ou au sein d'ONG comme Médecins sans frontières n'osaient trop y croire. C'est pourtant par consensus que la 55^e Assemblée mondiale de la santé, réunie à Genève, a approuvé, vendredi 17 mai, une résolution destinée à « assurer l'accès aux médicaments essentiels ». Les États membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont instamment invités « à réaffirmer leur volonté de développer l'accès aux médicaments et de traduire cet engagement par une réglementation spécifique au niveau des pays, en particulier par l'application d'une politique pharmaceutique nationale et l'établissement d'une liste des médicaments essentiels fondée sur des données factuelles et se référant à la liste mondiale de l'OMS ». De plus, la résolution « prie le directeur général » de « préconiser les mesures voulues dans le monde entier pour promouvoir un système de prix différenciés des médicaments essentiels (...) et de fournir un appui technique, surtout aux pays en développement, en vue de la mise en place de politiques de fixation des prix ».

L'OMS reprend donc à son compte l'une des solutions préconisées pour rendre plus accessibles les médicaments dans les pays les moins riches : un double prix pour un même médicament, suffisamment élevé au Nord pour que les laboratoires pharmaceutiques récupèrent leur investissement, suffisamment faible au Sud pour y être abordable par la population et le système de santé local. La majorité des délégations ont insisté pour que

l'OMS joue un rôle plus actif dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord sur les aspects de droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce (Adpic), élaboré au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et de la déclaration adoptée en novembre à ce sujet lors de la conférence interministérielle sur le commerce à Doha (Qatar).

Par la voix de l'Espagne, l'Union européenne a soutenu la résolution et félicité l'OMS pour son travail. Les États-Unis, dont beaucoup craignaient qu'ils ne s'opposassent au document soumis au vote, ont souligné l'importance à leurs yeux de la propriété intellectuelle et ont estimé que la déclaration de Doha ratifiait la validité de l'accord sur les Adpic.

Depuis 1977, l'OMS a élaboré le concept de médicaments essentiels. Il recouvre les produits « correspondant aux besoins prioritaires de la population en matière de soins de santé, en reflétant aussi la disponibilité, la qualité, le prix et la possibilité de les fournir ». Un rapport du secrétaire de l'OMS, préparant cette 55^e Assemblée mondiale, affirmait que la stratégie pharmaceutique de l'agence des Nations unies « doit contribuer à sauver des vies et à améliorer la santé en réduisant l'écart énorme entre les possibilités offertes par les médicaments essentiels et la réalité que connaissent des millions d'êtres humains, à savoir que ces médicaments ne sont ni disponibles, ni d'un prix abordable, ni sûrs, ni de qualité adéquate, ni bien utilisés ».

Chaque année, quelque 10 millions de personnes décèdent d'une maladie infectieuse que l'on sait guérir, ou combattre : sida, tubercu-

lose, paludisme, diarrhées... Sur les 40 millions de personnes vivant avec le virus du sida, 95 % vivent dans les pays en développement et les trois quarts en Afrique subsaharienne. Une situation qui résulte de plusieurs facteurs : obsolescence des traitements habituels dépassés, abandon de la recherche sur des maladies touchant essentiellement des régions du monde où la population est considérée comme non solvable par l'industrie pharmaceutique, prix trop élevés, application restrictive des accords sur la propriété intellectuelle.

NOUVEL ENCOURAGEMENT

Pour tenter de combler ce fossé croissant, des ONG, notamment Médecins sans frontières, font campagne depuis 1999 pour l'accès aux médicaments essentiels. Grâce à elles, le fatalisme n'est plus de mise. Intenté par 39 laboratoires pharmaceutiques au gouvernement sud-africain pour bloquer sa loi sur les médicaments, le procès de Pretoria a braqué les projecteurs sur la bataille opposant ceux défendant contre vents et marées le droit des brevets et ceux qui donnaient la priorité au droit à la santé. Après les baisses spectaculaires du prix des médicaments antituberculeux, le retrait de la plainte par les multinationales pharmaceutiques, le 19 avril 2001, a résonné comme un nouvel encouragement. Le débat s'est répercuté au sein de l'OMC.

Le 9 novembre, lors de l'ouverture de la conférence sur le commerce de Doha, la directrice générale de

l'OMS, le docteur Gro Harlem Brundtland, avait affirmé : « L'accès aux soins de santé est un droit fondamental (...) Cela comprend l'accès aux établissements de santé, la prévention, les soins, le traitement, le soutien et, naturellement, l'accès aux médicaments indispensables. » Les ministres réunis dans l'emirat qatari avaient finalement adopté une déclaration précisant : « Nous reconnaissons que, selon les règles de l'OMS, aucun pays ne devrait être empêché de prendre des mesures pour la protection de la vie ou de la santé humaine, animale ou végétale. Nous soulignons l'importance que nous accordons à la mise en œuvre et à l'interprétation de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle (accord Adpic) d'une façon qui favorise la santé publique, en promouvant à la fois l'accès aux médicaments existants et la recherche et le développement de nouveaux médicaments. »

La réunion de Doha avait, en conséquence, assoupli le calendrier d'application de l'accord et conforté les possibilités pour les pays en développement disposant de capacités manufacturières, comme le Brésil ou la Thaïlande, de produire des médicaments génériques. Elle avait cependant renvoyé au conseil des Adpic le soin de trouver d'ici à la fin 2002 une solution pour les pays les plus démunis. Deux réunions de ce conseil sont prévues avant la fin 2002, la première le 26 juin. La résolution adoptée par la 55^e Assemblée mondiale de la santé devrait y donner plus de poids aux défenseurs de l'accès aux médicaments.

Paul Benkimoun

Mobilisation PAR PESSIN



Répression et immobilisme en Iran

« LES PRÉDATEURS de la liberté de la presse, ce sont eux ! », proclame le dernier numéro (n° 171, mai 2002) de *La Lettre de Reporters sans frontières* (RSF), publié sous forme de grande affiche quadrachrome. Trente-huit « prédateurs » dans 37 pays – 2 pour la Colombie – sont nommément désignés, photo-passeport, fonctions et bref justificatif de l'accusation à l'appui. Parmi eux figure Ali Khameneï, le Guide de la République islamique d'Iran, c'est-à-dire son autorité suprême, figure de proue du camp de ceux que l'on désigne commodément sous l'appellation de conservateurs. Qui plus est, mais c'est seulement l'ordre alphabétique qui le justifie, le Guide figure juste à côté de l'un de ceux qu'il considère comme l'un de ses pires ennemis : Shaoul Mofaz, le chef d'état-major de l'armée israélienne. « Les violations de la liberté de la presse ont des responsables et des commanditaires », dit l'affiche. *Parce que ces prédateurs ont des visages, il faut les connaître pour mieux les dénoncer.*

La République islamique vient de donner raison à RSF : le journaliste Siamak Pourzand a en effet été condamné à onze ans de prison pour « action contre la sécurité de l'Etat par ses liens avec des monarchistes et des contre-révolutionnaires ». Accusations que nul ne prend au sérieux, le véritable crime de M. Pourzand, directeur du centre artistique et culturel de Téhéran et chroniqueur dans des journaux réformateurs, étant d'être un libéral. Selon RSF, son lieu de dé-

tention n'est connu de personne. Ce sont désormais 11 journalistes qui sont derrière les barreaux, sans compter les dizaines de journaux et de publications provisoirement ou définitivement interdits. Comme par hasard, tous, pratiquement, sont de la mouvance réformatrice. Certes, des journalistes et des opposants arrêtés ont été libérés en versant de fortes cautions. Mais ces cataplasmes tiennent davantage de l'effet d'annonce que d'une certaine tolérance, puisque les procès ultérieurs se soldent systématiquement par des peines de prison sévères.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le 8 juin, le président réformateur, Mohammad Khatami, aura achevé la première année de son second mandat présidentiel. Qu'en a-t-il fait, lui qui, quelques mois déjà avant de faire acte de candidature à sa propre réélection, sollicitait de plus grands pouvoirs pour faire appliquer la Constitution, lui qui se disait « inquiet pour l'avenir de la révolution et du régime (...) si rien n'est fait pour combler le maillon qui sépare les gouvernants des gouvernés », lui qui réclamait pour ses concitoyens le droit « à la protestation et à la critique », celui de « poser des questions » ? Force est de constater que les choses n'ont pas beaucoup avancé en République islamique, non seulement en matière de libertés publiques, mais aussi pour ce qui concerne les réformes structurelles, politiques et économiques.

Le Conseil de discernement des intérêts de la révolution vient d'ap-

prouver l'ouverture aux investissements étrangers, dont le pays a dramatiquement besoin pour son développement. Les plus optimistes y verront un bon signe, dans la mesure où, depuis deux ans, le Conseil des gardiens de la Constitution – sans l'aval duquel aucune loi ne peut entrer en vigueur – bloque une loi sur les investissements étrangers votée par le Parlement. Les plus sceptiques, sinon les plus réalistes, mettront au contraire l'accent sur les limites de l'accord de l'instance arbitrale qu'est le Conseil de discernement des intérêts de la révolution, qui a plafonné à 35 % la part de capitaux étrangers autorisés à s'investir dans des entreprises en Iran. Qui plus est, il ne s'agit là que d'un seul article de la loi sur les investissements votée par le Parlement. Reste à savoir dans quel sens se prononcera ce Conseil sur le rapatriement des investissements et des bénéfices.

Autre exemple de la paralysie du système : la multiplication des protestations de différentes catégories sociales, qui expriment leur mécontentement dans la rue, quitte à endurer la répression des autorités. Le pays est au bord d'une explosion sociale, ont récemment averti le président Khatami et, une fois n'est pas coutume, un responsable religieux de la tendance adverse, l'ayatollah Ebrahim Amini. Que l'un et l'autre aient eu recours à une dramatisation rhétorique pour tirer la sonnette d'alarme ou que leurs propos traduisent exactement la réalité, peu importe en définitive. Les faits sont

là : 420 000 jeunes cadres ont quitté le pays au cours des dernières années, a récemment révélé le député Esmail Djabbarzadeh. Quelque 200 000 enfants traînent dans la rue, selon le Centre culturel familial. La jeunesse s'adonne de plus en plus à la drogue. Le taux de chômage est officiellement de 13 %, mais nul ne prend au sérieux ce chiffre, que certains économistes doublent sans hésiter.

POUVOIR DES MOTS

Depuis cinq ans qu'il est au pouvoir, le président Khatami n'a visiblement d'autres armes, face à ce blocage, qu'une certaine ténacité et le pouvoir des mots. Début mai, il a menacé de démissionner « si le gouvernement s'écarte un tant soit peu des objectifs de la révolution et de la voie du mouvement de réformes ». Entre la parole et l'acte, il y a néanmoins un grand pas. Il n'est pas certain que M. Khatami le franchira, lui dont l'objectif est de sauver le système par la réforme et non de le mettre en péril. Il est encore plus incertain que ses adversaires conservateurs le laisseront faire, eux qui s'accrochent fort bien de sa présence à la présidence d'un pays dont ils détiennent eux-mêmes les vrais leviers de pouvoir. En attendant, et comme si les difficultés intérieures ne suffisaient pas, adversaires et partisans du changement se déchirent sur une affaire de pourparlers « secrets » qu'auraient eux certains avec des responsables américains.

Mouna Naïm

Le Monde

Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directeur : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Housard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ;Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ;Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ;Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

JEAN-CLAUDE ALLANIC. Jean-Claude Allanac est le médiateur de la rédaction de France 2, et non pas le médiateur de Francetélévisions, comme nous l'avons indiqué par erreur dans *Le Monde* du 21 mai.

PRIX RENAUDOT. Le titre du roman de Michel Vittoz, sélectionné par le jury du prix Renaudot, est *L'Institut Giuliani* (Buchet-Chastel) et non *La Pension Julianis*, comme nous l'avions écrit dans *Le Monde* du 16 mai.

CRISE DE 1929. La crise économique des années 1930 a suivi le

krach de la Bourse de New York du 24 octobre 1929 et non 1927, comme écrit par erreur dans la Chronique de l'économie (*Le Monde* daté 19-20 mai).

ANNICK LEPETIT. Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du mercredi 22 mai, Annick Lepetit, maire du 18^e arrondissement de Paris depuis mars 2001, n'était pas, à cette date, première adjointe de Daniel Vaillant, à qui elle a succédé. C'est Christophe Caresche qui était alors le premier adjoint de M. Vaillant. Mme Lepetit a, par ailleurs, déjà été candidate aux élections législatives, en 1997, dans la 17^e circonscription de Paris.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunzbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Core21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

HABILLEMENT

Millard « Mickey » Drexler, le légendaire PDG de Gap, a annoncé, à la **SURPRISE GÉNÉRALE**, mardi 21 mai, sa démission prochaine. Ce New-Yorkais de 57 ans a construit en deux décennies le plus grand distribu-

teur spécialisé des Etats-Unis : Gap Inc. L'enseigne créée en 1969 à San Francisco est devenue un groupe de **4 220 MAGASINS**, qui génère un chiffre d'affaires de 14,8 milliards d'euros, avec des **MARQUES**

MONDIALES comme Gap, Old Navy ou Banana Republic. M. Drexler voulait en faire le Coca-Cola de l'habillement. Mais il est contraint de passer la main, alors que les ventes sont en chute continue depuis

deux ans. L'enseigne a trop voulu **RAJEUNIR** ses collections, ce qui a fait fuir ses clients traditionnels, qui venaient chercher chez Gap des t-shirts, des pantalons kaki et des blousons en jean.

Le départ annoncé de Mickey Drexler laisse Gap dans l'incertitude

Le patron légendaire de la chaîne américaine de vêtements décontractés paie sa politique hasardeuse de rajeunissement de ses collections et d'investissements mondiaux. Les ventes sont en chute continue depuis deux ans, et l'action a perdu 70 % de sa valeur en Bourse

NEW YORK

de notre correspondant

Les patrons considérés aux Etats-Unis comme des modèles et des précurseurs dans les années 1990 sont-ils victimes d'une malédiction ? Les uns après les autres, de Kenneth Lay (Enron) à Jack Welch (General Electric), ils tombent de leur piédestal... Cette fois, c'est au tour de Millard « Mickey » Drexler. Le légendaire PDG de Gap, 57 ans, a annoncé à la surprise générale, mardi 21 mai, sa démission, après avoir construit en deux décennies le plus grand distributeur spécialisé des Etats-Unis. Gap Inc., c'est aujourd'hui plus de 4 220 magasins, un chiffre d'affaires de 13,8 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros), et des marques mondiales comme Gap, Old Navy ou Banana Republic.

Fondé par Donald Fisher, Gap a ouvert son premier magasin à San Francisco en 1969 et développé ensuite une petite chaîne. La société se contente de commercialiser des vêtements Levi's jusqu'à l'arrivée de Mickey Drexler en 1983. Sous son impulsion, Gap conçoit et fait fabriquer sa propre gamme. Le succès est immédiat. M. Drexler devient président du groupe Gap Inc. en 1987 et directeur général en 1995. « Il a fait découvrir aux Américains, et plus particulièrement aux jeunes, la mode décontractée, des vêtements sans prétention, relativement peu chers et en même temps agréables à regarder et à porter », explique Helven Bulwik, consultante spécialisée dans la consommation.

M. Drexler crée la chaîne Old Navy, bon marché, et transforme les magasins Banana Republic, qui

vendaient des vêtements tropicaux sans âge, en une chaîne haut de gamme pour nouveaux riches. Gap atteint les sommets en 1996. Cette année-là, l'actrice Sharon Stone porte à la cérémonie des Oscars un de ses pulls noirs sur sa robe de soirée. Après avoir multiplié par vingt-cinq les ventes de Gap, M. Drexler ne cache plus son ambition de faire de la marque le Coca-Cola de l'habillement.

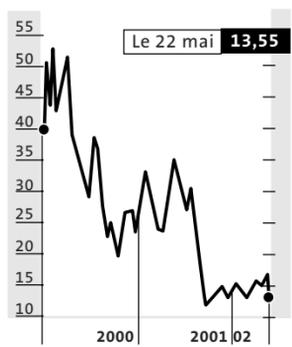
« INSTINCT D'ENTREPRENEUR »

Mais le tournant du siècle lui est fatal. Il semble soudain avoir perdu sa capacité à anticiper et orienter les désirs des consommateurs. Depuis vingt-quatre mois consécutifs, les ventes sont en baisse. Les agences de notation ont réduit la note de Gap et son endettement ne cesse d'augmenter. Le nombre de points de vente est jugé beaucoup trop important par les analystes et les investissements lourds et peu rentables.

Mardi soir, après avoir annoncé un nouveau recul de 24 % du chiffre d'affaires en avril, M. Drexler en a profité pour rendre son départ public. Il quittera ses fonctions quand le conseil lui aura désigné un successeur. « J'y pense depuis un moment. Ma passion consiste à faire grandir les choses », explique M. Drexler. Dans un communiqué, la société le remercie pour « sa science de la vente, sa créativité et son ins-

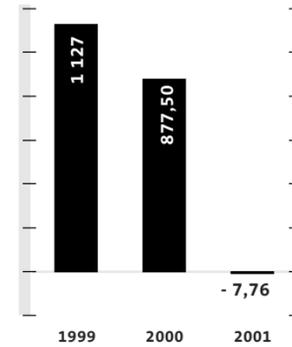
UNE CHUTE SPECTACULAIRE

Action Gap en dollars à New York



Source : Bloomberg/Hoover's

Résultat net en millions de dollars



Exercice clos au 31 janvier de l'année d'après

tinct d'entrepreneur qui ont permis de construire trois des marques de vêtements les plus connues au monde ».

L'annonce a été jugée « choquante » et « incroyable » par les analystes. L'action Gap a perdu, mercredi 22 mai, plus de 15 % à Wall Street, la plus forte baisse de la séance. En deux ans, le titre a perdu 70 % de sa valeur. Mercredi, Merrill Lynch a ramené sa recommandation sur le titre de « achat ferme » à « neutre » jugeant que « la personnalité de M. Drexler est indispensable au redressement de l'entreprise ». Selon

Legg Mason, de la société de Bourse Holly Gustafson, « pour de nombreuses personnes, sans son gourou, Gap ne peut pas survivre. Je ne le crois pas ». « Mickey Drexler doit recevoir toute la considération pour avoir fait Gap, mais aussi être blâmé pour les erreurs commises depuis la fin des années 1990 », écrit Emme Kozloff, une analyste de Sanford Bernstein.

Dans l'ensemble, les experts estiment que le talent de visionnaire de Drexler n'est plus nécessaire à la société. Il faudrait désormais placer à sa tête un technicien capable de

remettre de l'ordre dans un développement jugé anarchique, de gérer le patrimoine immobilier, de contrôler les coûts de fabrication et les investissements.

AMÉLIORER LA QUALITÉ

Gap souffre de s'être banalisé. Les clients se plaignent de la baisse de qualité des vêtements, du style « trop adolescent » développé ces dernières années et de leurs prix élevés « pour ce qu'ils sont ». Des grands de la distribution aux Etats-Unis comme Target et Abercrombie & Fitch offrent des produits similaires, moins chers pour le premier cité, plus valorisants pour le second. Pour tenter de regagner des clients, Gap tente un retour aux sources, à ce qui a fait son succès : chemises blanches, T-shirts, pantalons kaki, vestes en jean. Le distributeur semble aussi décidé à améliorer la qualité.

« Nous devons revenir aux fondamentaux de la marque et aux fondamentaux des besoins de nos clients. C'est clair, nous avons oublié cela, reconnaît M. Drexler. Mais l'adversité va faire de nous une société plus forte. Je suis vraiment confiant sur le positionnement actuel de la marque. Quant à mon avenir, il est trop tôt pour en parler. Mais j'aime développer les entreprises et par-dessus tout, j'aime la mode. »

Eric Leser

4 220 magasins dans six pays

● **Le groupe.** The Gap Inc., fondé en 1969 à San Francisco, est le premier distributeur spécialisé de vêtements aux Etats-Unis et l'un des plus connus dans le monde. Il a réalisé, en 2001, un chiffre d'affaires de 13,8 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros) et un résultat net en perte de 7,76 millions de dollars.

marques secondaires, comme Babygap ou GapKids.

● **Le réseau.** L'entreprise exploite plus de 4 220 magasins dans le monde, sous ses trois marques principales, dans six pays : Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Japon.

● **La Bourse.** Coté à New York, The Gap Inc. a une capitalisation boursière de 11,7 milliards de dollars.

L'italien Benetton investit dans les mégastores

MILAN

correspondance

Benetton a atteint à la fin 2001 l'objectif qu'il s'était fixé pour 2002 : 100 mégastores ouverts dans les plus beaux quartiers des capitales mondiales. Le groupe de Ponzano Veneto a engagé en 1999 la reconversion de son réseau commercial, jusque-là constitué de très nombreuses petites boutiques. Benetton, qui compte 5 000 points de vente dans 120 pays, entend disposer de 300 mégastores en 2004-2005.

PRÉ CARRÉ BIEN GARDÉ

Le groupe investit essentiellement sur son enseigne phare, United Colors of Benetton, mais il renouvelle aussi le réseau de sa deuxième marque, Sisley. Et il vient de lancer une ligne destinée aux adolescents, The Hip Site. Elle est pour l'instant présentée dans les mégastores, mais Benetton réalise des tests en vue d'ouvrir des boutiques à l'enseigne en Italie. Il développe aussi, plus discrètement, une chaîne de magasins d'ha-

billement sportif, Playlife : 160 ont déjà été ouverts en Europe, et Benetton compte arriver à 200 en 2002.

Le groupe, qui a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards d'euros, avec un résultat net de 148 millions, résiste mieux dans ses activités traditionnelles, l'habillement décontracté, que dans son deuxième secteur, le sport (marques Nordica, Prince et Rollerblade). Benetton a jusqu'ici bien gardé son pré carré italien : Gap et H & M ne sont pas présents dans la Péninsule, et Zara vient seulement de débarquer.

Le mégastore de 3 000 m² que l'espagnol a ouvert en avril à Milan remporte un succès phénoménal, mais Benetton affiche sa sérénité : « Ce n'est pas une boutique qui peut faire la différence sur le marché italien. Nous raisonnons à l'échelle européenne, et Zara est présent sur bien des marchés où nous sommes installés depuis longtemps », estime un porte-parole du groupe.

Marie-Noëlle Terrisse

L'espagnol Zara renouvelle ses collections chaque semaine

MADRID

de notre correspondant

Premier groupe textile espagnol, avec sa marque vedette Zara, créée en 1975, Inditex fête, jeudi 23 mai, le premier anniversaire de son entrée en Bourse. Consécration d'un succès qui n'a fait que se confirmer : en 2001, Inditex a réalisé un bénéfice net de 340,4 millions d'euros, soit 31 % de mieux que lors de l'exercice précédent, déjà en hausse de 27 % par rapport à 1999.

Avec un chiffre d'affaires dont la moitié se réalise à l'étranger et qui a doublé en quatre ans, atteignant 3,25 milliards d'euros, 1 284 boutiques (dont 507 de Zara) dans 39 pays et 25 724 salariés, le groupe fondé par Amancio Ortega a le vent en poupe. En 2001, il s'est même implanté sur six nouveaux marchés (Luxembourg, Islande, Irlande, République tchèque, Jordanie et Porto Rico), et a finalement pénétré en Italie en 2002, avec l'ouverture d'un premier magasin à Milan.

Les secrets d'une telle réussite ? D'abord une formule : mettre la dernière mode à portée de toutes

les bourses, le plus vite possible. Un modèle de vêtement d'une nouvelle tendance vu à un défilé donne lieu à sa version Zara quinze jours après. Ensuite une capacité d'action impressionnante : les collections sont renouvelées toutes les semaines et 90 millions d'articles mis ainsi sur le marché chaque année.

PRODUCTION EN TEMPS RÉEL

Enfin, un mot d'ordre pour la création et l'expansion qui se résume à « prudence avant tout ». Ainsi Inditex produit en temps réel, la demande étant constamment chiffrée et analysée sur ordinateur. « Il n'est jamais question de débarquer en force sur un marché, mais d'ouvrir une boutique à la fois, et toujours au meilleur emplacement possible, quitte à attendre, même un an s'il le faut comme en Italie. Et si ça marche, une deuxième boutique, puis une troisième... », explique un porte-parole du groupe. Notre stratégie, c'est un pas derrière l'autre. »

Marie-Claude Decamps

STOCKHOLM

de notre correspondant

Hennes & Mauritz (H & M) est devenu le numéro un mondial de la confection par ses seules forces, sans rachats ou créations d'enseignes secondaires. Pas question de changer cette formule qui gagne. C'est elle qui a permis à H & M de prendre pied, certes à grands frais, sur le marché nord-américain. Les investissements aux Etats-Unis sont déjà en partie amortis. Le groupe a doublé ses profits au premier trimestre, à 85 millions d'euros. Il prévoit d'ouvrir, en 2002, 90 magasins supplémentaires dans le monde. La clé du succès : faire du H & M et rien que du H & M. Le groupe suédois, dont la stratégie est fréquemment comparée à celle d'Ikea, sait qu'il ne vend jamais aussi bien que sous son nom.

CONCEPTS GÉNÉRIQUES

Ses collections ne sont pas forcément révolutionnaires. Le travail de ses couturiers relève moins de la création que de l'application stricte de principes de marketing centrés

sur le client et l'image. La force de H & M, c'est sa capacité à mettre au point des concepts génériques, quasiment identitaires (lignes jeunes, classiques, sportives...), et à les regrouper en une seule équation : toute la mode pour tous, à bas prix, sans avoir (trop) l'impression d'acheter bon marché. Comme les grands couturiers, H & M vend des vêtements et, tout comme eux, il facture sa griffe avant tout. Dans les boutiques, les accessoires et l'agencement sont aussi importants que les vêtements. Une place primordiale est accordée aux campagnes de promotion et d'affichage.

H & M a ainsi bâti un réseau de près de 800 boutiques dans 14 pays, qui brassent des volumes non moins considérables et assurent des commandes garanties aux producteurs qui travaillent pour l'enseigne. H & M a même récupéré l'arme longtemps exclusive de l'industrie du luxe : de grands noms de la mode et du cinéma pour promouvoir sa griffe.

Boris Lévy

Le retour en forme de Marks & Spencer

LONDRES

de notre correspondant à la City

« Nous avons passé un cap important dans l'histoire de la compagnie. » En présentant, mardi 21 mai, des résultats meilleurs que prévu pour l'exercice 2001-2002 de Marks & Spencer, son PDG Luc Vandeveldt pouvait se frotter les mains. Hausse du bénéfice de 30,7 % et des ventes de 3,8 %, plus forte augmentation des valeurs du Footsie 100 (les plus grosses capitalisations de la Bourse de Londres) : l'ancien patron de Promodès, qui s'était donné deux ans pour sortir de l'ornière l'institution anglaise, semble en bonne voie.

Il recueille aujourd'hui les fruits de son vaste plan de réorganisation, adopté à l'automne 2001. Dans l'habillement, qui représente plus de la moitié du chiffre d'affaires, les magasins ont été modernisés et les collections rajeunies. Les lignes, plus originales, tournent désormais plus rapidement. Dans l'alimentaire, la présentation des produits dans les rayons a été améliorée. La firme a accentué sa stra-

tégie de segmentation pour viser les acheteurs de plats préparés et de produits frais : célibataires, jeunes couples, amateurs de régimes ou de cuisines exotiques. Une carte de crédit maison va être lancée. M & S a sabré dans les coûts à tous les niveaux, en particulier celui de la politique sociale très généreuse. La délocalisation de la production a été accélérée.

ZONES D'OMBRE

Cette stratégie de reconquête s'est certes réalisée au prix d'un recentrage sur le seul marché britannique, jugé plus rentable que l'étranger. Les magasins français ont été cédés (aux Galeries Lafayette), ainsi que la chaîne d'habillement Brooks Bros. Les supermarchés nord-américains Kings le seront prochainement. Parallèlement, M & S devrait ouvrir en 2003 des magasins consacrés à l'alimentaire, d'autres à l'ameublement.

Pourtant, comme l'indique la réaction mitigée de la Bourse à la publication des résultats, des zones d'ombre demeurent. « Le

potentiel de dégager des profits supplémentaires est considérable. Les ventes restent inférieures à leur niveau de 1998, juste avant la tempête. Les perspectives pour le marché britannique restent solides, même si les dépenses des consommateurs ne se maintiendront peut-être pas à leur niveau actuel », souligne Peregrine Riviere, analyste chez Morgan Stanley.

La réputation de bon gestionnaire de M. Vandeveldt pâtit également de sa double casquette de président et de directeur général contredisant les règles du gouvernement d'entreprise cher aux milieux d'affaires anglo-saxons. Enfin, l'expansion sur le territoire britannique se heurte à la maturité du marché intérieur, où le facteur prix reste déterminant. « Dans les trois à cinq ans, Marks & Spencer devra se tourner vers l'étranger pour accroître ses activités », prévient Peregrine Riviere. A l'évidence, M. Vandeveldt n'est pas encore au bout de ses peines.

Marc Roche

BMW C1. La première voiture à 2 roues.

Essayez le BMW C1 en appelant le 0800 269 800*



* Numéro vert. Appel gratuit.

BMW C1

www.bmw.fr



Claude Bébéar suggère un changement de « stratégie », voire de « management », chez Vivendi Universal

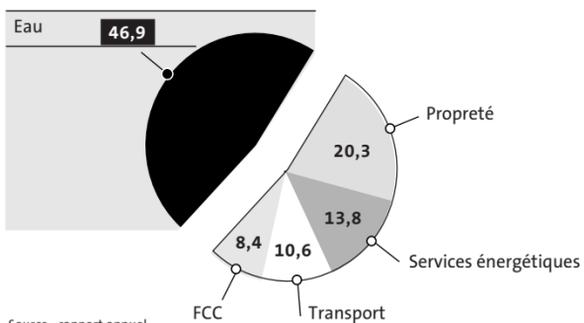
Face aux critiques du président du conseil de surveillance d'Axa, M. Messier prépare son conseil d'administration du 29 mai. Il pourrait y soumettre la cession partielle de Vivendi Environnement

ALORS QUE le conseil d'administration de Vivendi Universal doit se tenir mercredi 29 mai à New York, les administrateurs, les marchés, et le monde des affaires recommencent à s'agiter sur le dossier. Après avoir multiplié les avertissements en coulisses depuis des semaines, Claude Bébéar, président du conseil de surveillance d'Axa, a décidé d'intervenir pour la première fois. « Je pense que [le conseil d'administration de Vivendi Universal] a surtout besoin de définir et d'approuver une stratégie, et de voir avec le management comment l'appliquer. Et, le cas échéant – comme c'est le cas aux Etats-Unis –, modifier le management en fonction de la modification de stratégie, s'il y a modification », a-t-il déclaré, mercredi 22 mai, sur Radio classique. « Mais, c'est vrai qu'il y a certainement dans cette entreprise un problème de stratégie et de décision », a-t-il affirmé, ajoutant : « Si une partie des activités de Vivendi passait sous contrôle américain, ce ne serait que la conséquence de la loi de la mondialisation. »

Cette mise en garde a surpris. S'agit-il pour M. Bébéar, préoccupé de l'avenir de la place, d'interpeller les administrateurs du groupe de médias et de communication pour leur rappeler leurs responsabilités et les forcer à réagir rapidement, alors que les scénarios de crise et de démantèlement se multiplient sur les marchés ? L'intervention du patron d'Axa traduit en tout cas la nervosité des milieux d'affaires, à la veille de la tenue du conseil d'administration. Bien que Vivendi Universal affiche, officiellement, une grande

LE NUMÉRO UN MONDIAL DES SERVICES COLLECTIFS

Vivendi Environnement, en % du CA 2001 (29,13 milliards d'euros)



tranquillité à la veille de cette réunion, l'ambiance des préparatifs est assez tendue. Des administrateurs ont demandé des comptes sur les prévisions de 2002 et ont souhaité avoir en main un vrai plan de trésorerie afin de se faire une idée de la situation financière réelle du groupe. Comme l'écrit *Le Figaro*, jeudi, un administrateur américain aurait même demandé une étude approfondie des comptes afin de pouvoir évaluer les moyens de l'entreprise avant de trancher sur la stratégie.

PATRONS INFLUENTS

Iront-ils plus loin ? Demanderont-ils un changement de cap complet pour le groupe, voire de président ? Toutes ces questions sont activement débattues par les membres du conseil et des patrons influents, dont M. Bébéar.

De son côté, Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi Universal, est décidé à reprendre l'initiative.

La cession des titres BSkyB pour 164 millions d'euros, réalisée mardi 14 mai, et l'arrêt du projet de fusion entre les chaînes italiennes Telepiù et Stream permettent au groupe de temporiser. Mais Vivendi Universal a besoin d'actions plus fortes pour retrouver une marge de manœuvre financière. Après avoir envisagé plusieurs hypothèses, la direction, réunie partiellement, le 13 mai, comme l'a révélé *Le Point* du 17 mai, a décidé de réétudier la cession partielle de Vivendi Environnement, bien que M. Messier ait déclaré, lors de son assemblée générale du 24 avril, que la « déconsolidation de Vivendi Environnement n'était pas à l'ordre du jour ».

Plusieurs scénarios ont déjà été envisagés dans le passé, allant de la vente pure et simple de la firme de services collectifs – quitte à la couper en deux en confiant la partie française à un acteur français et vendant les actifs étrangers à son

concurrent Suez – à une cession partielle. M. Messier ayant donné l'assurance à Jacques Chirac que le Vivendi Environnement ne passerait pas sous contrôle étranger, c'est ce dernier schéma qui semble avoir resurgi. Selon nos informations, le groupe, qui détient actuellement 63 % de Vivendi Environnement, étudie la faisabilité d'une vente de 15 % de sa participation.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Cette cession serait accompagnée d'une petite augmentation de capital de l'ordre de 7 %. Pour éviter un afflux de papier (23 % du capital environ) sur le marché, alors que le nombre d'actions dans le public est pour l'instant limité à 37 %, des institutionnels français ont été sollicités pour accompagner l'opération. La Caisse des dépôts et la Société générale auraient déjà répondu favorablement. Interrogé sur le projet et le montage, Vivendi Universal ne fait aucun commentaire.

Le projet devrait être soumis au prochain conseil d'administration. M. Messier devrait obtenir sans problème le soutien des membres américains. Ceux-ci demandent depuis longtemps la cession de la filiale de services collectifs qui leur semble très éloignée du reste du groupe et permettrait une rentrée rapide d'argent. Les administrateurs français, eux, risquent d'être plus réticents à voir le groupe prendre ses distances avec une de ses activités rentables, qu'ils connaissent et maîtrisent, et voir le groupe basculer un peu plus du côté américain.

Martine Orange

Bruxelles veut infliger à la France une amende record à cause de ses mutuelles

Le litige porte sur la directive assurance

242 650 EUROS par jour ! C'est l'astreinte que la France risque de devoir payer pour le non-respect des directives européennes de 1992 sur les assurances. La Commission européenne a annoncé, mercredi 22 mai, avoir saisi la Cour de justice de l'Union européenne afin d'infliger à la France cette amende record. Cette mesure sera applicable dès que la Cour de justice se sera prononcée sur la recevabilité et le montant de l'offre.

La Cour européenne de justice avait une première fois condamné la France, par un arrêt, le 16 décembre 1999. La France n'avait alors pris aucune mesure. Une nouvelle étape a cette fois été franchie. « Compte tenu du fait que la France n'a toujours pas pris toutes les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de 1999, la Commission a décidé de saisir la Cour de justice (...) étant donné la gravité et la durée de cette infraction », précise la commission.

« UN PRIX À PAYER »

L'affaire n'est pas nouvelle. La France aurait dû transposer en droit français les directives sur l'assurance avant fin décembre 1993, afin qu'elles soient applicables à partir du 1^{er} juillet 1994. C'est elle-même, rappelle la Commission, qui avait demandé d'intégrer les quelque 3 000 mutuelles d'assurances dans le champ d'application de la directive. Cette demande avait été faite afin qu'elles bénéficient des avantages liés au « passeport unique, leur permettant d'offrir des services d'assurances dans d'autres Etats membres », souligne Bruxelles. La France avait fait cette démarche, car les mutuelles n'étaient pas incluses dans les législations précédentes.

Les pouvoirs publics français et les mutuelles avaient ensuite fait marche arrière. « Elles n'avaient pas compris qu'il y avait un prix à payer », a déclaré Jonathan Todd, le porte-parole du commissaire européen, Frits Bolkestein. Ce prix à payer, c'est notamment le respect des obligations prudentielles et financières, dont le respect de la marge de solvabilité, imposées par les directives. C'est aussi la séparation des activités « assurances » de leurs activités « sociales », telles que les pharmacies, les opticiens, les services de loisirs, les résidences de vacances, soit le principe de spécialisation des activités d'assurances – « afin de protéger les intérêts des assurés des risques liés aux autres activités », précise Bruxelles. Les mutuelles devraient aussi respecter plusieurs obligations juridiques, concernant, par exemple, la réassurance.

Jean-Pierre Stroobants

La Commission a alors considéré que les mutuelles n'étaient pas soumises aux mêmes règles de concurrence, puisque soumises à des obligations moins lourdes, que les autres organismes financiers offrant les mêmes services.

La nouvelle démarche de Bruxelles a créé la surprise, puisque le gouvernement français a, depuis, adopté plusieurs textes législatifs, dont une ordonnance sur le nouveau code de la mutualité, en avril 2001, visant à mettre les mutuelles en conformité avec le droit européen. La Fédération nationale de la mutualité française

Paris soutient Schneider

L'assurance n'est pas le seul dossier qui provoque des dissensions entre Paris et Bruxelles. La France appuie ainsi le groupe Schneider Electric dans son recours déposé devant la justice européenne contre le veto de Bruxelles à sa fusion avec Legrand, affirme *Le Figaro* du mercredi 22 mai. Laurent Fabius, ancien ministre français de l'économie et des finances, puis le président Jacques Chirac sont intervenus auprès des services de l'Italien Mario Monti, commissaire européen à la concurrence.

Prononcé en octobre 2001 par la Commission européenne, ce veto a empêché la naissance du numéro mondial de l'appareillage électrique de basse tension. Bruxelles reprochait à Schneider et Legrand de ne pas avoir présenté de remèdes suffisants pour régler les sérieux problèmes de concurrence posés par l'opération.

(FNMF), qui regroupe les 3 000 mutuelles, avait prévu d'adapter ses structures aux nouvelles règles dans un délai court, d'ici à l'été. Mais la France a accordé un délai aux mutuelles, jusqu'au 31 décembre 2002, pour se mettre en règle. Ce que Bruxelles a critiqué, car la France ne lui a pas demandé d'autorisation préalable. Et Bruxelles a rappelé que l'ordonnance nécessite, pour sa mise en œuvre, plusieurs textes « qui ne sont toujours pas adoptés ». Les plus importants le sont, rétorque la France.

Si la Cour de justice suit la demande de la Commission, la France sera le second pays à écoper d'une astreinte quotidienne, après la Grèce, pour une affaire de décharge illégale.

Pascal Santi

Acquittements ou peines légères, en Belgique, pour les « treize de Clabecq »

BRUXELLES

de notre correspondant

Après une soixantaine d'audiences, le procès « historique » des « treize de Clabecq » s'est achevé, mercredi 22 mai, devant la cour d'appel de Bruxelles. Neuf anciens délégués syndicaux de la FGTB (socialiste) des Forges de Clabecq, déclarées en faillite en 1997, ont été acquittés. Quatre autres de leurs camarades, reconnus coupables de certaines infractions, bénéficieront d'une suspension du « prononcé » du jugement. En clair, leur condamnation sera effacée après une période probatoire.

L'affaire de Clabecq était déjà inscrite au chapitre de l'histoire sociale de la Belgique en raison de ses conséquences dramatiques pour des centaines de familles. Elle figurera aussi dans les annales de l'histoire judiciaire : l'arrêt de la cour d'appel critique davantage les erreurs successives de l'enquête que le comportement, souvent violent, de Robert d'Orazio, le leader

du combat des Forges, et de sa garde rapprochée. Dans des attendus sévères, le président de la cour d'appel de Bruxelles, Jean-Pierre Collin, a souligné que les policiers avaient agi de manière unilatérale, sous la conduite du procureur de Nivelles (Brabant wallon), qui avait préféré une citation directe devant le tribunal correctionnel à la désignation d'un juge d'instruction. Le climat de l'affaire avait, en outre, été envenimé par le recours à des dispositions légales datant du XIX^e siècle.

« JUSTICE BOURGEOISE »

Faute de confrontations, de témoignages probants et de preuves irréfutables, la cour d'appel n'a donc pas retenu la plupart des charges concernant deux manifestations violentes, dont l'une s'était soldée par la mise à sac d'un commissariat et par des coups portés à trois avocats chargés de la liquidation de l'entreprise. A l'époque, les Belges ont bien vu à la télévision

le visage tuméfié et méconnaissable de l'un d'eux (aujourd'hui membre du gouvernement de Guy Verhofstadt), mais la justice n'aura pas pu identifier avec certitude l'auteur de ces violences... M. d'Orazio, en revanche, a été reconnu coupable d'avoir porté des coups à un autre avocat dont il croisa la route et de s'être livré à des menaces et à des outrages. Trois de ses amis ont été jugés coupables de rébellion.

Plusieurs centaines de personnes qui étaient venues soutenir les syndicalistes poursuivis et campaient sur les marches du palais de justice ont accueilli l'arrêt par de nombreux cris de joie. Exclu de son syndicat, M. d'Orazio a estimé qu'on ne pouvait plus laisser celui-ci « aux mains de ceux qui le dirigent actuellement », soulignant que la FGTB refusait de le réintégrer, alors que « la justice bourgeoise » ne l'avait pas condamné.

Jean-Pierre Stroobants

La famille Peugeot affiche sa volonté de monter au-dessus des 50 % dans le capital de PSA

ALORS QUE PSA Peugeot Citroën reste le constructeur automobile en forme du moment, son actionnaire de contrôle, la famille Peugeot, se verrait bien prendre la majorité du capital. A l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, le 15 mai, le président du conseil de surveillance du constructeur et leader de la famille propriétaire, Pierre Peugeot, a affirmé à l'hebdomadaire *Automotive News Europe*, paru mercredi 22 mai, qu'il était prêt à terme à détenir plus de 50 % du capital du groupe.

Grâce à ses bons résultats, le groupe s'est donné les moyens de se lancer depuis 1999 dans un important programme de rachat d'actions. Ces titres sont ensuite annulés, ce qui a pour effet d'aug-

menter mécaniquement la part de la famille Peugeot. Celle-ci est ainsi passée de 22,68 % du capital et 34,37 % des droits de vote en 1999 à respectivement 26,46 % et 39,52 % aujourd'hui. Peu à peu, les héritiers du fondateur du constructeur ont donc grignoté plus de 5 % du capital, retrouvant ainsi leur niveau de contrôle de 1986.

MARGES DE MANŒUVRE

La famille Peugeot veut se donner des marges de manœuvre au cas où la situation du groupe viendrait à se dégrader, risquant ainsi de remettre en cause son indépendance. A la fin des années 1980, PSA avait été obligé de procéder à une augmentation de capital. Les actionnaires familiaux avaient pu

suivre in extremis cette augmentation, leur permettant de rester au-dessus des 33,3 %, seuil de la minorité de blocage. Avec un point bas atteint en 1989 avec 34,58 % des droits de vote, le groupe avait régulièrement fait l'objet de rumeurs sur les velléités de certains membres de la famille de vendre leurs titres. En 1999, alors que la période des grandes fusions dans l'automobile battait son plein, on avait prévu l'intention à l'allemand DaimlerChrysler de racheter certaines parts.

La famille a gardé de ces rumeurs un véritable traumatisme qui l'incite depuis à saisir toutes les opportunités pour augmenter sa participation. Par ailleurs, M. Peugeot soulignait récemment, dans le *Wall Street Journal Europe*, qu'il n'avait pas la garantie que la législation sur les droits de vote double attribués à certaines actions (dont celles de la famille) ne soit pas un jour remise en question. Lors de la dernière assemblée générale, les actionnaires ont approuvé un nouveau programme de rachat d'actions portant sur près de 10 % du capital. Mais si la famille continue de se renforcer par ce seul biais, sans acheter d'actions supplémentaires, il lui faudra à ce rythme au moins dix ans pour atteindre le seuil des 50 %.

Stéphane Lauer

La Suède, bonne élève de l'Europe, doit mieux faire afin de se qualifier pour l'euro

SI LA POPULATION suédoise est préparée, selon les sondages d'opinion, à constituer le treizième pays de la zone euro, l'union économique et monétaire n'est pas encore prête à les accepter, car la Suède ne remplit pas tous les critères d'adhésion. Deux rapports sur ce pays ont été publiés, mercredi 22 mai, l'un par la Commission européenne et l'autre la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre d'un examen régulier de la situation des pays aux portes de l'Euroland. La Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark sont les seuls, parmi les quinze membres de l'Union européenne, à ne pas avoir intégré la zone euro.

D'après les conclusions des deux organisations européennes, la Suède est relativement vertueuse en ce qui concerne les quatre premiers critères de Maastricht (inflation, taux d'intérêt à long terme, ratios de déficit public et de dette publique rapportés au produit intérieur brut). Dans le domaine des finances publiques, la Suède fait même figure de modèle pour les autres membres de la zone euro, avec un excédent de 4,8 % du PIB en 2001, respectant ainsi largement la valeur de référence d'un déficit maximal de 3 % dans le traité de Maastricht. Stockholm respecte également le critère d'inflation, avec une hausse

moyenne des prix en 2001 de 2,9 %. Enfin, « le niveau des taux d'intérêt à long terme s'est établi à 5,3 %, en deçà des valeurs de référence », souligne la BCE.

Cependant, la Suède ne respecte pas les critères de convergence relatifs à son taux de change, ni celui de l'indépendance de sa banque centrale, deux éléments qui pour le

est utilisé comme référence à titre indicatif. Ce repli, qui s'est élevé à quelque 18 %, semble être lié aux évolutions des exportations et à des sorties nettes de capitaux en Suède. Depuis septembre 2001, la situation générale s'est améliorée (...) et la couronne s'est redressée de quelque 8 % [9,14 couronnes pour 1 euro jeudi matin].

Second point d'achoppement, le manque d'indépendance de la Banque centrale suédoise, dont la répartition des bénéfices est décidée par le Parlement. La législation relative à la Banque centrale n'est pas conforme au traité et aux statuts du Système européen des banques centrales, souligne la Commission, qui relève des « versements extraordinaires » de la banque « au Trésor ». La BCE souhaite qu'un nouveau « cadre juridique » soit établi afin de « sauvegarder l'indépendance financière de la Banque de Suède ».

La veille de la publication de ces deux comptes-rendus, le gouverneur de la Banque de Suède, Urban Backstrom, a annoncé qu'il quitterait ses fonctions à la fin de l'année 2002, soit deux ans avant le terme de son mandat, afin de laisser le temps à son successeur de préparer l'adhésion éventuelle du pays à l'euro.

Cécile Prudhomme

Les fondateurs possèdent 26,46 % du groupe

- **Le groupe familial Peugeot.** Via trois holdings, la famille fondatrice détient 26,46 % des actions et 39,52 % des droits de vote.
- **Michelin.** Le groupe de pneumatiques a été propriétaire de Citroën de 1934 à 1976, avant de le vendre à Peugeot. Il ne détient plus que 1,09 % du capital de PSA et 1,71 % des droits de vote.
- **La Société générale.** La banque détient 3,13 % du capital et

- 4,22 % des droits de vote.
- **La Caisse des Dépôts.** L'établissement public dispose de 3,06 % des actions et 2,40 % des droits de vote.
- **Le fonds commun de placement des salariés.** Il représente 1,06 % du capital mais seulement 0,83 % des droits de vote. L'autocontrôle représente 1,16 % du capital.
- **Le public.** Il détient 64,04 % du capital et 51,32 % des droits de vote.

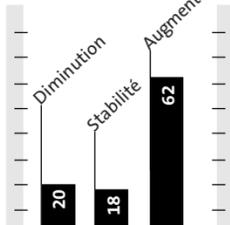
Les salaires des cadres ont plus augmenté en 2001 qu'en 2000

SIX CADRES sur dix (62 %) ont bénéficié d'une augmentation de leur rémunération brute en 2001, contre 63 % en 2000. En moyenne, cette augmentation a été plus élevée (15,3 %) que celle enregistrée l'année précédente (11,3 %). Dans son enquête annuelle sur les salaires publiée mercredi 22 mai, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) note que, dans le même temps, 20 % d'entre eux ont subi une diminution de leurs revenus au lieu de 18 % en 2000. Cette évolution s'explique par l'importance de la part individuelle variable qui s'applique à 73 % des cadres.

Selon l'APEC, de fortes disparités persistent entre la rémunération médiane des hommes (48 800 euros) et des femmes (38 100 euros), selon les régions, et les secteurs d'activité. Les plus fortes augmentations ont été constatées pour les cadres de moins de 35 ans dans la communication, la gestion et la production dans la banque, les assurances et le BTP.

UN BON CRU

Evolution de la rémunération des cadres en 2001 en %



Source : Apec

Orange, SFR et Bouygues Telecom condamnés pour leurs facturations

SAISI PAR L'ASSOCIATION de consommateurs UFC-Que Choisir, le tribunal de grande instance de Nanterre a condamné, mercredi 22 mai, les opérateurs de téléphonie mobile Orange (France Télécom), SFR (Vivendi Universal) et Bouygues Telecom pour leurs pratiques de facturation par paliers de 30 secondes, avec la première minute indivisible. Cette méthode se traduit par un décalage de 25 % à 30 % entre le temps facturé et le temps réel des communications téléphoniques. SFR, qui facturait à la seconde jusqu'au 15 mai 2000, a été condamné à revenir à cette pratique pour tous les clients qui ont souscrit avant cette date et devra verser 5 300 euros d'indemnités aux plaignants. Orange et Bouygues Telecom ont, eux, été condamnés pour « publicités trompeuses » et devront verser des indemnités respectives de 6 300 et 5 300 euros. Orange a 45 jours pour se mettre en conformité et Bouygues Telecom affirme avoir déjà modifié sa publicité.

Orange lance un accès forfaitaire aux services multimédias mobiles

ORANGE, filiale de France Télécom, a décidé de proposer le premier forfait d'accès aux services de données (WAP et GPRS) facturé 6 euros par mois. Cette offre, baptisée Option Orange sans limite, sera commercialisée à partir du 30 mai, à l'occasion de la Coupe du monde de football avec le parrainage de Zinedine Zidane, dont Orange a acquis à grand frais le droit à l'image. En parallèle, Orange commercialise les premiers packs disposant de téléphone mobile GPRS à écran couleur. Trois constructeurs ont été sélectionnés (Samsung, Philips et Sony-Ericsson) et le prix des packs sera d'environ 200 euros.

Vives réactions contre une campagne de publicité des centres Leclerc

LA FÉDÉRATION nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a, lors d'une conférence de presse mercredi 22 mai, fermement condamné la campagne de publicité, dans les journaux, des Centres Leclerc contre la loi Galland. Selon Michel-Edouard Leclerc, cette loi, qui impose aux grandes surfaces de ne pas vendre leurs produits à moins d'un certain seuil de prix, est principalement responsable de l'inflation.

Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, qui a annoncé des actions en fin de semaine, a dénoncé les distributeurs qui « entretiennent l'opacité des relations commerciales. Le premier maillon de la chaîne, le plus faible, c'est le producteur agricole qui doit supporter des prix toujours plus bas ». De son côté, la fédération agroalimentaire de la CFDT a dénoncé, mercredi, « une campagne hypocrite, démagogique et malhonnête dont le seul but est d'imposer un peu plus de libéralisme et de déréglementation ».



INDUSTRIE

■ **BAYER** : le groupe allemand va supprimer 1 300 emplois supplémentaires dans sa division pharmaceutique, en plus des 1 300 déjà programmés en 2001 après le retrait de son médicament vedette contre le cholestérol, Lipobay. Ce médicament est impliqué dans la mort de plusieurs dizaines de personnes dans le monde.

SERVICES

■ **KPNQwest** : la société néerlandaise de télécommunications KPN-Qwest a annoncé, jeudi, la démission de son conseil de surveillance et a déclaré qu'elle pourrait demander à bénéficier de la loi sur les faillites. La société précise qu'elle reste en pourparlers avec ses banques, qui détiennent une importante part de ses actifs, dont la majeure partie de ses liquidités.

■ **BHV** : Alexandre Meyer, arrière petit-fils du fondateur des Galeries Lafayette et fils de l'ancien président du groupe, a été nommé à 36 ans directeur général du BHV, filiale de grands magasins de bricolage et d'équipement de la maison. Le poste était vacant depuis la démission de Gilles Oudot, en février, après l'annonce de mauvais résultats.

FINANCES

■ **CRÉDIT AGRICOLE** : la banque verte est toujours intéressée par la reprise de la participation d'un peu moins de 10 % de l'Etat dans le Crédit lyonnais, sans exclure qu'il faille attendre la mi-2003. C'est ce qu'a indiqué Jean Laurent, son directeur général, au cours de la première assemblée générale de la banque depuis sa cotation.

■ **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** : Séverin Cabannes, 44 ans, directeur financier de la Société générale, qu'il avait rejoint il y a un an, a démissionné de ses fonctions pour « raisons personnelles ».

Le groupe Lagardère repart à l'offensive avec un trésor de guerre de 8 milliards d'euros

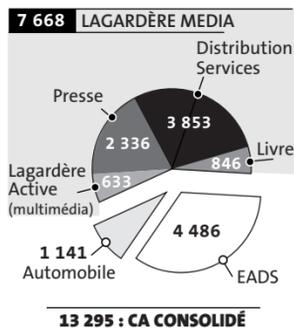
Jean-Luc Lagardère renouvelle son engagement dans EADS au-delà de l'échéance initiale de 2003. Sa priorité stratégique reste toutefois la communication, avec les dossiers Canal+ et France 2

À L'OCCASION de son assemblée générale, jeudi 23 mai, le groupe Lagardère devait donner le signal d'une nouvelle bataille. Présent dans les médias et l'aéronautique, le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère compte bien profiter du nouveau contexte politique pour pousser ses pions dans tous les domaines. Alors qu'il avait annoncé, mardi, l'émission de plus de 700 millions d'euros d'obligations convertibles, il devait informer ses actionnaires qu'il disposait désormais d'une « capacité de frappe de 8 milliards d'euros sans augmenter le capital » pour saisir des « options qui peuvent se présenter vite », selon un proche de Jean-Luc Lagardère. Le groupe devait confirmer à cette occasion le prochain désengagement de l'activité automobile (qui avait donné naissance à la Renault Espace) grâce à l'entrée d'un nouvel industriel de l'automobile et la reprise partielle de l'entreprise par les salariés.

Ce recentrage stratégique et cette revue des troupes financières ont deux objectifs : faire acte de candidature sur les prochains dossiers de l'audiovisuel français (réorganisation éventuelle du capital de

LES MÉDIAS DOMINENT

Chiffres d'affaires par activité, en 2001 en millions d'euros



13 295 : CA CONSOLIDÉ

Source : Société

Canal+, éventuelle ouverture du capital de France 2) et rassurer les autorités politiques sur la capacité du groupe à être présent sur plusieurs fronts.

En clair, Arnaud Lagardère, cogérant du groupe, a toujours l'intention de se développer dans les médias et la communication. Mais Jean-Luc Lagardère, son père, reste convaincu que ses positions dans le

secteur militaire (15 % du capital du groupe aéronautique franco-allemand EADS) lui permettent de disposer d'appuis politiques-clés. Et de faire coïncider les intérêts de son groupe et ceux de l'Etat français.

Jacques Chirac ayant décidé de reprendre en main le dossier de la restructuration industrielle aéronautique et militaire, il n'est plus question pour le groupe Lagardère de l'abandonner en rase campagne. M. Lagardère avait pris l'engagement auprès de Lionel Jospin de rester au sein d'EADS jusqu'en 2003. Il aurait promis à M. Chirac de l'accompagner jusqu'à la fin du quinquennat, soit 2007. Si M. Chirac veut poursuivre l'intégration des forces françaises, avec le rapprochement EADS-Dassault ou EADS-Thales, le groupe Lagardère sait qu'il peut à la fois faciliter la tâche du gouvernement et renforcer ses propres positions.

UN RÊVE

Au même moment, le groupe poursuit son offensive dans les médias et la communication. Si l'international reste son principal axe de développement, le marché français continue de faire rêver Arnaud

Lagardère. A court terme, l'évolution du dossier Vivendi pourrait lui fournir plusieurs opportunités. Con vaincu que le groupe de Jean-Marie Messier ne vendra pas Canal + car il perdrait ainsi ses attaches françaises, Arnaud Lagardère exclut un rachat de la chaîne. En revanche, il pourrait être appelé à la rescousse par M. Messier pour compléter le tour de table de la chaîne à péage si le Conseil d'Etat estimait, dans les prochains jours, que plus de 20 % de son capital est détenu par des actionnaires non européens. Le rachat de Canal Satellite par Lagardère est moins crédible car elle affaiblirait la valeur du groupe Canal pour Vivendi.

Mais les ambitions de Lagardère sont plus larges. A moyen terme, le groupe parie sur une ouverture du capital de France 2. Officiellement, ce dossier ne figure pas dans les projets du nouveau gouvernement. Officieusement, elle n'est pas exclue, notamment au prétexte de donner à France Télévision les moyens de développer ses nombreux projets dans la télévision numérique terrestre.

Christophe Jakubyszyn

Une entreprise de conseil qui présente des solutions sans mentionner de difficultés peut-elle être de bon conseil ?



Nr vous assure pas obtenir tout projet national ou plus grande international. Compagnie des affaires Unilog Management nous apporte nos difficultés queles sont humaines ou techniques. Nous les examinons et les résolvons avec vous. C'est pour vous le meilleur moyen de nous engager en évitant risques et incertitudes coûteuses.

Avec nos 500 consultants nous vous aidons à faire émerger vos projets en Europe et à les mener dans une cohérence d'ensemble. Nous les rendons réalisables de résultats tangibles. Nos expériences internes de votre entreprise sont mises au service de la réussite de vos projets. **Notre ambition ? Etre le catalyseur des idées et des énergies.**

Unilog
management

Avec Miramax, TF1 vise la constitution d'un studio européen de cinéma

La filiale de Disney et la chaîne française vont créer une société chargée de distribuer et de produire des films. Quatre à cinq grands projets pourraient démarrer dès 2002

AVEC l'accord signé vendredi 17 mai entre TF1 et le studio américain Miramax, Patrick Le Lay illustre sa patience et son obstination. Depuis quelques années, le PDG de TF1 s'emploie à devenir un acteur qui compte dans le monde du cinéma. Par deux fois dans un passé récent, TF1 a ainsi tenté de nouer une alliance avec le groupe Pathé de Jérôme Seydoux. Par deux fois, les tentatives de rapprochement ont échoué.

Pas rebuté par ces rebuffades, M. Le Lay a repris son bâton de pèlerin. Cette fois, c'est le studio américain Miramax, filiale du groupe Disney, qui s'est trouvé sur sa route. Avec les frères Weinstein, propriétaires de Miramax, M. Le Lay a conclu un double accord. D'abord une société commune qui distribuera les films produits par l'américain d'une part et par TF1 international d'autre part. Ensuite une alliance pour coproduire des longs-métrages principa-

La Une « possède le troisième catalogue français de films derrière Gaumont et StudioCanal »

UN CONCURRENT

lement français et européens. On parle notamment d'un remake de *Tanguy*, le dernier film d'Etienne Chatiliez. « Quatre à cinq projets [sont] envisagés cette année, dont certains pour des budgets supérieurs à 20 millions de dollars » (21,66 millions d'euros), a indiqué Didier Sapault, directeur général de TF1 International, au quotidien *La Tribune* du 21 mai.

Cet accord avec Miramax n'est pas qu'une alliance de plus pour TF1. Il s'intègre dans une démarche de plus longue haleine : construire un studio européen de cinéma. Une « major », comme on dit en Californie. Avant de toucher au but, M. Le Lay se veut modeste. « J'essaie d'être quelqu'un qui existe dans le cinéma, admet le PDG de TF1. Mais pour cela il faut disposer



MARIO TURSI/MIRAMAX/INITIAL ENT. GROUP

d'un certain nombre d'outils. » Il fallait notamment à TF1 « un partenaire américain pour y arriver », a déclaré M. Le Lay au *Monde*.

Pour l'heure, pointe le PDG, TF1 est surtout « un utilisateur de films » via ses différents supports : TF1, TPS, la vidéo et les ventes avec son département TF1 International. L'objectif est de s'imposer comme un « distributeur ». Via les circuits de salle, car « un film n'existe pas s'il n'a pas fait une bonne carrière en salle », mais aussi au moyen de la distribution vidéo et DVD. Pour le moment, la structure créée avec Miramax « n'a pas encore de nom » ni de président.

Les rivaux du futur studio de la Une

● **Universal Studios** : la branche cinéma de Vivendi Universal, qui comprend aussi les parcs à thèmes comme ceux installés à Los Angeles ou au Japon, a réalisé en 2001, un chiffre d'affaires de 4,94 milliards d'euros pour un résultat d'exploitation de 300 millions d'euros (*Le Monde* du 13 avril).

● **StudioCanal** : le studio européen de Groupe Canal+ enregistré, en 2001, un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros. Il possède un catalogue de près de 5 000 films et produit ou coproduit un vingtaine de longs-métrages chaque année. La major européenne de Vivendi

Tout devrait être réglé dans les prochains jours.

Avec le renfort de Miramax, M. Le Lay n'entend pas produire uniquement pour alimenter TF1 et les autres antennes du groupe. « Il faut que cela trouve sa place sur le marché », plaide le PDG. En clair, l'argent gagné ne doit pas provenir uniquement de TF1. Des films produits par la Une pourront ainsi être diffusés par d'autres chaînes, à l'image de France 3 qui va proposer *Balzac et la petite tailleuse chinoise*, coproduit par TF1.

Désormais partenaire de Miramax, TF1 n'a pas pour autant pris langue avec sa maison mère, le

Universal, maison mère de Canal+, est présente dans cinq pays européens. StudioCanal est aussi le premier producteur audiovisuel avec le groupe Expand.

● **Gaumont** : la branche films de la société de Nicolas Seydoux a réalisé, en 2001, un chiffre d'affaires de 85,6 millions d'euros contre 90,2 millions d'euros en 2000.

● **Pathé** : l'activité film (hors salles de cinéma) du groupe présidé par Jérôme Seydoux a dégagé un chiffre d'affaires de 194 millions d'euros en 2000. Pathé détient un catalogue de 500 films.

groupe Disney. En revanche, pour continuer à édifier son studio européen, le PDG imagine « un partenariat avec un gros producteur européen, italien, britannique, allemand ou espagnol ». Son objectif : « stabiliser d'abord deux marchés » en Europe. Son constat : « Il y a de l'argent pour financer des films au plan européen. » C'est pourquoi il veut, d'abord, « monter une structure d'ingénierie pour financer nos films ». La Une aurait déjà pris langue avec des banques, signale un proche.

Malgré cette démarche à petits pas, TF1 avance assez vite dans la mise en place de sa major. La Une « possède déjà le troisième catalogue français de films derrière Gaumont et StudioCanal », pointe un concurrent. Surtout la chaîne de M. Le Lay aurait acquis une crédibilité dans le milieu du septième art. « C'est l'intervenant le plus respectable du cinéma français, ajoute ce concurrent. En moins de six mois, il a pris la place de StudioCanal », la major européenne lancée par Canal+ avant d'être intégrée aux Studios Universal par M. Messier. Miramax est jusqu'à présent lié par un accord de distribution à Canal+ par le biais de la société Bac Films. Mais les résultats décevants de celle-ci et le fait que Disney ne souhaitait pas travailler avec Universal, son concurrent direct, expliquent le récent changement d'alliances.

Guy Duthéil

La bataille entre radios sur la Coupe du monde de football se poursuit

A huit jours du début, aucun accord n'a été trouvé

L'ÉPREUVE de force se poursuit entre les radios françaises sur la question des droits de diffusion de la Coupe du monde de football 2002. D'un côté, RMC Info, qui affirme toujours vouloir « partager sans frais » avec Radio France les droits qu'elle avait pourtant acquis en exclusivité pour 564 000 euros, en décembre 2001. De l'autre, RTL, Radio France et Europe 1, qui restent solidaires et rejettent sur leur petite rivale la responsabilité de l'impasse actuelle. Mercredi 22 mai, ces trois stations ont rendu publics leurs dispositifs respectifs pour couvrir la compétition, qui commence le 31 mai en Corée du Sud.

En raison du désaccord persistant avec RMC Info, les journalistes des radios concurrentes ne devraient pas pouvoir, sauf surprise de dernière minute, commenter les matches dans leur intégralité. Toutefois, à entendre les dirigeants de ces radios - regroupées au sein du groupement d'intérêt économique (GIE) Sport Libre -, jamais leur couverture de cet événement ne sera « aussi complète » que pour l'édition 2002. Et ce, grâce notamment à des partenariats conclus avec des journaux, qui n'ont pas eu à connaître de problèmes de droits.

Lors d'une conférence de presse commune, les dirigeants des radios réunies dans Sport Libre ont affirmé avoir « tout fait » pour tenter de trouver un arrangement avec RMC Info. Une telle issue aurait été acceptée par les grandes stations « à titre exceptionnel », a insisté Jean-Marie Cavada, président de Radio-France et de Sport Libre. Selon lui, un accord « verbal » avait été trouvé, le 28 mars, entre le GIE et RMC Info, moyennant la somme de 640 000 euros. Cet accord, qui aurait porté notamment sur la retransmission en intégralité de trois matches, dont un demi-finale et la finale, n'a pas été concrétisé. Selon M. Cavada, RMC Info n'a jamais rédigé le protocole d'accord prévu. En outre, a ajouté Robin Leproux, directeur général de RTL, l'accord était assorti d'« une batterie de conditions inacceptables ».

Entre-temps, Alain Weill, le patron de RMC Info, a proposé à Radio France uniquement de retransmettre, en intégralité, les matches de la compétition. Une propo-

sition, « sans aucune contrepartie financière », qu'il a renouvelée dans une lettre adressée, le 21 mai, à M. Cavada. Pour le président de Radio-France, une telle déclaration d'intention ne suffit plus à l'approche de la Coupe du monde. Dans une réponse adressée mercredi à RMC Info, à M. Weill, M. Cavada a observé n'avoir reçu de sa part « que des bribes de propositions », alors qu'il réclame « une proposition écrite, enserrée dans un protocole d'accord précis ».

Devant la presse, M. Cavada a affirmé qu'il n'y avait « plus d'accord possible » avec RMC Info, arguant notamment du fait qu'il n'y avait « plus de postes de commentateurs possibles » dans les stades. De son côté, M. Weill a toutefois assuré le contraire, dans un communiqué, en se référant à des informations qu'il tiendrait de l'allemand Kirch, détenteur des droits mondiaux de la Coupe. Ce groupe n'a pas pu être joint jeudi.

Dans une réponse adressée à RMC Info, M. Cavada a observé n'avoir reçu « que des bribes de propositions »

Tout semble indiquer que les auditeurs du nord et de l'est de la France seront privés de la retransmission intégrale des matches, les ondes de RMC Info ne couvrant pas ces zones (*Le Monde* du 18 mai). Comme en dernier recours, le GIE s'est tourné, mercredi, vers le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui a reçu ses dirigeants. « Le Conseil ne peut pas faire grand-chose en la matière : le contrat entre RMC Info et Kirch relève du droit privé », a indiqué le CSA, qui a réaffirmé dans un communiqué « son attachement à ce que l'ensemble des auditeurs, où qu'ils se trouvent en France, puisse bénéficier de la meilleure couverture de la Coupe du monde ».

Antoine Jacob

Les Français n'ont jamais tant regardé la télévision qu'en 2001

Dans un même foyer, la télévision est restée en moyenne allumée 5 h 45 par jour

LA CONCURRENCE attendue des jeux vidéo, d'Internet et des consoles diverses n'a pas empêché sur l'intérêt des Français pour le petit écran. Au contraire. Dotés parfois de quatre postes de télévision (2,4 % des foyers), les Français n'ont jamais autant regardé la télévision qu'en 2001 : au sein d'un seul et même foyer, la télévision a été en moyenne allumée 5 h 45 par jour, soit près de 1 heure de plus

qu'en 1993 et 2 h 15 de plus qu'en 1982, selon les données de l'étude annuelle *L'Année TV 2001*, réalisée par l'institut national de mesure d'audience Médiamétrie.

Les femmes continuent de regarder en moyenne chaque jour la télévision une heure de plus que les hommes, avec une progression légèrement plus forte de la consommation pour les téléspectatrices (+3 %) que pour les téléspecta-

teurs (+2,5 %). Parmi les enfants, les 11-14 ans sont le plus « accros » (2 h 40 chaque jour), suivis des 4-10 ans (2 h 18). A l'aune de cette consommation croissante du divertissement télévisuel, les adolescents apparaissent presque comme réfractaires : ils passent en moyenne 2 h 10 par jour devant leur poste, pas vraiment plus qu'en 2000 et toujours moins qu'en 1999.

La très large majorité des pro-

grammes proposés par les chaînes nationales hertziennes (TF1, France 2, France 3, Arte, France 5, M6) ont été en 2001 des magazines/documentaires (32,6 %) et des fictions conçues pour la télévision (20,6 %). Le reste des programmes s'est réparti entre les variétés (8 %), les émissions pour la jeunesse (7,6 %) et la publicité (6,6 % du temps d'antenne cumulé proposé par les six chaînes). L'offre n'a pas toujours rencontré la demande, puisque les Français privilégient les journaux télévisés (6 % de l'offre des chaînes et 15,3 % de la consommation télévisée des Français), les téléfilms, les films et les jeux.

TF1 EN TÊTE

Entre toutes, la chaîne la plus regardée des Français reste TF1 (32,7 % de part d'audience), loin devant France 2 (21,1 %). Les stations les moins regardées en 2001 ont été Arte-France 5 (3,4 %) et les programmes en clair de Canal+ (3,6 %). Enfin, même lorsque les Français disposent du câble ou du satellite (19,9 % des foyers), ils regardent encore majoritairement les chaînes nationales hertziennes. Toutefois, l'attrait des chaînes thématiques continue à croître et leur part d'audience globale s'est établie à 31,2 % en 2001.

Médiamétrie a établi le trio des plus fortes audiences de 2001. En tête, *Le Dîner de cons* pour TF1 (11,68 millions de téléspectateurs le 29 mai 2001), suivi du film américain *US Marshals*, (10 millions le 2 octobre) sur France 2 et du téléfilm *Les Faux-fuyants* (8,14 millions le 24 novembre) sur France 3.

Florence Amalou

Quatre candidats au rachat du « Nouvel Economiste »

QUATRE offres de rachat du *Nouvel Economiste* ont été présentées, mercredi 22 mai, lors du comité d'entreprise du bimensuel. Elles émanent de Jacob Abbou, fondateur du groupe Coprosa (*Le Journal de l'automobile*, *Tribune juive*...), de Damien Dufour, ancien PDG du groupe Expansion, de L'île des médias, groupe de presse dirigé par Renaud de la Baume, et du groupe Nouvel Observateur, présidé par Claude Perdriel. D'autres offres devraient être faites la semaine prochaine. Les propriétaires actuels de la revue, les anciens dirigeants du groupe hôtelier Accor, Paul Dubrule et Gérard Péllisson, avaient annoncé début mai leur intention de vendre le titre. Ils ont promis de tenir compte du maintien de l'emploi lorsqu'ils étudieront les offres de reprise. Le titre, qui n'a jamais gagné d'argent en vingt-six ans, est diffusé à 74 458 exemplaires (diffusion France Payée 2001).

Le Syndicat du livre CGT entrave l'impression des « Echos »

LE QUOTIDIEN économique *Les Echos* n'a pas paru, mercredi, en province. Des membres de la Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT) ont bloqué son impression dans les sites de Lyon, Marseille, Nancy, Nantes et Toulouse. *Les Echos* a toutefois pu être imprimé à La Plaine-Saint-Denis et distribué en Ile-de-France. Le Syndicat du livre conteste le projet du quotidien d'être imprimé par *Le Monde* à partir de septembre 2003. Mardi, la CGT avait déjà empêché la poursuite des travaux de construction de deux imprimeries du groupe Amaury (*L'Equipe*, *Le Parisien*...), dans l'Ain et en Loire-Atlantique. Elle réclame une réunion générale sur l'avenir de l'impression décentralisée. Selon une source syndicale citée par l'AFP, une telle réunion était prévue pour le 4 juin.

DÉPÊCHES

- **ÉDITION** : les *Publications artistiques françaises (PAF)*, qui éditent notamment les revues *Le Journal des Arts* et *L'Oeil*, ont été reprises par Jean-Christophe Castelain, sur décision du tribunal de commerce de Paris.
- **LIBERTÉ DE LA PRESSE** : la Fédération internationale des journalistes a réclamé, mercredi, la libération immédiate d'un journaliste britannique d'origine indienne, Amardeep Bassey, détenu depuis une douzaine de jours dans une prison au Pakistan.
- **PUBLICITÉ** : la Commission des opérations de Bourse a annoncé, mardi, qu'elle avait accordé son visa aux opérations permettant le rachat du publicitaire américain Bcom3 par son homologue français Publicis.

Abonnez-vous au **Monde** pour **26,35 €** (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

201MQPAE

Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**

N° 134031

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____

Prénom : _____

N° : _____ rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : _____ rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il en y a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518 Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-3003

LA TENDANCE FINANCIÈRE

L'Europe en baisse, les États-Unis stables

Les principaux indices boursiers américains ont terminé en hausse, mercredi 22 mai, après une séance très indécise, dominée par la crainte de nouveaux attentats terroristes. Une rumeur annonçant la capture d'Oussama Ben Laden a déclenché une chasse aux bonnes affaires durant la dernière heure de cotation. Stimulé par cette dernière nouvelle, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a gagné 0,52 %, à 10 157,88 points, tandis que sur le Nasdaq, l'indice Composite s'est inscrit en hausse de 0,56 %, à 1 637,45 points. En l'absence de nouvelles statistiques concernant la reprise américaine, les Bourses européennes ont, elles, souffert des difficultés des valeurs technologiques. Les résultats décevants annoncés par Deutsche Telekom, en particulier,

INDICE CAC 40

Depuis six mois



Source : Bloomberg

Marc Ferracci

ont contribué à miner la confiance des investisseurs à l'égard du secteur. Dans ce contexte, l'indice Eurostoxx 50, limité aux valeurs de la zone euro, a abandonné 1,53 %, à 3 459,02 points. A Londres, l'indice Footsie a perdu 0,87 %, à 5 151,90 points, tandis qu'à Francfort, l'indice DAX décrochait de 1,31 %, à 4 919,50 points. A Paris, le CAC 40 a chuté de 1,66 %, à 4 326,29 points. Dans ce climat morose, les valeurs des médias et de la télécommunication ont été les premières touchées. France Telecom s'est inscrit en baisse de 3,5 %, à 20,55 euros, et sa filiale Orange a dévisé de 4 %, à 5,72 euros. Le titre TF1 a perdu 3,6 %, après l'annonce d'une baisse de 2,6 % de ses recettes publicitaires en avril par rapport à avril 2001, alors que celles de sa concurrente M6 ont progressé de 10,3 %. Même les valeurs défensives ont été à la peine : LVMH (-3,1 %, à 58,8 euros), AGF (-1,8 %, à 53,5 euros) ou Axa (-1,65 %, à 22,6 euros) n'ont pas réussi à gagner la faveur des investisseurs. TotalFinaElf, de son côté, s'est effritée de 1,1 %, à 166,2 euros, après que l'entreprise ait annoncé une contraction de 35 % de son résultat net au premier trimestre.

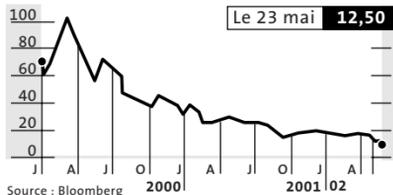
A Tokyo, l'indice Nikkei s'est apprécié de 0,15 %, à 11 979,85 points.

Le secteur des télécommunications rejeté par les investisseurs

CHRONIQUE DES MARCHÉS

L'ACTION DEUTSCHE TELEKOM

en euros à Francfort



Source : Bloomberg

LES INVESTISSEURS boudent toujours les valeurs de télécommunications. Après une légère reprise, la semaine dernière, elles ont trébuché à nouveau, mercredi 22 mai, dans la foulée de la publication des résultats trimestriels de l'opérateur allemand Deutsche Telekom. Plus mauvais que prévu, ces résultats ont fait plonger l'action de l'opérateur allemand, puis celles de ses principaux concurrents européens. Cette rechute a entraîné une baisse des principales places boursières en Europe.

LES PERTES DE DEUTSCHE TELEKOM

L'opérateur allemand a surpris les marchés en affichant pour le premier trimestre 2002 une perte de 1,8 milliard d'euros, à comparer aux 358 millions de pertes annoncées un an plus tôt. Les analystes tablaient jusque-là sur environ 1,2 milliard d'euros de perte.

La société dirigée par Ron Sommer, qui a dépensé près de 60 milliards d'euros en acquisitions et en licences UMTS (pour la téléphonie mobile de troisième génération), a décidé de passer de nouvelles provisions liées à la dépréciation de ses actifs. Elle a en particulier passé 200 millions d'euros de charge pour tenir compte de la dévalorisation des titres France Télécom qu'elle détient encore. Mais les investisseurs ont également été déçus par les performances opérationnelles de l'opérateur. Les activités de téléphonie fixe en Allemagne, véritable vache à lait de Deutsche Telekom, sont affectées par la guerre des prix que livrent ses concurrents. La croissance est désormais tirée par la filiale de téléphonie mobile, T Mobile.

Ron Sommer est à la tête d'une société qui détient également la palme de l'endettement, à 67,3 milliards d'euros. Confronté au veto des autorités de la concurrence allemande, qui ont

refusé son plan de cession des réseaux câblés, et au glissement du calendrier de mise en Bourse de T Mobile, il a bien du mal à convaincre les marchés que le plan de désendettement annoncé sera respecté. L'action Deutsche Telekom a encore perdu 5,58 %, mercredi, et terminait la séance à 12,36 euros.

BAISSE ININTERROMPUE DE FRANCE TÉLÉCOM

Les déboires de son ex-allié Deutsche Telekom ont affecté le titre France Télécom, mercredi. Il se négociait en repli de 3,48 %, à 20,55 euros, et tutoyait à nouveau la barre des 20 euros, qu'il a déjà franchie lors d'un précédent accès de faiblesse. La chute de l'action France Télécom, qui atteint 54 % depuis le début de 2002, soit la plus mauvaise performance du CAC 40, n'est pas du goût des petits actionnaires. Michel Bon, PDG de France Télécom, sera confronté à leur dépit lors de l'assemblée générale, mardi 28 mai, à Paris. La publication des résultats trimestriels, qui montrait une décroissance des revenus de téléphonie fixe et une cannibalisation de l'activité par la téléphonie mobile, a

fait plonger le titre début mai. Les marchés s'interrogent également sur l'issue de l'affaire MobilCom, filiale allemande de France Télécom, dont l'opérateur français détient 28,5 % du capital. Les discussions entre France Télécom, les banques et Gerhard Schmid, le fondateur de MobilCom, se poursuivent. Le groupe dirigé par M. Bon souhaite éviter la mise en faillite de l'entreprise, dont la ligne de crédit de 4,7 milliards d'euros doit être renégociée mi-juillet.

WORLD.COM, ALCATEL ET LES ACTIONS REFLET

Les groupes de télécommunications cherchent par tous les moyens à faire des économies. Dans cette logique, l'américain WorldCom a annoncé, mardi, qu'il allait supprimer en juillet ses actions reflète de MCI, le spécialiste des services longue distance, et les échanger contre des titres WorldCom. Cette mesure permettra d'économiser 284 millions de dollars (307,5 millions d'euros) par an grâce à l'élimination des dividendes versés au titre des actions reflète MCI. En Bourse, mercredi, MCI a rebondi de près de 38 % et WorldCom de plus de 16 %. Alcatel, qui serait le seul groupe européen à posséder des actions reflète, affirme ne pas envisager de faire de même. Alcatel avait mis en Bourse ces titres, également pour valoriser financièrement une activité (sa division Optronics), et obtenir une monnaie d'échange en cas d'opération d'acquisition, sans toutefois filialiser ou risquer une prise de contrôle extérieure de cette activité. A la différence des actions classiques, ces titres ne donnent pas une part de capital aux investisseurs, mais leur garantissent un dividende minimum, ce qui constitue la principale source de coût de ces produits pour une entreprise.

Laurence Girard et Cécile Prudhomme

LES BOURSES DANS LE MONDE 23/5, 9h47

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	4926,06 23/5	0,13	5467,31 19/3	4706,00 20/2	24,30
	Euro Neu Markt Price IX	857,40 23/5	0,30	1212,43 4/1	805,33 7/5	
AUTRICHE	Austria traded	1321,08 23/5	-0,35	1368,18 2/5	1109,88 9/1	14,20
BELGIQUE	Bel 20	2782,71 23/5	0,06	2906,75 24/4	2609,61 15/1	13,60
DANEMARK	Horsens Bnæx	257,91 23/5	0,31	280,92 26/3	248,52 25/4	
ESPAGNE	Ibex 35	7900,80 23/5	0,56	8608,50 4/1	7628,00 22/2	18,30
FINLANDE	Hex General	6464,05 23/5	-0,24	9224,38 4/1	6427,45 7/5	16,10
FRANCE	CAC 40	4336,83 23/5	-0,24	4720,04 4/1	4210,29 20/2	20,10
	Mid CAC	2106,23 23/5	-1,03	2176,89 2/4	1929,16 2/1	15,00
	SBF 120	3033,10 23/5	0,15	3263,90 28/3	2924,73 20/2	20,10
	SBF 250	2882,38 23/5	-1,48	3081,89 28/3	2782,54 20/2	19,10
	Indice second marché	2541,93 22/5	-0,64	2567,01 15/5	2287,72 2/1	15,10
	Indice nouveau marché	924,18 23/5	0,30	1175,41 7/1	918,34 22/5	
GRÈCE	ASE General	2367,07 23/5	0,00	2655,07 3/1	2160,28 16/4	15,50
IRLANDE	Irish Overall	5223,37 23/5	-0,07	6085,02 18/1	4611,79 20/3	12,60
ITALIE	Milan Mib 30	30800,00 23/5	0,18	33548,00 17/4	29542,00 22/2	19,90
LUXEMBOURG	Lux Index	1095,12 22/5	0,02	1169,47 14/1	821,61 30/4	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	488,67 23/5	0,40	531,45 18/4	475,19 22/2	17,00
PORTUGAL	PSI 20	7341,17 23/5	0,11	7998,50 4/1	7117,02 7/5	17,40

EUROPE Jeudi 23 mai 9h47

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3470,08	-0,32
AUTOMOBILE	245,73	-0,02
BANQUES	290,90	-0,06
PRODUIT DE BASE	209,61	-0,20
CHIMIE	361,29	-0,34
TÉLÉCOMMUNICATIONS	352,56	-0,45
CONSTRUCTION	241,78	-0,20
CONSUMMATION CYCLIQUE	132,87	-0,09
PHARMACIE	453,23	-0,19
ÉNERGIE	345,86	-0,45
SERVICES FINANCIERS	229,22	-1,25
ALIMENTATION ET BOISSON	247,15	-0,01
BIENS D'ÉQUIPEMENT	361,22	-0,26
ASSURANCES	298,17	-0,05
MÉDIAS	239,74	-0,41
BIENS DE CONSOMMATION	366,89	-0,50
COMMERCE ET DISTRIBUTION	275,57	-0,13
HAUTE TECHNOLOGIE	367,22	-0,19
SERVICES COLLECTIFS	287,63	-0,18

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	NL	20,39	-0,78
AEGON NV	NL	24,14	-1,00
AIR LIQUIDE	FR	170,70	-0,23
ALCATEL A	FR	13,22	-1,46
ALLIANZ N	AL	247,45	-0,08
AVENTIS	FR	75,30	-0,07
AXA	FR	22,66	-0,31
BASF AG	AL	48,40	-0,31
BAYER	AL	35,69	-0,71
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	38,86	-0,07
BBVA	ES	12,90	-0,94
BNP PARIBAS	FR	60,20	-0,33
BSCH	ES	9,79	-0,93
CARREFOUR	FR	49,70	-0,10
DAIMLERCHRYSLER N	AL	54,60	-0,09

DANONE	FR	147,80	-0,14
DEUTSCHE BANK AG	AL	75,75	-1,56
DEUTSCHE TELEKOM	AL	12,50	-0,40
E.ON	AL	56,46	-0,16
ENDESA	ES	16,77	-0,84
ENEL	IT	6,46	-0,00
ENI SPA	IT	16,65	-0,42
FORTIS	BE	24,67	-0,20
FRANCE TELECOM	FR	20,80	-1,22
GENERALI ASS.	IT	25,10	-0,28
ING GROEP CVA	NL	28,23	-2,73
KONINKLIJKE AHOLD	NL	24,10	-0,71
L'OREAL	FR	80,60	-1,13
LVMH	FR	58,70	-0,17
MUENCHENER RUECKV	AL	257,25	-0,17
NOKIA OYJ	FI	15,88	-0,44
PINAULT PRINTEMPS	FR	126,50	-0,24
REPSOL YPF	ES	13,16	-0,30
ROY.PHILIPS ELECTR.	NL	34,24	-0,03
ROYAL DUTCH PETROL	NL	59,60	-0,59
RWE	AL	41,05	-0,74
SAINT GOBAIN	FR	192,90	-0,16
SANOFI-SYNTHELABO	FR	66,00	-0,38
SANPAOLO IMI	IT	10,63	-0,75
SIEMENS	AL	69,59	-0,49
SOIETE GENERALE A	FR	75,45	-0,13
SUEZ	FR	31,58	-0,61
TELECOM ITALIA	IT	8,87	-0,23
TELEFONICA	ES	11,13	-0,45
TIF	IT	4,80	-0,84
TOTAL FINA ELF	FR	167,50	-0,78
UNICREDITO ITALIAN	IT	4,96	-0,40
UNILEVER CVA	NL	69,70	-0,29
VIVENDI UNIVERSAL	FR	31,91	-0,50
VOLKSWAGEN	AL	59,09	-0,17

ZONES EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).

HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5179,80 23/5	0,54	5362,29 4/1	5015,50 20/2	17,60
	FTSE techMark 100 index	1042,04 23/5	0,55	1569,61 4/1	1023,90 13/5	108,70
SUÈDE	OMX	689,97 23/5	0,30	878,88 4/1	680,85 25/4	22,80
EUROPE						
HONGRIE	Bux	8323,89 22/5	-1,80	9019,42 7/5	7052,97 3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1282,59 22/5	-0,80	1413,85 21/3	1142,61 7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15595,45 22/5	-0,67	16423,34 25/1	13842,30 2/1	204,70
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	463,90 23/5	-0,22	479,39 10/5	384,60 2/1	
RUSSIE	RTS	414,07 22/5	-1,65	425,42 20/5	267,70 3/1	
SUISSE	Swiss market	6596,10 23/5	0,15	6740,60 17/5	6059,10 6/2	18,70
TURQUIE	National 100	10711,25 23/5	1,02	15071,83 8/1	10443,80 18/3	9,80
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	365,07 21/5	-1,47	471,33 6/2	323,69 2/1	
BRESIL	Bovespa	12367,98 22/5	-2,62	14495,28 18/3	11943,25 13/5	8,90
CANADA	TSE 300	7638,38 22/5	-0,65	7992,70 7/3	7402,70 20/2	20,50
CHILI	Ipsa	95,67 23/5	-0,67	102,37 4/1	94,80 20/2	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	10157,88 22/5	0,52	10673,09 19/3	9529,45 30/1	22,20
	Nasdaq composite	1673,45 22/5	0,56	2098,87 9/1	1560,29 7/5	44,90
	Nasdaq 100	1264,51 22/5	0,68	1712,22 9/1	1142,25 7/5	41,00
	Wilshire 5000	10261,27 22/5	0,37	10983,40 19/3	9977,48 7/5	
	Standards & Poors 500	1086,02 22/5	0,57	1176,96 7/1	1048,95 7/5	20,60
MEXIQUE	IPC	7385,15 22/5	-0,01	7611,12 11/4	6365,72 14/1	12,60

FRANCFORT

22/5 : 151 millions d'euros échangés			
Valeur	Cours de clôture (€)	% var.	
Meilleures performances			
HEYDE	0,04	33,33	
ADVANCED MEDIEN	0,27	28,57	
EHLEBRACHT VORZ	1,90	22,58	
WIZCOM TECHNOL	0,33	22,22	
HJSB MEDIA	0,28	21,74	
SAKAI HEAVY IND	4,60	17,95	
AAP IMPLANTATE AG	4,40	14,29	
Plus mauvaises performances			
PORTA SYSTEMS	0,08	-46,67	
PARSYTEC AG	2,85	-22,97	
STRATEC BIOMED.SYS	7,16	-15,76	
PHENOMEDIA	0,33	-15,38	
P & T TECHNOLOGY	4,85	-14,91	
PROSIEBEN SAT 1	9,25	-13,79	
IM INTERNATIONAL	4,26	-13,41	

LONDRES

22/5 : 2340 millions d'euros échangés			
Valeur	Cours de clôture (€)	% var.	
Meilleures performances			
BATM ADVANCED COMM	0,26	7,55	
THE BIG FOOD GROUP	1,08	6,39	
MARCONI	0,08	5,96	
TRAFFICMASTER	0,35	5,26	
PSION PLC	0,57	4,59	
TELEVEST COMM	0,06	3,93	
CAMBRIDGE ANTIBODY	11,08	3,79	
Plus mauvaises performances			
MYTRAVEL GROUP	1,69	-25,06	
WOOLWORTHS GROUP	0,45	-9,88	
COLT RICARDO	0,01	-7,69	
SCOOT.COM	0,01	-5,88	
QLT TELECOM GROUP	0,51	-4,72	
INCE	0,85	-4,71	
LOGICA	2,33	-4,70	

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE					
--------------------	--	--	--	--	--

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 23 mai 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists various companies like ACCOR, AFFINE, AGF, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like EURO DISNEY SCA, EURO TUNNEL, FAURECIA, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like SAINT-GOBAIN, SALVEPAR (NY), SANOFI SYNTHELABO, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

22/5 : 23,50 millions d'euros échangés

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like BRIME TECHNO, ILOG, TITUS INTERACTIVE, etc.

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like BRIME TECHNO, ILOG, TITUS INTERACTIVE, etc.

Advertisement for 'Le Monde LIRE ET VOIR' magazine, featuring a large graphic of a globe and text: '21 AVRIL - 5 MAI QUINZE JOURS D'HISTOIRE DE FRANCE, RÉCITS ET PHOTOS. LE TEXTE INTÉGRAL DE LA CONSTITUTION DE 1958. MAGAZINE MENSUEL 3 €'.

SECOND MARCHÉ

22/5 : 25,84 millions d'euros échangés

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like JET MULTIMEDIA, DIGIGRAM, LEON BRUXELLES, etc.

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like JET MULTIMEDIA, DIGIGRAM, LEON BRUXELLES, etc.

SICAV ET FCP

Dernier cours connu le 23/5 à 9h

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BRIME TECHNO, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BRIME TECHNO, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BRIME TECHNO, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BRIME TECHNO, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BRIME TECHNO, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, BRIME TECHNO, etc.

CARNET

DISPARITIONS

Jacques Dondoux

Ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur

JACQUES DONDOUX, spécialiste des télécommunications devenu homme politique, a succombé, mardi 21 mai, à l'âge de 70 ans, à une hémorragie cérébrale, à l'hôpital d'Annonay (Ardèche). Né à Lyon le 16 novembre 1931, ce polytechnicien, ingénieur de l'École nationale supérieure des télécommunications, a connu tardivement sa première élection nationale. Sollicité par le président du Parti radical de gauche (PRG), Jean-Michel Baylet, il devient, en juin 1997, député de la 2^e circonscription de l'Ardèche. « Rad-soc » bon teint, il n'était pourtant membre du PRG que depuis 1996. Sa nomination dans le premier gouvernement de gauche plurielle de Lionel Jospin en avait surpris plus d'un.

Rond et massif, bon vivant jamais en mal de provocations, cet amoureux de l'Ardèche, maire de Saint-Egrève depuis 1995, n'a guère goûté l'expérience. Peu adapté au monde glacial des hauts fonctionnaires des finances, il ne s'est pas entendu, non plus, avec son ministre de tutelle, Dominique Strauss-Kahn. Sans en paraître autrement affecté. Peu soucieux du langage diplomatique qu'aurait pu lui imposer son appartenance au gouvernement, cet original s'était présenté aux élections sénatoriales de 1998, mais, battu, avait remplié à Bercy, au grand dam de « DSK ». En juillet 1999, il fut remplacé par un radical de gauche plus souple, François Huwart, alors que s'ouvraient les négociations internationales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Conseiller général de l'Ardèche depuis 1988, réélu en 1994, avant de devenir vice-président de cette assemblée départementale en 1998, Jacques Dondoux n'était pas tant connu pour sa carrière politique, locale ou nationale, que pour son parcours brillant dans le monde des télécommunications. En 1971, il devient directeur du Centre national des télécommunications (CNET), puis, dix ans plus tard, directeur général des télécoms au ministère des PTT, avec l'avènement de la gauche au pouvoir. C'est l'heure de la revanche. Entretemps, en 1975, le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, avait nommé à ce poste son rival, Gérard Théry. En ce début des années 1980, M. Dondoux prolonge la modernisation du réseau et préside à la diffusion du Minitel, alors fierté technologique française. Là encore, l'affaire ne va pas sans heurts avec le ministre des PTT de l'époque, le socialiste Louis Mexandeau, qui jure maintes fois de le remplacer. En vain. C'est la droite qui s'en chargera, en 1986, lors de la première cohabitation.

Béatrice Gurrey

■ **Niki de Saint-Phalle**, peintre et sculpteur, est morte à San Diego (Californie) mardi 21 mai à l'âge de 71 ans *(lire page 30)*.

A LIRE EN LIGNE

Sur www.lemonde.fr/carnet, retrouvez le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets, décorations parus au JO, et les adresses des sites publiant des documents significatifs.

NOMINATIONS

Bernard Dreyfus a été nommé directeur du cabinet de Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire, **Jacques Devillers**, directeur du cabinet de Jean-François Lamour, ministre des sports, **Augustin de Romanet**, directeur du cabinet d'Alain Lambert, ministre délégué au budget, et **Bastien Millot**, directeur du cabinet de Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement.

DOCUMENTS OFFICIELS

L'Assemblée nationale publie la proposition de loi visant à interdire la vente d'animaux familiers par des grandes surfaces. www.assemblee-nationale.fr/propositions/pion3668.asp

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Adèle,

le 20 mai 2002, à Rennes, tu as fait la surprise à

Séverine et Tangi, tes parents,

d'être là un peu en avance. Tu agrandis la famille.

Manick et Charles VILLERBU, tes grands-parents,

te câlinent.

Cécile CHAMBRAUD, Elie BARTH, et Thibaut

ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Adèle,

le 24 avril 2002, à Paris.

Décès

– Szejna, son épouse, Ses trois filles et son gendre, Ses six petites-filles, Sa sœur et son beau-frère, ont la profonde douleur de faire part de la disparition de

Abram ALEMBIK,

le 17 mai 2002.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

M^{me} Alembik, 106, boulevard Diderot, 75012 Paris.

– Le professeur et M^{me} Patrick Bloch, Le docteur et M^{me} Hervé Gompel, ses enfants, Ilan, Axelle et Oudy Bloch, Sarah et Judith Mancel-Bloch, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Raymond BLOCH,

le 15 mai 2002.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Saint-Pierre, 92200 Neuilly-sur-Seine. 16, rue d'Orléans, 92200 Neuilly-sur-Seine.

– Bernard Prevost, préfet des Yvelines, Les membres du corps préfectoral. Les personnels de la préfecture des Yvelines et des sous-préfectures, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Paul BRISSON, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 20 mai 2002.

Ils s'associent à la douleur de sa famille.

– Caroline Brizay-London a la tristesse d'annoncer le décès, le 18 mai 2002, de

Jean-Pierre BRIZAY, avocat à la cour.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Serge Brodsky, son mari, André et Leina Schiffrin, Kira Sipek, ses neveu et nièces, Anya, Natalia, Lara et Milan, ses petit-neveu et petites-nièces, ont le grand chagrin de faire part du décès de

Bella BRODSKY,

survenu le 16 mai 2002, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

– Anne-Claire Taittinger, président,

Les membres du conseil d'administration. L'ensemble du personnel de Baccarat, ont la tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur,

René PINETON, comte de CHAMBRUN, ancien président-directeur général de Baccarat, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 mai 2002, à Paris.

Une messe sera célébrée le vendredi 24 mai, à 10 h 30, en la basilique Sainte-Clotilde, 23 *bis*, rue Las Cases, Paris-7^e, pour permettre à ceux qui l'ont connu de lui rendre un dernier hommage.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Baccarat, 30 *bis*, rue de Paradis, 75010 Paris. 20, rue des Cristalleries, 54120 Baccarat.

– Bresson (Isère), Saint-Jean-en-Royans (Drôme). Bellegarde (Ain). Saint-Yorre (Allier).

M. Jacques Burine, son époux, Valérie Burine, Jean-René Devauchelle et leurs enfants, Olivier Burine, M. et M^{me} Robert Genin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Bourguignon, Bérengère Sinemian-Bourguignon, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Huguette BURINE, née **JUGE,** professeur agrégé de lettres à l'université Stendhal-Grenoble-III.

Les obsèques auront lieu le vendredi 24 mai 2002, à 13 h 45, en la salle de cérémonie du centre funéraire intercommunal, à La Tronche (Isère), suivies d'une absoute, à 16 h 30, en l'église de Saint-Jean-en-Royans (Drôme).

L'inhumation au cimetière aura lieu dans l'intimité familiale.

Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La municipalité, Les conseillers municipaux, Et le personnel communal, ont le grand regret d'annoncer le décès de

M. Jacques DONDOUX, maire de Saint-Agrève, ancien directeur général des Télécom, ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, vice-président du conseil général de l'Ardèche, membre du Conseil économique et social, président de la communauté de communes du canton de Saint-Agrève, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu samedi 25 mai, à 14 h 30, au temple de Saint-Agrève (Ardèche).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

(Lire ci-contre.)

– Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marcelle HARDIN, née **LECLERC,** directrice d'école honoraire,

survenu le 13 mai 2002.

Elle repose à Bœurs-en-Othe (Yonne), où elle naquit il y a quatre-vingt-dix ans.

M. et M^{me} Gérard Hardin, 27, rue des Martyrs, 75009 Paris. M. et M^{me} Joël Hardin, 6, avenue du Général-Leclerc, 10110 Bar-sur-Seine. M. et M^{me} Jean-Michel Hardin, 9, rue Molière, 02200 Soissons.

– Le 14 mai 2002,

François-Xavier HUMBEL, pédologue, directeur de recherches,

a quitté les siens.

23, quai Fleury, 21700 Nuits-Saint-Georges.

– Michel Jellatchitch de Buzim, son mari, Marie Jellatchitch de Buzim, sa fille, et Patrice Keusch, et leur fils, Nicolas, M^{me} Théodore Strawinsky, sa mère, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mme Michel JELLATCHITCH de BUZIM, née **Catherine STRAWINSKY,**

rappelée à Dieu, le 20 mai 2002, des suites d'une cruelle maladie.

La messe d'obsèques sera célébrée le vendredi 24 mai, à 10 h30, en l'église Notre-Dame de Boulogne (Hauts-de-Seine), sa paroisse, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne).

La famille exprime sa reconnaissance au professeur Trueille et à toute son équipe de neurologie de l'hôpital Foch de Suresnes pour leur compétence et leur dévouement.

Elle témoigne de sa profonde gratitude et de son admiration pour les sœurs diaconesses de Reuilly, pour le docteur Michenot et son équipe de soins palliatifs de la maison « Claire Demeure » de Versailles.

Ils ont accompagné durant ces dernières semaines la défunte avec un dévouement qui tient de l'apostolat.

Priez pour elle !

– Le

Frère Henri-Dominique (Jacques) LAVAL (o.p.),

est entré dans la Paix du Seigneur, le lundi 20 mai 2002, dans sa quatre-vingt-onzième année, la cinquante-septième année de sa profession dominicaine, la soixante-quatrième année de son ordination presbytérale.

Ses obsèques seront célébrées en l'église du couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris-13^e, le vendredi 24 mai, à 14 heures.

De la part du Frère Bruno Cadoré, prieur provincial de la province de France, du Frère Jacques Arnould, prieur du couvent Saint-Jacques, des Frères du couvent Saint-Jacques, des familles Laval, Sainsaulieu, Clément, leurs enfants et petits-enfants, de tous ses amis.

M. Michel Laval, 7, rue Pasteur, 51350 Cormontreuil.

– M^{me} Marie-Thérèse Melot, son épouse, M. Philippe Melot, son fils, Christian-Georges, Killian-Noah, ses petits-enfants, Les familles Don, Melot, Aké, Anoma, Gast, Gervais, Lebbé, Roland, Les familles alliées et amies en France et en Côte d'Ivoire, ont la très profonde douleur de faire part du décès de

M. Christian MELOT, ministre plénipotentiaire honoraire, commandeur de l'ordre national de Côte d'Ivoire, commandeur de l'ordre national de Mauritanie, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 18 mai 2002.

Priez pour lui !

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

184, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

– M. Yves Durand, député et maire de Lomme, et les élus lommeois, Le personnel et les retraités de la ville de Lomme, La section de Lomme du Parti socialiste, Et ses très nombreux amis, ont la douleur de faire part de la perte sensible qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Arthur NOTEBART, député et maire honoraire de la ville de Lomme, maire de Lomme de 1947 à 1990, ancien président de la communauté urbaine de Lille, président de la CUDL de 1971 à 1989, ancien vice-président du conseil général du Nord, ancien président et fondateur du Marché d'intérêt national, chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant, croix du combattant volontaire de la Résistance, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite social et de l'ordre de Léopold (Belgique),

décédé à Lille, le 21 mai 2002, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obsèques civiles auront lieu le samedi 25 mai, à 15 heures, à l'hôtel de ville de Lomme, suivies de l'inhumation au cimetière du Marais, dans le caveau de famille.

Assemblée à l'hôtel de ville dès 14 heures.

La famille ne recevra pas de condoléances, votre présence en tenant lieu.

Vous pouvez lui rendre un dernier hommage à l'hôtel de ville, le vendredi 24 mai, de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 heures, samedi 25 mai, de 9 heures à 12 heures.

Dans l'attente de ses funérailles, M. Arthur Notebart repose aux salons funéraires Michel-Bourrez, 743, avenue de Dunkerque, à Lomme.

Visites : jeudi, de 9 heures à 18 h 30 (parking privé rue Fernand-Guilbert).

Hôtel de ville, avenue de la République, 59160 Lomme.

– Le docteur et M^{me} Olivier Sabouraud, ont la tristesse de faire part du décès de leur sœur et belle-sœur,

Brigitte SABOURAUD,

survenu le 19 mai 2002.

Les obsèques auront lieu vendredi 24 mai, à 16 h 45, au cimetière de Chaville (Hauts-de-Seine).

3, quai Chateaubriand, 35000 Rennes.

– M^{me} Claude Schmid, née Denise Buriat, son épouse, Catherine et Pierre Grémion, Christine et Patrick Schmid, Claire et Olivier Schmid, ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le retour au Père de

M. Claude SCHMID.

Il s'est endormi dans la paix du Seigneur, entouré des siens, le 21 mai 2002, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 25 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue de Versailles, 75016 Paris.

– Jacques Siros, son époux, Michel et Monique Siros, ses enfants, Frédéric et Soraida Siros, Adrien et Anne Siros, ses petits-enfants, Luana et Casimir, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Andrée SIROS, née **PROULLE,**

survenu le 13 mai 2002, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

14, avenue de Guyenne, 92160 Antony.

– Jacques et Catherine Théréné, ses parents, Caroline et Frédéric, Véronique et Christian, ses sœurs et beaux-frères, Thomas, Marie, Yves et Tanguy, sa nièce et ses neveux, Et toute sa famille, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de

Anne THÉRÉNÉ, psychiatre,

le 14 mai 2002, à Montpellier.

Une messe sera célébrée en souvenir, le samedi 25 mai, à 16 heures, en l'église Sainte-Cécile, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

– Bernard, Marie-France, Yves, ses enfants, Flore, Corinne, Armelle, Cécile et Rémi, ses petits-enfants, Victor, Oscar et Luan, ses arrière-petits-enfants, Les familles Tournois et Laxionnaire, ont la douleur d'informer du décès, survenu le 21 mai 2002, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

Jacqueline TOURNOIS, née **BENNEVALD,** pianiste, officier des Palmes académiques.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale.

Elle repose en paix dans l'éternité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^e Yves Tournois, 4, rue Dumont-d'Urville, 75116 Paris.

– Le président de l'université Lumière-Lyon-II, La directrice de l'Institut de psychologie, Les membres du LEACM, Ses collègues, ont le regret de faire part de la disparition de

Luis VASQUEZ.

Une cérémonie religieuse a eu lieu en l'église du Bourg-de-Veauce (près de Saint-Etienne), le jeudi 23 mai 2002, à 10 heures.

Des dons destinés aux enfants d'un orphelinat au Chili et aux enfants de l'hôpital Nord de Saint-Etienne peuvent être envoyés à : M. Jean Barbier, curé de Veauce, 42340 Eglise de Veauce.

– M. Thierry Louf, M^{me} Myriam Frenkiel, M. et M^{me} Ary Frenkiel et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain ROIZENBLAT,

survenu le 13 mai 2002, à Cannes, où ont eu lieu les obsèques, dans la plus stricte intimité.

Rectificatifs

– Dans l'avis de décès de

Claude BLANC-VERNANT, dite « Coka »,

paru dans la page Carnet daté 22 mai 2002, il fallait lire :

« Et ses fidèles amis qui l'ont tant entourée. »

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, le 24 mai 1992,

Danièle HUET-WEILLER

nous quittait prématurément.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une douce pensée pour elle.

Conférences

Vendredi 24 mai, 20 h 15 à 21 h 30, « L'éveil des pouvoirs latents - psychiques et spirituels ».

Samedi 25 mai, de 14 heures à 18 heures précises, **SÉMINAIRE « Le pouvoir magique de la pensée et du cœur »** Loge unie des théosophes, 11 *bis*, rue Kepler, Paris-16^e. Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87. www.theosophie.asso.fr

Société française de philosophie, professeur **Domenico Losurdo**, « **Le vrai et le faux : philosophie et histoire après Hegel et Marx.** » Samedi 25 mai 2002, à 16 h 30, Sorbonne, amphithéâtre Michelet, 46, rue Saint-Jacques, Paris.

– **Conférences de l'Etoile : Sept écrivains devant Dieu.** Sept mercredis de suite, à 20 h 30. Le 5 juin : Saint-Exupéry, avec André Devaux.

Le 12 juin : Dostoievski, avec Michel Eltchaninoff.

Le 19 juin : Simone Weil, avec Robert Chenavier.

Le 26 juin : Christian Bobin, avec Guy Coq.

Le 3 juillet : Khalil Gibran, avec J.-P. Dahdah.

Le 10 juillet : Charles Péguy, avec Michel Leplay.

Le 17 juillet : Victor Hugo, avec Emmanuel Godo.

A l'église protestante de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Libre participation aux frais.

– **Ruth Millikan**, professeur à l'université du Connecticut, prononcera cette année les **Conférences Jean-Nicod de philosophie cognitive**, et recevra le prix du même nom. Première conférence : « *Varieties of meaning* », le lundi 27 mai 2002, à 16 heures, au CNRS, 3, rue Michel-Ange, Paris-16^e. Renseignements : 01-53-59-32-80 (l'après-midi), ou www.institutnicod.org.

Conférences-Débats

– « **La remise en cause de la psychiatrie aujourd'hui** ». Maison des polytechniciens, 12, rue de Poitiers, Paris-7^e. Samedi 25 mai 2002, à 14 heures, entrée libre. Renseignements au CCDH : 01-40-01-09-70.

Cours

PHOTOGRAPHIE Cours technique et théorique. Labo NB, l'art du tirage NB, analyse de l'image, réflexion. **Atelier recherche et création, pH Neutre.** Tél. : 01-43-61-47-60.

Séminaires

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Université d'été sur l'enseignement de l'histoire de la Shoah pour les professeurs des lycées et collèges, toutes disciplines confondues, du 7 au 12 juillet 2002, à Paris, animée par des spécialistes. Avec le soutien de l'APHG. Renseignements et inscriptions au Centre de documentation juive contemporaine, au 01-42-77-44-72.

Soutenances de thèse

AUJOURD'HUI

SPORTS

Après la mise hors course, mardi 21 mai, de **STEFANO GARZELLI** (Mapei), contrôlé positif à la probénécide (un diurétique masquant), alors qu'il portait le **MAILLOT ROSE** de leader, et la révélation d'un

contrôle positif à la cocaïne effectué sur **GILBERTO SIMONI** (Saeco), vainqueur de l'édition 2001 de l'épreuve, le 24 avril, le **TOUR D'ITALIE** se trouve une nouvelle fois empêtré dans les affaires de dopage. La

multiplication des cas – deux autres coureurs, Faat Zakirov (Panaria) et Roberto Sgambelluri (Mercatone Uno), ont été **EXCLUS** après qu'il ont été contrôlés non-négatifs – pourrait permettre à une sixième

équipe française de participer au **TOUR DE FRANCE**, les organisateurs de la Grande Boucle se réservant le droit de récuser toute équipe invitée touchée par le dopage, ce qui est le cas de la formation Saeco.

Les cas de dopage du Giro rendent espoirs aux équipes françaises

Cyclisme • Gilberto Simoni a été contrôlé positif à la cocaïne fin avril. Son équipe, Saeco, est une des bénéficiaires des cinq invitations délivrées par le Tour de France. Présentes au Grand Prix Midi libre, les équipes françaises BigMat Auber et Delatour, non retenues, espèrent

CARCASSONNE (Aude)
de notre envoyé spécial

Mercredi 22 mai en fin de matinée, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Autour des véhicules des équipes cyclistes qui s'apprêtaient à prendre le départ de la première étape de la 54^e édition du Grand Prix Midi libre (Salses-le-Château-Carcassonne, emportée par l'Australien Baden Cooke de la Française des jeux), toutes les conversations ont tourné autour de ce seul sujet : l'annonce d'un contrôle antidopage « non négatif » à la cocaïne pour l'Italien Gilberto Simoni, qui avait été faite quelques minutes plus tôt par son équipe, Saeco, depuis Maddaloni, ville-départ de la 10^e étape du Tour d'Italie.

Le coureur transalpin, vainqueur du Giro 2001, a subi un contrôle inopiné diligent par l'Agence mondiale antidopage (AMA) le 24 avril, à la veille du départ du Tour du Trentin. L'équipe Saeco a été avertie du résultat de l'analyse mardi 21 mai dans la soirée par l'Union cycliste internationale (UCI).

Gilberto Simoni (30 ans), qui a malgré tout pris le départ, mercredi 22 mai, de la 10^e étape d'un Giro dont il occupait la 8^e place, s'est



Gilberto Simoni (Saeco), vainqueur du Giro 2001, a été contrôlé positif à la cocaïne le 24 avril. Mercredi 22 mai, avant le départ de la 10^e étape du Tour d'Italie, il a tenu une conférence de presse pour expliquer ce résultat. « à une visite à [son] dentiste ».

défendu en déclarant que ce test positif était dû à « une visite à [son] dentiste cet après-midi-là ». « Nous sommes sûrs que c'est un accident », a assuré Claudio Corti, le manager de la formation Saeco. Nous aurons à montrer tous les documents du dentiste. J'espère que nous les aurons le plus rapidement possible. » « La cocaïne est utilisée comme anesthésique local dans les soins dentaires et ORL, mais son usage est interdit par le règlement », a tenu à rappeler l'UCI, qui a souligné que l'information sur ce contrôle positif a été transmise à la Fédération italienne de cyclisme afin que le coureur puisse être entendu et qu'une décision soit prise « en temps utile ».

Venant après l'affaire Stefano Garzelli (Mapei) – le vainqueur du Giro 2000, exclu de l'édition 2002 après avoir été contrôlé positif à la probénécide (diurétique) lors de la deuxième étape, le 13 mai à Liège – et les arrestations de coureurs pour trafic de substances dopantes auxquelles a procédé un procureur de Brescia, la révélation du cas Simoni a conduit le Comité national olympique italien (CONI) à convoquer une réunion extraordinaire le 2 juin, après

le Giro, « pour étudier les solutions possibles » pour le cyclisme.

En France, cette nouvelle affaire italienne a trouvé d'autant plus d'écho que Saeco a bénéficié d'une des cinq invitations délivrées, début mai, par la société Amaury Sport Organisation (ASO) pour le Tour de France. « On ne peut pas s'empêcher de penser à BigMat Auber 93 et à Delatour », a

relevé Philippe Raimbaud, le manager de l'équipe Bonjour qui, tout comme les autres formations françaises AG2r Prévoyance, Crédit agricole et Française des jeux a reçu le Midi libre. Sitôt informé de l'affaire Simoni, Michel Gros, directeur sportif de l'équipe Delatour, un brin goguenard, n'a pas hésité à en pointer les possibles conséquences : « Cela va faire de la place pour le Tour de France

« Ils ont eu du nez pour leurs invitations au Tour », n'a pas manqué d'ironiser Thierry Bourguignon, directeur sportif de BigMat Auber sur le Midi libre. Sitôt informé de l'affaire Simoni, Michel Gros, directeur sportif de l'équipe Delatour, un brin goguenard, n'a pas hésité à en pointer les possibles conséquences : « Cela va faire de la place pour le Tour de France

alors ! » « Si cela devait être le cas, nous serions prêts à aller », a renchéri Jean-Pierre Fréty, PDG de la société Delatour, tout en assurant, prudent : « Nous n'attendons pas cela quand même. Il ne faut pas se réjouir de ce qui se passe là. Nous estimons que nous avons une équipe qui, de toute façon, avait sa place sur le Tour. »

« UN VRAI CAS DE CONSCIENCE »
Thierry Bourguignon n'a pas voulu non plus s'emballer trop vite : « Je ne crois plus au Père Noël depuis longtemps, mais je suis prêt à prendre le cadeau s'il tombe du ciel. » « C'est un vrai cas de conscience qui se pose là pour le Tour de France », a considéré Philippe Raimbaud, s'interrogeant sur l'attitude qui sera adoptée : « Va-t-on prendre un masque à gaz ou regarder les choses en face ? » Pour le manager de l'équipe Bonjour, « cela serait bien s'il y avait un symbole fort qui était délivré à cette occasion. J'espère que la main de Jean-Marie Leblanc ne tremblera pas. »

En 1999, les organisateurs du Tour de France avaient, peu de temps avant le départ de l'épreuve, récuser l'équipe italienne Vini Caldirola au motif que son leader, Sergueï Honchar, avait été suspendu quinze jours (hématocrite supérieur au seuil toléré de 50 %). Gilberto Simoni est l'un des leaders de Saeco et c'est sa présence au prochain Tour de France qui a motivé l'attribution d'une invitation à son équipe.

Philippe Le Cœur

Dario Frigo se dopait aussi à l'eau salée

Deux fioles d'une solution salée, sans aucun effet dopant, figuraient dans le lot des produits saisis dans la chambre du coureur italien Dario Frigo, lors de la descente de la police des stupéfiants sur le Tour d'Italie cycliste, le 6 juin 2001. Les fioles avaient été saisies en même temps que des pansements à libération lente de testostérone et une seringue usagée contenant des traces d'hormone de croissance (Gh). Elles portaient l'étiquette « hemassist », de l'hémoglobine de synthèse qui permet une meilleure oxygénation des muscles. Mais il s'était vite révélé qu'il ne pouvait s'agir de ce produit, parce qu'il n'était pas rouge, et parce qu'il aurait dû être conservé à -60 °C. Dario Frigo, 28 ans, avait été exclu sur-le-champ de sa formation, Fassa Bortolo, en application de son règlement interne. Il avait ensuite été suspendu pour six mois par la commission de discipline de la Fédération italienne de cyclisme, le 11 septembre, peine qu'il a purgée.

TROIS QUESTIONS À... JEAN-MARIE LEBLANC

1 Vous êtes directeur du Tour de France : que vous inspirent les affaires de dopage qui empoisonnent le Tour d'Italie ?

Une réaction de compassion et de solidarité avec mon collègue Carmine Castellano, patron du Giro, car nous, organisateurs, avons peu de prise et de responsabilité dans ce genre d'affaires. En 2002, il a Stefano Garzelli et Gilberto Simoni positifs ; en 2001, c'était le « blitz » et l'exclusion de Dario Frigo, et l'année d'avant, celle de Marco Pantani... Mais ces affaires prouvent que les contrôles souvent taxés de lenteur ou d'inefficacité doivent être poursuivis. Elles prouvent aussi qu'il reste

des irresponsables irréductibles. S'agit-il de coureurs, de directeurs sportifs, de médecins ou de soigneurs ? On n'en sait rien, mais c'est inacceptable.

2 L'équipe de Simoni a reçu une invitation au Tour de France motivée en partie par sa présence, or la Société du Tour se réservait la possibilité de récuser toute équipe touchée par le dopage. Qu'en est-il ?

Simoni dit que son contrôle à la cocaïne serait la conséquence d'une intervention dentaire. C'est plausible, aussi nous gardons-nous de toute réaction définitive. Nous attendons le résultat de la contre-expertise, que nous espé-

rons rapide, pour nous permettre de prendre une décision. Mais, s'il était suspendu, nous reconsidérerions la participation de la Saeco, qui, privée de son leader, n'aurait plus la même valeur. Ce serait regrettable dans la mesure où il est un des principaux rivaux de Lance Armstrong. Nous n'avons pas encore réfléchi à l'identité des équipes que nous inviterions à la place. J'ai bien un sentiment personnel, mais il est vain et prématuré de spéculer pour l'instant.

3 Six équipes italiennes figurent actuellement dans la liste des participants au Tour de France ; au vu des événements du Giro, avez-vous des regrets ?

« Ce qui se passe en Italie m'inspire une certaine circonspection. Si Simoni était confirmé positif, nous n'aurions sûrement pas envie d'ouvrir la porte à une autre équipe italienne [Acqua e Sapone, l'équipe de Mario Cipollini, avait sollicité sans succès une wild card, ainsi que les équipes Gerolsteiner et Team Coast, et les formations françaises BigMat-Auber 93 et Jean Delatour]. On a malheureusement la confirmation, avec ces nouvelles affaires, que le mal nous vient à nouveau d'Italie. »

Propos recueillis par Patricia Jolly

L'« affaire » Thierry Henry pimente le séjour japonais des Bleus

Football • Les douleurs au genou droit de l'attaquant provoquent l'inquiétude et la colère du sélectionneur, Roger Lemerre

IBUSUKI (Japon)
de notre envoyé spécial

Thierry Henry, l'attaquant de l'équipe de France, participera bien à la Coupe du monde. Pas question, dans l'immédiat, pour les Bleus, d'envisager un forfait du joueur d'Arsenal, diminué par une douleur au genou droit. « Je n'ai aucune inquiétude quant à la nature de sa blessure », a affirmé le sélectionneur Roger Lemerre, jeudi 23 mai. Le médecin de l'équipe de France, le docteur Jean-Marcel Ferret, a ajouté que, « si quelques joueurs avaient des soucis, il n'y avait rien de bien méchant ». Il fallait bien ces deux interventions pour mettre fin au psychodrame qui a agité le petit monde des Bleus, mercredi 22 mai.

Vers 18 h 30, Roger Lemerre, à l'issue d'un match contre les Urawa Reds qui s'est soldé par une large victoire française (5-1), buts de Johan Micoud, Djibril Cissé et Youri Djorkaëff à trois reprises), se lance dans l'une de ces déclarations dont il a le secret. « Je suis soucieux, dit-il, le groupe est soucieux. Il y a des incertitudes au niveau de l'état des joueurs. » Cette rencontre, qui a vu la paire Djorkaëff-Cissé briller de mille feux, s'est déroulée en l'absence de Thierry Henry, David Treze-

guet et Lilian Thuram. Les Bleus se sont quand même promenés, face à une très faible opposition.

Et le sélectionneur d'enchaîner, à propos de Thierry Henry : « On est un peu dubitatif, on va faire un test dimanche 26 mai contre la Corée. Il faudra que l'on prenne une décision logique, cohérente. Mais si nous ne sommes pas rassurés dimanche, nous serons alors très ennuyés. » Une formule qui peut laisser planer l'incertitude sur la participation de Thierry Henry au Mondial, sachant que Roger Lemerre a encore la possibilité, en cas de blessure, de faire appel à l'un des joueurs laissés en réserve de la République : Nicolas Anelka, Steve Marlet ou Eric Carrière.

COMMUNIQUÉ RAGEUR

La déclaration, répercutée en France, fait des ravages au Japon. Les coups de fil inondent l'hôtel des Bleus, Thierry Henry est touché au moral. D'autant qu'il sent le jeune Djibril Cissé, impressionnant de puissance et de facilité contre les Urawa Reds, commencer à lui faire de l'ombre. Dans la nuit, conscients des dégâts, les entraîneurs des Bleus se fendent d'un communiqué : « Le staff s'élève contre ces interpré-

tations gratuites et précise que, pour le moment, la présence de Thierry Henry dans le groupe France ne fait aucun doute. »

Fin de l'épisode, jeudi matin, avec la mise au point définitive de Roger Lemerre, en colère contre la presse, et peut-être aussi un peu contre lui-même. Il n'est resté pas moins que cinq joueurs sont encore sur le flanc : Thierry Henry, donc, mais aussi David Trezeguet, Lilian Thuram, Alain Boghossian et Philippe Christanval. Ce qui fait beaucoup, à dix jours du match d'ouverture, France-Sénégal. La cause : une saison démentielle, l'appétit financier des clubs mais aussi une Coupe du monde programmée très tôt pour éviter les torrentielles pluies asiati-

ques. Le club d'Arsenal, en faisant jouer à un Thierry Henry déjà blessé le dernier match de la saison anglaise, n'a pas non plus rendu service à Roger Lemerre, déjà privé du milieu de terrain des Gunners, Robert Pirès, touché, lui, au point d'être contraint au forfait. Et dire qu'Arsène Wenger, le manager londonien, a reproché à Roger Lemerre d'avoir emmené en Australie pour un simple match amical (1-1) trois de ses joueurs fétiches : Thierry Henry, Robert Pirès et Sylvain Wiltord.

Heureusement, tel Zorro, Zinedine Zidane est arrivé au Japon, lui dont Roger Lemerre, en amoureux transi, assure qu'il a « le plus beau sourire du monde ». Jeudi 23 mai, la star du Real

Madrid a confié sa joie de « retrouver ses potes ». Et, sous les flashes des photographes japonais, il a fait le point sur son état d'esprit : « Ma préoccupation, c'est France-Sénégal. Notre premier tour est plus difficile qu'en 1998. Faire le triplé Coupe du monde 1998-Championnat d'Europe 2000-Coupe du monde 2002, c'est difficile, mais pas inaccessible. Il faut garder notre état d'esprit, un mélange de décontraction et de sérieux, pour être bon sur le terrain. »

En capitaine, Marcel Desailly, qui aimerait s'inspirer de l'esprit des samourais japonais, s'est ensuite attaché à rassurer les supporters des Bleus : « Le groupe vit bien, il n'est pas inquiet. La défaite de France-Belgique ? En 2000, on était passé près de la catastrophe lors des matches de qualification à l'Euro. Et on avait fini par gagner la compétition. » La pression du résultat, Marcel Desailly la ressent pourtant. « Les gens nous mettent en difficulté avec cette espérance, confie-t-il. Nous, on est conscient des difficultés. Et si on perd, ce ne sera pas la fin du monde. L'exceptionnel, on l'a déjà atteint. Mais si on peut prolonger le plaisir... »

Gérard Davet

L'entraîneur belge est démissionnaire

La victoire sur les Bleus acquise (2-1), samedi 18 janvier, au Stade de France n'aurait pas suffi à amener la sérénité au sein de l'équipe nationale belge : mercredi 22 mai, alors que les Diables rouges gagnaient Roissy pour s'envoler vers le Japon, la Fédération belge annonçait le prochain départ de son entraîneur, Robert Waseige. Créant une situation inédite, ce dernier a signé avec le Standard de Liège, un club qu'il a déjà entraîné à deux reprises. En conflit avec certains sponsors et une partie de la presse, Robert Waseige, 63 ans, n'aurait pas obtenu toutes les garanties qu'il désirait pour rester à la tête de l'équipe nationale et quittera donc son poste à l'issue de la Coupe du monde, où la Belgique figure dans le groupe H, en compagnie de la Russie, du Japon et de la Tunisie. Le nom d'Eric Gerets, ex-entraîneur du PSV Eindhoven, revient avec insistance dans les pronostics quant à la succession de Waseige. — (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ FOOTBALL : l'équipe de France Espoirs connaît son adversaire pour les demi-finales du championnat d'Europe en Suisse. Les joueurs de Raymond Domenech rencontreront la Suisse, samedi 25 mai, à Bâle. Les Helvètes ont terminé deuxième du groupe A en faisant match nul, mercredi 22 mai, contre l'Italie (0-0). Les Italiens, premiers de la poule, affronteront, samedi, à Zurich, la République tchèque, qui avait perdu son premier match, contre la France (2-0) avant de battre la Belgique (1-0) et de faire match nul avec la Grèce (1-1).

■ LOTO : résultats des tirages n° 41 effectués mercredi 22 mai. Premier tirage : 19, 28, 34, 42, 46, 49 ; numéro complémentaire : 41. Rapports pour 6 numéros : 848 238,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 42 750,90 € ; 5 numéros : 1 012,40 € ; 4 numéros et le complémentaire : 47,80 € ; 4 numéros : 23,90 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5,00 € ; 3 numéros : 2,50 €.

Second tirage : 9, 22, 31, 36, 39, 43 ; numéro complémentaire : 46. Rapports pour 6 numéros : 1 828 588,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 42 750,90 € ; 5 numéros : 1 140,10 € ; 4 numéros et le complémentaire : 52,20 € ; 4 numéros : 26,10 € ; 3 numéros et le complémentaire : 5,20 € ; 3 numéros : 2,60 €.

L'océan souterrain d'Europe, un des satellites de Jupiter, serait bien moins accessible que prévu

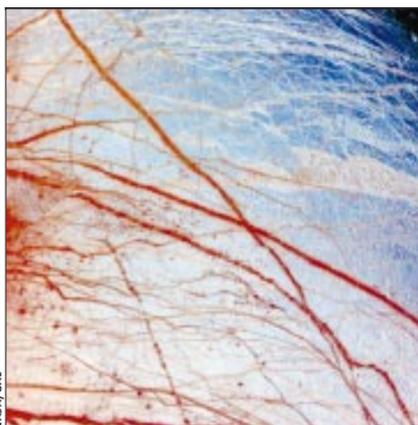
Une étude de l'Institut lunaire et planétaire de Houston suggère que la banquise de surface mesurerait une vingtaine de kilomètres d'épaisseur

POUR EUROPE, un des quatre principaux satellites de Jupiter découverts par Galilée en 1610, les exobiologistes ont, depuis quelques années, les yeux de Chimène. Spécialisés dans la recherche des conditions favorables à la vie ailleurs que sur notre Terre, ces scientifiques la scrutent sous toutes les coutures. Et, de coutures, cette lune jovienne n'est pas avare. Envoyées en 1979 par les sondes américaines Voyager, les premières images de ce corps lointain révélaient une boule de glace sans grand relief mais parcourue d'étonnantes et innombrables balafres.

Les photographies prises depuis 1995 par la sonde Galileo ont confirmé ce que les astronomes supputaient : présentant un visage analogue à nos régions de banquise, Europe pourrait bien receler un immense océan sous-jacent, et donc quantité d'eau, cette matière indispensable à la vie, le saint Graal des exobiologistes. Par ailleurs, le faible nombre de cratères visibles sur la glace semble indiquer un remodelage récent de la surface. Et les chercheurs d'imaginer des remontées de liquide souterrain alimentant un renouvellement lent mais permanent de la croûte glacée. Un autre élément concorde avec l'hypothèse d'un océan caché : le champ magnétique du satellite, qui pourrait parfaitement être généré par une vaste étendue d'eau salée, maintenue à l'état liquide grâce à l'énergie que produisent les effets de marée dus au voisinage de la géante Jupiter et des autres lunes.

SCÉNARIO DE SCIENCE-FICTION

Jusqu'à présent, les astronomes estimaient généralement que la banquise mesurerait de 3 à 10 kilomètres d'épaisseur. Ce qui permettait de rêver à une mission spatiale futuriste, déposant à la surface d'Europe une machine affublée du doux nom de « cryobot ». Ce robot du froid ferait fondre la glace sous lui et, petit à petit, s'enfon-



Pris par Galileo en 1996, ce cliché d'Europe montre, en fausses couleurs, les différences de terrain. Les tons bleus correspondent à de la glace pure, les rouges indiquent la présence d'autres éléments amenés soit par des astéroïdes, soit par des remontées de matériau le long des lignes de fracture.

cerait dans les profondeurs gelées, jusqu'à atteindre le fameux océan. A ce moment, la machine foreuse larguerait un second engin, l'« hydrobot », sorte de sous-marin miniature chargé d'explorer les eaux d'Europe.

Malheureusement, ce magnifique scénario de science-fiction risque fort d'être remis en question par les conclusions d'une étude parue dans l'hebdomadaire britannique *Nature* du 23 mai, qui donne une épaisseur de glace bien plus importante. Paul Schenk, de l'Institut lunaire et planétaire de Houston (Texas), a analysé la forme des différents cratères présents à la surface d'Europe, tels qu'on les voit sur les images des sondes Voyager et Galileo. La morphologie de ces structures, créées par l'impact d'astéroïdes, témoigne des propriétés du terrain sur lequel elles s'impriment.

Paul Schenk a ainsi catalogué tous les cratères de plus d'un kilomètre de diamètre, et mesuré la profondeur de tous les cratères récents de plus de cent mètres de diamètre. En dépouillant ces données, ce spécialiste de la géologie des satellites galiléens s'est aperçu qu'au-dessus d'une certaine taille les cratères d'Europe présentaient une forme tout à fait spéciale,

unique parmi les lunes de Jupiter : des bassins peu profonds, entourés non pas d'un cercle aux bords surélevés, mais de plusieurs anneaux peu marqués, faisant sonner aux rides concentriques qui naissent à la surface d'un étang lorsqu'on y jette une pierre.

D'après Paul Schenk, cette particularité « pourrait indiquer le début de l'influence d'un océan planétaire » et s'expliquerait par

l'impact d'un astéroïde de bonne taille sur une croûte superficielle fragile recouvrant un fluide. Cependant, les calculs de ce géologue le conduisent à penser que ladite croûte mesure 19 à 25 kilomètres d'épaisseur... au minimum. Ce qui pourrait avoir deux conséquences majeures. Primo, empêcher les échanges entre l'océan enfoui et la surface. Secundo, contrecarrer le projet « cryobot », car il est pour l'instant inconcevable que ce type d'engin puisse percer une si imposante banquise.

Néanmoins, cette étude n'invalide absolument pas l'idée de la NASA d'envoyer, en 2008 (avec arrivée dans le système jovien en 2010), un satellite en orbite autour d'Europe. Celui-ci aurait pour mission de déterminer, grâce à un radar, à quelle profondeur exacte se situe l'océan promis, et si cette profondeur varie ou non suivant la latitude et la longitude. Car, pour convaincre qu'ils semblent, les chiffres de Paul Schenk ne sont jamais que des mesures indirectes sur un nombre restreint de sites.

Pierre Barthélémy



Le Louvre sous l'œil de SPOT-5

LANCÉ par une fusée Ariane-4 le 4 mai, le satellite français d'observation de la Terre SPOT-5 se porte bien et fournit ses premières images, comme, ici, le cœur de Paris vu de l'espace. Sur cette photographie centrée sur le Musée du Louvre, on distingue la pyramide de verre, l'Arc de triomphe du carrousel, le jardin des Tuileries, prolongé à l'ouest par la place de la Concorde. Rive gauche, face aux Tuileries, on aperçoit un grand bâtiment clair : le musée d'Orsay. SPOT-5 a été construit sur commande du Centre national d'études spatiales par la société Astrium. Par rapport à ses prédécesseurs, dont trois sont toujours opérationnels, cet engin fournit des images d'une résolution nettement améliorée puisque celle-ci, dans le mode optimal, passe de 10 mètres à 2,5 mètres.

Des moustiques pour lutter contre le paludisme

POUR la première fois, des chercheurs sont parvenus à modifier génétiquement des moustiques de façon à les rendre impuissants à transmettre le paludisme. Les efforts pour vaincre cette maladie parasitaire – qui tue entre 0,7 et 2,7 millions de personnes par an, et dont les ravages en Afrique ne font qu'augmenter – se heurtent depuis toujours à de multiples obstacles. Résistance de *Plasmodium falciparum* (l'agent du paludisme) aux médicaments, résistance des moustiques aux insecticides, absence de tout vaccin efficace – sans parler de la faiblesse des crédits occidentaux dédiés à cette recherche. Dans ce contexte, les travaux que vient de publier la revue *Nature* (datée du 23 mai) apportent une petite lueur d'espoir. Publiés par des généticiens de l'université Case Western Reserve de Cleveland (Ohio), ils montrent qu'il est désormais possible d'introduire dans les cellules reproductrices de deux types de moustiques (culicidés et anophèles) des gènes étrangers, qui commandent la synthèse d'une molécule bloquant le développement de *Plasmodium*. Les moustiques transgéniques nés de cette manipulation ont perdu 80 % de leur efficacité à transmettre la maladie chez la souris.

Des vents de 320 000 km/h parcourent l'atmosphère solaire

L'**ATMOSPHÈRE** solaire est parcourue de vents constitués de particules électrisées qui circulent à la vitesse de 320 000 km/h. Cette découverte a été faite par une équipe d'astronomes du Centre d'astrophysique Harvard-Smithsonian de Cambridge (Massachusetts), travaillant sur des données recueillies par les satellites TRACE (NASA) et SOHO (ESA/NASA). Ces vents et les orages qui agitent l'atmosphère solaire sont si intenses qu'ils sont plus importants que la gravité, et déterminent la densité de l'atmosphère du Soleil. La gravité du Soleil à sa surface visible est environ 28 fois plus importante que celle de la surface de la Terre. « Cette découverte modifie donc complètement notre compréhension des protubérances en boucle qui sont présentes à la surface de la couronne solaire », explique l'un des chercheurs qui publient leurs travaux dans *Astrophysical Journal*.

DÉPÊCHE

■ **ARCHÉOLOGIE** : une mission égyptienne a découvert une tombe contenant une momie intacte dans la vallée des Momies à Bahariya (400 km au sud-ouest du Caire), a annoncé, lundi 20 mai, Zahi Hawwas, le secrétaire général du Conseil supérieur des antiquités. Les radiographies de la momie – qui date du VII^e ou du VI^e siècle avant Jésus-Christ – « ont montré qu'elle renfermait plusieurs amulettes sacrées, notamment le traditionnel scarabée placé à la place du cœur », a précisé M. Hawwas. Selon lui, le sarcophage appartient probablement à une personnalité, car il est taillé dans du calcaire, un matériau introuvable dans cette région. La pierre a sûrement dû être acheminée par un bateau suivant le cours du Nil, puis tirée sur un traîneau. La Vallée des momies, une immense nécropole de près de 10 000 sépultures, a été mise au jour en 1999. – (AFP.)



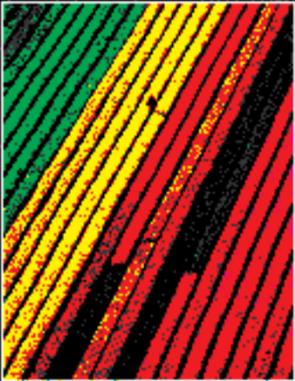
PARIS MATCH

MONICA BELLUCCI

Le choc de Cannes

VIOLÉE ET VENGEÉE DANS « IRREVERSIBLE ». DES SCÈNES INSOUTENABLES

Spécial 32 pages



L'EUROPE VUE DU CIEL
par Yann Arthus-Bertrand



De Venise à la Finlande, de l'Irlande à Gibraltar
DES PHOTOS EXCEPTIONNELLES
 Un supplément de 32 pages par Yann Arthus-Bertrand

Des cédéroms toujours plus ludiques pour les enfants

Finis les titres éducatifs trop rébarbatifs. Les enfants sont à la recherche de jeux de découverte favorisant l'interactivité et un apprentissage sans lourdeurs

Le Monde INTERACTIF

TRADITIONNELLEMENT destinés aux adolescents ou aux jeunes adultes, les logiciels ludiques ont aujourd'hui élargi leur audience. Au point que même les bébés de 12 mois peuvent s'y mettre grâce à des jeux adaptés à l'éveil de la génération couches-culottes. Pour les éditeurs, cette volonté de proposer des jeux pour les enfants n'est pas anodine. Elle permet de familiariser ces derniers avec des personnages et des pratiques de jeux qui pourront les accompagner jusqu'à l'âge de 12 ans. Et le succès est au rendez-vous.

En 2001, les logiciels destinés aux enfants de moins de 12 ans, regroupés dans la catégorie éducation, ont représenté 21 % des ventes totales de cédéroms en France, selon l'institut d'étude de marché GFK. Soit 2,5 millions de logiciels vendus. « La catégorie éducation a explosé ces trois dernières années et cela grâce à la forte progression du segment ludo-éducatif », commente Estelle Meimoune, analyste chez GFK. Les autres logiciels éducation, lecture, apprentissage des langues ou soutien scolaire, connaissent quant à eux un déclin régulier. Car la tendance de ce marché est en train d'évoluer. Plus question d'apprendre sans s'amuser. Ni de retrouver devant son écran les fastidieux cours du tableau noir.

Cette demande pour des contenus toujours plus ludiques de la part des écoliers du primaire et des petites classes du collège est récente. « Les enfants de plus de 6 ans rejettent les titres trop éducatifs et préfèrent les jeux de découverte, qui leur permettent par ailleurs d'acquiescer diverses compétences, souvent non scolaires, et cela sans qu'ils s'en rendent compte », explique Christophe Authiat, responsable produits à la Fnac juniors. Parmi les meilleures ventes de logiciels ludo-éducatifs, on trouve toutefois des titres avec un contenu pédagogique fort, comme la série des Adibou. Le succès de la gamme phare de Vivendi Universal Interactive Publishing, qui arrive systématiquement dans le peloton de tête des ventes, tous âges con-

fondus, n'est pourtant qu'un épiphénomène, selon Christophe Authiat, « Les Adibou sont des titres à part, au contenu remarquablement complet, autant ludique qu'éducatif. Les autres gammes qui ont voulu l'imiter ne marchent pas aussi bien auprès des 6-12 ans. »

AUTOUR DU DESSIN ANIMÉ

Quels sont alors les cédéroms qu'il faut offrir aux joueurs en herbe pour ne pas risquer de les laisser ? La solution de facilité consiste à piocher parmi les nombreux titres construits autour de personnages de dessins animés ou de

tions Bayard Presse, retrouvent avec plaisir les aventures de Tom-Tom et Nana, ou de l'inspecteur Bayard, sur l'écran de l'ordinateur.

Chez Emme Interactive, qui édite de nombreux cédéroms créés à partir de livres connus comme les aventures du poisson Arc-en-ciel ou de la petite souris Justine, la collection qui marche le mieux est une création propre aux studios internes de la marque. La série de L'Oncle Ernest, composée de trois titres, s'est ainsi vendue à plus de 300 000 exemplaires dans le monde depuis 1998, date de sortie de la première aventure de cet oncle

un pas supplémentaire avec Kipulkai, un jeu destiné aux 7-13 ans, qui les plonge dans un univers virtuel qui prolonge l'aventure ludo-éducative sur un site Internet (www.kipulkai.fr).

Le Voyage autour du Monde de Paddington (Minscape, 34,99 €) mais aussi la dernière aventure du souriceau Artus, Artus et le vaisseau fantôme (Hachette Multimédia, 37,95 €), créée par la Réunion des Musées nationaux en partenariat avec Gyosa Production, symbolisent bien ce phénomène. Ces deux jeux proposent ainsi aux enfants, dès 5 ans, de suivre les personnages dans des aventures graphiquement très réussies et bien scénarisées. Pour les plus grands, à partir de 8 ans, le titre Zoombinis 2, Mission au Sommet (Minscape, 34,99 €) et la version 2 de Mais où se cache Carmen San Diego ? (TLC-Edusoft, 30,03 €) répondent aux mêmes exigences de dépaysement et d'interactivité. Quant au titre Égypte Kids (Cryo, RMN, 30,34 €), il transporte les enfants à partir de 7 ans dans le monde mystérieux des pharaons où ils s'exalteront de péripéties d'un autre temps. Une manière habile de concilier apprentissage de l'histoire et activité ludique.

Enfin, les enfants qui souhaitent laisser la pédagogie dans leur cartable peuvent toujours se rabattre sur l'inévitable Harry Potter à l'École des sorciers (Electronic Arts, 45,58 €). Dérivé du livre, ce titre est l'un des rares logiciels classés dans la catégorie « jeux » du panel GFK et néanmoins jouable dès 7 ans. Vivendi s'est donc lancé dans l'édition de cédéroms purement ludiques à destination des 10 ans et plus. Sabrina, l'apprentie sorcière (30,34 €), jeu d'action adapté de la série télévisée, a ainsi su séduire les petites filles. Bien plus que Barbie. « L'idéal, estime Thomas Pinson, serait de créer un sous-segment "jeu" avec des titres dissociables des cédéroms ludo-éducatifs et néanmoins adaptés aux enfants. » La demande croissante pour des jeux réellement enfantins et l'exigence d'une véritable scénarisation de l'apprentissage faciliteront l'apparition d'une telle catégorie.

Yvonne Debeaumarché

Peu de ludo-éducatif sur les consoles de jeux

Dans le domaine des jeux ludo-éducatifs pour enfants, les consoles font pâle figure à côté de l'ordinateur. Si Adibou a bien été adapté pour la PlayStation de Sony, les éditeurs ne semblent guère manifester d'enthousiasme pour doter les consoles de titres alliant apprentissage et loisir. Longtemps cantonnées dans l'univers enfantin et adolescent, ces consoles longent aujourd'hui de plus en plus ouvertement vers le monde adulte, au pouvoir d'achat plus élevé. Sony, Nintendo et Microsoft ne cachent d'ailleurs pas qu'ils souhaitent toucher un public plus âgé qu'auparavant. Du coup, l'attente des jeunes joueurs n'est pas complètement satisfaite. « Dès l'âge de 8 ou 10 ans, les enfants réclament du jeu pur, analyse Thomas Pinson, responsable multimédia chez VUIP. Or la plupart des titres proposés sur ordinateur sont encore trop éducatifs et ne répondent pas à leurs attentes. Mais, dans le même temps, il n'est pas non plus recommandé d'acheter des jeux sur console inadaptés à l'âge de l'enfant. » En effet, en dessous de 10 ans, les Pokémon ou Crash Bandicoot sont bien plus appropriés que des titres phares du monde des consoles comme Metal Gear Solid 2 ou Halo, qui se révèlent trop violents.

jouets pour enfants. Depuis un an et demi, ces personnages bien-aimés des enfants n'en finissent pas d'occuper le marché du cédérom. Chez Walt Disney, chaque nouveau dessin animé ou film d'animation paru sur les écrans donne ainsi naissance à une version sur cédérom - Atlantide l'Empire perdu (Disney Interactive, 37,95 €) l'an passé ou Monstres and Cie (29,99 €) plus récemment. L'exploitation d'une licence n'est pourtant pas un gage de succès ni de qualité. Généralement développés trop vite, ces jeux se contentent le plus souvent d'exploiter un nom connu au détriment de la jouabilité et de l'intérêt du jeu. Les cédéroms Barbie sortis l'an dernier chez Vivendi Universal Interactive Publishing (VUIP) connaissent ainsi un succès mitigé. En revanche, les 7-12 ans, habitués des paru-

barouleur. Depuis octobre 2001, l'Album secret, Le Fabuleux Voyage et L'Île Mystérieuse de l'Oncle Ernest sont regroupés dans un coffret, La Trilogie de l'Oncle Ernest, qui se place systématiquement parmi les meilleures ventes dans les magasins spécialisés.

DRÔLES ET INTELLIGENTS

Le succès de la série s'explique par des jeux drôles et intelligents, un réel échange entre l'enfant et les personnages - notamment les animaux, et surtout un scénario à base de découvertes et de voyages qui marche à coup sûr auprès des petits. « À partir de 6 ans, les enfants aiment avant tout se sentir impliqués dans une mission et aider un personnage à résoudre une énigme », explique Hugo Roca, chef de produit éducation chez Minscape. L'interactivité franchit même

Le parcours du combattant du créateur de jeux

TESTÉ UNE FOIS, deux fois, trois fois... Avant de lancer un cédérom pour enfants sur le marché, les équipes de production doivent effectuer un véritable parcours du combattant. Chez la plupart des éditeurs, trois séries de tests sont organisées auprès des enfants afin de s'assurer que le contenu du titre convient bien à l'âge visé mais aussi afin d'évaluer son potentiel de vente. A l'instar d'un vêtement confectionné sur mesure, il arrive ainsi qu'un titre

doive être retouché au cours de sa réalisation.

Les enfants sont d'abord convoqués au moment de l'élaboration de la maquette du cédérom : ils donnent alors leur avis sur le design du personnage et l'univers dans lequel celui-ci est appelé à évoluer. Un moyen de faire émerger des détails qui auraient échappé aux adultes qui conçoivent le produit. Ainsi, lors de l'élaboration de la série des Mouzz, série parue en août 2001 chez Emme Interac-

tive, « la première version de la petite souris a beaucoup choqué les enfants car elle ne portait pas de culotte », raconte Delphine Grégoire, responsable marketing du pôle jeunesse chez Emme Interactive. Les tests sur les personnages permettent par ailleurs de dégager quelques tendances concernant les goûts par âge des enfants. Les tout-petits apprécient évidemment les animaux, d'où le succès de Popiclic (Bayard), qui met en scène Petit Ours Brun dans une ferme, ou d'Adiboutchou dans la savane (VUIP). « En grandissant, les enfants sont souvent sensibles à la notion de club et à l'esprit d'équipe. Le club des Trouvetout ou les Zoombinis répondent à cette exigence », ajoute Hugo Roca, chef de produit éducation chez Minscape.

LA PHASE DE TEST

Le scénario du cédérom est ensuite mis à l'épreuve. Une bonne dose d'énigmes et une pincée de voyages dans de mystérieuses contrées constituent par exemple la recette d'une enquête réussie et d'un scénario de jeu efficace auprès des 7-12 ans. Pour les titres plus éducatifs, « sans scénarisation, l'enfant décrochera, fatalement », explique Hugo Roca.

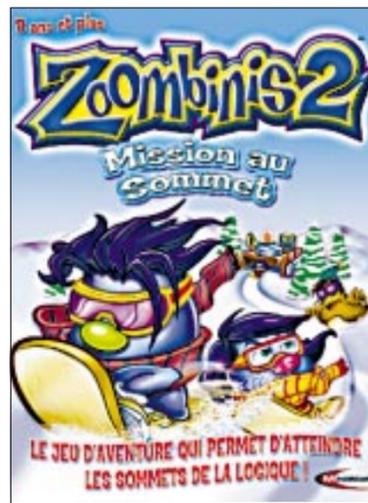
La phase de test des jeux, considérée comme la plus importante, donne lieu à la majorité des ajustements. Le passage dans le labyrinthe de Loulou le Pou, le joli cédérom pour tout-petits sorti chez Gallimard, a ainsi dû être modifiée car les enfants la trouvaient trop compliquée. Dans Alice au pays des merveilles (Emme Interactive), un épisode qui met en scène des araignées a totalement rebuté les enfants. « Les araignées ont été remplacées par des fleurs, et le jeu, apparemment incompréhensible, a

été totalement revu », se rappelle Delphine Grégoire.

Les éditeurs n'oublient pas non plus qu'ils tiennent les cordons de la bourse. « Les parents exigent deux choses d'un titre ludo-éducatif : qu'il propose de véritables activités éducatives, et surtout que l'enfant ne s'en lasse pas au bout d'une semaine », explique Hugo Roca. Des enseignants ou des experts sont ainsi consultés afin d'assurer aux parents un contenu éducatif de qualité. Artus et le Vaisseau fantôme (RMN, Gyosa production) a par exemple été conçu en association avec des conservateurs et documentalistes du Musée national de la marine. « Les parents sont généralement convoqués au moment de l'élaboration du packaging du cédérom », précise Delphine Grégoire. Il est bien sûr important d'y faire figurer quelques mots clés - « réfléchir », « découvrir », « expérimenter » - ainsi qu'une petite note à l'attention des parents, comme c'est le cas sur le coffret de La Trilogie de l'Oncle Ernest. Le prix du cédérom influence lui aussi sur son potentiel de vente. En 2001, le prix moyen d'un cédérom ludo-éducatif a cessé de baisser pour se stabiliser autour de 30 euros environ (panel GFK). « Un prix trop bas constitue un frein psychologique à l'achat », explique Thomas Pinson, responsable multimédia chez VUIP.

Toutes ces réunions avec enfants et parents ne sont pas pour autant gages de la réussite d'un titre. Elles permettent au mieux d'ajuster une création, qui peut être plus ou moins bonne, à la tranche d'âge visée. Pour Thomas Pinson, « il faut oser devancer la demande des enfants et leur offrir des logiciels toujours plus interactifs ».

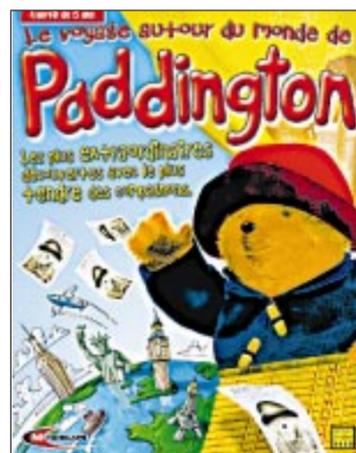
ZOOMBINIS 2, MISSION AU SOMMET



Ces créatures bleues nous emmènent au secours d'un groupe de Zoombinis pris au piège dans une caverne. Dans un univers haut en couleur, avec des graphismes en 3D riches, le jeune joueur doit analyser des données, développer son sens de la logique et inventer des stratégies en toute liberté pour triompher des obstacles. L'enfant appréhende les principes du raisonnement mathématique tout en s'amusant.

★ Minscape, 34,99 €, dès 8 ans.

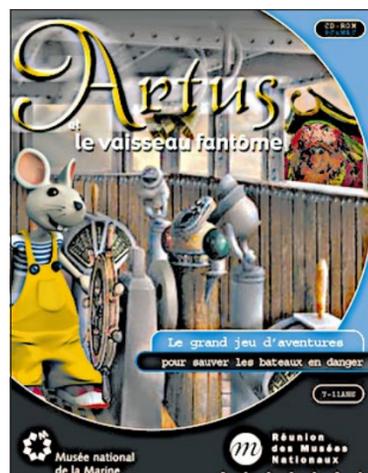
LE VOYAGE AUTOUR DU MONDE DE PADDINGTON



Le plus british des petits ours doit retrouver sa Tante Lucie, mystérieusement disparue. Les enfants suivront avec bonheur l'ours dans un fabuleux voyage aux étapes prestigieuses : Lima, Paris, Rome, Sydney, New York... Avec 30 activités, 40 minutes de vidéo plein écran, 60 mises en scène dans différents pays, et une aide contextuelle accessible à tout moment, ce CD-ROM saura satisfaire petits... et grands.

★ Minscape, 34,99 €, dès 5 ans.

ARTUS ET LE VAISSEAU FANTÔME

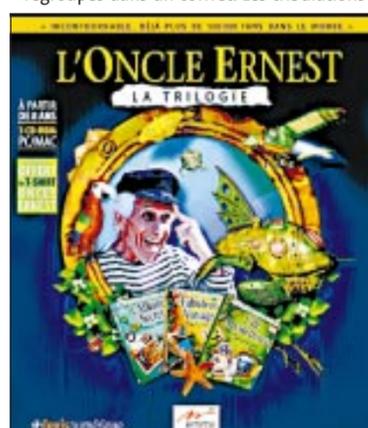


Après le succès d'Artus contre le démon du musée, réalisé avec le Musée du Louvre, Artus le souriceau ouvre cette fois-ci les cales du Musée national de la marine. Il doit lever la malédiction du vaisseau qui menace de gâcher la fête des bateaux. A ses côtés, l'enfant explore quatre navires. Les jeux permettent de découvrir l'univers de la marine en progressant dans l'aventure.

★ RMN, Hachette Multimedia, 37,95 €, dès 5 ans.

LA TRILOGIE DE L'ONCLE ERNEST

L'Album secret, Le Fabuleux Voyage et L'Île mystérieuse sont enfin regroupés dans un coffret. Les tribulations de l'Oncle Ernest, aventurier et savant fou, font pénétrer dans un univers unique qui a déjà séduit plus de 300 000 fans dans le monde.



Aventures exotiques, drôlerie en tout genre et personnages attachants composent un scénario inventif et riche en rebondissements. De longues heures de jeu en perspective !

★ Emme Interactive, 69,82 €, dès 8 ans.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LITTÉRAIRES

Deux dossiers

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

Recife Paris

Stylos RECIFE

Lipstick à 68,60 €

LES GALERIES LAFAYETTES
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse
www.recife.fr ☎ 01.41.15.97.77

Y. D.

STEINER, A FLEUR DE PEAU

venez découvrir la collection des CANAPÉS STEINER à des prix tout à fait exceptionnels.

Topper Espace Steiner
63, rue de la Convention - Paris 15^e
Tél. : 01 45 77 80 40 - M° Boucault - Parking gratuit

AUJOURD'HUI

Pluie faible par l'ouest

VENDREDI 24 MAI
Lever du soleil à Paris : 6 h 00
Coucher du soleil à Paris : 21 h 35

Une dépression est centrée près de l'Irlande et une nouvelle perturbation peu active gagne l'ouest du pays, avec des pluies faibles. Sur l'est du pays et le pourtour méditerranéen, le soleil fera de belles apparitions.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le temps sera couvert et faiblement pluvieux le matin, puis le ciel restera très nuageux. Les températures maximales avoisineront 17 à 20 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel deviendra très nuageux le matin, puis il pleuvra faiblement. Le thermomètre marquera 16 à 18 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.

Les nuages seront nombreux le matin puis de belles éclaircies reviendront. Il fera 17 à 19 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes il pleuvra faiblement. Ailleurs, le ciel se voilera par l'ouest, avec plus de nuages l'après-midi et quelques pluies sur l'extrême Nord-Aquitaine. Les températures maximales avoisineront 17 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages du matin laisseront place à des éclaircies l'après-midi. Il fera 16 à 19 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.

Le soleil sera prédominant malgré quelques averses matinales sur l'extrême Sud-Est. Les températures maximales avoisineront 22 à 24 degrés.

24 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Madrid	7/25 S	
Ajaccio	12/22 N	
Biarritz	7/20 P	
Bordeaux	8/20 C	
Bourges	8/18 P	
Brest	10/16 C	
Caen	10/16 P	
Cherbourg	10/17 C	
Clermont-F.	8/19 N	
Dijon	7/19 N	
Grenoble	11/21 N	
Lille	9/16 P	
Limoges	7/17 P	
Lyon	10/19 N	
Marseille	14/24 N	
Nancy	9/19 N	
Nantes	10/18 C	
Nice	14/22 N	
Paris	10/18 P	
Pau	5/19 C	
Perpignan	11/23 N	
Rennes	10/18 C	
St-Etienne	8/20 N	
Strasbourg	11/20 N	
Toulouse	8/22 N	
Tours	7/18 P	

AMÉRIQUES		
Brasilia	14/23 S	
Buenos Aires	13/21 S	
Caracas	25/29 P	
Chicago	6/17 S	
Lima	19/22 S	
Los Angeles	13/20 S	
Mexico	11/23 P	
Montréal	9/17 P	
New York	14/26 S	
San Francisco	10/18 S	
Santiago Ch.	11/21 C	
Toronto	8/15 P	
Washington DC	13/29 S	

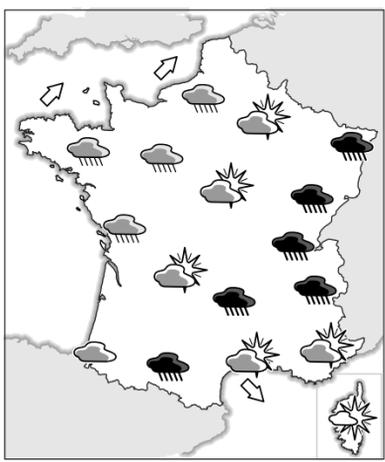
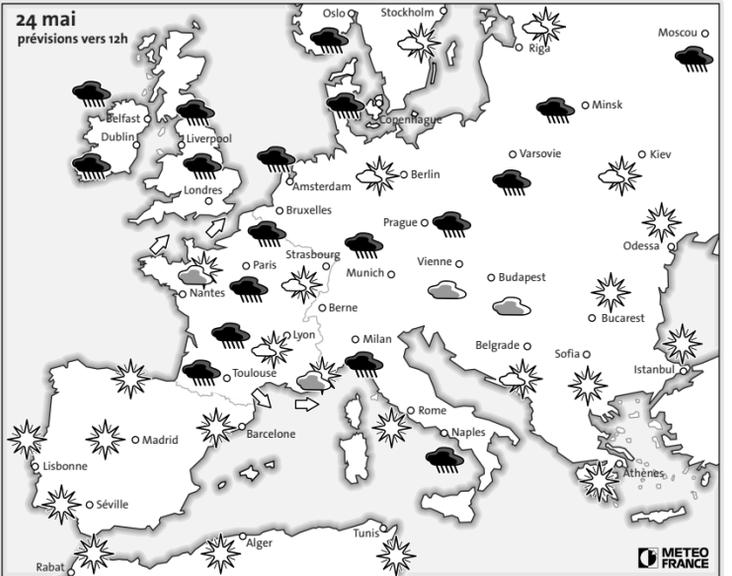
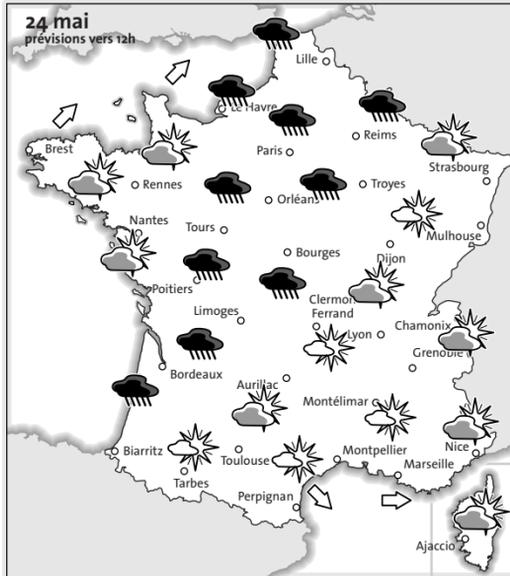
FRANCE OUTRE-MER

Cayenne	24/29 P	
Fort-de-Fr.	25/29 S	
Nouméa	21/25 S	
Papeete	24/30 S	
Pointe-à-P.	24/29 S	
St Denis Réu.	22/27 S	

AFRIQUE		
Alger	12/25 S	
Dakar	21/25 S	
Kinshasa	22/33 P	
Le Caire	20/31 S	
Nairobi	14/26 S	
Pretoria	8/22 S	
Rabat	11/23 S	
Tunis	18/24 S	

ASIE-Océanie		
Bangkok	26/34 P	
Beyrouth	20/24 P	
Bombay	28/32 S	
Djakarta	24/31 S	
Dubaï	28/40 P	
Hanoï	24/27 P	
Hongkong	24/28 S	
Jérusalem	13/25 S	
New Delhi	31/42 S	
Pékin	20/31 S	
Séoul	15/26 S	
Singapour	27/31 P	
Sydney	13/17 P	
Tokyo	16/21 S	

EUROPE		
Amsterdam	12/14 P	
Athènes	16/26 S	
Barcelone	13/20 S	
Belfast	8/12 P	
Belgrade	17/28 S	
Berlin	13/21 S	
Berne	8/19 S	
Bruxelles	10/15 P	
Bucarest	9/28 S	
Budapest	17/27 C	
Copenhague	12/16 P	
Dublin	8/12 P	
Francfort	12/20 S	
Genève	8/19 S	
Helsinki	6/13 S	
Istanbul	13/22 S	
Kiev	16/26 S	
Lisbonne	14/22 S	
Liverpool	10/14 P	
Londres	11/16 P	
Luxembourg	9/17 S	



PRÉVISIONS POUR LE 25 MAI

Précipitation toute la semaine.
Relaxation le week-end.

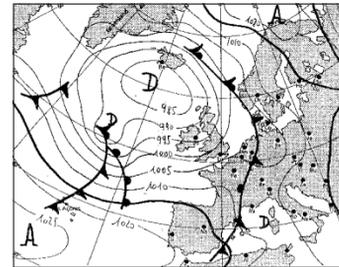
Tarifs Week-end

Tarifs valables en France métropolitaine ou en Europe.

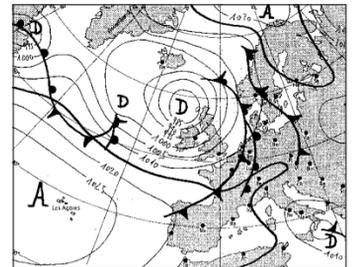
AIR FRANCE

le 25 mai

Du sud-ouest au massif Central jusqu'au nord-est, le temps est couvert avec des pluies faibles et des orages sur le relief. Du sud-est à la Corse, le ciel devient nuageux par le nord. Sur le nord-ouest le ciel sera nuageux avec quelques averses.

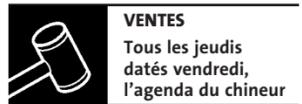


SITUATION LE 23 MAI À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 MAI À 0 HEURE TU

Un ensemble de dentelles proposé à Drouot



VENTES

Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

TISSU DE PARURE et d'apparat, la dentelle créée en Europe au XV^e siècle connaît un succès rapide dans toutes les cours, d'abord auprès des souverains, puis de la noblesse, de la bourgeoisie et même, au XVIII^e siècle, de la paysannerie, qui en fait l'ornement principal des coiffes régionales.

La technique la plus ancienne, la dentelle à l'aiguille, découle de la broderie, et exploite toutes les ressources du point de feston. Au XVI^e siècle, la ville de Venise acquiert dans cet art une renommée telle que Colbert, un siècle plus tard, fait venir une vingtaine de dentellières vénitiennes, dans l'idée d'implanter une fabrication française, et d'arrêter les importations. Alençon, déjà un centre dentellier connu depuis le XV^e siècle, devient en 1660 le siège de la

manufacture nationale. Toutes ces réalisations portent le nom de « points de France », semblable au point de Venise, mais dont le décor allégué et plus équilibré a subi l'influence du peintre Le Brun, maître d'œuvre du style Louis XIV. Le point d'Alençon donne à son tour naissance aux points d'Argentan (un centre concurrent et voisin depuis le XV^e siècle), de Bruxelles et d'Angleterre.

La deuxième technique, celle de la dentelle au fuseau, procède de la

passenterie. Elle est née dans le nord de l'Italie au XVI^e siècle et se pratique sur un métier appelé carreau ou coussin; les fils de lin ou de soie enroulés sur des fuseaux s'entrecroisent et s'enchevêtrent au gré du dessin de la dentellière. Les principaux centres de production sont Chantilly (où la dentelle peut être noire ou blanche), Valenciennes et Le Puy en France, Gênes, Bruges, les Flandres, Malines à l'étranger.

Un ensemble de dentelles, proposé dans une vente qui a lieu à

Drouot mercredi 29 mai, offre un large choix de modèles des différentes époques. Leurs prix dépendent de l'ancienneté, des dimensions (de quelques centimètres carrés à plusieurs mètres) et de l'état de conservation.

EN VOGUE SOUS LOUIS XV

Les dentelles suivent de très près les modes successives qui se manifestent dans les arts décoratifs. Un volan en point de France, daté vers 1700-1705, relève du style de

l'ornemaniste Jean Bérain, qui dessina des projets de broderies dont on fit aussi des dentelles.

Onze motifs et deux dessins différents, alternés, sont disposés sur un réseau à mailles hexagonales (de 1 500 € à 1 800 €). Un volan de bas d'aube, en dentelle des Flandres aux fuseaux, daté vers 1740-1750, présente un grand décor aux fameuses fleurs des Indes, rehaussées de palmes et de volutes, très en vogue sous Louis XV pour les vêtements et la décoration intérieure (de 150 €

à 200 €). Un grand col exécuté aux fuseaux vers 1750-1760 déploie un motif tout aussi caractéristique du style Louis XV, deux cornes d'abondance contrariées (de 150 € à 180 €). Une écharpe en dentelle d'Argentan est ornée de bouquets et rubans symétriques permettant de la dater vers 1760-1770 (de 2 500 € à 3 000 €).

Les motifs anciens sont repris au XIX^e siècle, répétés ou interprétés, ce qui laisse sur le marché de nombreuses pièces vendues par lots accessibles à partir de 100 € à 150 € : neuf volants en dentelles de Malines, Bruxelles, Lille et Valenciennes aux fuseaux (de 150 € à 180 €), ensemble de dentelles noires aux fuseaux du milieu du XIX^e siècle (de 120 € à 150 €).

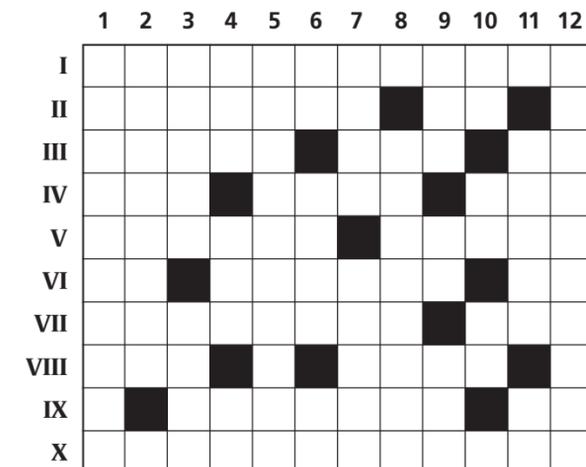
Catherine Bedel

★ Drouot Richelieu, mercredi 29 mai, exposition la veille de 11 heures à 18 heures. Etude Coutau-Bégarie, tél. : 01-45-56-12-20. Expert : Xavier Petitcol, tél. : 01-42-73-21-19.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 123

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Coupe toute envie de continuer. - II. A chaque tour on y entre. Interjection. - III. Pêché dans la Manche. Sensible dans les cordes. Pour un premier tour de cadran. - IV. Lieu de travail. Petite, elle est chérie. Mesure sur le terrain. - V. Léger et agréable. Maillon de la chaîne. - VI. Sur la rive. Aide à l'office. Possessif. - VII. Demi-tour. Rassemblement

autour de Moscou. - VIII. Piquée dans le passé. Réserve des surprises jusqu'à l'ouverture. - IX. Vient de sortir. Protection extrême. - X. Hommes de paille.

VERTICALEMENT

1. Déséquilibre qui va parfois jusqu'à l'aberration. - 2. Fait le mur au jardin et au gymnase. - 3. Code mis en veilleuse. Trompe son monde. - 4. Manifestation

dans les tribunes. Accueille les vainqueurs. Donne le choix. - 5. Fait les calculs à votre place. - 6. Dans un compte romain. Petite ouverture. Convient. - 7. La raison est dedans. Sans pitié. - 8. Rentrerai dans les détails du bâtiment. - 9. Feuilles de goût. Dans la rue. Œuvres dépouillées. - 10. Porta des cornes par amour. Neuf à chaque tour. Démonstratif. - 11. Supporte la vieille. Article. - 12. Espèces sonnantes et trébuchantes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 122

Horizontalement

I. Dégressivité. - II. Aguets. Dalot. - III. Mie. Sénéle. - IV. Edredon. Née. - V. Jersey. Ointe. - VI. Essarte. Sn. - VII. As. Tuera. - VIII. Niais. Me. Oui. - IX. Normale. Aube. - X. Enseignantes.

Verticalement

1. Dame-jeanne. - 2. Eglise. Sion. - 3. Guerre. Ars. - 4. Ré. Essaime. - 5. Etudes. Saï. - 6. Ss. Oyat. Lg. - 7. SN. Rumen. - 8. Ide. Otée. - 9. Vanier. An. - 10. Ilien. Août. - 11. Tolets. Ube. - 12. Été. Envies.

L'ART EN QUESTION

N° 275

EN COLLABORATION AVEC LA

Réunion des Musées Nationaux

Destin de femmes



« Mines de Lens, trieuses de la fosse n° 4 ». Exposition « Femmes à la mine, femmes de mineurs », jusqu'au 31 décembre, au Centre historique minier de Lewarde (Nord).

la mine est à l'origine du roman d'Emile Zola *Germinal*, plusieurs fois porté à l'écran.

Après Albert Capellani, qui en propose une adaptation dès 1913, Yves Allégret tourne un *Germinal* en 1962, avec, dans le rôle

du héros, Etienne Lantier :

- Claude Brasseur ?
- Jean-Claude Brialy ?
- Jean Sorel ?

Solution dans *Le Monde* du 31 mai.

Solution du jeu n° 274 paru dans *Le Monde* du 17 mai.

C'est le navigateur portugais Vasco de Gama qui fit escale au Cap, le 24 décembre 1497.

CULTURE

DISPARITION

L'artiste franco-américaine est morte, mardi 21 mai, à l'âge de 71 ans, à San Diego, en Californie. Peintre et sculpteur, longtemps mariée à Jean Tinguely, elle avait fait partie des nouveaux réalistes dans les années 1960, signant un art brut et insolent et devenant une figure populaire de l'art contemporain

Niki de Saint Phalle laisse orphelines ses « Nanas » bariolées

NIKI DE SAINT PHALLE, notre championne des années pop, est morte à San Diego, à 71 ans. Elle était devenue une figure populaire de l'art contemporain avec ses *Nanas*. Ses grosses *Nanas* pétantes de couleurs, aux bouts de seins enrichis de cœurs, fleurs joyeuses de trottoirs, réjouissantes en ville contre la grisaille du béton, mais aussi sur le gazon de quelque parc. Les premières, en papier mâché bariolé, étaient exhibées à la vitrine d'une galerie d'avant-garde du boulevard

Saint-Germain, la galerie Iolas. Elles pouvaient amuser ou déranger les passants. Dans tous les cas, on en parla, comme on parla de *Hon* (« Elle », en suédois), créée en 1966 au Musée d'art moderne de Stockholm avec la bénédiction de son conservateur, Pontus Hulten. La *Nana* géante, rabelaisienne à souhait, était couchée sur le dos, jambes écartées, vagin ouvert en forme de porte par où le public était invité à pénétrer comme dans le ventre d'une baleine, pour décou-

vrir un monde labyrinthique signé par Jean Tinguely. On y trouvait un bar, une salle d'exposition et une salle de projection permettant de voir le premier film de Greta Garbo.

Hon était le premier aménagement d'espace ludique, dont Niki de Saint Phalle allait faire une de ses spécialités personnelles, après nombre de collaborations avec Jean Tinguely : la *Fontaine Stravinsky*, au pied du Centre Pompidou, ou le grand *Cyclop* de Milly-la-Forêt, une œuvre faite de multiples collabora-

tions. Niki, pour sa part, devait trouver le vêtement du monstre en mosaïque de miroirs cassés. Une idée qu'elle allait reprendre dans son grand œuvre : le *Jardin de Tarots*, à Garavichio, en Toscane du Sud, dont elle a conçu les monuments clinquants à partir des 22 cartes des arcanes majeurs. In fine, après des années de réalisation, ce parc apparaît sûrement comme le plus poétique des parcs qu'on puisse inventer contre tous les Disneylands. Il confirme la place que tient

son auteur du côté de Gaudi, du Facteur Cheval et des irréguliers de l'art, plutôt que dans la proximité de ses amis du pop art et du nouveau réalisme.

A l'évidence, les *Nanas* ont accompagné l'épanouissement de Niki de Saint Phalle en tant que femme artiste. Elles sont naturellement venues après les grands dévouements des débuts, à coup de fléchettes contre la gent masculine autour du très classique thème de la mort de Saint-Sébastien (avec le *Portrait de mon amant*, par exemple). L'artiste utilisait aussi les tirs sur des poches de couleur pour maculer de rouge sanglant les images représentatives des valeurs de la bourgeoisie, qui étaient celles de sa famille. Elle visitait alors aussi bien un moule de la Vénus de Milo que des autels de plâtre avec crucifix ou Sacré-Cœur, et invitait le public à en faire autant.

Tinguely serait ce mari, cet ami de cœur et de création que Niki de Saint Phalle aurait dû mal à quitter. En 1993, la rétrospective du Musée d'art moderne de la ville de Paris, après celles de Bonn et de Glasgow, mettait en évidence cette relation difficile. Niki y montrait ses *Méta-Tinguely*, des portraits de lui la tête dans les rouages et les boulons, et, pour accompagner son hommage au sculpteur du mouvement absurde, disparu en 1991, des objets animés : un ange bleu qui passe ou une Vierge à l'enfant cachant un diable sous son manteau. Ces recherches d'animation assez puérile du mouvement donnaient à penser que l'artiste avait trouvé à le moyen de fai-

Une rétrospective et une donation à Nice

Le Musée d'art moderne et contemporain de Nice consacre jusqu'au 27 octobre une rétrospective à Niki de Saint Phalle en exposant 325 œuvres s'échelonnant de 1958 à 2002, dont 170 (63 peintures et sculptures, 112 œuvres sur papier et de nombreux documents originaux) ont fait l'objet d'une donation de l'artiste à la ville de Nice le 11 octobre 2001. Nombre de ces œuvres sont peu connues, provenant de la collection personnelle de Niki de Saint Phalle. Gilbert Perle, le conservateur des lieux, a également voulu marquer le caractère monumental de l'œuvre en disposant dans la ville plusieurs grandes sculptures des séries « Musiciens de jazz », « Sportifs » et « Totems ». L'artiste souhaitait constituer un ensemble représentant toutes les phases de son travail. Elle a choisi une ville qui, selon elle, marquait le début « de ce qui devait être ma vraie vie ». Celle où, en 1953, elle avait décidé de se consacrer à la peinture.

re encore un bout de chemin avec Tinguely, et de faire triompher les forces de la vie. Depuis 1991, Niki de Saint Phalle vivait dans une vieille maison en bois à San Diego (Californie), où la clémence de l'air lui permettait de mieux supporter cette maladie des bronches qu'elle avait contractée en respirant les vapeurs toxiques de toutes ces résines avec lesquelles elle avait fabriqué ses *Nanas*.

Geneviève Breerette

France-Culture modifie ses programmes pour rendre hommage à Niki de Saint Phalle. Du lundi 27 au vendredi 31 mai, de 17 h 30 à 18 heures, sera diffusée une série inédite d'entretiens avec Jean Daive.

Niki de Saint Phalle, championne des années pop, auteur d'une œuvre colorée pour contrer la grisaille du béton, mais aussi militante caricaturant la condition féminine à travers ses « Nanas » ou condamnant la guerre d'Algérie et l'OAS dans ses « Tirs à la carabine ».



NORMAN PARKINSON

Les années guerrières d'une artiste en colère

« *MADAME de Saint Phalle pratique la peinture à l'œuf. Ce sera l'acheteur qui les cassera au revolver.* » Ainsi est légendée, dans le numéro du 22 avril 1961 de *Télé 7 jours*, une photographie de Niki de Saint Phalle. L'hebdomadaire annonce une émission de télévision diffusée le 25 avril suivant : elle présente les nouveaux réalistes avec, en vedette, les machines de Jean Tinguely et les *Tirs* de Niki de Saint Phalle. Quelques semaines plus tard, celle-ci inaugure une exposition personnelle, « Feu à volonté ». La galerie de Jeanine Restany est transformée en stand de tir, avec de véritables armes et, pour cibles, des tableaux garnis de leurs poches de couleurs. Crevées par les plombs, elles laissent s'écouler du rouge ou du bleu sur les reliefs de plâtre et les débris d'objets dont l'artiste a recouvert des panneaux de bois.

De la première soirée, le 30 juin, restent des photos. Elles montrent, une carabine à la main, la galeriste Iris Clert et, parmi les peintres, rien moins qu'Yves Klein, Jasper Johns et Robert Rauschenberg. Les deux Américains, de passage à Paris, en profitent pour réaliser des œuvres avec Niki, célébrant ainsi l'alliance

— éphémère — des néo-dadaïstes new-yorkais et des nouveaux réalistes parisiens. Ensemble, ils montent le décor de *Variations II*, de John Cage, joué au théâtre de l'ambassade des Etats-Unis. A partir de cette date, « *Madame de Saint Phalle* » est l'une des figures les plus en vue de l'avant-garde.

Six mois auparavant, rien n'annonce ce succès. Quand, le 27 octobre 1960, Pierre Restany fonde le nouveau réalisme et fait signer son manifeste par huit artistes, Niki n'est pas conviée, en dépit de la présence de Jean Tinguely, dont elle est depuis peu la compagne. La première exposition à laquelle elle participe se tient à Amsterdam puis à Stockholm à partir de mars 1961 : elle y présente *Portrait de mon amour*, une effigie humaine avec une cible en place de visage. Les spectateurs sont invités à la cribler de fléchettes.

Ainsi naît l'idée dont sont issus les *Tirs*, qui font de Niki, d'un seul coup, une artiste célèbre. Triomphe logique : ces *Tirs* rassemblent plusieurs pratiques de la modernité — l'assemblage dadaïste des débris, la projection aléatoire des couleurs, le happening —, y ajoutent la déri-

vation de la sculpture et de la peinture abstraites et mettent en scène la violence armée, ceci en pleine guerre d'Algérie.

Parmi les nouveaux réalistes, la répartition des sujets est assez claire. Par leurs installations d'objets et de débris, Raysse, Spoerri et Arman tiennent la chronique ironique de la société de consommation. Par leurs affiches lacérées, Hains et Villeglé tiennent la chronique politique d'une « France déchirée » par la guerre coloniale. Niki — seule femme du groupe — est de ce même côté, celui de la rage : après les *Tirs*, vient l'*Autel OAS* de 1962, avec ses croix, ses pistolets, ses chauves-souris et ses saintes vierges, nappés d'une couche dorée. Difficile d'être plus explicite.

DES DINOSAURES AFFREUX

L'année suivante, Niki recommence dans le même genre provocateur : une figure bicéphale monstrueuse, percée de trous, bariolée de rouge et de rose et surchargée de jouets guerriers en plastique, s'intitule *Kennedy-Khroutchev*. C'est en effet une bonne allégorie de « l'équilibre de la terreur » façon *Docteur Fola-*

mour. A quoi s'ajoute cette autre invention, suggérée par le cinéma : elle fabrique des pseudo-dinosaures affreux et ridicules, doubles déglingués de ceux que Hollywood filme dans des décors de jungle.

Niki travaille et expose alors à un rythme frénétique. Elle présente ses œuvres plusieurs fois par an, Galerie J et galerie Rive droite à Paris, galerie Iolas à New York, Dwan Gallery à Los Angeles. Elle participe aux expositions collectives des avant-gardes, de « Dylaby » en 1962 à Amsterdam aux « Mythologies quotidiennes » à Paris en 1964. Elle cherche du côté du monumental, avec son *King-Kong* de 6 mètres de long. Elle collabore avec Tinguely, que ce soit à la demande de Duchamp ou à celle de Merce Cunningham. On ne saurait aujourd'hui concevoir une exposition consacrée à cette période sans y présenter *La Femme éclatée*, *Les Mariés* ou, tout aussi sarcastique, son *Cœur miroir*.

A partir de 1965, les *Nanas* et leur diffusion ont trop fait oublier ces années fertiles, les plus intenses de son œuvre.

Philippe Dagen

CONCERTS

CHATEAU DE VERSAILLES

Saison 2002
Les Nouveaux Plaisirs

Concert Exceptionnel
Jean Guillou
Double Borgato

> 1^{er} juin à 21 h

Opéra Royal

RESERVATION FNAC : 0 892 701 892
INFORMATION : 01 30 83 78 88
(0,34€ la minute)

MERCREDI 29 MAI - 20 H

SALLE PLEYEL

CHRISTOPH ESCHENBACH direction
TRULS MØRK violoncelle
RENAUD CAPUÇON violon
HENRI DUTILLEUX

Timbres, Espace, Mouvement
Tout un monde lointain, concerto pour violoncelle et orchestre
L'Arbre des songes, concerto pour violon et orchestre
Métaboles

Présentation du concert par
Marc-André Dalbavie - mercredi 29 mai
à 18 h 30 - salle Pleyel - Accès libre

ORCHESTRE DE PARIS

de 14€ à 53€ - tarif jeunes : 8€

RESERVATIONS
0 825 000 821 (0,15€/min)
www.ticketclik.fr

L'Homme sans passé, d'Aki Kaurismäki • Une célébration bouleversante et drôle du 7^e art qui redonne toute leur force à ses sortilèges

Pluie de miracles sur le cinéma, cette utopie

UN HOMME farfouille derrière un juke-box et reparaît, quelques pièces détachées à la main. Il dit : « Tout ça, c'était en trop, là ça devrait marcher. » Il pousse une touche, on entend une voix, une guitare, enregistrées il y a longtemps dans le Mississippi. Blind Lemon Jefferson chante *That Crawlin' Baby Blues*. Ce rite purificateur mystérieux qui fait que la musique peut à nouveau jaillir, Aki Kaurismäki l'a accompli au cinéma pour réaliser *L'Homme sans passé*, film réparé et réparateur, qui atteint et répand la pureté.

Il commence pourtant par une flambée de violence destructrice : le soir de son arrivée par le train à Helsinki, un homme s'endort sur le banc d'un jardin public. Trois jeunes gens le frappent dans son sommeil, le dévalisent et le laissent ensanglanté, le visage recouvert du masque de soudeur qu'ils ont trouvé dans sa valise, une vraie image de terreur. Au plan suivant, on revient à la gare, où la foule s'écarte devant la caméra qui avance. L'homme s'est réveillé et titube avant de s'effondrer dans les toilettes, où un employé le tient pour mort. Mais non, on le voit à l'hôpital, le visage enveloppé de bandelettes. Bientôt, la pul-

sation de l'électrocardiogramme se fait siffler, son décès est à nouveau proclamé, cette fois par la médecine. A peine les blouses blanches sorties du champ, le corps se redresse, tétanisé comme le monstre de Frankenstein traversé par l'électricité de l'orage, et reprend sa marche.

On est un peu désolé d'émousser l'impact de cette brève et saisissante introduction en la racontant par le menu, mais il le faut bien pour expliquer les circonstances du miracle qui va suivre. On a donc vu cet homme passer par des épreuves que le cinéma contemporain nous a rendues familières, la violence gratuite, l'exposition de la souffrance et de la dégradation physique au regard du monde. Mais sa résurrection mystérieuse (les capteurs de l'électrocardiogramme sont toujours collés à sa peau lorsqu'il se réveille, et pourtant la ligne du moniteur reste droite) est le signe du passage d'un monde à l'autre.

Au matin l'homme se réveille au bord de l'eau. Comme dans une très vieille histoire, il est recueilli dans la cabane d'un pauvre pêcheur (en fait employé à veiller, la nuit, sur un tas de charbon) où il recouvre la santé, mais pas la

mémoire. Cet endroit, nous expliquent le scénario, est un village de conteneurs métalliques transformés en bicoques, où survivent les pauvres du port de Helsinki. Mais les images qui bougent sur l'écran montrent autre chose : l'amnésie que est arrivé au pays du cinéma. Les couleurs éclatantes, la lumière sur l'eau, la beauté conférée aux visages les plus ordinaires, tout nous dit qu'on vivra, pour le reste du film, dans l'utopie du cinéma.

L'Homme sans passé est gorgé justement du passé de cet art qui irrigue chaque image. On peut retrouver des références précises, à des films, des metteurs en scène. Aki Kaurismäki est un homme d'une grande culture. Ce n'est pourtant pas à un jeu de mémoire qu'on est convié, mais à une célébration destinée à redonner toute leur force aux enchantements du cinéma, qui se déploie à chaque séquence. Ainsi, lorsqu'une friperie de l'Armée du salut devient l'un de ces magasins de luxe où le héros jusqu'alors désargenté se pare enfin des atours d'un jeune premier ; ou qu'un rang de plans de pommes de terre devient le cadre d'une épopée agraire de deux minutes. On rit d'abord, parce que les dialogues, qui repre-



Le passé du cinéma irrigue chaque image du film en un enchaînement de références précises.

Le metteur en scène finlandais semble vouloir séduire la foule de ceux qu'il n'a encore jamais rencontrés : par sa beauté, sa drôlerie, sa vivacité, voici un film dans lequel il faut peu de temps pour entrer et dont on n'a pas envie de sortir

ment les mots de ces vieux films, sont énoncés avec froideur, et parsemés d'incongruités, et que les gestes sont mesurés. Mais très vite ce sont les émotions qui surgissent derrière cette forme simplifiée, dans toute leur complexité.

Le chemin de l'amnésie le mène vers la musique (il transfor-

me l'orchestre de l'Armée du salut en groupe de rock), vers l'agriculture, vers le travail manuel et vers l'amour, qui a les traits de Kati Outinen, figure familière du monde de Kaurismäki. D'elle comme de son partenaire, Markku Peltola, on se demande comment ils font pour arracher des larmes et des sourires sans que jamais un muscle de leur visage ne semble bouger, qu'un mot soit dit plus haut que l'autre, et pourtant ce miracle, comme les autres, sera homologué par les plus endurcis des incroyants.

Soldat de l'Armée du salut, Irma tire l'amnésie vers le monde des vivants et lui donne le courage de l'affronter. Lorsque l'homme sans passé (le film et le personnage) abandonne le monde utopique du bord de l'eau pour la ville, le film s'infléchit. Il faut alors à Kaurismäki montrer le monde d'aujourd'hui, celui qui jette à la rue les salariés à la veille de leur retraite ou fait venir des soudeurs kazakhs sur les chantiers navals de Helsinki.

Ces scènes, à l'agence pour l'emploi, dans une banque, montrent la vie telle qu'elle est, plus exactement telle qu'elle serait si les humains étaient protégés de sa

cruauté par la magie du cinéma. Lorsque la prison menace, un avocat brillantissime quoique affligé d'un terrible défaut de prononciation surgit pour sauver la mise au héros. Les méchants, comme le policier corrompu qui « loue » les conteneurs sur le port, sont inoffensifs face aux pouvoirs de la mise en scène et de la fiction.

Les familiers de Kaurismäki n'auront aucun doute sur la cohérence de *L'Homme sans passé* avec le reste de son œuvre. Mais on dirait que le metteur en scène finlandais a décidé d'aller vers la foule de ceux qu'il n'a jusqu'ici jamais rencontrés. Par sa beauté physique, sa drôlerie, sa vivacité, *L'Homme sans passé* est un film d'un abord plaisant, dans lequel il faut peu de temps pour entrer et dont on n'a pas envie de sortir. Cette utopie du cinéma ressuscitée, Kaurismäki sait l'offrir au plus grand nombre, qui saura certainement se saisir de ce cadeau, précieux viatique pour les temps à venir.

Thomas Sotinel

COMPÉTITION OFFICIELLE. Film finlandais, avec Markku Peltola, Kati Outinen, Annikki Tähti. (1 h 37.)

PROFIL FABRIENNE VONIER, DISTRIBUTEUR FIDÈLE

Fabienne Vonier est une femme bien ennuyée : la voilà en situation de défendre deux rivaux aussi chers à son cœur, et sans doute les deux candidats les plus légitimes à la Palme d'or. Elle est en effet la distributrice d'*Intervention divine* d'Elia Suleiman et de *L'Homme sans passé* d'Aki Kaurismäki. Fabienne Vonier est aussi une femme heureuse. Pas seulement pour les raisons qui précèdent, mais parce que celles-ci illustrent à merveille que son métier, s'il est bien celui d'un intermédiaire commercial décisif, ne se résume pas à ce savoir-faire. La distribution telle qu'elle la défend – elle eut longtemps des responsabilités dans les organes représentatifs de sa corporation – est aussi affaire de goût et de fidélité.

Goût pour une certaine idée esthétique du cinéma défendue depuis qu'elle animait une salle Art et essai à Strasbourg, fidélité à ceux par qui les films arrivent. Pour le film d'Elia Suleiman, il s'agit d'abord de fidélité à son producteur, Humbert Balsan (lire aussi page 32), dont la société de Fabienne Vonier, Pyramide, a sorti tous les films, ceux de Youssef Chahine depuis *L'Emigré*, de Yousri Nasrallah et de Sandrine Veysset depuis *Y aura-t-il de la neige à Noël ?* Pour Aki Kaurismäki, cela remonte à février 1990 quand elle découvrait au Festival de Berlin *La Fille aux allumettes*, moins d'un an après avoir créé Pyramide avec son mari, Francis Boespflug. « Après le film, j'étais enthousiasmée. J'ai vu monter sur scène cette

espèce de bûcheron émettant des aphorismes aux deux tiers incompréhensibles : on a acheté le film illico. »

Pyramide achètera également le film suivant, *J'ai engagé un tueur*, puis coproduira grâce à l'intervention de Jack Lang et de son conseiller cinéma, Marc Nicolas, *La Vie de bohème*. « C'est la seule contribution artistique que je puisse revendiquer », dit Fabienne Vonier. *J'ai présenté à Aki André Wilms et Evelyne Didi. Sinon, il fait tout seul. Contrairement aux autres cinéastes, il ne me donne aucune indication sur les films qu'il veut faire, et je ne lui demande rien. Tous ses films sont produits par lui, avec un soutien en Finlande, un coproducteur en Allemagne, Pandora, et nous en France. Il me dit de combien il a besoin et je lui réponds qu'il aura cette somme. Il m'indique juste s'il s'agira d'un film en noir et blanc ou en couleur, et s'il sera « complètement désespéré », ou pas tout à fait.*

« Au moment de la sortie des films, nous avons toujours le même conflit : il voudrait que j'investisse moins, tant il déteste la publicité. Comme producteur, sa comptabilité est d'une rigueur et d'une transparence sans équivalent. » Tous les distributeurs du monde mettent un plan à leur enseigne en tête des films qu'ils commercialisent. Celui de Pyramide est le seul au monde à être signé, par un grand auteur (Youssef Chahine). Ce n'est pas un hasard.

Jean-Michel Frodon

Un collage musical finlandais, plus une touche de blues

CANNES

de notre envoyé spécial

« Depuis toujours, je cherche de la musique pour mes films. Mais ça n'a jamais été aussi dur. Je n'ai plus les moyens de me payer quoi que ce soit. » Aki Kaurismäki parle de la musique de *L'Homme sans passé*, un étrange assemblage de vieux blues, de musique symphonique, de rock et de chansons populaires finlandaises.

« Pour la scène du juke-box, je voulais Spoonful [de Willie Dixon, créé par Howlin'Wolf], mais les conglomerats ont volé les chansons. Pour ce seul titre, il aurait fallu dépenser tout le budget musique du film. » L'impression était surtout d'avoir un blues dans *L'Homme sans passé*. Aki Kaurismäki a retenu un titre qu'il aimait, passé à travers les mailles

du filet tendu par les éditeurs musicaux : une chanson de Blind Lemon Jefferson, vieille de bientôt trois quarts de siècle. Il garde de cette mésaventure une amertume : « Le blues était la musique des pauvres pour les pauvres et maintenant elle est hors de portée à cause de son prix. »

Les autres chansons d'importation étaient meilleur marché. *Do The Shake* et *My Heart Must Do the Crying* sont l'œuvre des Renegades, un groupe britannique « qui n'a fait carrière qu'en Italie et en Finlande ». On laisse passer l'information en rêvant au film contant les tournées d'un groupe soumis à des contraintes géographiques aussi draconiennes. Plutôt que de faire appel à un compositeur, Aki Kaurismäki préfère puiser dans les compo-

sitions déjà écrites. Il fut un temps où la tâche était aisée : « Je disais, ici on met Chuck Berry, là Gene Vincent. » Aujourd'hui, elle contraind à plus d'astuces.

Dans le patrimoine national, le cinéaste est allé chercher un mouvement d'une symphonie de Madetoja, un élève de Sibelius. La belle chanson à la manière de Roy Orbison ou Chris Isaak qui clôt le film est l'œuvre de Marko Haavisto et Poutahaukat, un groupe finlandais, que Kaurismäki a aussi embauché pour jouer la comédie (ils constituent l'orchestre de l'Armée du salut). Quand on lui demande ce qui fait l'essence du rock finlandais, Kaurismäki répond avec infiniment d'affection : « Ce sont des losers, il est impossible qu'ils gagnent. »

Le rôle de la capitaine de l'Armée

T. S.

La leçon magistrale du professeur Moretti, cinéaste autarcique

CANNES

de notre envoyé spécial

Cela fait maintenant onze ans que les organisateurs de Cannes demandent à un grand réalisateur – à mi-parcours du Festival – de venir prononcer une leçon de cinéma. Cette année, la chaire du Collège de Cannes était occupée par Nanni Moretti, le lauréat de 2001. Sa leçon fut à l'image de ses films : ébouriffante ! Muni, tel un jeune prof, d'un petit cartable, il avait préparé minutieusement son intervention, extraits de films à l'appui.

Quand il parle, Moretti ne cherche pas à convaincre. Il espère simplement qu'à force de souvenirs, d'anecdotes, d'images, son auditoire finira par partager sa vision du cinéma, sa manière d'en concevoir la production et la distribution. Parfois il s'autorise une pique, comme cette adresse à George Lucas, metteur en scène de *La Guerre des étoiles* : « Quand je vois ses films, je suis ennuyé pour lui. Comment avec tant de pouvoir, tant d'argent, ne cherche-t-il pas plutôt à réaliser un documentaire sur la peine de mort ou à raconter une belle histoire d'amour ? Ça doit être d'un ennui mortel de faire des films comme les siens. »

Plus tard, au cours de la leçon, la charge se fait plus féroce. En ligne de mire, cette fois, la télévision italienne et sa mise en coupe réglée par Berlusconi. Premier exemple : le 23 décem-

bre 2001, la chaîne Rete 4 rend hommage au grand Fellini. Nanni Moretti commence, en un extraordinaire inventaire à la Prévert, à énumérer des noms de marques de bain moussant, couches pour bébé, surgelés, cartes de crédit, ordinateurs... Au total, calcule Moretti le plus sérieusement du monde, ce soir-là, *La Dolce Vita* fut interrompue cinq fois par un total de 40 minutes et 52 secondes de publicité.

PRÉSERVER SON INDÉPENDANCE

Et il enchaîne avec un autre extrait télévisé. On est le 28 mars 1994. Rete 4 va annoncer la victoire de Berlusconi aux élections. A l'antenne, le directeur de la chaîne, un proche du nouveau premier ministre italien, ne cache pas sa joie : « Berlusconi a gagné sa bataille avec beaucoup de courage contre tout et tous, contre une grande partie de la presse... » Cette séquence, explique Moretti, figurera quatre ans plus tard dans son film *Aprile*. « En la voyant, plusieurs personnes m'ont demandé comment j'avais fait pour convaincre le directeur de la rédaction de jouer un tel rôle. Le voyant à la télévision, tout le monde avait accepté son discours. Au cinéma, personne ne voulait croire que c'était un extrait de cette soirée d'élection. »

Très critique envers la société médiatique, Moretti, à qui l'on doit entre autres petits bijoux « *Je suis un autarcique* », propose finale-

ment un modèle de cinéma lui-même très autarcique. Pour préserver aussi farouchement que possible son indépendance, il est devenu producteur, distributeur, organisateur de festival, exploitant de salle, et bien sûr acteur. « Ainsi, dit-il, je peux faire quand je veux, au rythme que je veux, les films que je souhaite faire. » Alors il filme, tout le temps. Des manifs, son fils, des copains, se disant que peut-être un jour ces morceaux de vie se retrouveront dans un de ses films. Ou peut-être pas. « Le plus important pour un metteur en scène, dit-il, c'est de savoir ce qu'il ne veut pas de ses collaborateurs. Sinon, il devient l'otage des professionnels avec lesquels il a choisi de travailler. »

Pour illustrer le début de sa leçon, Moretti avait apporté des extraits de films tournés par lui-même avec une petite caméra lorsqu'il faisait partie du jury d'un grand festival, à Cannes bien sûr, mais aussi à Venise ou à Locarno. « Regardez Tim Burton, dans quelques heures le palmarès de Cannes va être annoncé. Il n'a pas dormi de la nuit. Et Luc Bondy qui en est à prendre des médicaments pour chasser l'angoisse. » Une pensée pour David Lynch et les siens : eux aussi vont commencer à ne plus trouver le sommeil.

Franck Nouchi

CULTURE
Publicités
EN
RÉGIONS

THÉÂTRE GYPTIS
CHATOT-VOUVOUCAS
du 28 mai au 1^{er} juin
Les Directeurs
Daniel Besse
Mise en scène Etienne Bierry
Mélières 2001 : meilleure pièce de création,
meilleur auteur francophone
UNE FABLE SOCIALE GRINGANTE
04 91 11 00 91 - Marseille
Rens. publicité : 01.42.17.39.65

Apartment #5C, de Raphaël Nadjari • Dans cette tragédie moderne aux allures de film de genre, deux jeunes Israéliens en quête d'identité voient leur rêve américain tourner court

Virée fatale dans le New York en guerre de l'après-11 septembre

« C'EST LA BELLE VIE que tu m'a promise », fait remarquer Nicky, dubitative, à Uri. Cette belle vie à un nom, New York, capitale du cosmopolitisme, installée sur le continent américain, et où parler hébreu et manier l'anglais avec la plus grande maladresse ne constitue même pas pour ces deux jeunes gens un signe distinctif. Une fois foulé ce sol américain tant convoité, le rêve se prolonge, comme au cinéma, en jouant à Bonnie et Clyde, et en braquant des épiciers qu'un pistolet suffit à impressionner. Pourtant, la petite histoire prend rapidement fin, rattrapée par la grande Histoire.

En terminant avec *Apartment #5C*, le dernier volet d'une trilogie consacrée à New York après les lumineux *The Shade* et *I'm Josh Polonski's Brother*, Raphaël Nadjari fait bien plus que mener à bien un projet conçu sur le long terme. Il le porte à un point d'incandescence – le New York de l'après-11 septembre – où ne sont pas seulement effacées deux tours jumelles et une partie de leurs occupants, mais une certaine idée du cosmopolitisme. Donc de l'identité. Uri et Nicky foulent le sol new-

Yorkais armés d'une double nationalité. Ils le quitteront en apatrides.

Cette question de l'identité, du New York de l'ère terroriste, du lien impromptu entre un pays en guerre depuis sa création, Israël, et une superpuissance qui découvre brutalement qu'elle ne vivra plus jamais en paix, peut sembler bien complexe pour les frères épaulés d'un jeune réalisateur qui a tourné son film en contrebande, en quatre semaines, avec une équipe réduite et des comédiens chargés d'improviser leurs dialogues.

LA FIN DU COSMOPOLITISME

Pour éviter les écueils du grand sujet, Raphaël Nadjari, là où d'autres théoriserait, se fie à la dramaturgie. Il utilise, avec une rare intelligence et un talent unique, les armes de la série B, c'est-à-dire une petite forme, typique du cinéma de genre, qui agit, tel un révélateur, sur les personnages, le récit et la psyché d'un pays. *Apartment #5C* doit beaucoup à l'un des meilleurs films de John Berry, *Menaces dans la nuit*, où l'arrivée inopinée d'un étranger dans un foyer mettait à nu les dou-

leurs refoulées d'une famille et d'un pays.

L'immeuble de Brooklyn où échoue Nicky lorsque, après l'avoir accidentellement blessée avec son pistolet, Uri l'abandonne sur un coup de tête, n'est pas n'importe quel immeuble. Il est le cœur du monde. C'est un outil dramatique, où s'entrechoquent les vies tumultueuses de Max, le propriétaire, cloué sur une chaise roulante, de Harold (Richard Edson), son beau-frère chargé des travaux d'entretien, progressivement attiré par Nicky. C'est aussi un outil métaphorique qui serait un condensé de ce qu'est devenue la métropole new-yorkaise. Et dans cet immeuble à l'atmosphère suffocante, chaque porte arbore un autocollant, une affiche ou un dessin représentant la bannière étoilée. Dans la chambre de Nicky (la comédienne israélienne Tinkerbelle) donne une dimension physique à son personnage qui en fait par instant une Gena Rowlands adolescente) trône une affiche des deux tours jumelles, abandonnée d'ailleurs par un compatriote israélien.

Apartment #5C fonctionne prin-

cipalement sur le mode de la fracture. De film de gangsters, il se mue en histoire d'amour tragique. Il s'exprime sur un mode frénétique, rythmé par la belle musique de John Surman, descend à toute allure Manhattan pour se fixer brutalement sur Brooklyn. Ce sens du mouvement, parfaitement ordonné, et mis en scène comme une course contre la montre, épouse la trajectoire d'une histoire où l'on agresse l'autre avant de chercher à aller ensuite vers lui. Il y a une dimension profondément noire dans la relation maudite qu'entretient Nicky avec Harold. Pour assurer le futur de Nicky, Harold doit faire don de sa vie, en choisissant le sacrifice plutôt que l'union. Cette noirceur ne doit pas tout aux règles de la tragédie classique. Elle est moderne, c'est-à-dire actuelle. Le New York en guerre, gagné par la fièvre nationaliste, en est devenu le théâtre idéal.

Samuel Blumenfeld

QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film américain avec Tinkerbelle, Richard Edson, Ori Pfeffer, Jeff Ware. (1 h 33.)

Istvan Bibo, Fragment, de Peter Forgacs • Plongée dans les eaux troubles du passé hongrois

Rhapsodies d'un antitotalitariste exemplaire

IL YA cette année, à la Quinzaine des réalisateurs, quelques films si remarquables et si audacieux qu'ils feraient douter du handicap dont se plaignent les responsables des sections parallèles. Si l'heure n'est pas encore au bilan, le nouveau film du Hongrois Peter Forgacs en est d'ores et déjà une preuve supplémentaire. Auteur d'une œuvre entamée en 1978, ce cinéaste atypique né en 1950, auquel le Forum des images a consacré voilà quelques mois une passionnante rétrospective, n'a de cesse de sonder depuis une dizaine d'années, essentiellement à partir d'images d'archives publiques et privées, l'histoire contemporaine de la Hongrie. Son travail, par le traitement qu'il fait subir à ce matériau d'origine et par la réflexion ainsi suscitée sur la nature des images liées à l'histoire, peut être comparé à celui que mène le couple Gianikian en Italie.

Comparé par le réalisateur à une synthèse de Tocqueville et de Camus, le philosophe hongrois Istvan Bibo est l'objet de son nouveau film, à travers la fermeté exemplaire de son des-

tin personnel et l'implacable lucidité d'une œuvre consacrée à l'analyse de l'évolution politique de la Hongrie dans l'entre-deux-guerres. Lus en voix off, de nombreux extraits de cette œuvre, associés à l'envoûtante composition musicale de Tibor Szemző, composent la bande sonore de ce film, dont les images retravaillées (par des ralentis, des grattages, des arrêts, des inscriptions et des utilisations de négatifs) se partagent entre les archives personnelles de Bibo, des bouts d'actualité et des scènes documentaires de la vie quotidienne hongroise.

UN GRAND PENSEUR POLITIQUE

Né en 1911, Bibo aura reçu une double formation de juriste et de philosophe avant de devenir le plus grand penseur politique hongrois. Arrêté en 1944 par le gouvernement de son pays, qui est alors aux mains du parti fasciste et collaborationniste des Croix fléchées, il entre par la suite dans la clandestinité, avant de connaître de nouvelles vicissitudes personnelles sous la domination communiste, en étant condamné à la réclu-

sion à perpétuité après l'insurrection de 1956, pour avoir participé au gouvernement. L'évocation de ce destin à la fois contrarié et forgé par les revers de l'histoire suffirait à rendre le film de Peter Forgacs passionnant. Mais l'expression pénétrante de la pensée politique de Bibo, frottée à des images que le cinéaste, en accusant leur viscosité, parvient à rendre comme rétives au temps qui passe, en fait par surcroît une œuvre dont la leçon dépasse de très loin le contexte spatio-temporel de l'époque. Les analyses politiques et sociales de cet humaniste chrétien, dont l'esprit n'aura jamais plié devant les sirènes du totalitarisme, qu'il soit national ou socialiste, semblent, aujourd'hui, par la fermeté d'âme et la justesse dont elles témoignent, plus que jamais utiles à une époque qui semble, de nouveau, tentée par la fatalité.

Jacques Mandelbaum

QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film hongrois de Peter Forgacs. (1 h 09.)

Humbert Balsan, producteur (Ognon Pictures), insiste sur le financement des films d'auteur

« Le fossé se creuse entre producteurs commerciaux et cinéma de création »

CANNES

de notre envoyée spéciale

Vous êtes producteur de films d'auteur, vous venez de présenter en compétition officielle

■ DÉBAT

Quel avenir pour le système de financement du cinéma français ?

Intervention divine d'Elia Suleiman, quel est votre avis sur l'évolution du financement du cinéma français ?

Il faut rétablir un paramètre fondamental : la capacité d'un producteur à prendre des risques et assumer des choix esthétiques. Le film de Suleiman est d'une audace financière énorme puisqu'il a été lancé alors qu'un tiers seulement de son financement était assuré. Je pense que le risque financier doit marcher avec le risque artistique. Toutefois, si le financement n'est pas assuré au démarrage, les mécanismes du cinéma français sont verrouillés de telle façon que ni les chaînes de télévision, ni les Sofica ne peuvent intervenir en cours de tournage. C'est très pénalisant. Le seul financement autorisé, c'est l'avance sur recettes après tournage, plafonnée à 76 224 euros. C'est aberrant et contraire à toute prise de risques.

Quelles sont les grandes tendances dans la production ?

Le fossé se creuse entre les producteurs commerciaux et le « laboratoire » du cinéma de création. Dans toutes les industries, un laboratoire, c'est l'endroit où s'édifie l'avenir. Dans le domaine des sciences, aucune découverte n'a jamais été prévue. Les chercheurs travaillent inlassablement, avec modestie, et, parfois, ils trouvent. Dans le cinéma, c'est également dans des laboratoires que peut surgir une régénérescence de la création. Le public et les festivals – la sélection cannoise le montre – donnent raison à ce type de films.

Que pensez-vous de la crise que traverse Canal+ ?

Cela me touche peu. J'avais déjà fait beaucoup de films sans Canal+, quand la chaîne cryptée a commencé à investir dans mes films, après le succès de *Y aura-t-il de la neige à Noël ?*, de Sandrine Veysset. Mais, à nouveau, je produis quatre œuvres sans apport de Canal+. Pour moi, la fusion entre Vivendi et Universal a perverti les relations que Canal+ entretenait avec le cinéma. La tournure des discussions entre de nombreux producteurs et la chaîne devient dramatique. Canal+ n'investit plus dans tout le spectre du cinéma et il n'y a aucune grille de lecture objective pour savoir pourquoi Canal+ retient tel film et pas un autre.

Quels modes de financements nouveaux faut-il explorer ?

On est très en retard au niveau européen. Cela aiderait considérablement les créateurs si un même film sortait simultanément à Paris, Berlin, Copenhague ou Milan. Permettre une meilleure circulation de tous les films en Europe devrait être une priorité politique et culturelle absolue. Quitte à imposer, pour une période donnée, une obligation de circulation des films européens. Par ailleurs, à l'exception d'Arte, qui a permis à toute une génération de cinéastes de réaliser des téléfilms extraordinaires, on a tendance à donner trop d'importance aux télévisions. Les films sont d'abord faits pour être vus en salles et non pas pour être jugés selon un potentiel d'Audimat. Il faut en urgence revenir au vrai débat, à la création et à l'audace. Il n'est pas du tout sûr que le succès des films commerciaux à gros budgets français perdure.

Faut-il augmenter les fonds de l'avance sur recettes ?

Il faut arrêter de mépriser le cinéma d'auteur français et de l'étouffer, notamment par une trop faible distribution. C'est dans le « petit argent » que se font les grandes choses. Il faudrait doubler les fonds de l'avance sur recettes et l'accorder aux films qui tentent une aventure esthétique. Quinze millions d'euros en plus, c'est des millions de kilomètres de pellicule...

Propos recueillis par Nicole Vulser

LA PHOTOGRAPHIE DE JEAN-MICHEL TURPIN

La fête du cinéma ne serait pas sans ses nuits cannoises. Villas, plages privées ou clubs branchés, le festivalier doit montrer patte blanche pour s'y amuser. Le gage d'une soirée réussie : croiser le plus possible de stars.



L'Arche russe, d'Alexandre Sokourov • Tournée en caméra numérique, en un seul plan-séquence, une plongée flamboyante et nostalgique au cœur de trois siècles d'histoire

Archéologie vivante du passé russe, au temps de la cour des tsars

SI LE CINÉMA est une machine à conserver du temps, alors rien ne saurait davantage se prêter à cette définition que le film d'Alexandre Sokourov. D'abord, parce qu'il y est question d'histoire, celle de la Russie des tsars, ensuite parce que le film tout entier vise à mettre en conserve sa propre durée de tournage.

L'Arche russe est en effet composé d'un seul plan, une manière de figer un réel, sans couture, d'aligner la durée de son récit sur celle de sa vision. Ce tour de force technique et physique a nécessité un tournage minutieux en caméra numérique haute définition maniée par un expert de la steadycam. A l'arrivée, le public de Cannes s'est trouvé devant un objet monstrueux et impressionnant qui fit grincer quelques dents en raison de la nostalgie de la Grande Russie qui semble s'y exprimer et aussi du fait qu'il fut perçu (à tort) comme un exercice formel certes virtuose mais inutile.

Un narrateur invisible s'introduit dans le Musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg. Il y rencontre un individu vêtu de sombre, un diplomate français ricanant, dont il va suivre les déambulations. Traversant les salles du gigantesque musée, il croiera divers personnages, assistera à des saynètes, s'arrêtera admiratif devant les tableaux, filmés comme des personnages vivants, de la peinture flamande à celle de la Renaissance italienne. Trois siècles d'histoire se télescopent et se chevauchent. Pierre le Grand, Catherine II, le baron de Custine, Pouchkine, le tsar Nicolas II et sa famille figurent ainsi parmi les personnages croisés, suivis ou simplement aperçus.

L'ivresse d'un parcours qui traverse le temps tout en refusant la moindre discontinuité perceptive emporte progressivement le spectateur en l'immergeant dans l'image. L'Arche russe est à la fois l'illusion de la liberté du promeneur-voyeur et en même temps la profonde négation de son autonomie. Celui-ci ne peut-être qu'emporté dans le torrent d'un



Traversant les salles de l'Ermitage, le narrateur croise des personnages, assiste à des saynètes.

mouvement irréspressible, témoin d'une histoire morte, reconstituée et balayée immédiatement.

Les propos tenus par le personnage du diplomate, grande silhouette dégingandée, sarcastique et fasciné en même temps, sont à la fois misanthropes et moqueurs, notamment lorsqu'il s'en prend aux lourds et ennuyeux protocoles de la cour des tsars mais aussi aux visiteurs dont les vêtements n'indiquent plus (horreur !) la classe sociale et qui prétendent apprécier la peinture religieuse sans rien connaître des Saintes Ecritures. Un tel personnage évoque la façon dont la Russie fut, au cours des siècles, balancée entre un rapprochement vers l'Europe éclairée et un repli sur une russophilie sans concessions.

Emporté dans le tourbillon de ce plan-séquence infini, le spectateur mêlé au public qui quitte en fin de film le palais de l'Ermitage ressent un extraordinaire sentiment de proximité. Rien que pour cette sensation inédite, il faut accepter de plonger dans le film de Sokourov.

Qu'est ce qu'un musée sinon une machine à conserver du temps ? Bien sûr, très vite, la beauté étourdissante des œuvres d'art aperçues appelle un regard sur le contexte dans lequel elles ont été créées, sur ceux à qui elles s'adressaient. L'art conservé à l'Ermitage devient la trace d'une période forgée par la croyance, l'irrationnel, une spiritualité oubliée dont il convient, pour ce personnage et pour Sokourov lui-même sans doute, de rappeler les richesses perdues.

REGRET D'UN ORDRE ANCIEN

L'amour de l'art devient évidemment le regret d'un ordre ancien dont on sait qu'il produisit des traces inaltérables dans l'histoire de l'esthétique. Il y a ainsi, dans L'Arche russe, l'affirmation d'une vision réactionnaire, une nostalgie idéologique discutabile mais aussi troublante par le cri métaphysique qu'elle pousse devant la disparition d'une ancienne vision du monde. La réaction, on le sait, peut être l'expression d'une mélancolie infinie.

Le lieu choisi par le cinéaste prend ainsi une autre signification. Très vite, le film devient une réflexion sur la nécessité pour l'humanité de conserver des empreintes de son histoire. Le musée, lieu de conservation, interroge dès lors l'exigence de fixer pour l'éternité les œuvres d'art. L'idée de restauration s'entend dès lors dans son sens à la fois muséographique et politique. Conserver les œuvres doit-il passer par la conservation de ce qui les a rendues possibles ?

L'emploi du numérique, dont on vante le caractère pérenne, prend soudain une nouvelle signification. C'est le support inaltérable qui sera appelé à figer à jamais les images du monde. Conserver sans perdre la force primitive du travail des artistes est la question qui est au cœur du flamboyant film de Sokourov.

Jean-François Rauger

COMPÉTITION OFFICIELLE. Film russe, avec Sergueï Dreïden, Maria Kouznetsova.

PANORAMA DES SÉLECTIONS

About Schmidt

VOICI une carte géographique qui montre les Etats-Unis comme on ne les a pas souvent vus. Alexander Payne suit les courants d'émotions qui parcourent le pays. Aux Etats-Unis on s'embrasse et on cherche à se mettre « en contact avec ses émotions » autant qu'on s'entre-tue par armes à feu. Ce flot de sentimentalité a une source, la télévision. Et aussi quelques flots qu'il contourne. Warren Schmidt (Jack Nicholson) est l'un d'entre eux. Pendant toute sa vie il a résisté passivement aux enthousiasmes de sa femme, mettant son énergie dans son travail d'assureur. En quelques jours, il prend sa retraite, perd son épouse et marie sa fille. Sans compassion, mais sans mépris, Alexander Payne montre le champ de ruines laissé par l'endoctrinement du sentimentalisme. A l'image de Jack Nicholson, qui tente de faire oublier son identité de star sans toujours y arriver, tout le film est traversé par le conflit entre la volonté de refouler les formes hollywoodiennes, afin de retrouver un rapport plus direct avec le monde réel à l'écran, et l'impossibilité d'y échapper totalement. Le résultat est intrigant, parfois brillant mais, au bout du compte, très ambigu.

T. S. Compétition officielle. Film américain d'Alexander Payne. Avec Jack Nicholson, Kathy Bates, Dermot Mulroney. (2 h 05.) Photo D. R.



Rachida

PREMIER long métrage de Yamina Bachir, ce film évoque, à travers le destin d'une jeune femme et de sa mère, les pires heures du terrorisme en Algérie. Enseignante dans un lycée à Alger, Rachida est abordée dans la rue par un groupe de jeunes gens qui veulent l'obliger à placer une bombe dans l'établissement. Elle refuse et est abattue froidement par l'un des garçons. Sauvée par miracle, mais durablement traumatisée, elle se réfugie dans un village avec sa mère. Mais le terrorisme l'y poursuit inexorablement, comme s'il ne se trouvait plus en Algérie un seul endroit où l'on puisse y échapper. C'est une des principales vertus de ce film, dont la mise en scène manque par ailleurs de vigueur et de distance, que de montrer l'omnipotence de la terreur, en donnant au spectateur à éprouver l'effroi et le dénuement absolus de ses victimes.

J. M. Un certain regard. Film algérien de Yamina Bachir. Avec Djouadi Ibtissem, Bahia Rachedi, Hamid Ramas, Abdelkader Belmokadem, Rachida Messaouden. (1 h 40.)

Blue Gate Crossing



CE CHASSÉ-CROISÉ amoureux se distingue par une structure complexe où sont exposés de manière trop prévisible les déboires de l'adolescence. Réalisé par le Taïwanais Chih-yen Yee, Blue Gate Crossing montre les difficultés de Kerou, une lycéenne de 17 ans, qui vit mal sa sortie du monde de l'enfance. Sa meilleure amie, Yuezheng tombe amoureuse d'un garçon,

Shiahao, idole de son lycée et champion de natation, sport qui l'intéresse davantage que les conquêtes féminines. Seule Kerou retient son attention. Même exposés avec finesse, la confusion des genres et la recherche d'une identité sexuelle à travers des comportements flous possède un air de déjà vu et ne s'appuie pas sur des personnages forts. L'univers du lycée avec ses rivalités internes est montré avec une inventivité qu'une histoire prévisible tend à neutraliser.

S. Bd Quinzaine des réalisateurs. Film taïwanais de Chih-yen Yee. Avec Bo-lin Chen, Lun-mei Guey, Shu-hui Liang. (1 h 24.) Photo © Pyramide Productions/Arc Light Films.

La folle prise du Palais d'hiver par Alexandre Sokourov

POUR raconter ce qui n'est pas à proprement parler une histoire, où se croisent les tsars, les directeurs de l'Ermitage et du Musée Pouchkine, Sokourov a eu recours à des moyens techniques et humains considérables. Dès le printemps 2001, Sokourov et son chef opérateur, Tilman Büttner, virtuose allemand de la SteadyCam dont le seul titre de gloire jusqu'à présent était l'image de Cours Lola, cours !, de Tom Tykwer, font, armés d'une caméra

numérique et entourés d'une cinquantaine de figurants, un premier parcours des 36 salles du musée que les héros traverseront durant ces 87 minutes et 12 secondes. Une première vraie répétition a lieu le 5 novembre, alors que le choix des 860 artistes et figurants et la fabrication des 360 costumes de différentes époques battent leur plein.

Un mois plus tard, Valery Gergiev, le directeur du célèbre théâtre Mariinski (ex-Kirov) de Saint-Petersbourg et chef invité permanent du Metropolitan Opera de New York, donne son accord définitif par téléphone pour venir diriger l'orchestre de l'impressionnante scène de bal, puis l'enregistrement de la musique du film en studio. Une deuxième répétition, caméra à l'épaule et figurants en place, a lieu le 17 décembre : la distance est parcourue en 70 minutes.

Trois jours plus tard, araucarias, lauriers et thuyas sont apportés du parc de Tsarskoïe Selo et la décoration des salles se termine. Le 22, les tableaux et les sculptures des salles choisies sont déplacés, quelque 200 sources de lumière supplémentaires sont installées et les 800 figurants font leur entrée dans l'Ermitage pour être habillés et maquillés sur place. Enfin, le 23 décembre, alors même qu'il a été décidé de ne pas totalement fermer le musée aux groupes de touristes dont l'excursion était prévue de longue date, le tournage de ce qui restera comme une expérience cinématographique unique a lieu. Les 53 maquilleuses et 65 habilleuses finissent leur travail, commencé la veille au soir.

Après trois « faux départs », la quatrième tentative est la bonne. A 13 h 50, la prise commence enfin, alors même que l'on sait que, une heure et demie plus tard, la nuit commencera à tomber sur la métropole la plus septentrionale du mon-

de : le 23 décembre est le jour le plus court de l'année. La prise se termine à 15 h 18, à 1,5 kilomètre du point de départ.

Mais seule l'image est « en boîte » : en effet, les sons et dialogues enregistrés lors du parcours ne l'ont été que comme repères sonores. Courant janvier, le travail sur le son commence. L'acoustique de l'Ermitage, du fait du volume de ses salles et de ses escaliers, ne peut être rendue en studio. Les deux

Huit cents figurants et cent vingt habilleuses et maquilleuses sont mobilisés pour cette traversée de l'Ermitage en 87 minutes et 12 secondes, filmée en une seule prise dans un musée en partie ouvert au public !

ingénieurs du son, Vladimir Persov et Sergueï Mochkov, collaborateurs de Sokourov depuis près de vingt ans, réinvestissent le musée afin d'enregistrer les dialogues, les figurants et les scènes de foule, auxquels seront ajoutés des bruits et des sons enregistrés lors des répétitions.

Le 23 janvier, Valery Gergiev dirige son orchestre de 80 musiciens au Théâtre Mariinski pour enregistrer La Valse pour le tsar, de Glinka, puis, le 3 février, il revient diriger, à

l'Ermitage, une partie de son orchestre pour la mazurka de la scène de bal.

Pour mettre en scène ce projet fou, Sokourov a recours à une caméra numérique, la Sony HDW-F900, présentée au Marché du Festival de Cannes en 2000, qui permet d'approcher une qualité d'image analogue à celle fournie par la pellicule. Avec une résolution de 1920 x 1080 pixels et un enregistrement en 24 images par seconde, comme une caméra 35 mm, cette caméra a été utilisée d'abord par Pitofo pour Vidocq, puis par George Lucas pour L'Attaque des clones. Pour qu'elle puisse se mouvoir correctement, le chef opérateur a fait construire au Canada un harnachement lui permettant de supporter les 35 kilos de matériel durant tout le parcours. Lors de la postproduction, Sokourov apportera des correctifs par ordinateur, « allumant » par ci des appliques au mur, introduisant par là de la brume sur la Neva.

Coproduit par l'Allemagne à hauteur de 40 %, ce film intrinsèquement russe, auquel le ministère russe de la culture a apporté un concours financier non négligeable afin de boucler un budget légèrement supérieur à 3 millions d'euros, scelle un nouveau pacte entre les autorités allemandes et russes. Depuis 1991, les Allemands demandent que les collections prises par les Soviétiques à la fin de la seconde guerre mondiale (2,5 millions d'œuvres d'art et 10 millions de livres auraient ainsi disparu des musées et des collections privées du territoire allemand libéré par l'URSS) leur soient restituées. Cette « association cinématographique » au plus haut niveau des deux Etats est donc une grande première.

Joël Chapron

plateaux continus plateaux

paris-yerevan
cafés
la demande en mariage

paris-yerevan olivia grandville
composition chorégraphique autour d'un voyage

cafés anne bérélowitch
spectacle théâtral et musical - c' l'instant même

la demande en mariage
éric da silva emballage théâtre

15 mai - 9 juin
théâtre de gennevilliers
tél 01 41 32 26 26

Vivez plus de 24 Heures
de Musique au Mans
jusqu'au 29 mai.

FRANCE
FESTIVALS

Retrouvez toute l'information sur les festivals
internationaux de musique sur le site internet
www.francefestivals.com

Robert Evans, dernier nabab de Hollywood

Le producteur emblématique des années 1970, ruiné, drogué et soupçonné de meurtre dans les années 1980, a fait de sa vie une légende, narrée dans un documentaire projeté à Cannes

ROBERT EVANS a écouté les conseils d'Andy Warhol. Il a su faire de sa vie une œuvre. La somme de cette existence à la fois brillante et désastreuse se trouve dans le documentaire *The Kid Stays in the Picture*, consacré au producteur américain et présenté en sélection officielle à Cannes. « *Ma vie est plus amusante à regarder qu'à vivre* », soutient le producteur, qui vous tend les épreuves du second tome de son autobiographie, *The Fat Lady Sang*, et vous demande d'en lire les premières pages en vous poussant dans l'un des fauteuils moelleux de sa suite de l'Eden Roc à Antibes, le palace où se réfugient durant le Festival de Cannes les stars hollywoodiennes.

L'existence de Robert Evans contient une somme de paradoxes qui feraient les délices de n'importe quel scénariste. En 1979, il fait partie des dix célibataires les plus courus. En 1981, il se retrouve sur la liste des criminels recherchés par le FBI. En 1979 toujours, après une décennie extraordinaire au cours de laquelle il a tenu de main de maître le studio Paramount et produit *Love Story*, *Le Parrain* et *Le Parrain II*, *Chinatown* et *Marathon Man*, il est à la tête d'une fortune estimée à 11 millions de dollars. Dix ans plus tard, il n'a plus que 37 dollars en poche. Ses seuls revenus dans les années 1980 proviennent d'une publicité tournée par cet ancien comédien pour une marque de cosmétiques.

De la terrasse de la suite occupée par Robert Evans, on entend vociférer Harvey Weinstein, le tout-puissant patron de Miramax, sur le point d'étrangler son téléphone portable. La nuit pourtant, Harvey Weinstein et toute une génération de producteurs américains doivent rêver de Robert Evans comme étant l'incarnation parfaite du patron de studio qu'ils souhaiteraient tant devenir.

En 1998, dans *Wag the Dog*, de Barry Levinson, Dustin Hoffman, interprétant un producteur hollywoodien, avait adopté les signes distinctifs de Robert Evans : lunettes surdimensionnées, phrasé frénétique, posture physique nonchalante. Ce mimétisme montre à quel point Evans s'est transformé en icône. Timide succès de librairie au moment de sa publication en 1994, son autobiographie est devenue un immense succès trois ans plus tard, au moment de sa sortie en cassette audio. A Los Angeles, où les gens passent une grande partie de la journée en voiture, ce récit a rapidement été considéré comme un cours magistral pour tous ceux qui veulent intégrer l'industrie du cinéma, c'est-à-dire l'intégralité de la Californie du Sud.

Robert Evans incarnait dans les années 1970 l'utopie d'une industrie cinématographi-

BIOGRAPHIE

► 1956

Incarne à l'écran le producteur Irving Thalberg dans « L'Homme aux mille visages ».

► 1966

Deviend patron de Paramount Pictures.

► 1971

Produit « Le Parrain ».

► 1984

Inculpé dans une affaire de meurtre lors de la production de « Cotton Club ».

que capable de faire fortune en produisant des œuvres d'art. Lien entre le vieux système des studios et les conglomérats corporatistes des années 1990, il est le témoin, au moment où Charlie Bluhdorn, patron de Gulf and Western, le nomme en 1966 à la tête de Paramount, du passage d'une ère classique de la production cinématographique à un nouvel âge industriel et formaté.

« *J'avais demandé, au moment de ma nomination à la tête de Paramount, une totale autonomie. Je ne voulais parler qu'à Charlie Bluhdorn. J'avais autour de moi un staff de 5 personnes qui produisaient 25 films par an. Aujourd'hui, un studio produit 10 films par an avec un staff de 300 personnes. Je n'avais dans mon contrat aucune obligation mondaine, je voulais me concentrer uniquement sur mon travail.* »

Encore aujourd'hui, le nom de Robert Evans représente pour nombre de producteurs et de réalisateurs américains un modèle à suivre en matière d'organisation du travail. Joe Roth, le fondateur de Revolution Pictures et ancien patron de Fox et de Disney, reconnaissait récemment s'inspirer des méthodes d'Evans.

Pour d'autres réalisateurs, Evans est le cerveau qui a permis au *Parrain* et à *Chinatown* d'être ces joyaux qu'ils ne seraient jamais

devenus sans la pugnacité de leur producteur. L'anecdote, souvent réfutée par Francis Coppola, d'un premier montage du *Parrain* qu'Evans aurait balayé d'un revers de la main, le trouvant trop court, et exigeant qu'on y rétablisse toutes les chutes pour le rallonger d'une heure a fait le tour du monde. Evans était, pour certains, cette force cachée qui transformait les grands films en chefs-d'œuvre. Pour d'autres, il n'était qu'un imposteur qui avait eu pendant longtemps de la chance.

UN SENS INTACT DE LA REPRÉSENTATION

Robert Evans est né dans le monde du spectacle. Il y est demeuré pour devenir un jeune acteur en vogue dans les années 1950, avec notamment un rôle de matador ridicule dans *Le soleil se lève aussi*, de Henry King. Ce sens de la représentation ne s'est pas perdu. De blanc vêtu, avec d'étranges chaussures à talonnette, Robert Evans semble sortir d'un film de David Lynch. Il pourrait être le nain maléfisant de *Mulholland Drive*, ou l'homme qui a tué Laura Palmer dans *Twin Peaks*. Après une grave maladie au cerveau, il s'est mis péniblement à remarquer. Les séquelles sont étalées sur son lit, sous la forme d'un gigantesque sac rempli de médicaments qu'il étale nonchalamment. « *Je vous le dis, ces pilules sont plus dangereuses que la drogue.* »

Samuel Blumenfeld



ROBERT EVANS

LES GENS DE CANNES

■ Le prince **Albert de Monaco**, qui n'a pas encore monté les marches, a passé une partie de la nuit de mardi à mercredi au Martinez, sur le « *dance floor* » de la suite des Guetta, l'une des discothèques éphémères qui font les belles soirées cannoises. Arrivé avec un groupe d'amis, le prince héritier a croisé **Kenzo**, **Jean-Pierre Jeunet**, le réalisateur du *Fabuleux destin d'Amélie Poulain*, **Michèle Bernier**, le DJ **Charles Schillings**, **Michel Field** et **Ariel Wizman**.

■ **Giorgio Armani** a donné mardi soir un dîner privé réunissant 40 convives sur « *Charade* », le yacht de **Paul Allen**, cofondateur de Microsoft, amarré en baie de Cannes. Le couturier avait à sa table **Martin Scorsese**, **Leonardo Di Caprio**, **Jack Nicholson**, **Judith Godrèche** et **Marion Cotillard**.

■ **Brian de Palma**, dont le dernier film en date, *Femme fatale*, est présenté hors compétition au Festival de Cannes, tournera son prochain film dans les Roma Studios, que vient d'acquérir le producteur tunisien **Tarak Ben Ammar**. Le producteur a annoncé à Cannes son intention d'attirer dans ces studios romains de gros films américains, dont il achèterait les droits européens en échange de prestations. Tarak Ben Ammar a commencé sa carrière avec Cathago Films, en Tunisie, où ont été notamment tournés *Star Wars* et *Les Aventuriers de l'Arche perdue*. Roma Studios, qui dispose de deux des plus grands plateaux européens au bord de la mer, a été acheté en partenariat avec deux sociétés italiennes. Ces studios italiens appartenaient en grande partie à **Giancarlo Parretti**, l'ancien homme d'affaires lié au scandale du Crédit lyonnais, aujourd'hui en fuite.

■ Le cinéaste américain **David Lynch** et le musicien **John Neff** ont composé et enregistré ensemble un titre en hommage à Cannes, baptisé *Cannes Memory*, dans lequel le réalisateur d'*Elephant Man* et *Blue Velvet* joue de la trompette. Fidèle collaborateur de David Lynch, John Neff tient les claviers sur cette composition distribuée mercredi aux festivaliers sous la forme d'un CD. Le morceau a été enregistré dans le studio de Lynch à Hollywood, Asymmetrical Studio, où sont également nées les bandes originales d'*Une histoire vraie* et de *Mulholland Drive*, dont John Neff a composé plusieurs titres.

■ **Richard Miller**, ministre des arts, des lettres et de l'audiovisuel de Belgique francophone, a présenté lors de son séjour à Cannes son projet de chaîne européenne entièrement dédiée au cinéma à **Jean-Jacques Aillagon** et à **Jérôme Clément**, président d'Arte France. Tous deux ont réagi positivement et attendent les conclusions d'une étude sur la faisabilité de cette initiative.

RADIO

VENDREDI 24 MAI

► **Les Chemins de la connaissance** 8 h 30, *France-Culture*
Fin de la série sur l'histoire du sionisme, avec Claude Klein et Alain Finkielkraut (*L'Imparfait au présent*, éd. Gallimard).

► **L'Ecole des savoirs** 11 h 40, *RFI*
Chaque vendredi, Emmanuelle Bastide ouvre son émission à un professionnel qui vient parler de son métier. Aujourd'hui, à l'occasion du Festival de Cannes, la journaliste reçoit Patrick Poivet, voix française de l'acteur américain Bruce Willis, qui décrit les diverses facettes du métier de doubleur.

► **2000 ans d'histoire** 14 h 00, *France-Inter*
L'opposition gauche-droite, avec Marc Riegler.

► **Spécial Festival de Cannes** 19 h 30, *RTL*
Depuis l'ouverture du Festival, RTL propose une émission quotidienne entre 19 h 30 et 20 heures, animée par ses envoyés spéciaux sur la Croisette, Remo Forlani, Denis Girolami et Michel Cohen-Solal.

► **Cubano jazz spécial** 21 heures, *TSF*
Dans la série Jazz Live, 45 minutes de concert avec, ce soir, Chucho Valdes, Irakere et Orquesta Aragon.

— THOMAS FERENCZI —

Le voyageur

IL EST ARRIVÉ! Le voyage a été long, mais tout s'est bien passé. La fatigue sera vite oubliée. Le travail peut commencer. Tout a été fait, il est vrai, pour faciliter les choses. Les services de sécurité ont été mobilisés, la foule tenue à distance, le lieu d'accueil soigneusement choisi. Il était attendu avec impatience. Sans lui, rien de sérieux ne pouvait se faire. Les experts, techniciens et autres conseillers ont préparé le terrain. On ne peut quand même pas lui demander de tout faire seul. Il fait partie d'une équipe, même s'il en est le leader. Mais ce péripète, aussi fastidieux soit-il, est d'une importance cruciale, chacun le sent bien, et il est essentiel que la télévision en rende largement compte.

De qui parle-t-on ? De George W. Bush, en visite en Europe au moment où les incompréhensions se multiplient entre l'Ancien et le Nouveau Continent ? Du pape Jean Paul II, venu fouler les lointaines terres de l'Azerbaïdjan puis de la Bulgarie, en dépit d'un état de santé plus que précaire ? Non, vous n'y êtes pas, il y a plus important : il s'agit de Zinedine Zidane, qui a rejoint ses coéquipiers au Japon avec quelques jours de retard et qui a voya-

gé avec les honneurs dus à un chef d'Etat.

Avant même la première rencontre de la Coupe du monde, le 31 mai, voici la France vouée à l'adoration de ses footballeurs. Nous n'ignorons rien de leur somptueuse résidence japonaise, où ils peaufinent leur préparation. Nous les voyons s'entraîner, courir, jouer au ballon. Nous entendons Roger Lemerre, leur *coach*, nous dire son bonheur d'être là, au calme, et nous confier son diagnostic sur la forme de ses joueurs, encore un peu tendus selon lui. Nous sommes informés des états d'âme du petit nouveau, Djibril Cissé, et de la solide confiance des vieux grognards. Bref, nos champions du monde sont choyés, chouchoutés, entourés de mille prévenances.

Mais attention, les supporters sont gens versatile. Si les Bleus ne gagnent pas, s'ils déçoivent notre fibre cocardière, plus dure sera la chute. Nous ne leur pardonnerons pas de nous avoir fait rêver puis de nous abandonner en chemin, nos espoirs brisés. Les dieux n'ont pas le droit de tromper l'attente de leurs fidèles. Nous sommes prêts à pardonner leurs faiblesses à Bush ou à Jean Paul II. Pas à Zidane.

TÉLÉVISION

La mémoire de Cannes

Lorsque, le 3 septembre 1938, Philippe Erlanger eut l'idée de créer « *un festival de cinéma qui ne serve pas la propagande des dictateurs* », il ne s'imaginait sans doute pas que la manifestation cannoise deviendrait le rendez-vous incontournable de tous ceux qui font le septième art. Durant ses cinquante-cinq années d'existence, le Festival de Cannes a vu défiler le gratin du cinéma mondial dans toutes ses composantes et ses sensibilités. Dans ses *Histoires de Cannes*, Gilles Jacob, président du Festival, qui en fut durant de nombreuses années le délégué général, revisite la mémoire de Cannes en un montage d'images sans commentaire présentant notamment une émouvante galerie de portraits.

D'un coup, se côtoient en un saisissant raccourci le charisme de Cary Grant et la tenue affriolante de Madonna, le coup de sang de Maurice Pialat lors de la remise de la Palme d'or à *Sous le soleil de Satan* et le coup de force de Claude Berri et Jean-Luc Godard pour interrompre le Festival en 1968. Si ce film, présenté cette année en ouverture du Festival (*Le Monde* du 16 mai), diffusé le même jour sur Canal +, et rediffusé ce vendredi sur Arte, n'apprend rien de réellement nouveau, il joue cependant avec bonheur la carte de l'émotion, comme dans cette séquence qui voit un Charlie Chaplin âgé et ému redessiner en quelques pas la silhouette de Charlot. — F. Cn.

« **Histoires de Festival** », vendredi 24 à 20 h 15, Arte.

VENDREDI 24 MAI

► Le Couple idéal

TF1, 20 h 50
A son tour, TF1 joue les entremetteurs. Face à « *Loft Story 2* », et avant le lancement de la seconde saison de « *Star Academy* », la Une se devait d'occuper le créneau, encore porteur, de la télé-réalité. Présenté comme un « *divertissement interactif* », « *Le Couple idéal* » repose sur un principe voisin de

celui de « *Loft Story* » : des célibataires sont soumis aux votes des téléspectateurs, qui élisent en direct le couple idéal. Mais alors que M6 étire le « *suspense* » sur trois mois, à TF1 les deux vainqueurs seront désignés à l'issue d'une seule émission.

► **La Vie en face : Un monde en fusion**
Arte, 22 h 25
« *Dans ce grand jeu de Monopoly planétaire, j'ai choisi de m'intéresser aux joueurs plus qu'à*

la partie », explique la réalisatrice Julie Bertucelli, en préambule de ce documentaire sur la fusion de trois sociétés sidérurgiques, la française Usinor, la luxembourgeoise Arbed et l'espagnole Aceralia. Pendant des mois, les cadres dirigeants multiplient les rencontres pour mieux se connaître et préparer ce nouveau groupe. Le film les suit dans les capitales européennes. Même si les lieux sont choisis pour créer une ambiance conviviale – grands restaurants, luxueux bureaux – l'embarras et les tensions sont souvent palpables. Au-delà de ces négociations, le film a un autre intérêt, au départ involontaire : faire découvrir Francis Mer, alors patron d'Usinor, devenu ministre de l'économie.

► Making of Belphégor

Canal+, 22 h 30
En prélude à la diffusion du film *Belphégor* tourné par Jean-Paul Salomé en 2001, avec Sophie Marceau, Canal+ propose de dévoiler les coulisses de ce long métrage qui rencontra l'engouement du public en dépit d'une critique plus que tiède. Ce documentaire dévoile les ficelles de ce film truffé d'effets spéciaux, peaufinés jusqu'à l'obsession, chacun des plans où apparaît le spectre ayant par exemple nécessité plus de trois jours de tournage.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 23 MAI

TF1

16.30 Exklusif Magazine 17.05 Melrose Place Désespoir 17.55 7 à la maison Une petite prière Série 18.54 Face aux bleus Magazine 18.55 Le Bigdil 19.52 Des mots pour l'écrire 19.55 Météo, Journal, Météo



20.55 NAVARRO SUICIDE DE FLIC Série. Patrick Jamain. Avec Roger Hanin, Marcelline Collard, Christian Rauth, Daniel Riale, Jacques Martial (Fr., 1998) **O** 7285304 *Après avoir appris qu'un brigadier s'était donné la mort, Navarro et ses « mulets » mènent une enquête périlleuse qui les conduit dans le quartier chinois de Paris.*

22.40 COLUMBO EAUX TROUBLES Série. Ben Gazzara. Avec Peter Falk, Poupée Bocar, Robert Vaughn, Patrick McNee, Dean Stockwell (Etats-Unis, 1975). 4211878 **O.33** Des mots pour l'écrire.

0.35 Les Couilles de l'économie 1.20 Exklusif 1.55 Reportages La coiffeuse d'Aventignan 2.20 Très chasse Le perdreau 3.15 Histoires naturelles Documentaire 4.15 Musique 4.45 C'est quoi l'amour ? Magazine (70 min). 9730144

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

16.10 The Harvey Girls ■■ George Sidney. Avec Judy Garland, John Hodiak, Ray Bolger (Etats-Unis, 1946, 100 min) **O** **CineClassics**
17.30 Les Créatures ■■ Agnès Varda (France, 1966, N., 90 min) **O** **Cinétoile**
18.05 Force majeure ■■ Pierre Jolivet (France, 1988, 85 min) **O** **Cinéstar 2**
18.50 Les Passagers de la nuit ■■ Delmer Daves (Etats-Unis, 1947, N., v.m., 115 min). **TCM**
19.00 Citizen Kane ■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1941, N., 120 min) **O** **Cinétoile**
20.45 La Cité de l'indicible peur ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1972, N., 80 min) **O** **CineClassics**
21.00 Le Temps de l'innocence ■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1993, 135 min) **O** **Cinéstar 2**
21.05 Prêt-à-porter ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1994, 135 min) **O** **Téva**
23.15 Les Apprentis ■■ Pierre Salvadori (France, 1995, 95 min) **O** **Cinéstar 2**
0.15 Les Parapluies de Cherbourg ■■ Jacques Demy (France, 1963, 100 min) **O** **Cinétoile**
0.20 Le Bal des vampires ■■ Roman Polanski (GB, 1967, v.m., 110 min) **O** **CineCinemas 3**
0.50 L'Appât ■■ Bertrand Tavernier (France, 1995, 115 min) **O** **Cinéstar 2**

FRANCE 2

16.00 En quête de preuves Série 16.55 Des chiffres et des lettres 17.25 Qui est qui ? 18.05 JAG Série 18.55 On a tout essayé 19.50 Un gars, une fille 20.00 Journal 20.30 Elections 2002 Jean-Pierre Raffarin 20.50 Météo.



21.05 CONTRE-COURANT UN COUPABLE IDEAL Documentaire. Jean-Xavier de Lestrade (France, 2001). Magazine présenté par Stéphane Paoli. 8075859 *A ne pas manquer. Un documentaire réalisé par Jean-Xavier de Lestrade en 2001, Oscar 2002 du meilleur documentaire. En Floride, deux avocats se battent pour innocent leur client.*

23.05 COMME AU CINÉMA SPÉCIAL CANNES Présenté par Frédéric Lopez. Au sommaire : Monica Bellucci à Hawaï. Les super-héroïnes. Métier : dressueur. 8956471 **1.10** Journal de la nuit.

1.35 La Femme Nikita Quatre années lumière plus tard **O** 2.15 Y a un début à tout Invités : Anne Parillaud, Yaguel Didier, Noémie Lenoir, Claude Lelouch, etc. 4.15 Infos 4.40 Le Petit (30 min) 1925811.

FRANCE 3

16.35 TO3 17.35 A toi l'actu@ 17.50 C'est pas sorcier 18.20 Questions pour un champion 18.45 La Santé d'abord 18.50 19-20 de l'Info, Météo 20.10 Consomag 20.15 Tout le sport 20.25 C'est mon choix... ce soir Magazine.



20.55 ULTIME DÉCISION Film. Stuart Baird. Avec Kurt Russell, Steven Seagal, Halle Berry, John Leguizamo, Joe Morton (Etats-Unis, 1995) **O** 5869965 *Un commando s'introduit dans un avion aux mains de dangereux terroristes. Thriller d'action sans surprise.*

23.10 Météo, Soir 3

23.40 SUJET TABOU PLAISIRS D'AMOUR Documentaire. Marie-José Behar **O** 360385 **0.35** J'ai pas sommeil Magazine 1.05 Espace francophone Chanter dans la vallée d'Aoste. 1.35 Ombre et lumière Invité : Gérard Jugnot.

2.05 C'est mon choix... ce soir 2.30 Soir 3 2.55 Des racines et des ailes Italie, la magie des lacs. Mon paradis à moi. Cuba dans tous ses états. Grèce : La nouvelle Odyssée. 77897540 **4.45** Un jour en France (35 min).

CANAL+

16.25 Surprises 16.30 The Yards ■■ Film. James Gray. Avec Mark Wahlberg (EU, 1999) **O** *En clair jusqu'à 20.45* 18.25 Dilbert The Fact **O** 18.50 Journal, + de sport 19.15 Cannes 2002 19.55 Les Guignols 20.05 Burger Quiz.



20.45 BOXE Réunion de Levallois. Championnat WBA des poids mi-lourds. Bruno Girard (Fr.) - Thomas Hansvoll (Norv.). 6295304 *Le Solognot Bruno Girard, qui avait conquis le titre WBA en battant en décembre 2001 l'Américain Robert Koon, met son titre en jeu contre le Norvégien Tomas Hansvoll.*

23.30 ORIGINE CONTRÔLÉE Film. Ahmed Bouchaala et Zakia Tahiri. Avec Patrick Ligardes, Atmen Kelif, Ronit Elkabetz, Karim Belkhadra, Abder El Kebir (France, 2000) **O**. 4673946

0.55 Le Silence de la mer ■■ Film. Jean-Pierre Melville. Avec Howard Vernon (Fr., 1947) **O** 2232305 **2.25** Hockey NHL 4.30 Arachnid Film. Jack Sholder. Avec Chris Pottter, Alex Reid (Esp., 2001, v.o., 100 min) **O** 5763873

FRANCE 5 / ARTE

16.30 La Perle du Sahara 17.30 100 % Question 18.00 Dialogue, dialogue 18.05 C dans l'air Magazine 19.00 Voyages, voyages Magazine 19.45 Arte info, Météo 20.15 Reportage Chine, quand le foot se réveille.



20.50 THEMA - LE CINÉMA ITALIEN D'APRÈS MARTIN SCORSESE [2/2] SENSU ■■ Film. Lucino Visconti. Avec Alida Valli, Farley Granger, Massimo Girotti, Heinz Moog, Marcella Mariani (Italie, 1954, v.o.). 2833656 *Une comtesse italienne tombe amoureuse d'un jeune officier autrichien cynique et jouisseur.*

22.40 THEMA (SUITE) - LE CINÉMA ITALIEN D'APRÈS MARTIN SCORSESE [2/2] MON VOYAGE EN ITALIE Film [2/2]. Martin Scorsese (EU, 2000, v.o.). 1666101 **0.50** En direct de Cannes Magazine. 6123415.

1.35 Cycle « Regards noirs d'Afrique et des Antilles » - I.T. (Immatriation temporaire). Téléfilm. Gahité Fofana. Avec Gahité Fofana, Fatoumata Kanté (France - Guinée, 2001, 70 min) 7824188.

M6

17.10 Highlander Une alliance dangereuse. Série 18.05 Le Flic de Shanghai Double jeu **O** 19.00 ET 20.40 Loft Story 19.45 Caméra Café Série 19.54 6 minutes, Météo 20.05 Notre belle famille De l'eau dans le gaz. Série.



20.50 LOFT STORY 2 Ce soir, un garçon sort du loft. Divertissement présenté par Benjamin Castaldi, Séverine Ferrer. 3963897 *Pour la première fois, quatre garçons (Kamel, David, Félicien et Romain) ont été nommés par les filles pour une possible sortie. Le lofteur éliminé rejoindra Benjamin Castaldi, ses amis et sa famille sur le plateau.*

23.20 ALLY MCBEAL Changement d'attitude. Série. Michael Schultz. Avec Calista Flockhart, Greg Germann, Courtney Thorne-Smith, Gil Bellows, Lisa Nicole Carson **O**. 3618588

0.15 E = M6 Enfants : qui sont-ils vraiment ? Au sommaire : Enfants surdoués : comment vivent-ils leur précocité ? ; etc. 9625273 **2.09** Météo 2.10 M6 Musique Les Nuits de M6. Emission musicale (290 min) 49841250

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction 30. Le Puits, de P. Koehn [2/2]. **21.00** Le Gai Savoir. Mario Bensasson. **22.00** Journal, Multipistes. **23.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Jiri Belohlavek : *De la maison des morts* (suite), de Janacek ; Œuvres de Mozart, Dvorak. **22.00** En attendant la nuit. David Robertson. **23.00** Jazz, suivez le thème. **0.00** Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Torelli, Vivaldi, Sammartini, Veracini. 20.40 Le pianiste Evgueni Kissin à l'Auditorium de Dijon. Œuvres de Scriabine, Glinka / Balakirev, Balakirev, Moussorski. **22.20** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Reissiger, Beethoven, Weber, R. Schumann. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

VENDREDI 24 MAI

TF1

12.05 Attention à la marche ! 12.50 A vrai dire 13.00 Journal, Météo 13.55 Les Feux de l'amour Feuilleton 14.45 Le Tourbillon des souvenirs Téléfilm. Harry Winer. Avec Jane Seymour, Bruce Davison (EU, 1999) 16.30 Exklusif 17.05 Melrose Place Vengeance diabolique. Série 17.55 7 à la maison Parloons. Série 18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal, Météo 20.45 Trafic infos.



20.50 LE COUPLE IDEAL Divertissement présenté par Nikos Aliagas, avec la participation de Miguel Derennes. 13643366

23.10 SANS AUCUN DOUTE Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de M^o Didier Bergès. 3478182

1.30 Les Coups d'humour Invité : Bruno Salomone.

2.10 Exklusif 2.45 Reportages Les forçats du Guano 3.10 Très chasse Documentaire 4.05 Histoires naturelles Documentaire 4.30 Musique (30 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.10 La Fille du désert ■■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1949, N., 95 min) **O** **Cinétoile**
14.10 Eraserhead ■■ David Lynch (Etats-Unis, 1977, N., 85 min) **O** **Cinétoile**
14.20 Comme elle respire ■■ Pierre Salvadori (France, 1998, 100 min) **O** **TPS Star**
15.05 Sept jours en mai ■■ John Frankenheimer (Etats-Unis, 1963, N., v.m., 115 min). **TCM**
16.00 Le Bal des vampires ■■ Roman Polanski (GB, 1967, v.m., 105 min) **O** **CineCinemas 3**
18.15 Samba Traoré ■■ Idrissa Ouedraogo (Burkina-Faso - France - Suisse, 1993, 100 min). **TV 5**
19.00 Le Tigre du ciel ■■ Gordon Douglas (Etats-Unis, 1955, 105 min). **TCM**
21.00 Le Joueur de flûte ■■ Jacques Demy (Grande-Bretagne, 1971, 90 min) **O** **Cinétoile**
22.30 Citizen Kane ■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1941, N., 120 min) **O** **Cinétoile**
22.40 Une histoire vraie ■■ David Lynch (Fr. - GB - EU, 1999, v.m., 110 min) **O** **CineCinemas 1**
22.50 Mission to Moscow ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1943, N., 135 min). **TCM**
23.50 Bianca ■■ Nanni Moretti (Italie, 1984, 100 min) **O** **Cinétoile**
23.55 Miller's Crossing ■■ Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1990, v.m., 115 min) **O** **CineCinemas 2**
0.50 Si je t'aime, prends garde à toi ■■ Jeanne Labruno (France, 1998, 110 min) **O** **CineCinemas 3**

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo 13.55 Inspecteur Derrick Les enfants de Rasko. Série 15.00 Un cas pour deux Fin d'une tromperie. Série 16.00 En quête de preuves Mal aimés. Série 16.50 Un livre 16.55 Des chiffres et des lettres 17.30 Qui est qui ? 18.05 JAG Chute libre. Série 18.55 On a tout essayé 19.50 Un gars, une fille A une expo. Série 20.00 Journal, Météo.



20.55 UNE SOIRÉE DE POLARS 20.55 Crimes en série La Pêcheresse. Série. Avec Pascal Légitimus, Yvon Back, Clémence Boué, Christian Heccq, Pascale Arbillot **O** 7259989. **22.35** B.R.I.G.A.D. Deux filles en cavale. Série. Avec Jean-Claude Adelin, Jean-Yves Gautier 3491279 **O** **23.25** Bouche à oreille Magazine 1576540

23.35 LES NUITS DE L'ÉTRANGE Descende aux enfers **O** 9406618. Le pantin **O** 48256. Série. Avec Natasha Gregson Wagner, Pam Grier. *Dans Descende aux enfers, une jeune femme qui souffre de schizophrénie fait appel à un médecin spécialisé pour remonter à l'origine de son mal.*

0.25 Journal de la nuit, Météo.

0.55 Histoires courtes Hommage à la Compagnie E. Rohmer. *Une histoire qui se dessine* ; 1.15 La Cambure ; 1.35 Un dentiste exemplaire 1.55 24 heures d'info 2.15 Comme au cinéma Spécial Cannes 4.15 Vingt ans... à Tel Aviv (65 min).

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix Magazine 15.00 La Robe de mariée Téléfilm. Sam Pillsbury. Avec Neil Patrick Harris, Margaret Colin (Etats-Unis, 2001) 16.35 TO3 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister 17.35 A toi l'actu@ 17.50 C'est pas sorcier Formule 3000 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.10 Tout le sport 20.20 C'est mon choix... ce soir.



20.55 THALASSA Fortune de mouson. Magazine présenté par Georges Pernoud. 7243328 *Ce reportage de Frédéric Soltan met en exergue l'alliance existant entre la population indienne et la mousson. La date d'arrivée des pluies et leur abondance conditionnent la vie du pays.* **22.30** Météo 22.35 Soir 3.

22.55 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel. 8055786

1.00 Ombre et lumière Invitée : Isabelle Huppert.

1.30 Toute la musique qu'ils aiment Invité : Pierre Santini 2.25 C'est mon choix... ce soir 2.45 Soir 3 3.10 Culture et dépendances Spécial Jacques Derrida 4.50 Un jour en France Magazine (35 min).

CANAL+

14.00 Joyeuses Pâques Film. G. Lautner. Avec Sophie Marceau. *Comédie* (Fr., 1984) **O** 15.30 Surprises 15.40 U-571 ■■ Film. J. Mostow. Avec Bill Paxton. *Guerre* (EU, 2000) **O** 17.35 Star Hunter Graines de vie. Série *En clair jusqu'à 20.00* 18.25 Dilbert Série 18.50 Journal 19.05 + de sport 19.15 Cannes 2002 Tenue de soirée 19.50 Le Zapping 19.55 Les Guignols 20.05 Burger Quiz 20.45 Encore + de cinéma.



21.00 FAUSSES RUMEURS Film. Davis Guggenheim. Avec James Marsden, Lena Headey, Norman Reedus, Kate Hudson, Joshua Jackson. *Suspense* (Etats-Unis, 2000) **O** 1149540 *Trois étudiants cyniques font courir le bruit qu'une élève a été violée.* **22.25** Surprises 22.35 « Spirit », projection exceptionnelle Documentaire.

23.00 BELPHEGOR, LE FANTÔME DU LOUVRE Film. Jean-Paul Salomé. Avec Sophie Marceau, Michel Serrault, Frédéric Diefenthal, Julie Christie, Jean-François Balmer. *Fantastique* (Fr., 2001) **O** 5563958 *L'esprit d'une momie égyptienne hante le corps d'une jeune fille d'aujourd'hui.* **0.35** Electroménager Film. Sylvain Monod. Avec Muriel Solvay. *Comédie* (Fr., 2001) **O**.

1.55 Midnight + 2.50 Eloge de l'amour ■■ Film. Jean-Luc Godard. Avec Bruno Putzulu, Cécile Camp (Fr. - Sui., 2001) **O** 59368380 **4.25** Les Chimpanzés de Gombe Documentaire (55 min).

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé Magazine 14.05 Les Refrains de la mémoire 14.35 Les Tribus massais Documentaire 15.35 La Station spatiale internationale 16.35 Parcours de boules 17.30 100 % question 18.00 Dialogue, dialogue 18.05 C dans l'air Magazine 19.00 Tracks 19.45 Arte info, Météo 20.15 Spécial Cannes Histoires de Festival ■■ Film. Gilles Jacob **O**.



20.40 PIÈGE POUR UN CHASSEUR Téléfilm. Piers Haggard. Avec Amanda Holden, Adrian Lukis, Samantha Bond, Philip Glenister, Sara Stephens (GB, 2001). 346637 *Une militante écologiste interdit à un riche lord anglais, passionné de chasse à courre, de traverser ses terres. Un cadre romantique pour une belle histoire d'amour.*

22.25 LA VIE EN FACE - UN MONDE EN FUSION Documentaire. Julie Bertucelli (2002). 2682076 *La rencontre explosive des cadres dirigeants de trois entreprises sidérurgiques européennes - parmi lesquels Francis Mer, le nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie -, à l'occasion de la fusion de leurs sociétés.*

23.20 Profils L'Art jusqu'à la fureur. Le peintre Ernst Ludwig Kirchner **0.20** Le Dessous des cartes [1/4] **0.35** En direct de Cannes Magazine **1.20** Trafic ■■ Film. Jacques Tati. Avec Jacques Tati (Fr., 1971, 90 min).

M6

13.35 Le Don de l'amour Téléfilm. John Korty. Avec Debbie Reynolds, Ed Marinaro (EU, 1999) 15.15 Once & Again La ronde des ex. Série 16.10 M6 Music 17.10 Highlander Une alliance dangereuse. Série 18.05 Le Flic de Shanghai Cieux inamicaux. Série 19.00 ET 20.40 Loft Story 19.45 Caméra Café Série 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Notre belle famille Touche pas à ma voiture. Série.



20.50 GRAINES DE STAR Spécial Céline Dion. Divertissement présenté par Laurent Boyer. Invités : Céline Dion, Britney Spears, Elie Semoun, Veronica Antico, Play, Bratisla Boys, Michaël Youn. 73250521

23.40 PROFILER Le sens du devoir **O**. Série. Avec Ally Walker, Julian McMahon, Kathleen Dennehy, Bobby Edner, Jerry Giles. 162502 *Le VTCF est sur les traces d'un tueur en série qui mutile ses victimes. Sam ressent chez le criminel une obsession pour l'ordre et la justice.*

0.35 Loft Story Divertissement 9767274 **1.15** Wolff, police criminelle Une question de temps. Série 7224274 **2.05** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (235 min) 19993106.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black and Blue. J.-L. Chautemps. **21.30** Cultures d'Islam. Pierre Chuvin. **22.00** Journal, Multipistes. **23.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Donné au Théâtre du Châtelet, à Paris. *Tristan et Isolde : Prélude et mort d'Isolde* (acte II), de Wagner, dir. Myung-Whun Chung, Robert Gambill (Tristan). **22.30** Alla breve. Œuvres de Pommier, Patrick Charnois et Alban Darche, saxophones. **22.45** Jazz-Club. Au Sunside, à Paris, par le trio de Peter Erskine.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Weber, R. Schumann, Bruch. 20.40 Tangos et musiques latino-américaines. Œuvres de Piazzolla, Chavez, Copland, Gottschalk, Saint-Saëns, Ravel, Gardel, Garello, Katia et Marielle Labèque, Rodriguez. **22.40** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Bach, C.P.E. Bach, Haydn, Mozart. **0.00** Les Nuits de radio Classique.

PIERRE GEORGES

Frise-poulet !

PAUVRE diable de poulet ! Etait-il laid l'animal ! Et déplumé avec cela ! Avec sa peau nue couleur barbe-à-poulet, quelque part entre le rose fuchsia et le rouge lie-de-vin, il était tout simplement atroce. Génétiquement atroce. Esthétiquement atroce. Naturellement atroce.

Pauvre diable de gallinacé à poil ras. *Le Monde* ne devrait pas publier des photos aussi rudes que celle assénée hier, en toute impudeur. On feuilletait tranquillement le journal. On picorait de-ci, de-là, allant bravement et mollement son chemin. Et, patatra, en page 28, en page Aujourd'hui-Sciences, c'est dire le sérieux de l'affaire, en page 28 donc et en haut à gauche, il était là l'animal : immanquable, glabre, guimauvesque, genre Foire du Trône, poulet sans barbe, entrez, entrez et vous verrez.

Tudieu ! la belle bête ! Pour dire, on est resté un instant pétrifié comme chroniqueur en arrêt devant un gallinacé sans plumes. A se demander si l'on rêvait. A se pincer. A déjà numéroter les abatis de la bestiole. A le plaindre pour cette couleur de vieille pantoufle pour veuve américaine de fonds de placement. A déjà implorer, intriguer, pour que cette image, cette photo, soit, par dispense spéciale, reprise et republiée dans le cadre, genre cage à poules, de cette chronique. Ce n'est pas tous les jours qu'on voit un poulet pareil, et bien sot-l'y-laisse qui ne l'aurait pas vu hier !

L'est-y pas beau notre Chan-tecler en barboteuse ? Et pas génial avec ses bottines gris métallisé ? Et pas moderne dans sa fonctionnalité nue et apéritive, paré pour la broche sinon pour le décollage ? Et pas novateur, dans la rationalisation du



REUTERS/HEBREW UNIVERSITY

geste et du temps, ce poulet né déplumé, en tenue déjà pour ne point se faire trousser et détrousser dans la douleur. Car tel est en ce monde cruel et insécuritaire le destin fâcheux d'une pauvre bête, victime d'agressions sauvages, du genre l'aile ou la cuisse.

Quand les poules auront des dents... Bientôt, bientôt. Déjà les poulets n'ont plus de plumes. Merci, le département d'agriculture de l'université hébraïque de Rehovot, près de Tel-Aviv. Ce prototype né du croisement d'un oiseau à peau nue et d'une poule commune est parfait. Et déjà paré pour la route tropicale. Pas de plumes, pas chaud l'été, l'animal. Déjà équipé de la clim', et donc susceptible d'être élevé, sans trop de dépenses d'énergie, pour rafraîchir les batteries. Il suffisait de l'oser.

Un poulet à plumes pour l'hiver climatique. Un poulet à poil sous les palmiers. Allez, encore un effort, un poulet à fourrure pour les Inuits, et le monde sera parfait !

« Tous les jours on nous rappelle qu'on n'est pas d'ici ! »

LYON

de notre correspondante

L'échange se déroule à une encablure du quartier de la Duchère dans le 9^e arrondissement de Lyon, le week-end de la Pentecôte, lors d'un colloque sur « les jeunes issus de l'immigration, entre discrimination et citoyenneté » organisé par une association locale, Espace Passerelle. A la tribune, un médiologue de Saint-Etienne, Mohamed Chouibe, raconte les difficultés qu'il rencontre depuis quatre ans pour placer des demandeurs d'emploi « issus de l'immigration » dans les entreprises. Il se souvient de l'accueil d'un patron : « Il m'a dit : "On est vingt-cinq, on est tranquilles, pourquoi on recruterait un Arabe ?" Nous n'avons même pas de clés sur nos vestiaires. Je n'ai pas transmis de CV. Au premier porte-feuille volé, le gars aurait été accusé et il finissait en prison. »

A la fin de son exposé, le médiologue s'empare : « 30 % des naissances dans la ville de Saint-Etienne sont d'origine étrangère. Qu'est-ce qui ne va pas dans ce pays pour qu'un tiers de la population soit laissé de côté ? » Sa voisine, Sakina Bakaha, ex-conseillère régionale de la Loire de 1992 à 1998, poursuit : « Jusqu'à quand dans ce pays va-t-on être considérés comme des incapables majeurs ? » La jeune femme – la peau blanche et les cheveux rouges – cite son propre exemple : « Je suis issue de l'immigration algérienne. Je ne suis pas très typée. Quand j'étais élue à la région, je cherchais un logement sur Saint-Etienne, il a fallu que je présente des lettres de recommandation d'un chercheur pour obtenir mon appartement. Cette violence symbolique, nous la vivons au quotidien. Tous les jours on nous rappelle qu'on n'est pas d'ici. Nous en sommes réduits, nous qui sommes nés dans ce pays, à se colorer les cheveux, à franciser nos noms, à se blanchir la peau, pour accéder aux mêmes droits que les autres Français. Notre génération a un statut inférieur à celui de nos parents, qui n'étaient pas français mais qui, eux, avaient un travail. »

Sakina Bakaha, qui fut évincée des listes de



Mohamed Chouibe anime un débat sur l'avenir des jeunes issus de l'immigration, déçus de la gauche.

ROLAND QUADRINI/KE IMAGE

la gauche en 1999, prévient : « On a trop attendu le grand soir. En 1981, on a sauté de joie. Puis, en 1988, on a sauté un peu moins haut. Maintenant, on dit aux politiques : ne comptez plus sur nous, on ne jouera plus les fusibles. »

Le vrai débat est lancé, la salle s'anime. Tous les intervenants sont d'accord avec la conclusion du médiologue : la fin des inégalités, des discriminations, passera obligatoirement par la représentation politique des générations issues de l'immigration. « Tant qu'on n'aura pas de poids politique évident, on ne fera rien évoluer », explique-t-il. « Au lieu de faire des testings à l'entrée des boi-



tes de nuit, ce serait pas mal d'en pratiquer à l'entrée des Assemblées françaises », surenchérit Sakina.

Tout le monde est d'accord. Mais comment obtenir cette représentation ? En continuant de tendre la main aux partis politiques ou en s'émancipant ? Chacun dit sa méfiance des partis et surtout de la gauche, qui a beaucoup promis mais qui s'est contentée, selon les participants, d'une « gestion paternaliste ». L'assemblée se félicite de la nomination dans le gouvernement Raffarin de l'une des leurs, premier geste de « banalisation de la présence des gens issus de l'immigration ». Mais les participants veulent aller plus loin. « Nous en avons marre que les gens parlent à notre place. Le racisme ne se combat pas par des manifs ou des slogans, mais par des actes. »

Un homme en costume, habitant de la Duchère, dont les enfants sont français, se lève. Il est nigérian, docteur en sciences politiques. La France, explique-t-il, est allée chercher son

père dans son pays pour qu'il combatte contre les Allemands. « Mon père a perdu ses tripes à Verdun, alors moi je dis à mes enfants qu'il n'y a pas plus français qu'eux, même s'ils souffrent chaque jour de la discrimination. » Il invite ses amis « à se battre, à militer et à créer un parti. Présentez-vous aux élections, on votera pour vous ». Dans la salle, les militants se lèvent pour dire qu'ils sont prêts, pas pour les législatives mais pour les prochaines échéances, à se porter candidats comme l'ont fait les « motivés » de Toulouse. Un militant de DiverCité, un collectif lyonnais qui travaille dans les banlieues de l'est de l'agglomération, prévient : « Aux législatives, il ne faut pas nous demander de choisir entre un candidat extrémiste et la gauche, pas nous parler de front républicain. On ne marchera pas. » Dans l'assistance, aucun des trois candidats à la députation dans cette circonscription n'a osé prendre la parole.

Sophie Landrin

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Psychoses et mévente

DANS PLUSIEURS branches de l'industrie et du commerce, on se plaint d'une mévente qui résulte ou qui pourrait résulter de la politique de baisse. « Je reconnais, dit M. Garet, ministre du travail, que la psychose de baisse entraîne la mévente. Il est normal en effet que lorsqu'on parle de baisse l'acheteur attende la baisse suivante. Cette politique risque aussi d'entraîner une certaine aggravation du chômage. C'est un des soucis du gouvernement. » Si la psy-

chose de hausse, à laquelle il a été mis fin, devait être remplacée par une psychose de baisse, nous tomberions en effet dans une grave crise économique. Mais nous n'en sommes pas là. Les achats spéculatifs ont cessé, et souvent même les entreprises et les particuliers se réservent parce qu'ils jugent insuffisantes les baisses qui ont déjà eu lieu. Beaucoup de personnes n'en continuent pas moins à afficher quelque scepticisme à l'égard de la réalité de la bais-

se ou de sa continuation. Les indices n'ont en effet diminué que de quelques points malgré la pression du gouvernement et des organisations. Toutes les causes d'inflation n'ont pas disparu. Les dépenses publiques et le réarmement ne cesseront pas d'agir dans le sens de la hausse, et le gouvernement sera encore obligé de contrarier leurs effets.

Marcel Tardy
(24 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ Trente places à gagner pour le récital du pianiste brésilien Nelson Freire, lundi 27 mai au Théâtre du

Châtelet à Paris. Elles sont offertes aux trente premiers internautes qui se manifesteront sur lemonde.fr (page d'accueil).

■ Le numérique et la protection de la propriété littéraire et artistique. Un entretien avec M^e Jean Martin sur interactif.lemonde.fr

■ Notre édition abonnés : 5 € par mois.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 22
Changement d'adresse et suspension :
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies :
<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La République réelle ».

■ Tirage du Monde daté jeudi 23 mai 2002 : 519 711 exemplaires.

1-3

Le Monde

Où sont passées les social-démocraties ?

Histoire, analyse et état des lieux de la social-démocratie en Europe.

Un supplément de 8 pages.

Samedi 25 mai avec *Le Monde* daté dimanche 26 - lundi 27 mai

LA GRÈCE À MONTPELLIER

La 7^e édition de La Comédie du livre met à l'honneur la littérature grecque
page II



ÉRIC CHEVILLARD
page III

MICHEL ARCHIMBAUD



page IV

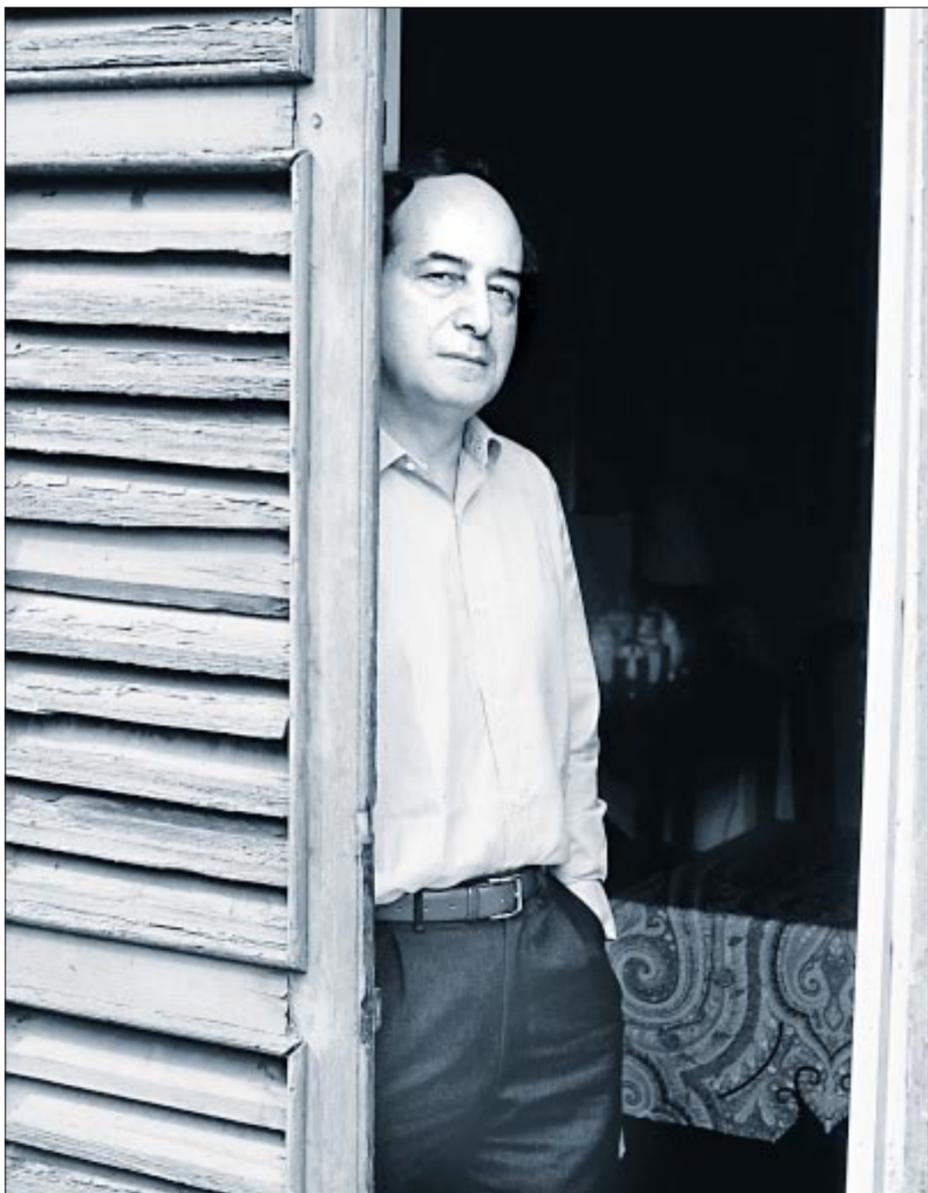
CINÉMA



page V



RÊVE, IMAGE ET CAUCHEMAR
page VI



CANNARS/AGRAZIA NERI

Le triomphe de la littérature

S'il est un livre dont la forme, l'écriture et la construction se devaient de ne pas trahir le propos, c'est bien celui-là. Faire le choix, ô combien difficile aujourd'hui, de nous entretenir des dieux qui habitent, ou désertent, la littérature obligeait terriblement Roberto Calasso. Non seulement il lui fallait se maintenir à la hauteur de son sujet, ne pas affadir ou vulgariser ce propos, mais aussi revisiter un genre – l'essai –, se l'approprier, afin de l'élever à cette même hauteur. De ce point de vue, la réussite est indéniable, impressionnante : Calasso – c'est la plus visible des qualités de son livre – enjambe avec

Dans un essai singulier, Roberto Calasso convoque les dieux et les écrivains – de Hölderlin à Nietzsche, Lautréamont et Mallarmé – au même festin

allégresse la frontière imaginaire qui sépare (la grande) critique de la littérature, pour faire sien, ou plutôt pour élargir, ce second territoire.

Comme le montre déjà avec éclat son œuvre passée (1), Roberto Calasso est un écrivain qui ne travaille pas sur une table rase, à partir d'un vide fantasmatique et

orgueilleux. Sa table au contraire est ouverte, et ses convives nombreux, éminents, divers. Né en 1941 à Florence, éditeur à Milan, où il dirige Adelphi, il embrasse ainsi de vastes domaines littéraires, spirituels et historiques, avec un accent particulier mis sur l'univers védique. Mais cette culture n'a pas le projet d'étouffer. Sous la plume de Calasso, elle est au contraire une très belle occasion, un gage sûr de liberté. Il y a là comme un luxe aussi rayonnant que gratuit, une mise à disposition de biens échappant aux contraintes et aux mesures de la rentabilité. « Là où on affirme que la culture doit servir, ce n'est plus la culture qui est souveraine, mais l'utilité », soutient l'auteur, paraphrasant Nietzsche.

« Il y eut (...) une époque où les dieux n'étaient pas en premier lieu une habitude littéraire. Mais un événement, une apparition soudaine,

comme la rencontre avec un bandit ou le surgissement d'un navire. » On pourrait croire, à partir de cette constatation posée par Roberto Calasso au début de son livre, que le déclin s'est ensuite installé, que le désert a grandi, jusqu'à nous... Ce serait une vue courte et simpliste ! Car dès l'époque d'Homère, le commerce avec les dieux était difficile, intermittent, nullement assuré. Une sainte terreur régnait, faisait obscurément loi. La crainte et le tremblement allaient avec l'ivresse d'une possible rencontre – l'image du « bandit » s'impose en effet ! Puis le temps a passé... La peur a persisté, mais ses motifs ont été perdus, brouillés. Ces questions, comme les divinités qu'elles concernent, se sont éloignées pour ne plus occuper que les auteurs de manuels de

■ Patrick Kéchichian

mythologie... Mais certains soupçonnaient que l'on ne ferait pas impunément et sans conséquence une telle économie. Ezra Pound, par exemple trancha sans hésiter : « Aucune métaphore plus appropriée n'ayant été trouvée pour traduire certaines nuances d'ordre émotionnel, j'affirme que les dieux existent. » Pour son propre compte, Calasso enfonce le clou : « L'idée (...) que la mythologie est quelque chose que l'on invente est la marque d'une assurance insolente, comme si le mythe était à la disposition d'une volonté. Alors que c'est ce qui dispose avant tout de notre volonté. » Qu'on se le tienne pour dit !

La littérature peut-elle donc être encore la demeure des créatures célestes ? Trouve-t-on, quelque part dans son histoire, les traces de cette relation inégale, ambivalente et néanmoins fructueuse, avec les dieux ? De quelle signification et de quel enseignement celle-ci est-elle encore le signe ?

A ces questions, Calasso apporte une réponse circonstanciée et complexe. Il suit un itinéraire à la fois précis, parfaitement informé, et singulier, évidemment non linéaire. La période qu'il considère dans les huit chapitres savamment articulés de son livre part de la fin du XVIII^e siècle, c'est-à-dire, précise Calasso, de « l'époque la plus aride et réfractaire aux dieux », époque où, « avec la même suffisance désinvolte et réjouie, on raillait la puérilité des fables grecques, le barbare Shakespeare et les sordides histoires bibliques » – et Calasso d'ajouter : « Il se peut même que cette dérision multiple émanât du même esprit : celui de Voltaire. » La figure dominante est ici celle de Hölderlin et, accessoirement, du romantisme allemand qui, avec Friedrich Schlegel, envisageait la conception d'une « nouvelle mythologie ». Calasso prend soin de distinguer une approche extérieure, plus ou moins « folklorique », des dieux grecs (ou indiens) et l'intériorisation que Hölderlin opéra, jusqu'à en devenir fou. « A la différence de leurs contemporains, Hölderlin et Nietzsche n'écrivaient pas sur les Grecs, mais pouvaient occasionnellement être des Grecs », souligne Calasso.

Nietzsche, pour l'univers germanique, marque l'autre pôle du temps envisagé par l'auteur. La communauté tragique du destin de l'auteur du *Gai Savoir* avec celui de Hölderlin montre que nous ne sommes pas dans un espace esthétique et indolore où il s'agirait de peindre les choses présentes avec les nuances nostalgiques du passé. « Beaucoup de nouveaux dieux sont encore possibles », assurait Nietzsche... La

folie, plus que la raison, le chaos plus que l'ordre qui veut administrer le monde, nous met en relation très étroite avec les dieux, et électivement avec celui qui attire et menace : Dionysos.

Ici, en cette deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est le trait de la parodie, le rire divin repris et amplifié par les écrivains, qui dominent. Baudelaire se tient à la jointure du temps : « Je reçois des dieux sur la tête comme on reçoit des chemises », ironise-t-il. Mais c'est Lautréamont qui, dans l'urgence absolue de sa courte vie, subvertit tout « ordre probe et obtus » grâce « à l'exubérance du monstrueux » ; il s'agit, selon la formule heureuse de Calasso, de « prendre à la lettre et pousser à l'extrême » – mais toute son analyse, au chapitre IV, est lumineuse. La subtile mécanique de l'œuvre – *Maldoror, Poésies* et lettres – est une machine de guerre : Lautréamont bénéficiait manifestement de très hautes et sacrées complicités !

Le dernier poète dont traite longuement et magnifiquement Roberto Calasso est Mallarmé. « Oui, la Littérature existe et, si l'on veut, seule, à l'exception de tout », proclamait à sa manière « un peu de prêtre, un peu de danseuse » l'amant d'Hérodiade. Lui, ne devint pas fou, ni aphasique comme Baudelaire, mais il traversa une nuit déchirante, à l'âge de 24 ans au printemps de 1866, et raconta cet épisode à son ami Henri Cazalis : « ... après avoir trouvé le Néant, j'ai trouvé le Beau. » Il acquit là une connaissance, non pas ésotérique comme le goût fin de siècle aimait (aime encore) le croire, mais indissolublement formelle et métaphysique. Un peu plus tard, il annonça, par la poésie, par la réflexion sur le vers et la prose, tou-

jours infiniment délicat, cérémonieux, une « crise » invisible et centrale. Il montra que « la littérature, sortie par la porte de la société, rentrait par une fenêtre cosmique, après avoir absorbé en elle rien de moins que tout » – c'est Calasso qui résume. Ce faisant, Mallarmé réinventait, c'est toujours Calasso qui parle, la « littérature absolue ».

C'est ici la part la plus hardie, du livre. C'est aussi sa conclusion. Car le but de Roberto Calasso n'est évidemment pas d'appeler de ses vœux la restauration de quelque culte ancien ou de rétablir à l'ombre de nos villes une Olympe modernisée. Nietzsche à nouveau : « Qu'est-ce que la vérité ? Une armée mobile de métaphores. » L'absence presque totale de références au christianisme, et d'ailleurs aux autres monothéismes, n'est pas une négligence, mais un choix que l'on peut discuter. Les dieux n'ont pas déserté ; ils se sont simplement sentis indésirables. C'est à nous, ou plus précisément aux écrivains – et ici, allusion est faite, pas par hasard, au dogme catholique de la Communion des saints –, de les invoquer. Contre la société et ses valeurs, il faut, par des « séquences de parole », les appeler à une nouvelle épiphanie. A l'axiome de Durkheim : « Le religieux est le social », Roberto Calasso oppose l'intemporalité du « geste par excellence de la littérature absolue ».

(1) Signalons la réédition de *La Ruine de Kasch* (Folio, n° 3691).

LA LITTÉRATURE ET LES DIEUX
(La Letteratura e gli dèi) de Roberto Calasso. Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro Gallimard, « Du monde entier », 190 p., 15,50 €.

EMMANUÈLE BERNHEIM



Stallone

« Désormais, elle irait voir tous les films de Stallone. Tous. Elle n'en raterait aucun. Elle en faisait aujourd'hui le serment. Et elle n'attendrait pas qu'ils passent à la télévision. Non. Elle irait les voir en salle, elle paierait sa place. Elle lui devait bien cela. Car c'était grâce à lui que sa vie allait changer. »



LITTÉRATURE

LA GRÈCE À MONTPELLIER

Génération de femmes

Tandis que Ioanna Karystiani explore dans son premier roman les effets dévastateurs des relations mère-fille, Zyranna Zatéli, qui appartient à la même génération née après-guerre, mêle d'étranges histoires de superstitions et de malédictions

LA PETITE ANGLETERRE (Micra Anglia)
de Ioanna Karystiani.
Traduit du grec
par Michel Volkovitch,
Seuil, 288 p., 20 €.

LE CRÉPUSCULE DES LOUPS (Kaime to phos tou lukou epanerhontai)
de Zyranna Zatéli.
Traduit du grec
par Jacques Bouchard,
Seuil, 660 p., 22,56 €.

C'est peut-être parce qu'elle est plus verte que les autres que les Grecs ont baptisé l'île d'Andros, « micra Anglia », petite Angleterre. A moins que ce ne soit parce que cette langue de terre, à l'extrême nord des Cyclades, échappe bizarrement à la curiosité des touristes, hormis des Britanniques. Dans le roman de Ioanna Karystiani, dont la traduction nous arrive ces jours-ci, les deux Angleterres – la « micra » et la « megala » – jouent en tout cas un rôle clé. Non seulement parce qu'Andros en est le décor, et que *La Petite Angleterre* est le nom du navire – coulé par les Allemands en 1943 – sur lequel disparaît l'un des personnages du livre, Spyros Maltabès. Mais aussi parce que, pour l'une des héroïnes, une jeune femme nommée Moskha, la Grande-Bretagne – dont l'image idéalisée se confond avec celle d'un premier amour impossible – restera pour toujours synonyme d'un ailleurs inaccessible. Un peu comme Moscou faisait irrémédiablement rêver les trois sœurs de Tchekhov.

Ici, les sœurs ne sont que deux, Moskha et Orsa. Mais leur mère, l'implacable Mina, vient compléter

le trio. Et assombrir les destins autour desquels s'enroule ce beau récit. En apparence pourtant, Andros est une île sans histoire. Avec ses mulets dans les rues et ses vieilles statufiées sur leur chaise au seuil de leur porte. Avec son pope original qui rêve chaque nuit qu'il « prend Jésus au jacquet ». Avec « ses griottes bien rouges, ses caïques bien jaunes » et, tout autour, « l'Égée lisse comme du verre ». Pourtant, Mina, cette matrone sèche comme trique, va transformer ce paradis immobile en un microcosme infernal. Sa devise : comme « les chèvres laissées libres abîment les jardins, les filles laissées libres martyrisent leurs mères ». D'où la nécessité de les marier au plus vite. En femme d'argent despotique et calculatrice, Mina organise les mariages « comme des opérations militaires ». Bilan : des vies gâchées, des amours mortes, frustrées ou avortées dont l'auteur n'en finit plus d'inventorier les ravages psychologiques et moraux.

A cinquante ans, Ioanna Karystiani – qui a d'abord travaillé comme productrice de télévision puis dessinatrice humoristique – signe ici son premier roman. L'écriture y est singulière. Il n'est d'ailleurs pas impossible de se sentir un peu déconcentré, de prime abord, par la façon qu'a l'auteur de mêler, dans une même phrase, la description, le monologue intérieur et les bribes de dialogues. Mais bientôt, on rentre de plain-pied dans l'histoire. Ioanna Karystiani n'a pas trop de trois cents pages pour explorer les effets dévastateurs des relations mère-fille ainsi que des tensions entre les sœurs elles-mêmes. Car dans sa grande perversité, Mina a logé les deux couples dans la même maison, l'un au-dessus de l'autre,



DANIEL SCHWARTZ

Ile de Santorin

avec pour toute séparation, un plancher si mince qu'il laisse passer le moindre soupir. Double prison dont nul ne peut s'échapper : une famille étouffante sur une terre entourée d'eau...

Ces prisons symboliques représentent aussi les mille et un carcans qui enferment encore la femme grecque en cette première moitié du XX^e siècle. Unions arrangées, éternelle absence des hommes toujours partis en mer, veuvages précoces : l'ennui rode et mine ces femmes. « Au fond d'elle-même (...) Mina avait tiré depuis longtemps ses conclusions quant à son propre mariage, une vie d'attente, premier

prix de fidélité, mais la récompense ne valait pas un clou. » C'est sans doute ce dépit profond qu'elle surmonte par la cruauté, tentant d'enseigner à ses filles que « l'amour dure peu et le chagrin longtemps ».

La couverture du roman renvoie d'ailleurs à la métaphore qui sous-tend tout le livre : un ex-voto figurant *La Petite Angleterre* avant son naufrage, et brodé par les femmes d'Andros. C'est la conception grecque du « fatum ». Derrière ce petit carré de tissu, l'auteur voit toutes les Pénélope modernes, se crevant les yeux sur leurs toiles pour compter les points et les aiguillées, toutes contraintes « à broder le même

triste petit tableau et à accrocher dans le salon à la place d'honneur pour qu'il les espionne toute leur vie, menaçant, répétant écoute-moi bien, on n'échappe pas à son destin. »

Aucun pathos, cependant, chez Ioanna Karystiani. On sourit souvent, l'ironie est reine, de même qu'une certaine liberté de ton où se mêlent par éclats l'érotisme et la poésie. Cela donne une saveur curieuse, salée-sucrée à la fois, dont l'originalité laisse à penser que Ioanna Karystiani est un auteur à suivre.

Appartenant à la même génération – elle a tout juste un an de plus –, Zyranna Zatéli est, pour sa

part, reconnue en Grèce depuis longtemps. Mais, curieusement, il aura fallu attendre ce *Crépuscule des loups*, la grande saga à laquelle elle travaillait depuis des années, pour qu'elle soit traduite en français. Ici, nous quittons « l'enfer » des îles pour la campagne macédonienne, ses légendes et ses rites archaïques, à la fin du XIX^e siècle. Difficile de résumer ces quelque 650 pages découpées en dix histoires foisonnantes de personnages et de péripéties. Dans un style très orné, avec des phrases qui s'étirent, se ramifient, se perdent en digressions puis retombent magiquement sur leurs pieds, Zyranna Zatéli recrée le climat des grands mythes de son pays – comme celui de Hésychios, personnage dionysiaque si divinement beau que toutes les femmes succombent et que sa progéniture se multiplie à l'infini. Celui de Julia – dite Julia la Veloutée parce qu'elle a la peau incroyablement laiteuse et délicate –, qui, telle une pythie, ne s'exprime qu'à travers des proverbes sibyllins. Ou comme celui de Thomas, le très troublant garçon aux yeux vairons. Tels sont les héros des trois générations dont l'auteur entrelace les histoires. Des histoires sans début ni fin, étranges récits de superstitions et de malédictions, tous traversés de visions barbares, à mi-chemin entre le conte traditionnel et le fantastique pur – une sorte de « réalisme magique » à la grecque qui s'apparente aussi à l'univers d'un Matessis, par exemple.

Intimisme grinçant ou imagination débridée ? Le roman grec – que l'on a dit si longtemps étouffé par la poésie – est aujourd'hui divers, insolite : n'est-ce pas le signe de sa santé ?

Florence Noiville

Heures grecques à Montpellier

La littérature grecque contemporaine est, après la Foire de Francfort, l'invitée de la Comédie du livre qui se tient jusqu'au 26 mai. Une occasion de juger de sa vitalité

Après la Foire de Francfort, la Grèce est l'invitée d'honneur de la 17^e Comédie du livre qui se tiendra à Montpellier du 24 au 26 mai. « Après le 11 septembre, nous sentions que les effets de choc allaient perdurer, explique Philippe Lapousterle, délégué général de la Comédie du livre. « Nous pensions qu'inviter la "patrie de la raison" était un choix d'autant plus pertinent que la Grèce est aussi un pays où l'irrationnel et le religieux sont très présents. C'était l'occasion d'explorer la relation entre raison et croyance, et, en passant d'une rive à l'autre de la Méditerranée, de naviguer, sans jugement de valeur, entre rationnel et irrationnel. »

De nombreux écrivains – dont Vassilis Alexakis, Zyranna Zatéli, Maira Papatthanasopoulou, Vassili Vassilikos... ainsi que des

« Grecs de cœur » comme Jacques Lacarrière, auteur du *Dictionnaire amoureux de la Grèce* (Plon), ou Dominique Grandmont, traducteur des *Poèmes* de Cavafy (Gallimard) – débattent durant ces trois jours de la littérature grecque contemporaine, de la Grèce aujourd'hui, de l'immortalité des mythes ou de la musique grecque antique. Une exposition de photos du poète Andréas Embiricos (1901-1975), initiateur de la psychanalyse et du surréalisme à Athènes, sera présentée jusqu'au 2 juin à la galerie Saint-Ravy, tandis que la manifestation se prolongera dans les théâtres et cafés littéraires de la ville (voir le programme détaillé des festivités sur le site www.ville-montpellier.fr).

La Comédie du livre sera aussi le reflet du regain de vitalité qui anime aujourd'hui la fiction grecque. Résultat : après la mise en sommeil, ces dernières années, du domaine grec chez Actes Sud et Hatier, les traductions reprennent chez les éditeurs français.

D'Albin Michel à Christian Bourgois en passant par Le Serpent à plumes, Le Temps qu'il fait ou Alteredit, beaucoup de maisons ont mis des options ou annoncé leur intérêt pour des nouveautés grecques.

Même une petite structure comme Sabine Wespieser éditeur, qui devrait voir le jour dans quelques mois, a inscrit d'emblée deux auteurs grecs à son programme. Devraient ainsi arriver des traductions de jeunes écrivains comme Niki Anastasea (prix du premier roman en Grèce), Niko Panaïotopoulos ou Demosthenes Kourtovik, ainsi que des nouvelles de Georges Vizyinos. Signalons aussi la sortie bilingue de *Victor Hugo et la Grèce*, un choix de poèmes philhelléniques de Hugo (librairie Kauffmann/IFA, 288 p., 21 €).

Pour l'heure, le public est attendu nombreux sur la place de la Comédie, pour ce grand rendez-vous annuel gratuit et en plein air qui, en quelques années – avec quelque 100 000 visiteurs

et 40 000 volumes vendus – a su se hisser, aux côtés de Saint-Etienne ou Metz, à la troisième place des fêtes du livre françaises, après Paris et Brive.

Fl. N.

★ Signalons également à Athènes, lundi 3 juin à 19 heures, sous le double parrainage du Centre national du livre grec et français, et en présence du ministre grec de la culture, Evangelos Venizelos, une soirée sur la traduction de la littérature grecque, organisée par Ekemel, le centre européen de traduction littéraire d'Athènes. Une table ronde, modérée par l'éditrice Sabine Wespieser, réunira les traducteurs Michel Volkovitch, Jacques Bouchard, Michel Grodent et Jacques Decorvet, en présence de nombreux éditeurs français. La rencontre aura lieu au Musée Bénaki – du nom de ce riche Cairete d'origine grecque grand collectionneur d'œuvres d'art – qui, rénové, à rouvert ses portes récemment (Musée Bénaki, 1, rue Koumbari, 10674 Athènes).

Ekemel organise par ailleurs, du 24 juin au 19 juillet, un séminaire d'été pour les personnes désireuses de se perfectionner ou de s'initier à la traduction du grec moderne vers le français (Ekemel, 2, Lykavittou, 10671 Athènes, tél : 00-30-1-03639 520 et www.ekemel.gr).

Livraisons

■ **JAGUAR**, d'Alexandros Kotzias

Journaliste, essayiste et traducteur, Alexandros Kotzias (1926-1992), qui s'opposa à la dictature des colonels dès 1967, est aussi l'un des grands écrivains grecs de l'après-guerre. Mais cet auteur de onze romans est peu connu en France, où l'on n'avait traduit jusqu'à présent que deux de ses textes. Dans cette longue nouvelle, Dimitra va chercher à l'aéroport d'Athènes sa belle-sœur Philio, émigrée aux Etats-Unis et revenue en Grèce pour réclamer sa part d'héritage. Le problème, c'est que Philio croyait Dimitra condamnée à la prison à perpétuité... (traduit par Michel Grodent, éd. Talus d'approche, 47, rue des Trois-Blanches, 7060 Soignies, Belgique, www.talus.be, 162 p., 11 €).

Fl. N.

■ **ITHAEAS OU LE BEAU VOYAGE**, de Vassili Karist

L'imaginaire est constitutif de notre identité. Ce lieu commun, Alfred, le narrateur, l'a bien compris. Lui qui ne connaît que la France, rêve d'une autre terre : celle de ses parents, un lieu devenu mythique, la Géorgie. Dans cette quête de faux exilé, il noue peu à peu un dialogue touchant avec un père qu'il n'a jamais côtoyé, mais dont l'existence en tout point l'intrigue. La réédition du premier roman de Vassili Karist est l'occasion de découvrir cette écriture ample et poétique, une odyssée sur les chemins du « je » (HB éditions, 9, rue Ménard, 30000 Nîmes, 266 p., 16 €).

St. L.

■ **PYTHEAS**, de Vangelis Georgoudis

Antinoos, journaliste et « disciple de l'absurde », chemine en Norvège sur les traces de Pythéas, savant et navigateur grec qui entreprit, au IV^e siècle avant notre ère, un voyage de Marseille aux confins des fjords scandinaves. Au gré des rencontres du héros et de sa découverte des lieux arpentés autrefois par le navigateur, leurs histoires respectives s'entremêlent tandis que s'engage un échange singulier entre mythe et réalité. Vangelis Georgoudis signe un deuxième roman inégal en forme de fable poétique (traduit par Catherine Fabre en collaboration avec l'auteur, éd. Les Cahiers de Pandora, 44, cours des Longs-Prés, 92100 Boulogne-Billancourt, 150 p., 11,43 €).

St. L.

■ **RAMON**, d'Athanas Chimonas

Jeune paumé, réfractaire à tout travail, Yannis passe ses journées à déambuler dans Athènes. Natàcha, une amie d'école devenue une quasi grande sœur, lui voue un amour chaste pour s'investir sans retenue dans sa carrière d'actrice. Un soir, il la suit dans une fête et découvre son univers, une société en trompe-l'œil où l'éphémère le dispute au factice. Ecœuré, Yannis se réfugie dans un mariage minable, toujours à la recherche de son identité... Une bonne surprise que ce premier roman d'Athanas Chimonas. La description résolument sociologique et contemporaine de la capitale grecque séduit par sa justesse et met en scène une jeunesse fiévreuse et tourmentée dont la quête d'absolu se brise sur les rivages de la modernité (traduit par Michel Volkovitch, éd. Alteredit, 215, avenue de la Division-Leclerc, 92290 Châtenay-Malabry, 114 p., 18 €). Signalons du même traducteur *La Fin de notre petite ville*, de Dimitrio Hadzis (éd. de l'Aube, 274p., 9 €).

St. L.

■ **ITHACA**

Désormais publiée chaque mois par le Centre national du livre grec, cette revue, rédigée en anglais, n'offre pas seulement un panorama des nouveautés en littérature comme en non-fiction. Dans sa nouvelle formule, sortie en avril, elle propose des portraits et interviews : excellent moyen de se familiariser avec la production éditoriale néohellénique. Au programme des derniers numéros, un dialogue avec l'auteur de nouvelles Sotiris Dimitriou, un profil du traducteur des grands romanciers russes, Aris Alexandrou, un dossier sur la littérature grecque pour adolescents (Ithaca, 4, rue Athanassiou-Diakou, 11742 Athènes, Site internet : www.ekebi.gr).

Fl. N.

■ **LE COUTEAU DE LA FORTUNE**, d'Athanas Kakouri

La Grèce de la fin du XVIII^e siècle est un pays tiraillé par les intrigues et les rivalités commerciales. Dans cet univers troublé, Dimos, un adolescent, est amené à s'enfuir de son village. Sous la protection de deux commerçants vénitiens, le héros mène bientôt une existence aventureuse tout en découvrant les stratagèmes pour survivre dans cet environnement hostile. Dans une langue claire et vive, Athanas Kakouri signe un roman agréable et érudit où l'Histoire se conjugue avec succès à la fiction et qui plaira à tous les arpenteurs de mémoire (traduit par Marie-Isabelle Bourlis, éd. Alteredit, 380 p., 23 €).

St. L.

DEVIVEOIX
3 COLLECTIONS SUR CD
LITTÉRATURE
SCIENCES
HISTOIRE

HUBERT REEVES,
JEAN-CLAUDE CARRIÈRE,
NICOLAS WERTH,
CLAUDE JAUPART,
MICHAEL LONSDALE...

Librairies et fnac
points de vente et informations:
www.deviveoix.fr

Vous recherchez un livre épuisé ?

Librairie Le Tour du Monde
29, rue de Condé 75006 Paris
Ordinateurs en accès libre !
15 millions de livres

Internet : www.chapitre.com
téléphone : 01 55 33 60 60
minitel : 3615 chapitre

chAPitre.com
LIBRAIRIE SUR INTERNET

Hirsute mascotte

Eric Chevillard, après le critique hargneux de son précédent roman, met en scène un hérisson qui relance et ravive son projet autobiographique. Chaissac et Michaux ne sont pas loin...

DU HÉRISSEMENT
d'Eric Chevillard.
Minuit, 254 p., 15 €.

Prenez un écrivain. Jeune encore, mais prêt à mettre en chantier le livre de la maturité : une « confession autobiographique déchirante », intitulée *Vacuum extractor*, ce qui, en « latin de clinique », désigne la ventouse obstétricale qui l'attira au monde. Et maintenant, supposez un hérisson, paisiblement lové sur sa table. Car le hérisson, Buffon l'avait noté, passe le plus clair de son temps à manger et à dormir. Comment l'animal au « poil spinescent » s'est-il établi ici ? Et comment l'écrivain peut-il, dans de pareilles conditions, poursuivre une œuvre dont l'insuccès, d'ores et déjà, « confine au phénomène de société » ? Tel est l'intrigant petit mammifère, « naïf et globuleux », piquant et vulnérable, qui, après le babiroussa des Célèbes, prend place dans le bestiaire métaphorique d'Eric Chevillard, en son onzième ouvrage. Un chef-d'œuvre d'humour et de grâce hirsute, dont la réussite tient d'abord à l'animal jadis observé par Buffon et Daubenton, et auquel l'écrivain, autre « nocturne », finit par s'attacher. Mais aussi à l'invention d'une forme parfaite, tenant du poème en pro-

se, où, de fragment en fragment, le contraignant hérisson parvient à s'inscrire dans le récit « presque naturellement, comme s'il avait le souci de ne pas en perturber le cours ».

Comme *L'Œuvre posthume de Thomas Pflaster*, *Du hérisson* est, avant tout, un art poétique. Cette fois, l'alter ego de l'écrivain n'est

Du hérisson livre plutôt, à la manière de Michaux, quelques renseignements sur une trentaine d'années d'existence. Ainsi, l'espèce de rencontre avec Chaissac, mort dans l'hôpital où naissait, au même moment, le narrateur : « Peut-être, s'interroge celui-ci, suis-je le dernier dessin qu'il a fait ? »

Extrait



« D'ailleurs le hérisson naïf et globuleux n'hibernerait certainement pas s'il savait s'opposer à la réalité. Il sait se défendre sans combattre, et blesse sans attaquer, écrit Buffon à son sujet. Il fait le gros dos en faisant le dos rond. Mais tel, il est encore un rouage de la mécanique secrète du monde, l'un des principaux peut-être, sphère dentée où se croisent ses axes, ses bielles, et s'articulent entre eux ses engrenages incorruptibles. Cela paraît absurde et pourtant je ne serais point surpris qu'il en soit ainsi et que cela même qui entrave mes gestes et ralentit mon travail soit une pièce maîtresse du système en vigueur grâce à quoi tout le reste roule... » (p. 81-82)

pas un critique hargneux, mais cette mascotte hérissée, qui relance et ravive le projet autobiographique auquel elle fait obstacle. Sans cela, le narrateur ne risquait-il pas de se joindre aux « écrivain(s)-tripier(s) » en révélant enfin son « douloureux secret » ?

Tandis que le hérisson commence à grignoter sa gomme, le narrateur alimente un grand feu, avec des manuscrits qu'il a élégamment renoncé à publier : carnets, aphorismes, faux haïkus. Car il persiste dans ses doutes et ses convictions : « *Ecrire, je croyais*

que c'était cela pourtant, précipiter le monde dans une formule, (...) créer du réel ainsi en modifiant le rapport convenu entre les choses ou les êtres. » Quant à la fabrique du livre en cours, *Vacuum extractor*, elle tient alternativement de « l'autobiographie nocturne » et de la monographie animalière. Qui est donc le paradoxal hérisson, « cet animal teigneux, réfractaire, asocial, par ailleurs confit dans l'ordre et l'habitude » ?

Tenant son crayon dans la pince des doigts, le narrateur écrit comme le crabe se déplace, latéralement : son bras replié, son coude pointu constitue une menace permanente pour le hérisson, à la merci d'« une accélération délirante » ou d'une digestion intempestive. Pourtant l'animal dort autant qu'il peut, confiant, pelotonné sous ses épines qui le protègent d'un monde brutal, imprévisible, terrifiant. « *Nous voilà tous les deux*, conclut le narrateur, *réfugiés dans sa boule.* » Dans ce portrait de l'artiste en hérisson, qui est bien plus qu'un exercice de style incongru et délectable, entre enfouissement et apesanteur, entre sarcasme et fraîcheur, Chevillard, conviant le lecteur à partager ses interrogations, surprend une fois de plus, et émeut, irrésistiblement.

Monique Petillon

Ecrire de mémoire

Jacques Roubaud, poète, mathématicien et romancier, livre la cinquième « branche » de sa singulière entreprise autobiographique. Une étrange expérience de lecture

LA BIBLIOTHÈQUE DE WARBURG
Version mixte
de Jacques Roubaud.
Seuil, « Fiction & Cie »,
314 p., 19,5 €.

Il n'est pas impossible que l'entreprise littéraire inaugurée en 1989 par Jacques Roubaud se révèle bientôt comme l'une des plus audacieuses et troublantes de ces dernières décennies. Étrangement, cela ne tient en aucune façon à la marche harmonieuse et puissante de l'artiste se montrant à nos yeux dans l'accomplissement de son projet. Il en va même exactement du contraire : le mot échec, le sentiment de délitement et la pensée qui l'accompagne sont au cœur de cette œuvre autobiographique dont paraît aujourd'hui le cinquième volume, ou « branche » (1). Œuvre en perpétuelle construction, mais comme le serait un édifice dont on retranche, ou conteste, les fondations, puis les premiers étages, à mesure qu'il s'élève. De sorte que l'écroulement, ou en tout cas l'impossible érection, du vaste bâtiment mental devient une fatalité – et même un destin, placé sous le signe dominant, de ce *Quel-*

que chose noir que Roubaud mit naguère en poèmes (2), et qui a nom mélancolie.

De ce « *Projet* » que l'auteur déconstruit, dont il met en ordre les ruines, le dernier des sept chapitres qui composent *La Bibliothèque de Warburg* fournit l'explication, ou peut-être la parabole. Le 24 octobre 1978 Roubaud consigne le plan en trois parties de ce vaste projet dont le dessein est de fondre ensemble, tout en les distinguant, les trois pôles de son activité intellectuelle : la mathématique, la poésie et le roman. Un calendrier est même fixé. Dix-sept années de travail sont prévues, assurées. « *Tout* » est donc en place. Mais la nuit arrive, qui passe au noir l'horizon et les projections d'avenir, qui réduit à « rien » l'ambition de ce « *tout* » : « *Je me lève, déchire le plan en beaucoup de morceaux, jette les morceaux dans la*

corbeille à papier. (...) *Sur le moment, il me semble, j'ai un sentiment d'accomplissement.* »

Cependant, sur cette architecture absente, à partir de cette absence même, un autre chantier va s'ouvrir. Le travail et l'écriture de mémoire vont continuer, s'amplifier, prendre tous les chemins de traverse qui se présentent. Sur des bases instables, selon des plans qui devront s'élaborer parallèlement, l'écriture va se compliquer, se ramifier en une arborescence imprévisible...

Un système complexe de récits autobiographiques – moments de prose accompagnés d'« incises » et de « bifurcations » – va s'établir, proliférer... Chacun de ces moments, comme ici le premier, superbe, qui raconte une marche le long du Mississippi et sur la Highway 61, ou celui sur « Le Sentiment des choses », ou cet autre

encore à propos des contraintes oulipiennes, constitue la pièce d'un ensemble dont les contours ont été perdus.

Il faudrait, il faudra, des essais entiers, aussi savants et scrupuleux que leur sujet, pour déplier, raconter et analyser ce que l'on appellera un jour la méthode Roubaud. Pour l'heure, c'est encore le temps des lecteurs volages et émus, admiratifs, parfois perplexes devant ce luxe d'intelligence et de calcul... Des lecteurs qui seront redevables à Jacques Roubaud de l'étrange expérience de lecture à laquelle il les invite.

P. K.

(1) *Le Grand Incendie de Londres* (1989) ; *La Boucle* (1993) ; *Mathématiques* : (1997) ; *Poésie* (2000). Tous dans la même collection.

(2) Gallimard, 1986, et « Poésie-Gallimard ».

Une famille française au prisme de l'écriture

A travers l'histoire de deux frères, l'un coupé du monde pour écrire, l'autre qui veille sur lui jusqu'à sa mort,

Bernard Pingaud revient sur les thèmes qui lui sont chers, dont le très kafkaïen « vivre ou écrire »

AU NOM DU FRÈRE
de Bernard Pingaud.
Seuil, 298 p., 10 €.

Bernard Pingaud nourrit une inextinguible fascination pour Kafka, l'homme qui se terrait dans un sous-sol pour écrire aux dépens de sa vie. Il a déjà traité ce thème, « *vivre ou écrire* », et il y revient avec ce nouveau roman, *Au nom du frère*, où se croisent tous ses thèmes. Le premier est la force de la famille, où se nouent les affections les plus inextricables et où les morts successives renforcent les liens de chacun avec tous. Le roman s'ouvre sur un enterrement : Paul, le cadet de deux frères, vient de mourir. Pierre, son survivant, prend la plume pour raconter ce que fut leur drame et aussi son bonheur, une proximité presque gémellaire.

C'est le journal de Pierre qu'on va lire, un journal écrit pour le mort, mais aussi pour le vivant et pour Léa, leur belle-mère, avec qui Pierre vit désormais

dans la maison familiale. Les morts précédentes vont faire leur apparition dans cette remembrance active qu'est un journal tourné vers le passé qui remonte vers le présent. Celle de la mère d'abord, inattendue, brutale. Puis celle du père.

Ce médecin de campagne, musicien, amateur de voitures, forte personnalité, épris de la vie, a trouvé une nouvelle compagne, Léa, violoncelliste d'origine viennoise. Il n'approuve rien de ce que son fils cadet, Paul, fait de sa vie. Il lui préfère son aîné Pierre et s'inquiète de voir celui-ci vouer de plus en plus sa propre vie à celle de son frère, qui a choisi d'écrire. Ce choix enveloppe un refus de la « vraie vie », faite de relations avec les autres, de luttes pour la gagner, cette vie. Paul s'en retire de plus en plus, et Pierre s'institue le gardien et le protecteur de cette activité qui consiste à tisser en mots un cocon contre la vie commune. Pierre a même le sentiment de l'alimenter, cette sous-vie d'écriture, en faisant tous les jours à

son frère son rapport sur ce qu'il a vécu. Car, pour écrire, on ne peut seulement se nourrir de livres. Progressivement, à mesure que Paul s'enferme de plus en plus pour écrire, Pierre devient le truchement entre l'écriture et la vie.

Après la mort du père, qui semble avoir deviné le secret de Paul et de son retrait, le griffonneur devient un séquestré volontaire, dont Pierre assure la survie. Un unique livre a surgi de cette réclusion, *Le Seul Moment*, resté sans écho. Conscient de son échec, Paul s'est rendu à Paris pendant les turbulences de mai 1968, mais il s'est contenté de les observer, puis il est rentré, s'est de plus en plus claquemuré dans son sous-sol, jusqu'à n'en plus sortir que pour de rares et brèves escapades, après la mort du père. Il se lance dans l'entreprise sans fin d'un deuxième livre. Bientôt la faiblesse physique de Paul se transforme en une maladie mystérieuse qui le consume de l'intérieur. On est au début des années 1980 ; cette maladie,

Livraisons

■ **LA VÉRITÉ NUE**, d'Alina Reyes et Stéphane Zagdanski

Quand on connaît le travail d'Alina Reyes et de Stéphane Zagdanski, (près de 30 titres à eux deux), on ouvre ce livre d'entretiens avec une curiosité certaine. On s'attend, pour commencer, à un débat serré sur ce que peut bien signifier « *la vérité nue* » entre un homme et une femme. Première déception : un bref échange sur « la vérité » (« *vue* », le mot le plus intéressant est évacué au profit de quelques remarques convenues, du genre « *Voilà le paradoxe : c'est souvent par la fiction qu'on atteint la vérité* »). 320 pages plus tard, c'est-à-dire à la fin du livre, on est plutôt consterné. Dans l'espèce de fatras qu'on vient de lire, il y a la matière d'un vrai dialogue, qui aurait été passionnant s'il ne se dissolvait pas dans l'ennui. A condition que les auteurs ou l'éditeur (ou les trois) aient bien voulu se donner la peine de composer un livre au lieu de nous imposer ce faux « pris sur le vif » – où Zagdanski et Reyes se demandent soudain s'il ne faudrait pas parler enfin de sexe pour faire plaisir à l'éditeur, ou bien s'il ne serait pas temps de s'accorder une pause café. Zagdanski, comme toujours, sait être brillant, revendiquer sa joie – « *la présence du corps joyeux est insupportable aux autres* » –, mais il ne se grandit pas en démolissant Michel Houellebecq pour dire ensuite qu'il ne le lit pas. Reyes est moins tonitruante, mais souvent subtile. Malheureusement, une conversation écrite ne peut pas être seulement un enregistrement mis par écrit. Et Zagdanski et Reyes sont bien trop malins pour l'ignorer. S'il s'est trouvé un éditeur pour financer ce pied de nez qu'ils font à tout le monde, ils auraient sans doute eu tort de ne pas s'amuser à illustrer ce titre de Woody Allen : *Prends l'oiseille et tire-toi !* (éd. Pauvert, 324 p., 21,30 €). Alina Reyes publie par ailleurs, chez Zulma, *Politique de l'amour* (120 p., 7,50 €).

■ **ET QUE LES VERS MANGENT LE BŒUF MORT**, de Lydie Salvayre

Lydie Salvayre, c'est d'abord une voix. Forte, violente et pourtant mesurée, superbement stylée. Les quelques textes qu'elle a réunis ici, écrits, comme elle le précise « *en marge* » de ses romans, font entendre cette voix. La famille, par exemple, n'y est pas vue sous son jour le plus avenant... Quant aux huissiers, ils en prennent aussi pour leur grade. Mais, en même temps, Salvayre n'est pas avare de son admiration : on en jugera avec son bel éloge de Picasso, ce « *vif du vivant* ». « *Vif* » : c'est le mot le plus juste également pour honorer Lydie Salvayre (éd. Verticales, 172 p., 14 €).

■ **NOX, ou la Chambre d'émeraude**, de Patrice de Méritens

Le royaume souterrain de Nox est parallèle, ou en marge, de notre monde. Abram Zweck y pénètre comme dans une chair, un corps « *chaud, profond, pulsatile* ». Il y a là « *tout ce qui pouvait faire le bonheur des hommes : une église pointue et un cimetière profond avec pour tout horizon la terre à perte de vue* ». Des rencontres vont marquer son parcours initiatique. Dans ce premier roman, Patrice de Méritens plonge dans l'univers fantastique sans chercher à brider l'imaginaire ou à le mettre aux ordres. L'ambition mérite d'être saluée, même si, parfois, le style frise l'afféterie (Fayard, 200 p., 13,80 €).

■ **MONSTRES**, de Catherine Chaleur

« *Je m'appelle Soleman. Je vis dans une province française dont la capitale se targue de rivaliser avec Paris.* » A Lyon donc, à côté de Soleman, peintre en cuisine et voyeur, vit Deborah, obsédée de sexe et de nourriture. Pour ce qui est de la décomposition et de la cruauté, l'un ne rachète guère l'autre. Derrière la fenêtre, la nuit, il épie... Mais l'état de veille engendre des monstres. La fable de Catherine Chaleur est une réussite dans sa construction, qui ménage la lente montée de la violence (Plon, 178 p., 14,20 €).

■ **L'EMPLOYÉE DE MAISON**, de Christiane Dupuy

Comment une romancière en panne d'imagination peut-elle retrouver son dynamisme, sa créativité ? En vampirisant son entourage, vous diront les « experts » en fréquentation d'écrivains. Christiane Dupuy va beaucoup plus loin. Tout commence par le meurtre mystérieux de la très bizarre mère d'Alex, la narratrice, qui est « *employée de maison* » chez « *Madame* », romancière à la recherche de ses succès perdus. Séduction, intimidation, tendresse, violence... « *Madame* » est capable de tout (on apprendra peu à peu jusqu'où elle peut aller) pour assouvir ses deux passions : écriture et manipulation (éd. du Cherche Midi, 190 p., 15 €). Jo. S.

■ **L'ŒIL DU BARBARE**, de Virginie Lou

On se souvient du terrible premier roman de Virginie Lou, *Eloge de la lumière au temps des dinosaures* (Actes Sud, 1997, repris chez Babel, 2001). Son nouvel opus est à peine moins terrifiant, nimbé dans la lumière équivoque d'un « vitrail », genre inédit qui pare d'un ton légendaire une confession effrayante. Olivier – seuls les médiévistes joueront à décoder la guerre de succession de Bretagne et la figure du connétable de Clisson – prononce une insolite oraison funèbre devant la dépouille de sa mère, amante au cœur de louve, dont il ne parvient pas à devenir le fils, bras armé d'une vengeance sans merci qui le transforme en bête fauve sans en faire un homme. Un vitrail donc, fable historique, crue comme la lumière, coupante comme le verre, sertie d'un plomb qui l'écriture de Virginie Lou, par sa langue incantatoire, savoureuse et implacable, sait transformer en or. Une alchimie sulfureuse pour cet impitoyable blason du corps violent (Actes Sud, « Généractions », 128 p., 14 €). Ph.-J. C.



Un éditeur en coulisse

Voilà vingt ans que Michel Archimbaud rêve ses livres, audacieux et résolument liés au monde des arts et de l'imprimerie. Un anniversaire à fêter !

Y a-t-il un lien entre Barthes et Balthus, Sauguet, Jean Wiener et Boulez, Jankélévitch, Bacon et Soupault, Zao Wou-ki, Pierre Etaix et Marie-Claude Pietragalla ? Mis à part le niveau d'excellence de ces créateurs, on n'en jurerait pas.

Un homme pourtant les a connus, côtoyés, comme il s'est promis, en spectateur ébloui, de servir des œuvres et des pensées singulière. Éditeur atypique, metteur en scène, enseignant, auteur, éditeur d'estampes, dramaturge et directeur de collection, Michel Archimbaud cède la plupart de ses titres : naguère avec Laffont, Seghers, Aubier ou Lattès, aujourd'hui Ramsay, Les Belles Lettres, Maisonneuve & Larose, Le Rocher, Adam Biro et Somogy ; Séguier aussi bien sûr, dont il fut, en 1986, l'un des cofondateurs.

■ PORTRAIT

Roland Barthes : « Que veux-tu faire plus tard ? »

Michel Archimbaud enfant :

« Clown »

Rien ne semblait le prédisposer à cet éclectisme sinon une curiosité et une exigence qui priment sur toutes les formes de convenances ou de conventions. Né à Heidelberg au lendemain de l'effondrement du Reich, Michel Archimbaud grandit à Paris, aux Batignolles, et fréquente l'école communale de la rue Lemerrier. Son père, ingénieur des Arts et Métiers, exerce dans l'unité d'aéronautique militaire de Villacoublay, mais refuse d'être officier, se défiant de toute forme d'embrigadement – une leçon que son fils retiendra précieusement. Directeur commercial d'une usine de fonte, rue de Charonne, en 1946, il habite, avec son fils et son épouse, folle de music-hall et de spectacle – encore un legs que le petit Michel ne cessera de faire fructifier –, un pavillon à Conflans lorsque, douze ans plus tard, les héri-

tiers de l'entreprise viennent à bord d'une 2 CV régler les modalités de la cessation de l'activité industrielle. Le monsieur bien mis se penche sur Michel : « Que veux-tu faire plus tard ? – Clown », répond l'enfant, qui hante les coulisses du cirque Medrano.

Deux ans plus tard, le hasard et le goût de la musique le remettent en contact avec cet adulte prévenant. Roland Barthes, puisque c'est de lui qu'il s'agit, le croise à son cours de piano et lui demande ce qu'il a vu à l'Opéra. Ils se reverront désormais deux fois l'an, au domicile de l'écrivain. Ces brèves rencontres, où l'adolescent commente pour un auditeur aussi silencieux qu'attentif les spectacles qu'il a vus et évoque ses admirations, tissent une intense complicité. Avec Giorgio Strehler et Bernard Dort, il assiste à un débat houleux sur les fresques de Delacroix à Saint-Sulpice et le voilà engagé comme figurant dans les *Nozze* que Strehler monte à Versailles. Il n'a pas 20 ans.

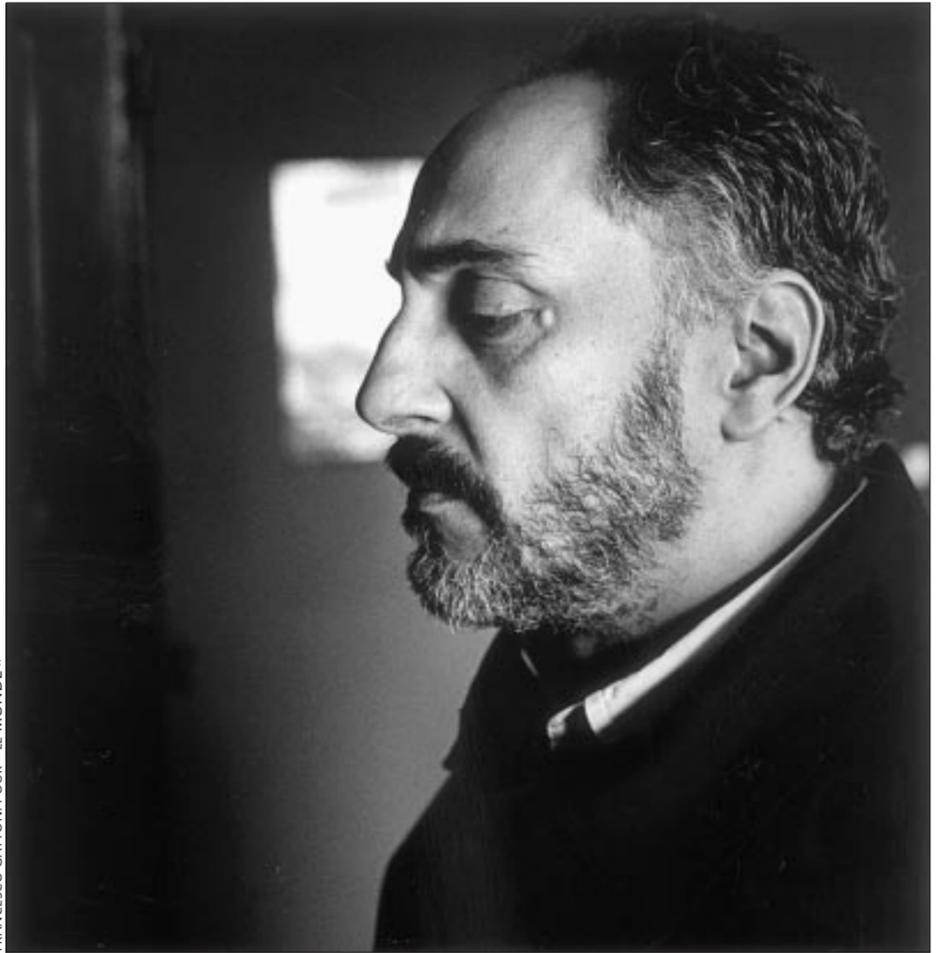
Pour préserver sa curiosité et explorer toujours plus avant ce monde des arts et des lettres qui l'attire, Michel Archimbaud va mener une double vie : réceptionniste à l'Hôtel Scribe la nuit, il hante la bibliothèque de l'Opéra le jour. Ce qui lui permet plus tard d'étonner le musicien Jean Wiener, rencontré au début des années 1970. Une amitié naît qui dilate encore l'univers du jeune homme, Wiener – créateur en France du *Pierrot lunaire* de Schoenberg –, lui offrant aussi bien un contact inespéré avec le clan Fratellini et Pierre Etaix qu'une culture musicale qui le remet peu à peu en synchronisme avec son temps (Désormière, puis Boulez). C'est aussi à Wiener qu'il doit de s'installer rue Jean-Baptiste-Pigalle, domicile de sa présente activité d'éditeur.

La bienveillance de Barthes lui avait appris la valeur des passerelles entre les formes d'expression culturelle et artistique ; le discours est affaire de rythme, de timbre, de voix en somme – Barthes prenait des cours de chant avec le baryton Charles Panzera, que Wiener adorait.

Toutes les rencontres n'ont pas la même grâce, mais si le contact avec José Corti (« un gros ours pas très sympathique ») n'est pas des plus chaleureux, il permet à Michel Archimbaud de croiser Gaston Bachelard ; bientôt il fait la connaissance de Guy Lévis Mano, dont, plus encore que l'élégance raffinée, la science de l'imprimerie et des caractères devait définitivement influencer. C'est à la Maison du livre français qu'il rencontre notamment Pierre Leyris et René Char. Des deux saisons passées auprès de « GLM », Archimbaud retiendra d'abord de son nouveau maître cette générosité, cette « éthique politique » qui consiste à ne pas « loucher un gamin qui vient timidement à vous ». Beckett, c'est par Michaël Lonsdale, dont il fut l'assistant pour une mise en scène d'opéra (*Erzabeth* de Charles Chaynes), qu'il l'approchera.

Parallèlement, Michel Archimbaud est désormais un acteur à part entière de la vie culturelle. Metteur à part à la Maison du livre français depuis 1964 – il est engagé par Jean Misler sur sa simple faculté à parler de Wagner –, il entre ensuite, via Desclée de Brouwer, dans la sphère de Robert Laffont (1969), le groupe Forum, plus tard Interforum. Il se lie bientôt avec Pierre Seghers, séduit par l'extraordinaire connaissance que la nouvelle recrue – représentant pour le Sud-Est – a de son propre fonds (une force récurrente d'Archimbaud qui explore et conserve les catalogues des maisons qui l'intéressent). S'il quitte la maison Laffont en 1979, à cause d'un chef des ventes soucieux de réorganisation, il n'y a pas rupture et, tandis qu'Archimbaud crée une épiphémère librairie rue La Fayette, il rêve de livres que personne ne fait. Finalement, Laffont ose le « on essaie ! » qui décide de tout. Archimbaud, qui n'a pas d'apport financier, apporte le projet... et son nom, depuis 1982 donc, accolé à celui de grandes maisons dont il est le partenaire temporaire.

Pas de contrainte de ligne éditoriale mais des coups de cœur. Simplement. Jusqu'à la naissance de la



FRANCESCO GATTONI POUR « LE MONDE »

Librairie Séguier qu'il mène de front bientôt avec la codirection, au côté de Pierre Boulez, de la revue de l'IR-CAM, *In/ Harmoniques*, dont il est aussi l'éditeur (1989-1991).

Archimbaud s'invente éditeur comme jadis on se déclarait mécène. D'où un catalogue unique. Citons, pour le plaisir de la diversité, *Tintin chez le psychanalyste*, de Serge Tisseron (avec Aubier, et une couverture mémorable de Bob de Moor, 1985), « *Ma vie de chien* », où Ariane Valadié sait faire parler Milou (avec Lattès, 1993), les *Mémoires* de Tchang (l'ami chinois d'Hergé) loge rue Pigalle lors de ses séjours parisiens), les *Entretiens avec Francis Bacon* (1992, Lattès) et le *Beckett* de Didier Anzieu (1998), tous deux repris en « Folio-essais ».

Mais l'aventure est toujours précieuse. Ni commerçant ni créateur,

simplement créatif, Archimbaud a toujours perdu de l'argent avec l'édition. C'est par son engagement dans le marché de la lithographie (Bacon, Balthus, César, Debré, Hartung...) qu'il limite le désastre ; en travaillant comme gardien de nuit à Beaubourg – c'est là que Jean Clair le rencontre et lui offre un accès direct à Balthus, avec lequel il fera six livres ; en enseignant aussi, en marge de son atelier d'édition à l'École Estienne, l'histoire de la danse au CNDC d'Angers, la dramaturgie à l'Ensatt et l'histoire du spectacle à l'ESAD, le théâtre à l'IEP de Paris et les arts du spectacle à Rennes-II. Nécessité économique ? Pas seulement. Michel Archimbaud a la passion de la transmission, le goût du contact personnel, la soif du partage et de l'échange, dont le livre n'offre qu'une trop faible facette. Aujourd'hui en pourparlers avec

Spielberg pour monter *Moïse et Aaron* dont il demanderait à son ami Boulez d'assurer la direction, il poursuit son rêve de magicien qui, en coulisse, guette chez le spectateur le frisson électrique qu'il ressentit lui-même. Pas étonnant qu'un de ses derniers titres, avec une bio de Que- neau, le *Charlot* de Buster Keaton et *De Tati à Deschamps* de Bernard Morlinoi, soit le jubilatoire *Il faut appeler un clown un clown* de Pierre Etaix (Séguier, 10 €).

Pour fêter ses 20 ans, l'éditeur cultive sa différence et, avec son amie Marie-Rose Guarnieri, de la Librairie des Abbesses, il nous convie à un an de manifestations uniques autour du livre, de l'impression et de l'art, lectures, expositions, concerts (rens. : 06-64-88-76-01).

Que la fête commence...
Philippe-Jean Catinchi

Une année avec Hugo 1853

France ! à l'heure où tu te prosternes,
Le pied d'un tyran sur ton front,
La voix sortira des cavernes ;
Les enchaînés tressailleront.

Le banni, debout sur la grève,
Contemplant l'étoile et le flot,
Comme ceux qu'on entend en rêve,
Parlera dans l'ombre tout haut ;



Et ses paroles, qui menacent,
Ses paroles, dont l'éclair luiit,
Seront comme des mains qui passent
Tenant des glaives dans la nuit.

Elles feront frémir les marbres
Et les monts que brunit le soir ;
Et les chevelures des arbres
Frisonneront sous le ciel noir.

Elles seront l'airain qui sonne,
Le cri qui chasse les corbeaux,
Le souffle inconnu dont frissonne
Le brin d'herbe sur les tombeaux ;

Elles crieront : honte aux infâmes,
Aux oppresseurs, aux meurtriers !
Elles appelleront les âmes
Comme on appelle des guerriers !

Sur les races qui se transforment,
Sombre orage, elles planeront ;
Et si ceux qui vivent s'endorment,
Ceux qui sont morts s'éveilleront.

Jersey, août 1853

★ *Châtiments*, livre premier « La société est sauvée » (Laffont, « Bouquins, poésie II, p. 19 et 20).

Bande dessinée

par Yves-Marie Labé

Au féminin pluriel

LA VEUVE BLANCHE, de Paul Gillon. Ed. Dupuis, « Aire libre », 80 p., 12,35 €.

Elle a dix-neuf ans et elle est veuve. Elle arbore un visage d'ange blond et elle attire le malheur. Valérie Le Mesnil, toute jeune épouse de Laurent de Maximy, commence sa vie de papier par un accident de voiture dans lequel son mari, aussi muflé qu'aristocrate, trouve la mort. Elle terminera sa trajectoire d'ingénue criminelle de façon identique, en perdant le contrôle du cabriolet qu'elle conduit à tombeau ouvert sur le Golden Bridge de San Francisco.

Entre-temps, poursuivie par un détective privé et par son beau-frère, intrigué par cette jeune femme qui déclare n'aimer personne, elle aura traîné son innocence et sa silhouette de sylphide, de Paris à Louxor, de Rome à New York et de Londres à la côte ouest des Etats-Unis, abandonnant dans son sillage des cadavres d'hommes – et de femmes – fascinés par son allure, éternés par ses refus, incapables d'apprivoiser sa fausse vulnérabilité et son comportement teinté d'hystérie. Figure centrale de ce thriller globe-trotter où le sang jalonne chacune de ses rencontres sans pour autant qu'elle soit directement responsable de cette hécatombe, Valérie Le Mesnil est le dernier personnage féminin conçu par Paul Gillon, 76 ans dont cinquante-cinq consacrés au dessin et à la BD.

Cette *Veuve blanche*, vierge et martyre, est en quelque sorte le précipité de la dizaine d'héroïnes créées par l'auteur des *Léviathans*. Elle témoigne paradoxalement de la même ingénuité que Françoise, jeune fille des années 1960 que Paul Gillon dessina dans le *France-Soir* de Pierre Lazareff pour les besoins du feuilleton *13, rue de l'Espoir*, écrit par Jacques et François Gall. Mais dans *La Veuve blanche* cette innocence sert de tremplin à la mort et au crime. Valérie est aussi la petite sœur contemporaine de Jeanne d'Arc, vierge et sainte comme elle, mais à jamais insensible aux feux de l'amour, *a contrario* de la jeune bergère de Domrémy que Gillon réinventait en lui prêtant une fougueuse liaison avec son compagnon d'armes Gilles de Rais (*Jehanne la Pucelle*). Valérie Le Mesnil est aussi, comme Veronica, l'un des personnages de *La Dernière des salles obscures*, une « révélatrice », une de ces femmes à l'incompressible liberté. Mais ses désirs se heurtent à ceux du monde des hommes, du pouvoir et de la norme, et ne trouvent d'autre échappatoire à sa forme de malédiction existentielle que dans la fuite, fût-elle nimbée de renoncement à tout.

■ **QUELQUES MOIS À L'AMÉLIE**, de Jean-C. Denis

Aloys Clark est un écrivain en panne d'inspiration et de désir, qui gaspille son ancien talent dans les conférences qu'il donne pour survivre ou dans les bars, où il boit pour oublier la vie qui s'égrène et les morts qui tournoient autour de lui. Noyé dans ses souvenirs, guetté par des rencontres et des amours qui s'épuisent et l'épuisent, il traîne son ironie de dandy distant juste devant le catafalque de son père décédé. Un livre découvert par hasard dans sa bibliothèque, intitulé *Le Coucou*, va toutefois l'inciter à se lancer sur

les traces de son auteur, un certain Jacques Dorian. Avec ce roman pour « feuille de route », il inscrit ses pas dans ceux de Dorian, se glissant dans la vie des autres, empruntant ici l'identité d'un allergologue, là celle de l'invité à une cérémonie de mariage, ou se créant des amis et des relations qu'il abandonne aussitôt qu'ils commencent à lui peser. Jusqu'au moment où, dans une petite station balnéaire de la côte aquitaine où il a établi ses faux pénates de professeur de lettres désireux de se lancer dans un premier roman, il rencontre Marianne, jeune femme libraire, qui vit seule avec son fils Louis. Il en tombe amoureux, mais avec la maladresse



« *d'un chasseur de papillons aux commandes d'un tank* ». Dessinée avec un réalisme élégant dans des couleurs qui donnent un ton spécifique à chacune des séquences de cette rééducation à la vie, ce dernier roman en bande dessinée de Jean-C. Denis rompt en partie avec les aventures habituelles et tragiques de son héros *Luc Leroi*. Avec une émotion retenue et un humour tendre, l'auteur effleure une ribambelle de questions sur la création, le dégoût de soi, l'intérêt porté à la vie des autres, à leurs secrets cachés comme à leur disparition programmée, et bien sûr l'amour, moteur fébrile de l'inspiration et du désir de vivre (éd. Dupuis, « Aire libre », 68 p., 12,35 €).

■ **LE GOÛT DES FEMMES**, d'Alex Varenne

Peintre talentueux qui n'aurait rien à envier à certains grands artistes américains du pop art, Alex Varenne est aussi un auteur de BD à l'immense virtuosité graphique, concepteur d'une gamme chromatique très personnelle dont les couleurs sont rehaussées par un travail au pinceau immédiatement reconnaissable. Que ce soit seul ou en compagnie de son frère Daniel, créateur de scénarios aux accents noirissimes, Alex Varenne a toujours mélangé les épicures de l'érotisme et les frissons du thriller, dans des ambiances parfois interlopes où le regard est souvent nocturne. Après *Erma Jaguar* et autres *Lola*, cet amateur insatiable du corps féminin, qu'il sait faire passer au crible de son œil de graphiste, offre ici une soixantaine de portraits de femmes, dont la posture, la gestuelle ou le décor s'inspirent librement des œuvres des plus grands peintres, de Cranach à Gauguin, de Degas à Uta-maro, ou de sa propre version de l'érotisme au féminin, entre désir et mystère (Albin Michel, 56 p., 12,50 €).

La librairie
LES CAHIERS DE COLETTE
23-25, rue Rambuteau, Paris 4^{ème} - Tél. 01 42 72 95 06
recevra

ALAIN FINKIELKRAUT le vendredi 24 mai à partir de 18 h. pour son ouvrage <i>L'Imparfait du présent</i> (Éd. Gallimard)	MARIE MOSCOVICI le samedi 25 mai à partir de 17 h. pour son ouvrage <i>Le Meurtre et la langue</i> (Éd. Métailié)
--	---

ESSAIS
CINÉMA

Tati, « l'ange hurluberlu »

Alors que le Festival de Cannes vient de rendre hommage à l'acteur et réalisateur avec la projection de la version restaurée de « Playtime », à laquelle François Ede consacre une passionnante étude, David Bellos offre une nouvelle biographie

**JACQUES TATI,
SA VIE ET SON ART**
de David Bellos.
Traduit de l'anglais
par Pascale Voilley
avec la collaboration
de l'auteur,
Seuil, 478 p., 23 €.

PLAYTIME
de François Ede
et Stéphane Goudet.
Ed. Cahiers du cinéma,
192 p., 30 €.

**JACQUES TATI
OU LE TEMPS DES LOISIRS**
de Laura Laufer.
Ed. de l'if, 120 p., 8 €.

Aussi vrai que la femme se reconnaît à ce qu'elle porte un filet à provisions, l'homme se compose essentiellement d'un chapeau : ainsi pensait la France profonde de la première moitié du siècle dernier. David Bellos, son nouveau biographe, confirme : ce grand échelas de Jacques Tatischeff (né en 1907, mort en 1982) adorait collectionner les couvre-chefs et s'enfermait dans sa chambre pour exécuter devant son armoire à glace une série de pantomimes inspirées par le port du chapeau claqué, du chapeau melon, de la casquette, du béret ou du képi. Bientôt, il va abandonner l'arrogant « scheff » de son patronyme russe pour faire carrière au music-hall, et lorsque, en 1936, il passe en tête d'affiche à l'ABC dans un numéro de mimes sportifs, Colette s'extasie : « Il a inventé d'être ensemble le joueur, la balle et la raquette, le ballon et le gardien de but, le boxeur et son adversaire... »

Surgit alors une ombre dans la vie de celui qu'André Bazin appela « l'ange hurluberlu ». Selon Marc Dondey, son précédent biographe, Tati se serait exilé dans le Berry en 1943 (1). David Bellos soutient, lui, qu'une amie juive lui avait donné un autre surnom (« mon antisémite préféré »), qu'il se produisit au Lido en 1941 devant un parterre vert-de-gris, et qu'il se retrouva à faire le



« Playtime » (1967)

pitre à Berlin, poussé par la faim sans doute, plus que par des pulsions collaborationnistes. Il déclara à la Libération qu'il avait été enrôlé par le STO. Impossible, écrit Bellos : « D'abord il était d'une autre classe d'âge ; ensuite il avait déjà fait son service, étant un soldat démobilisé avec des mois au front. »

Jour de fête, où Tati incarne un facteur bafouillant, fut victime d'une escroquerie. Le film est tourné en couleurs selon un procédé inédit, le Thomsoncolor, dont les inventeurs s'avèrent incapables de tirer des copies à partir du négatif ; heureusement, le cinéaste avait tourné une « version de sécurité » en noir et blanc. David Bellos en analyse les innovations sonores, gags et audaces techniques, mais enfonce le clou : le facteur Tati, cet idiot du village qui s'est fait la tête de De Gaulle, entreprend de hisser le drapeau tricolore en haut du mât de cognac (« Ceux qui sont à gauche tirent à gau-

che ! Ceux qui sont à droite tirent à droite ! ») ; selon lui, toutefois, « sans qu'il faille le prendre comme de la propagande pour un régime honneux et discrédité », le film illustre sur un mode léger et comique les principaux axiomes du régime de Vichy (« La France doit conserver son cœur agricole lent et convivial et le préserver de la corruption que constituent des idéaux étrangers inadaptés... »). Achevé en 1947, *Jour de fête* est dans un premier temps refoulé par les distributeurs : « Trop sensible sur le plan politique, ou pas assez drôle ? » Le seul critique à s'enthousiasmer est Jean Quival, un proche de Queneau et Vian, l'un des pères fondateurs de l'OuLiPo, du ludisme linguistique.

Tournant le dos à la rusticité naïve du facteur, Jacques Tati se fabrique un autre personnage, gogo tombé de la lune, zozo universel. Ce sera Hulot, l'homme sifflant, le piéton occidental. Imper passe-partout, falzar trop court du flâneur immature,

parapluie symptôme de prudence et de perplexité. Pipe d'enquêteur du quotidien, tétine de dadaï effaré et brûle-gueule d'épicurien tétu. Et, bien sûr, le chapeau, puisque l'homme est ainsi né, à vouloir se distinguer du troupeau par un bitos affichant son état civil.

Le nom de Hulot, que Tati a emprunté à un architecte de ses connaissances, n'est pas innocent. Il évoque le « hublot » par lequel tout quidam jette un œil sur le monde extérieur, et la « hulotte », volatile à l'affût du mammifère insouciant. Hulot est un oiseau. Hulot, c'est aussi une démarche. Un jeu de jambes imprévisible, alternance déroulante de grands pas sourds au qu'en-dire-à-ton et de vagues-hésitations giratoires, volte-face à la j'y-vas-t'y-j'y-vas-t'y-pas, déambulation incongrue d'avant en arrière qui évoque le pas frileux du héron. L'homme, selon Platon, est un « gallinacé sans plumes » ; Hulot est un rêveur échas-

sier, qui rechigne à emprunter les routes balisées. Hostile au sens obligatoire, il se moque des lignes blanches qui règlent le trafic sur macadam, dédaigne les parcours fléchés. Inapte à endosser l'uniforme du salarié docile, il choisit la trajectoire oblique, la diagonale du fou, le chemin de la liberté.

Doté des chaussures de Léon-Paul Fargue et de l'œil de Robert Doisneau, Hulot doit-il être accusé d'être un « Monsieur Jadis » lorsqu'il se balade, un rien moqueur, dans le labyrinthe rectiligne de *Playtime* ? David Bellos dément : « *Playtime* n'est pas une satire de l'architecture des tours : c'est plutôt une célébration de la beauté des grands édifices, et une expression d'émerveillement devant la créativité humaine. » Pour tout savoir sur la genèse et le tournage de cette œuvre maîtresse qui bénéficia du soutien de Georges Pompidou (ordonnant à son chef de cabinet, Michel Jobert, de faire

ouvrir les caisses du Crédit lyonnais), il faut se plonger dans le splendide album réalisé par François Ede et Stéphane Goudet à partir des documents d'archives, repérages d'architecture, accessoires, dessins, castings de figurants, cahiers de la scripte, rapports de production, témoignages de collaborateurs, photos de tournage. Les auteurs s'interrogent en conclusion sur les rapports de Tati à la peinture, le rapprochant de Bruegel ou Dufy, ou sur ses connivences avec Steinberg ou Sempé. Un modèle de livre de cinéma.

Laura Laufer traque, elle, les indices de modernité dans l'œuvre de Tati. Elle démontre que ce « cinéaste de l'Histoire et de l'utopie, cinéaste politique », a reflété une évolution des loisirs dans la seconde partie du XX^e siècle, et par là même redéfini la place du travail, interrogé le sens de la vie à travers l'usage du temps libre, « affirmé l'humain contre la déshumanisation et posé de vraies questions de civilisation, de choix de société ». Parmi les artistes qu'il a influencés, elle range Fellini, Iosseliani, Godard, Moullet, Jerry Lewis. Un essai pertinent où elle suggère que, sorti en 1967, *Playtime* inventait la fête sous le béton, un an avant Mai 1968.

On citera, pour finir, une anecdote rapportée par David Bellos. Muni d'un Oscar (pour *Mon oncle*), Tati est convié à l'Elysée. De Gaulle salue les centaines de célébrités et de personnages officiels, flanqué de son secrétaire général qui lui murmure à l'oreille les noms et titres des invités. Arrivé devant le cinéaste, le secrétaire annonce : « Jacques Tati. » Le président à l'air perplexe. Pour éclairer sa lanterne, le secrétaire ajoute : « Mon oncle. » Le chef de l'Etat offre alors à Tati ses sincères félicitations sur la carrière de son brillant et délicieux neveu.

Jean-Luc Douin

(1) Tati, Ramsay, 1989.

★ A signaler : le très beau numéro hors série de *Télérama*, « Tati, Quoi de neuf M. Hulot ? », dirigé par François Gorin (98 p., 7,30 €).

Livraisons

■ LE TEMPS EXPOSÉ. Le cinéma, de la salle au musée, de Dominique Païni

Toute sa vie, comme directeur de la Cinémathèque française puis désormais comme responsable des projets pluridisciplinaires au Centre Pompidou, Dominique Païni a travaillé et réfléchi à la manière dont l'amour des films en fait des œuvres d'art à part entière, et simultanément met en jeu l'idée même de l'art. Ce travail et cette réflexion sont jalonnés de textes, dont quelques-uns ont été regroupés ici, après avoir déjà paru pour la plupart. Qu'il s'agisse du DVD ou de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, du cinéma expérimental ou de la restauration des films, le questionnement sur les possibilités d'« exposer » et de comparer les œuvres filmées, c'est-à-dire « des objets dont la matière est du temps », et la mise en question des procédures de l'art (plastique) contemporain en miroir à cette interrogation nourrissent ce parcours érudit et gourmand, *in progress* lui aussi (éd. Cahiers du cinéma, 144 p., 15 €).

■ GUIDE DES FILMS, de Jean Tulard

Nouvelle édition, remise à jour, d'un annuaire qui recense plus de 15 000 films afin de rafraîchir la mémoire des zappeurs ou des cinéphiles en quête d'un détail de générique. « Inévitablement incomplet », avoue Tulard. Inévitablement discutable, aussi, dans ses choix, la longueur des notes (celle consacrée à *Jurassic Park* de Spielberg est quatre fois plus longue que celle concernant *La Règle du jeu* de Renoir, *Alerte aux blancs* d'Alfredo Guarneri prend deux fois plus de place que *Johnny Guitare* de Nicholas Ray). Pratique, néanmoins (éd. Robert Laffont, « Bouquins », trois tomes en coffret, 69 €).

■ LA BOUCLE ET LE TRAIT D'UNION, de Nicolas Chemin

Une étude des westerns réalisés par un Clint Eastwood révisionniste de son image (acharné à gommer l'icône de belle brute aux mauvais relents idéologiques), porté à être « plus narcissique et plus pervers, à cause de cette pulsion masochiste qui le pousse sans cesse à fantasmer sur l'envers imaginaire de la star qu'il est ». Cinéma liturgique, crépusculaire, au héros « fantomisant » (éd. Dreamland, 128 p., 11,50 €).

■ L'ARBRE DANS LE PAYSAGE, sous la direction de Jean Mottet

Comment le cinéma utilise-t-il l'arbre ? Au sein d'un livre collectif sur la représentation du végétal dans l'art, plusieurs chercheurs étudient la place de ce « motif » naturel chez Jean-Pierre Denis, Kiyoshi Kurosawa, Abbas Kiarostami, Jean Renoir, Andreï Tarkovski, Jean-Luc Godard (éd. Champ Vallon, 282 p., 22 €).

■ 50 FILMS QUI ONT FAIT SCANDALE, sous la direction de Gérard Camy

Une trentaine de cinéastes et universitaires évoquent les remous provoqués par *Le Cuirassé Potemkine*, *Le Juif Süss*, *Théorème*, *Le Dernier Tango à Paris*, *La Grande Bouffe*, *Les Nuits fauves*... 50 tohu-bohu révélateurs de tabous, de diktats politiques ou religieux, 50 symptômes d'intolérance, 50 chahuts relayés par les médias et révéléteurs des blocages d'une société (*CinémAction*, n° 103, éd. Corlet, 248 p., 19 €).

■ 1926-1992, L'AMI POIRET

Il voulait être entrepreneur de pompes funèbres, il devint fantaisiste, fêtu de dérision, acteur vénéré à l'œil en coin, auxquels rendent hommages une pléiade d'acteurs dans cet album truffé de photos (éd. Noesis, 142 p., 30 €).

■ QUELLE DIVERSITÉ FACE À HOLLYWOOD ?

Publié à l'occasion du colloque organisé en mars dernier par Arte, le CNC et la Filmstiftung NordRhein Westfalen, ce hors-série de la revue *CinémAction* dirigé par Thomas Paris étudie (sans parti pris idéologiques) les rapports de forces entre Hollywood et les autres cinématographies, analyse les problèmes générés par la suprématie américaine

(d'aucuns diront l'hégémonie), pose la question de la diversité culturelle. Un panorama qui donne la parole aux autorités responsables du cinéma, aux critiques, chercheurs et acteurs impliqués dans le processus de création des films (éd. Corlet, 208 p., 19 €).

■ PROCÈS DE JEANNE D'ARC, de Robert Bresson

Illustres de magnifiques photos, les dialogues du film où Robert Bresson dit avoir voulu « rendre actuelle la merveilleuse jeune fille » jouée par Florence Delay, qui signe une postface sur celle qui, comme tout héros bressonien, « s'échappe. Vers la vie invisible... Envoyée, comme un oiseau, filmé de dessous la tente où il se pose » (Mercure de France, 196 p., 24,50 €).

■ A CHACUN SON VAILLAND

Outre la retranscription des tables rondes tenues aux VI^e Rencontres Roger Vailland à Bourg-en-Bresse, en novembre 2000, on trouvera dans ce volume le projet d'un film que Vailland et Pierre Chenal avaient adapté en 1949 d'un livre d'Hans Fallada, *Pas de pardon ou Le Roman du prisonnier*, avec le concours de Jean Genet (*Cahiers Roger Vailland* n° 15, éd. Le Temps des cerises, 186 p., 9,15 €).

■ MES GRANDES GUEULES, Mémoires de José Giovanni

José Giovanni est un cinéaste atypique. Sorti de prison à trente-trois ans, il vient à l'écriture comme on entreprend une thérapie et obtient son premier succès avec *Le Trou*. Romancier de « Série noire », il rencontre Jean Becker, Claude Sautet, Robert Enrico, devient dialoguiste et scénariste, puis réalise son premier film en 1966 avec *La Loi du survivant*. Il orchestre un cinéma policier et d'aventures à caractère sociologique dépeignant aussi bien le milieu et ses codes que les failles de la justice ou les compromissions politiques. Dans une langue savoureuse, José Giovanni narre sans faux-semblants ses petites et grandes histoires, parle de ses compagnons de route de Lino Ventura à Zazie, sa compagne, en passant par le Duc ou Jeannot le Nantais. Et fait revivre une époque où la parole donnée, l'honneur et l'amitié faisaient force de loi. Les Mémoires alertes et hauts en couleurs d'un personnage attachant qui n'a rien d'« une grande gueule » (Fayard, 632 p., 25 €).

■ CLAUDE SAUTET, Les choses de la vie, de Gérard Langlois

Une biographie de ce cinéaste (disparu en juillet 2000) qui a souvent vécu dans l'ombre de son œuvre, loin des honneurs et des faux-semblants. L'auteur nous présente ici un Claude Sautet attachant, directeur d'acteurs incomparable et artisan consciencieux ayant ciselé de petits bijoux d'études de mœurs qui se dévorent, encore aujourd'hui, avec délectation (éd. NM 7, 48, rue Laffitte, 75009 Paris, 422 p., 29,90 €).

■ JEAN VIGO, une vie engagée dans le cinéma, de Luce Vigo

Cet ouvrage est le premier d'une nouvelle collection prometteuse baptisée « Les Petits Cahiers ». Pédagogique, plutôt complet et bien documenté, écrit par la propre fille du cinéaste, il s'adresse avant tout aux lycéens et aux étudiants qui souhaitent découvrir le réalisateur engagé de *Zéro de conduite* et de *l'Atalante*. Les autres trouveront leur bonheur dans certaines confidences et anecdotes éclairant le parcours de ce cinéaste hors pair souvent plus estimé que réellement connu (éd. Cahiers du cinéma/CNDP, 96 p., 8,95 €).

■ GEORGES ROUQUIER, de « Farrebique » à « Biquefarre », de Dominique Auzel

Georges Rouquier (1909-1989) a laissé une œuvre unique qui a marqué durablement plusieurs générations de cinéastes et de réalisateurs. Ses courts et longs métrages se veulent des chroniques documentaires de la France rurale et du travail artisanal dans lesquelles la vérité émerge du regard tendre et poétique posé sur les faits et gestes de ces acteurs d'occasion. Dominique Auzel propose un ouvrage enthousiaste et très complet qui vient à point pour rappeler de manière salutaire la justesse d'une ambition cinématographique riche et singulière. A signaler en préambule du livre un texte autobiographique des plus éclairants sur la personnalité de l'auteur de *Farrebique* (éd. Cahiers du cinéma, « Petite bibliothèque », 304 p., 12 €).

« Positif » a 50 ans

Deux livres de poche célèbrent l'anniversaire de la revue concurrente des « Cahiers du cinéma »

**L'AMOUR DU CINÉMA
50 ans de la revue « Positif »**
Anthologie établie
par Stéphane Goudet.
Gallimard, « Folio »,
592 p., 11 €.

Créée à Lyon en 1952 par Bernard Chardère, la revue *Positif* avait l'ambition de « parler du cinéma à l'égal de la peinture ou de la littérature ». Incorrecte,

estampillée très à gauche, dans une mouvance anarcho-érotico-surréaliste, elle négligea Hitchcock (honoré dans la revue concurrente, *Les Cahiers du cinéma*), mais défendit Vigo, Buñuel, l'un libérait poétique, l'autre décrypteur ironique de la société bourgeoise, ainsi que Kurosawa, Wajda, Antonioni, Huston, pour ne parler que de ses premiers combats. A *Positif*, comme le rappelle Michel Ciment, « le cinéma n'a jamais été séparé de l'engagement civique », et la politique des auteurs s'est toujours vue complétée par une attention portée aux collaborateurs de création, scénaristes, décorateurs, chefs opérateurs, musiciens.

Joseph Losey, Jerry Lewis, Nagisa Oshima, Miklos Jancso, Claude Sautet, Francesco Rosi, Martin Scorsese, Stanley Kubrick, Ruy Guerra, Théo Angelopoulos, John Boorman, Nanni Moretti, Jan Campion, Robert Altman, Terrence Malick, Tim Burton ou Peter Greenaway sont de ceux qui sont fêtés dans ce recueil d'articles réunis pour ce cinquantième. Il fut parfois fait grief à la revue de négliger le cinéma français. Si elle ne fut pas toujours tendre pour la nouvelle vague (on se souvient des scuds rica-

neurs lancés par Robert Benayoun contre Jean-Luc Godard), elle fut suffisamment fidèle à Alain Resnais (ce disciple d'André Breton), quitte à publier des textes « Pour/Contre », pour que cet anniversaire se fête aussi par la publication d'un autre volume, entièrement consacré à l'auteur de *Muriel* et de *On connaît la chanson* (1).

J.-L. D.

(1) Alain Resnais, Anthologie établie par Stéphane Goudet, « Folio » Gallimard n° 3687, 528 p., 11 €.

UNE EPIDEMIE
POLITIQUE
la lutte contre le
sida en France

(éd. puf)
sous la direction de
Patrice PINELL
avec la collaboration de
Pierre-Olivier de
BUSSCHER,
Claude THIAUDIERE et
Christophe BROQUA

Mercredi 5 juin
à 18 H à

LA LIBRAIRIE DES
puf

49, Bd St Michel
PARIS 5^e-tel 01 44 41 81 20

La clé totalitaire des songes

De 1933 à 1939, Charlotte Beradt a recueilli près de trois cents rêves auprès de ses concitoyens, des Allemands ordinaires ayant pour point commun de n'être pas d'ardents défenseurs du régime. Grâce à cette collecte cauchemardesque, on mesure l'imprégnation du régime hitlérien dans les esprits

RÊVER SOUS LE III^e REICH (Das Dritte Reich des Traums) de Charlotte Beradt. Préface de Martine Leibovici, postfaces de Reinhart Koselleck et de François Gantheret, Traduit de l'allemand par Pierre Saint-Germain. Payot, « Critique de la politique », 206 p., 21 €.

En 1938, à Munich, Robert Ley, un dignitaire nazi, déclarait satisfait : « la seule personne en Allemagne qui a encore une vie privée est celle qui dort. » Constat en deçà de la réalité car le sommeil, alors, n'était plus un refuge, tant l'inquiétude des jours se prolongeait, la nuit, en d'épouvants cauchemars. En 1934 déjà, un médecin rêvait qu'allongé sur son sofa en fin de journée il voyait soudain les cloisons de son appartement disparaître alors qu'un haut-parleur hurlait : « conformément au décret sur la suppression des murs du 17 de ce mois. »

La même année, un employé communal croyait entendre son téléphone sonner au milieu de la nuit et une voix inexpressive lui annoncer : « Ici le service des surveillances téléphoniques. » Il se lançait aussitôt dans un flot d'excuses et de suppliques pour ne pas être dénoncé. Exemples parmi bien d'autres.

De 1933 à 1939 à Berlin, Charlotte Beradt (1901-1986) a recueilli plus de trois cents rêves auprès de ses concitoyens, des Allemands ordinaires, juifs ou non, des amis, des voisins, des connaissances de tous milieux (médecins, avocats, cordonniers, couturières, femmes au foyer...), ayant pour seul trait commun de ne pas être d'ardents défenseurs du nazisme. Journaliste, juive, proche à l'époque des communistes, elle concevait cette collecte insolite comme un acte de résistance et entendait ainsi porter témoignage sur la manière dont le nouveau régime « malmenait les âmes ». Un témoignage si accablant qu'il fallait le dissimuler : elle codait certains noms, transformant par exemple Hitler en « oncle Henri » ou le parti nazi en « la famille » et cachait les feuillets dans des livres avant de le poster vers l'étranger. Elle les récupéra finalement aux Etats-Unis où elle s'exila avec son mari, l'écrivain Martin Beradt, en 1940, mais ne les publiera, en allemand, que vingt-six ans plus tard.

Depuis, son livre a circulé en France, un chapitre a été traduit (1), mais il a fallu la détermination de deux autres passeuses de rêves, la psychanalyste Anne-Lise Stern et la philosophe Martine Leibovici, qui signe ici une

éclairante préface, pour que ce texte étonnant soit enfin disponible en français. On lisait Freud à Berlin dans les cercles que fréquentait Charlotte Beradt et l'influence de l'auteur de *L'Interprétation des rêves* n'est sans doute

Extrait



« Les SA posent du fil de fer barbelé aux fenêtres des hôpitaux. Je me suis juré de ne pas me laisser faire s'ils viennent dans mon département avec leur barbelé. Je me laisse pourtant faire, je suis là comme une caricature de médecin lorsqu'ils enlèvent les vitres et transforment une chambre d'hôpital en camp de concentration avec barbelé – et pourtant je suis renvoyé. Mais on m'appelle pour soigner Hitler parce que je suis le seul au monde à en être capable : honteux de ne pas être fier, je me mets à pleurer. »
Rêve d'un médecin ophtalmologue de quarante-cinq ans, en 1934. p. 83

pas étrangère à son initiative. Elle écarte cependant toute approche psychanalytique, lui préférant l'analyse du totalitarisme développée par Hannah Arendt, son amie à New York. L'histoire individuelle des rêveurs et leurs conflits intérieurs sont secondaires. Leurs cauchemars présentent des thèmes communs dans lesquels le contexte politique se reconnaît aisément, ils sont « dictés par la dictature » et enregistrent, com-

me des « sismographes », la façon dont le régime totalitaire bouleverse les relations, perturbe les esprits et abolit toute limite entre privé et public. De nombreux rêves montrent des personnages indifférents, des visages

d'une surveillance si quotidienne et si obsédante que les objets familiers eux-mêmes se transforment en instruments d'espionnage. Ici, c'est le poêle en faïence du salon qui répète d'une voix stridente toutes les critiques énoncées par la famille contre le pouvoir, là, une lampe de chevet qui amplifie tout ce qui se dit au lit. Omniprésent, le contrôle franchit les barrières intimes, il atteint et traque les pensées secrètes. Une jeune femme, qui assiste à une représentation de *La Flûte enchantée*, est arrêtée car une machine a enregistré le fait qu'en entendant le mot « diable » elle lui avait associé le nom de Hitler. Une femme de ménage parle russe, langue qu'elle ignore, afin que personne, et surtout pas elle-même, ne comprenne au cas où elle dirait « quelque chose à propos de l'Etat ». Un homme rêve qu'il ne rêve plus que de formes géométriques, « parce qu'il est interdit de rêver ». On découvre dans ces « journaux de nuit » que les identités vacillent et que la crainte d'être pris pour un juif vrille le sommeil de non-juifs dont les cheveux sont trop bruns ou le nez trop busqué... Rien n'est assuré, tout est menacé, les rêveurs se voient eux-mêmes comme des suspects ou des coupables, ce qui, d'ailleurs, peut aussi être interprété comme l'ex-

pression d'un sentiment de solidarité à l'égard des groupes stigmatisés. Sur un mode parodique, grotesque, absurde et tourmenté qui évoque irrésistiblement l'imaginaire kafkaïen, la fiction onirique révèle l'emprise du système sur le psychisme et les phénomènes d'aliénation, de soumission, voire d'adhésion involontaire, qu'il suscite. Mais elle exprime également, sous la forme de la dénégation (rêver qu'il est interdit de rêver), ou de la transgression (écrire une équation à l'encre invisible quand il est interdit de noter « quoi que ce soit qui ait à voir avec les mathématiques »), la résistance à cette emprise.

Walter Benjamin avait raison de penser que l'on connaît bien une époque par ses rêves. La collection de cauchemars de Charlotte Beradt le prouve. Elle se prête à diverses analyses, celle de l'historien, comme le rappelle justement Reinhart Koselleck, ou celle du psychanalyste qui, selon François Gantheret, peut trouver là matière à repenser la théorie du traumatisme en situation de domination totale. Mais elle laisse d'abord le lecteur impressionné par la troublante lucidité de ces rêveurs hallucinés qui présentent le pire à venir.

Nicole Lapiere

(1) *Le Débat*, mai 1983.

Un révélateur de la philosophie occidentale

« Dis-moi comment tu abordes le rêve, je te dirai quelle métaphysique tu as. » Ce pourrait être la maxime de Pierre Carrique, dont le premier essai, fort réussi, interroge les penseurs occidentaux de Platon à nos jours

RÊVE, VERITÉ
Essai sur la philosophie du sommeil et de la veille de Pierre Carrique. Gallimard, « NRF-Essais », 398 p., 21 €.

Où sommes-nous quand nous rêvons ? Dans quel monde ? Dans quel type de réalité ? Laissons de côté l'étrangeté bien connue des contenus du rêve : situations loufoques, enchaînements au premier regard absurde, angoisse ou jubilation sans cause apparente. Fixons notre attention sur la réalité la plus déconcertante : le fait même qu'existe ce monde à part, qu'il s'insère régulièrement dans la trame des jours. Comment donc concevoir les relations impossibles, ou ambiguës, ou paradoxales, que cet univers involontaire et secret entretient avec l'autre, le monde diurne, conscient, vigile et familier ? Ces interrogations n'ont cessé peu ou prou de revenir, de manière insistante et insoluble, à l'esprit de tout un chacun. Il arrive qu'on les range. On feint un besoin de les avoir oubliées, faute d'une issue, ou même faute d'une prise permet-

tant de les examiner plus avant. On croit volontiers que de telles interrogations sont solubles dans la psychanalyse. Erreur : le déchiffrement du sens du rêve, l'étude de son travail spécifique (condensation, déplacement, etc.) laisse entière l'étrangeté de son existence et de son mode d'être.

Le grand mérite du livre de Pierre Carrique est de reprendre ces questions à la base, de s'y coltiner carrément, de front, en philosophie, sans esquiver la question, en elle-même abyssale, ouverte par « l'alternance de la veille, du sommeil et du rêve où chacun éprouve autrement l'être et s'éprouve autrement être, dans un étonnement toujours renaissant ». En proposant une « phénoménologie de l'expérience onirique », ce jeune philosophe, qui signe ici son premier

ouvrage, réussit son coup d'essai. Car il ne se contente pas de reprendre à nouveaux frais les interrogations classiques sur la frontière entre rêve et réalité, leur distinction si difficile à argumenter, si évidente à éprouver. Pierre Carrique montre, de manière à la fois rigoureuse et profuse, que la réflexion sur la veille et le sommeil traverse toute la philosophie occidentale. On constate en le suivant que cette question, loin d'être secondaire, peut servir de voie d'accès pour comprendre l'organisation interne la plus profonde des principales philosophies européennes, de l'Antiquité à nos jours.

Toujours, en effet, la philosophie s'est conçue elle-même comme passage du sommeil à la veille, comme vigilance de l'esprit succédant à la torpeur ou à l'illusion.

Continûment, la découverte de la vérité a été pensée sur le modèle de l'éveil. On ne s'étonnera pas de voir ici convoqués tour à tour Descartes, Leibniz, Kant, Hegel, Husserl, Heidegger, sans oublier Platon, Wittgenstein ou Aristote. Tous parlent du sommeil et de la veille, du rêve et de la vérité, sans qu'il s'agisse jamais d'un thème parmi d'autres. Leur manière de concevoir les différents partages se révèle, à chaque fois, fondatrice de leur démarche métaphysique tout entière. Telle est, en très bref, la leçon d'un livre qui passionnera des lecteurs déjà bien exercés et dont la complexité ne peut être évoquée en trois phrases.

Espérons que ce travail original et novateur, qui considère en fin de compte la question du rêve

comme un révélateur de la philosophie occidentale, de ses perspectives comme de ses limites, trouve un prolongement qui prenne en compte les apports de l'Asie. Des points de vue très différents seraient en effet à faire entrer en comparaison, ou en conflit, avec ceux de l'Europe. Que faire, par exemple, du fait qu'en Inde Shankara soutienne que l'état de plénitude de la conscience est le sommeil sans rêve ? Ou du fait que les innombrables analyses du caractère illusoire du monde posent autrement le rapport entre rêve et vérité ? Ou que le Bouddha, perturbateur des certitudes indiennes, se donne pour nom « l'Eveillé » ? La liste serait longue. Elle confirmerait, si elle n'en pas douter, que la question est déterminante.

Roger-Pol Droit

Corps inertes, âmes mobiles

Dans les images, le médiéviste Jean-Claude Schmitt lit la désacralisation du rêve du sujet chrétien

LE CORPS DES IMAGES
Essais sur la culture visuelle au Moyen Âge de Jean-Claude Schmitt. Gallimard, « Le Temps des images », 416 p., 40 €.

Jean-Claude Schmitt se devait de contribuer personnellement à la remarquable collection qu'il dirige chez Gallimard avec François Lissarrague depuis six ans. S'il coordonnait récemment le collectif *Eve et Pandora* (« Le Monde des livres » du 3 mai), il lui restait à livrer son propre regard sur ces images dont il dispute logiquement aux historiens de l'art le privilège de l'analyse. Au risque d'écarter les certitudes d'un Francis Haskell (*History and its Images*, 1993 ; trad. franç. *L'Historien et les Images*, Gallimard 1995). Rendant à la sphère des sciences sociales le droit d'interroger l'œuvre d'art, le médiéviste s'attache à comprendre comment la société médiévale se représente le monde pour le penser avant d'agir sur lui. Depuis la Création, l'Homme est image, *imago mundi*, même si la Chute le fait basculer de la ressemblance à Dieu à la dissemblance. Lui seul change face à une divinité immuable, ce « bon Imagier » cher à Guibert de Nogent (1)...

Histoire sainte, l'*historia* désigne aussi l'image narrative qui la restitue ; mais l'historien doit se garder de lire sujets, formes et couleurs comme autant d'éléments d'une représentation du réel. Tout au plus peut-il y chercher des indices de réalités dont le sens résiste. N'a-t-on pas longtemps nié la vision perspective avant la Renaissance simplement parce que sa destination nous échappait ? Lien entre le visible et l'invisible, apparition qui révèle le sensible, l'image est une médiatrice entre le divin et l'humain.

Depuis Augustin on distingue volontiers trois sortes de *visio* : *corporalis*, *intellectualis* et *spiritualis* – lieu de tension permanente entre forces antagonistes. En onze études, livrées entre 1987 et 2000, Schmitt interroge ce qui se joue entre l'image et celui qui la regarde, questionnant la légitimité de la représentation visuelle, le culte qui s'y attache en dépit des interdits scripturaires, les rêves, visions et fantasmes qui marquent enfin, dès le XII^e siècle, l'affirmation du sujet chrétien (c'est là la partie la plus récente).

Ouverture sur l'au-delà, le rêve n'est pas une image comme les autres : doublement héritier du monde païen gréco-romain et de l'écriture sainte, il est le moyen « le

plus efficace de légitimer toute nouveauté et toute ambition sociale, qu'elle soit individuelle ou collective ». Après un regard théologique chrétien précoce sur le rêve (Tertullien), la vision devient, avec Grégoire le Grand, le véhicule, la forme du voyage dans l'au-delà, enfer ou paradis. Rien d'étonnant à ce qu'il soit dès lors sous surveillance, presque réservé au saint comme une garantie d'exemplarité. Jean-Claude Schmitt s'attache à la reconquête du rêve par la mentalité médiévale, au XII^e siècle, avec le recul du diable et l'affirmation du champ « neutre » du *somnium*, plus étroitement lié à la physiologie humaine, comme une réappropriation corporelle du rêve. Une préfiguration de la bascule de l'oniromancie vers la médecine avec Albert le Grand ou Arnaut de Villeneuve. Désacralisé, le rêve se démocratise. On le relate, le classe, l'interprète jusqu'à en tirer de possibles enseignements. Du coup l'image du rêve se fait plus complexe, d'une composition plus exigeante puisqu'il s'agit de figurer en même temps le dormeur, sa vision et la relation qui les unit. Corps inerte et âme mobile. Ce statut nouveau bouleverse les usages de la représentation : bien que relevant du surnaturel, le rêve ne bénéficie d'aucun marqueur spé-

cifique, telle la nuée qui sépare usuellement la main divine du monde des hommes. Comme si l'intrusion n'était plus perçue comme telle. Produire l'image d'une image est un tel défi que l'artiste apporte une contribution capitale à la réflexion sur le rêve, explorant une dimension subjective jusque-là négligée.

On pourra s'étonner de ce que les visions spirituelles de la mystique Hildegarde de Bingen soient si expressément distinguées des rêves. C'est que le sommeil est un état de vulnérabilité, une porte ouverte au démon ; faute de pouvoir préjuger de la véracité du songe, on s'en défie quand on est femme, donc plus exposée qu'un Rupert de Deutz ou Guibert de Nogent aux réputations démoniaques. D'autant que la promotion du corps comme origine possible du rêve ne manque pas d'inquiéter les hommes. Cependant le mouvement se fait irréversible et le rêve devient dès le XIII^e siècle un moteur de la création littéraire, jusqu'à constituer en un siècle déjà un *topos* littéraire. Le rêve passe...

Ph.-J. C.

(1) Jean-Claude Schmitt consacra aux rêves du clerc une passionnante étude de son recueil *Le Corps, les rites, les rêves, le temps* (Gallimard, 2001).

Démons du dormeur

LE CAUCHEMAR
Etude d'une figure mythique de Sophie Bridier. Ed. Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 264 p., 16 €.

Le cauchemar a ses figures mythologiques, ses représentations. L'oppression, le poids sur la poitrine, la paralysie causée par l'angoisse, qui l'accompagne ordinairement ont ainsi permis de le peindre comme « un démon chevauchant le dormeur ». Füssli, notamment, le représenta ainsi, l'associant immédiatement à une idée de possession sexuelle : selon Jung, « celle-ci est contenue dans le symbolisme de la chevauchée qui, dans les rêves, représente typiquement le coit lui-même ». Ce rapprochement n'était pas destiné à rassurer le dormeur confronté au cauchemar et au « poids de sa masse informe et dégoûtante » repéré par Alfred de Musset, qui parle même de son « odeur pestilentielle »...

Dans ce voyage informé et argumenté au centre du cauchemar, Sophie Bridier relie entre elles les analyses anthropologiques et psychanalytiques qui ont pu être faites de cette réalité obscure de la vie psychique. Mais en dehors de l'essai d'Ernst Jones qui date de 1931 (traduit chez Payot en 1973), la littérature analytique a rarement spécifié le rêve d'angoisse. Freud lui-même le considérait avec les mêmes instruments d'analyse que les autres rêves. Les écrivains, les artistes ont en revanche souvent compris le bénéfice esthétique qu'ils pouvaient en tirer. A ce carrefour de la mythologie, de la psychologie et de l'art, l'auteur a convoqué une bibliographie importante. Mais c'est finalement le mythe qui a le plus proliféré autour du cauchemar. Ainsi, même Jacques Lacan, qui cite Sophie Bridier, soulignait que l'incube et le succube en formaient le « corrélatif ». Dans son séminaire de 1962 sur l'angoisse, il présentait les démons comme une figuration de « cet être qui pèse de tout son poids opaque de jouissance étrangère sur votre poitrine, qui vous écrase sous sa jouissance ». De ce « poids opaque de jouissance étrangère », l'auteur n'a aucun mal à passer aux histoires de possessions diaboliques ou d'extases mystiques. Avec comme point commun la suprématie de la figure féminine. Manière de faire se rejoindre les « continents noirs » ?

P. K.



Symboliquement, la corde au cou

À la lumière de « récits oubliés », le médiéviste Jean-Marie Moeglin revisite le célèbre épisode des bourgeois de Calais et analyse, de Froissart à Rodin, la destinée d'un mythe

LES BOURGEOIS DE CALAIS
Essai sur un mythe historique
de Jean-Marie Moeglin.
Albin Michel, « L'Évolution de l'humanité », 480 p., 29 €.

Il est peu de choses aussi satisfaisantes pour l'esprit que de voir certains « grands » épisodes de l'histoire déconstruits, relus et corrigés à la lumière de nouvelles approches ou de regards déplacés. Tel est le propos du médiéviste Jean-Marie Moeglin, professeur à l'université Paris-XII et fin connaisseur de l'écriture de l'histoire au Moyen Âge, en particulier dans ses rapports au pouvoir. Dans une somme très érudite mais qui conduit le lecteur vers ses résultats à la manière d'une intrigue, voire avec un certain suspense, l'histoire des fameux bourgeois de Calais (1347, dans les premières années de la guerre de Cent Ans) connue, en général, à travers les chroniques de Froissart – et la sculpture de Rodin – est radicalement révisée.

Rappelons d'abord ce que l'on croyait savoir d'après le chroniqueur Jean Le Bel repris et revu par Froissart. Assiégés par Édouard III et sans espoir d'être secourus par le roi de France, Philippe VI, les Calaisiens décident de traiter avec le roi d'Angleterre et chargent le capitaine Jean de Vienne de négocier. Ce dernier rencontre le capitaine du Plantagenêt, Gautier de Manny, qui l'avertit du courroux du roi, résolu, sans doute, à faire exécuter les défenseurs de la ville. Après discussion avec ses barons, Édouard accepte de les faire prisonniers, sauf six d'entre eux qui devront se présenter la corde au cou et « dont il fera sa pure volonté ». Six bourgeois, dont Eustache de Saint-Pierre, se préparent au sacrifice. Malgré leurs supplices, le roi ordonne qu'on leur coupe la tête. Les seigneurs anglais puis Gautier de Manny échouent d'abord à obtenir la clémence du roi quand Philippa de Hainaut, la reine, enceinte, fait céder le roi et sauve les bourgeois par son insistance et



Monument des Bourgeois de Calais par Rodin

ses larmes. Or, démontre Jean-Marie Moeglin, ce récit fondateur n'est guère corroboré par les autres sources de l'époque, ces « récits oubliés ».

D'abord, dans plusieurs d'entre eux, l'affaire de Calais semble bien banale, et rien n'est dit d'une éventuelle cérémonie de capitulation. D'autres, anglais notamment, offrent un scénario assez différent. Il y a bien un rituel de soumission des Calaisiens, mais largement réglé à l'avance, et non pas dans le drame de l'instant. Dans une première phase, la grâce est négociée, dans un second temps seulement, plus ou moins se prêtent à un rite que plusieurs

textes présentent dédoublé : des bourgeois portent bien la corde au cou, mais s'y ajoutent des gens d'armes de la ville qui avancent en portant l'épée. Voltaire avait vu, sans preuve, mais avec un esprit aiguisé, le caractère trompeur du récit à la Froissart : « Si Édouard voulait qu'ils eussent la corde au cou, ce n'était pas pour la faire serrer. »

Qui plus est, ces rites de Calais n'ont rien de bien original. Ils s'inscrivent en effet dans tout un ensemble de rituels traditionnels (fortement modelés sur la pénitence publique) dont l'auteur retrace l'histoire et les formes. Les bourgeois n'ont ainsi accompli qu'un geste classique, ni héroïque ni sin-

gulier, qui permet, à travers une exécution symbolique, de « rétablir dans tout son éclat la majesté offensée et menacée », en l'occurrence celle d'Édouard III, blessé par la résistance de la ville.

Comment expliquer dès lors la version dramatisée de Jean Le Bel et Froissart ? L'historien met d'abord en avant « une forme de solidarité et de patriotisme provincial ». Les chroniqueurs valorisent des compatriotes ou des proches : Jean Le Bel, Froissart, Gautier de Manny et Philippa sont tous liés au Hainaut. De plus, la reine fut un temps la mécène de Froissart. Les deux chroniqueurs dessinent aussi un « héroïsme bourgeois », forcément différent de la gloire nobiliaire, en manière de contre-modèle aux agitations des élites urbaines au milieu du XIV^e siècle.

Mais Jean-Marie Moeglin ne se contente pas de cette démonstration déjà novatrice. Il entend en effet suivre la destinée du mythe, du Moyen Âge jusqu'à Lavis ou Rodin (la genèse de l'œuvre et ses enjeux sont ici analysés dans le détail). Il montre ainsi comment les « héros » de Calais se transforment progressivement, dès le XVI^e siècle, loin des réalités de 1347, en sublimes patriotes. Leur réputation se ternit cependant lorsqu'un érudit, Bréquigny, découvre dans les archives et rend publics (1766) des documents compromettants pour la belle histoire de Calais : n'y apprend-on pas qu'Eustache de Saint-Pierre reçut, après la reddition, des gratifications du roi d'Angleterre ? Le « scepticisme bréquigniste » rejaillit régulièrement sans empêcher la consécration des bourgeois en « grands hommes de la nation ».

Les conclusions de Jean-Marie Moeglin sont pessimistes sur le sort des bourgeois de Calais dans l'imaginaire historique d'aujourd'hui, mais elles rappellent, plus fondamentalement, l'aporie d'une histoire politique qui néglige l'articulation du temps court de l'événement avec le temps long des pratiques et des modèles sociaux.
Nicolas Offenstadt

Un Rose haut en couleur

Du mièvre au hard, en passant par le coquin et le gourmand, étude d'une palette sulfureuse

LE ROSE
d'Annie Mollard-Desfour.
Préface de Bernard Cerquiglini,
éd. CNRS, 288 p., 25 €.

F lamant, étoile et carnet, poivre, éléphant ou méthode, téléphone et panthère, cochon ou roman, pages et bibliothèque, le rose est l'un des adjectifs les plus employés. Peut-être en raison de ses valeurs pour le moins contrastées. L'affaire n'est pas neuve et correspond bien à la perception ouverte d'une couleur indéfinie, fragile, rétive à la stricte définition, comme la fleur dont elle prit le nom, s'affranchissant du rouge trop proche. Le crépuscule « rhododactulos » cher à Homère place d'emblée la nuance dans la subjectivité affichée et, de la poétique « aurore aux doigts de rose » à l'ambivalence d'un rose-éros qui dit la chair, la nudité et la sensualité, la palette varie du mièvre au hard, en passant par le frais, le coquin et le gourmand.

C'est ce que s'attache à établir Annie Mollard-Desfour dans la troisième livraison de son singulier *Dictionnaire des mots et expressions de couleur*. Après *Le Bleu* (1998) et *Le Rouge* (2000), ce nouvel opus s'avère plus dérangeant. Pendant du bleu ciel et du rouge sang, le rose bonbon ? Cette première image, enfantine, cumule en fait l'idée de saveur, d'envie et de péché, dans la conscience occidentale qu'étudie Annie Mollard-Desfour, en esthète autant qu'en

linguiste – ce qui donne à son travail une originalité absolue. Et de citer tel article de presse où l'on célèbre « un rose humain », celui des muqueuses « commun à toutes les races » comme « le rose combatif du triangle gai d'Act-Up, le rose effronté (mélange du rose Barbie et du rose "latex-godémiché" des néo-féministes) – « un rose épidermique et politique » en somme –, tel fragment de Léon Bloy (« Il faut du rose au Bourgeois, c'est sa couleur. Ses filles s'habillent de rose et même son épouse, jusqu'à soixante ans. Lui aussi est rose et joyeux comme un jeune porc, lorsqu'il fait de bonnes affaires. ») ou, plus cruel encore, le Jean Ray des *Derniers Contes de Canterbury* (« Le rose n'est pas une couleur, c'est le bâtard du rouge triomphant et de la lumière coupable ; né d'un inceste où l'enfer comme le ciel ont joué un rôle, il est resté la teinte de la honte. (...) Fleur sanglante des poumons phthisiques, mousse aux lèvres des hommes qui meurent la poitrine percée, tissus visqueux des fœtus, (...) compagnon des sanies et de toutes les purulences, il a fallu l'innocence et l'admiration des enfants et des jeunes filles pour l'entourer de désirs et de préférences, et cela même démontre sa malice et sa ténébreuse essence. ») La linguiste révèle une histoire des plus bousculées, celle où les mutations, entre opprobre et engouement, sont à la fois les plus spectaculaires et les plus provocantes. Un roman du rose captivant.

Ph.-J. C.

Livraisons

■ JOURNAL DE GOUVERNEUR MORRIS (1789-1792)

La réédition du *Journal de l'homme d'affaires et diplomate américain Gouverneur Morris*, d'après l'édition de 1901 – il ne s'agit donc pas d'un texte inédit comme l'annonce la couverture – méritait mieux qu'une version tronquée (manquent les lettres de l'édition originale), sans appareil critique digne de ce nom et surtout sans index. Cela ne dispense pas de lire ce texte écrit au galop, foisonnant d'anecdotes, primesautier, intelligent et lucide, l'un des meilleurs sur les années 1789-1792 à Paris. Morris y évoque au jour le jour la société, les femmes, les milieux « patriotes » (La Fayette, Mirabeau, Talleyrand), la cour et les ministres, les mille et un détours de la vie politique et des affaires. Un chef-d'œuvre doublé d'un documentaire incontournable (texte présenté et annoté par Antoine de Baecque, Mercure de France, « Le temps retrouvé », 398 p., 7,80 €).
E. de W.

■ EN TRÂINEAU AVEC L'EMPEREUR, d'Armand de Caulaincourt

Active, la vogue des rééditions de Mémoires convainc mal. Le morceau choisi de Caulaincourt que propose Arléa (une anthologie plus large, avec cartes et index des *Mémoires* du Grand Ecuyer, présentée par André Castellet, était parue chez Perrin en 1986), n'apporte rien à l'édition de référence de Jean Hanoteau (Plon, 1933) dont on aurait préféré le retour d'ament commenté. Tel quel, récit du voyage qui ramène Napoléon de Moscou incendiée à Paris, encore sous le coup de l'affaire Malet, un fragment qui peut – seulement – donner envie d'en lire plus... ailleurs (présenté par Christophe Bourchat, Arléa, 248 p., 22 €).
Ph.-J. C.

■ CORRESPONDANCE DE NAPOLEON I^{er}

Cultivant la mythologie avunculaire qui légitimait son usurpation, Napoléon III commanda une édition générale de la *Correspondance* de son oncle, centrée sur son « activité publique ». Deux commissions (celle du M^{re} Vaillant [1854-1864], puis celle, sélective, du prince Jérôme [1864-1869]) permirent l'établissement d'un corpus de 25 000 pièces publié en 32 volumes. Cette entreprise colossale – et partisane – reparait aujourd'hui, sans appareil critique malheureusement. Une occasion de redécouvrir le formidable talent d'écriture de Napoléon, que Thiers tenait sérieusement pour « le plus grand écrivain de son temps ». On peut juger sur pièces en attendant une édition critique et exhaustive (préface de Alain Decaux, Tchou/Bibliothèque des introuvables, Tomes 1 [1 232 p., 62,5 €] et 2 [1124 p., 62,5 €]).
Ph.-J. C.

■ LE PRINCE DE LIGNE, de Philip Mansel

Le prince de Ligne, homme de toutes les cours (Versailles, Vienne, Saint-Pétersbourg) et de presque toutes les guerres (contre les Prussiens de Frédéric II, contre les Turcs du sultan sur le Danube), résume à lui tout seul par sa vie et son esprit l'aristocratie des Lumières. Le « charmeur de l'Europe » correspond avec Voltaire, inspire Casanova, échange des poèmes avec Goethe, fascine M^{re} de Staël au point que celle-ci publie en 1809 une version abrégée de ses volumineux *Mélanges*. Perrin réédite la meilleure biographie du personnage, celle de l'historien anglais Philip Mansel, auteur d'un déjà remarquable *Louis XVIII*. En annexes, une vingtaine de lettres inédites du prince ajoutent encore au bonheur de lecture (traduit de l'anglais par Françoise Adelpain, Perrin, 346 p., 22,7 €).
E. de W.

■ ET AUSSI *La Fortune des Wagram*, de François Lalliard (Perrin, 492 p., 25 €), solide étude sur la fortune familiale du M^{re} Berthier ; et le retour d'un autre « Cambacérès », celui personnel, formidablement enlevé et si subtilement relu par un romancier en résonance avec son modèle, *Les Cinq Girouettes*, de Jean-Louis Bory, paru en 1978 (éd. Mémoire du Livre, 336 p., 22,9 €).

Du bon usage de la fidélité

Savary, Cambacérès, le duc d'Enghien : trois biographies pour nous entraîner au cœur de la machine impériale

SAVARY
Le séide de Napoléon
de Thierry Lentz.
Fayard, 560 p., 25 €.

CAMBACÉRÈS
Maître d'œuvre de Napoléon
de Laurence Chatel.
Perrin, 630 p., 27,3 €.

LE DUC D'ENGHEN
de Jean-Paul Bertaud.
Fayard, 476 p., 24,5 €.

Il n'y a qu'un seul Napoléon mais plusieurs façons de le servir ou de le combattre. Les hasards de l'édition, la publication presque simultanée de trois biographies (Savary, Cambacérès et Enghien) nous conduisent au cœur de la machine impériale.

« Il n'y a point de despotisme absolu, il n'y en a que de relatif », explique Napoléon à Las Cases en 1816. À leur manière, Savary et Cambacérès ont servi ce despotisme tempéré par les lois, l'un en militaire et en homme de la Révolution, l'autre en magistrat et en homme d'Ancien Régime. L'un était craint, l'autre écouté. L'aide de camp de Napoléon, son ministre de la police à partir de 1810, l'homme des coups de main (Enghien, Madrid) et le président du Conseil d'Etat et archichancelier de l'Empire, dont le rôle a été déterminant dans l'élaboration des différents codes napoléoniens, s'ils n'ont pas les mêmes méthodes, ont au fond un même but.

Bonaparte, puis Napoléon représentent, pour l'un comme pour l'autre, la « fin » de la Révolution et le retour à la paix civile. Leur fidélité jusqu'aux années sombres du régime est née de cette conviction. Mais lorsque le premier obéit, en homme

d'action, tout en protégeant d'ailleurs à l'occasion ceux que le maître veut détruire, l'autre argumente. Tout se passe comme si Cambacérès s'abritait sans cesse derrière la législation, qu'il connaît sur le bout des doigts, pour faire en sorte que la machine de l'Etat verse le plus doucement possible. Son attitude au procès de Louis XVI – la détention d'un côté, la mort en cas d'invasion du territoire de l'autre – le résume tout entier. Chez lui, l'esprit de modération, la prudence politique qui le fera mourir riche et dans son lit sous la Restauration, et l'art de la procédure ne font qu'un. Ses *Mémoires* (1) sont désormais incontournables à qui veut comprendre la période et s'approcher au plus près de celui qui l'a en quelque sorte mise en scène, même si l'appareil critique se cantonne trop souvent à la biographie des personnages cités. Il en va de même pour la vie de Cambacérès. Les lettres inédites à Napoléon, annoncées dans le prologue, sont souvent décevantes ou mal utilisées. L'auteur ne quitte jamais son personnage, suivi avec parfois quelques longueurs, dans ses moindres détails. L'art de la biographie n'est pas toujours dans la ligne droite.

Le livre de Thierry Lentz est tout différent. Partant d'un personnage peu sympathique, ce que l'on regrette presque, Lentz a le don d'entre-mêler l'histoire de son personnage à celle des événements qu'il traverse : la campagne d'Égypte, la guerre d'Espagne sont supérieurement analysées. L'auteur y cherche moins des coupables que des mobiles. Le « pourquoi ? » a sa préférence sur le « par qui ? ».

C'est précisément la question qu'il pose à propos de l'assassinat

du duc d'Enghien. Son analyse sur cette affaire qui a fait couler tant d'encre autour de la question du bon usage de la raison d'Etat est assez proche de celle de Jean-Paul Bertaud, dans sa biographie du dernier des Condé (2). En plein complot anglo-royaliste contre le Premier consul, la mort du duc d'Enghien, capturé en pays étranger et fusillé dans les fossés de Vincennes, est le prélude et le passage nécessaire à la transformation du Consulat à vie en Empire héréditaire. A Sainte-Hélène, Napoléon, et il sera le seul, assumera pleinement ses responsabilités devant l'Histoire. C'était eux – c'est-à-dire les Bourbons et la vieille hérédité d'Ancien Régime –, ou lui ! On pourrait aller plus loin. Ce crime est au cœur d'un affrontement politique qui sera celui de tout le XIX^e siècle. Celui de deux légitimités qui s'opposent et s'annulent. L'une, née de l'Histoire, est celle des Bourbons. L'autre, plus composite, qui allie le suffrage de la nation à la victoire des armes et au sacré, est celle de Napoléon, héritier de la Révolution. De ce choc frontal naît la tragédie amplifiée, recassée, enjolivée, pendant des décennies, par la fidélité.

La fidélité politique, son bon usage, sa nature et ses limites – une réflexion qui vaut pour la période agitée de la Révolution et de l'Empire –, comme elle vaut aujourd'hui – est bien le dénominateur commun à ces trois livres.

Emmanuel de Waresquiel

(1) *Mémoires inédits*, présentation et notes de Laurence Chatel de Brancion (Perrin, 1999).

(2) Reprise d'un ancien *Bonaparte et le duc d'Enghien, le duel des deux France* (Laffont, 1972).

Deux siècles de débats

POUR OU CONTRE LA RÉVOLUTION
De Mirabeau à Mitterrand
Textes choisis et présentés
par Antoine de Baecque,
préface de Marcel Gauchet,
Bayard « Compact »,
1 088 p., 29 €.

Sitôt achevé *Penser la Révolution française* (Gallimard, 1978), François Furet envisagea, dans la perspective du bicentenaire de 1789, d'élaborer une sorte d'arbre généalogique des récits et analyses de l'événement dont il venait de décréter l'achèvement. Pour ce faire, il fallait reprendre avec minutie toutes les lectures successives qui en avaient été proposées.

Passionnelles, partisanes, radicales, elles constituent un corpus étonnant dont Antoine de Baecque, plus modeste dans son propos, entreprend de proposer un guide à l'usage des néophytes, voire des amateurs soucieux de restaurer des perspectives brouillées par le surinvestissement idéologique. En a-t-on enfin terminé avec cette Révolution au cœur de toutes les polémiques contemporaines (jusqu'à celle de la commémoration de 1989 : pas moins de 5 des 34 chapitres du volume !) ? Ce n'est pas si sûr... Et la lecture croisée de Condorcet et Burke, Lamartine et Jules Simon, Taine, Quinet, Cochin ou Aulard, Mathiez, Gaxotte et Lefebvre, Soboul et Furet enfin, permet de mesurer la longévité d'un débat qui n'est peut-être pas clos. Un volume passionnant dont on excusera les maladresses (une « déontologie historique » qui inflame la place reconvenue plus haut à Rabaut Saint-Etienne par exemple, ou les datations fluctuantes). L'essentiel reste le débat.
Ph.-J. C.

PAGE 189
vous invite à rencontrer
JAMES CRUMLEY
le dimanche 26 mai
de 11h. à 13h.
pour son dernier livre
Contrée finale
(Gallimard / La Noire)
189, rue du Fg. St. Antoine, Paris 11^e
Tél. 01 40 24 07 98

ECRIVAINS
les Editions
Bénévent
publient
de nouveaux auteurs
Pour vos envois de manuscrits:
9 rue Boyer - B.P. 4049
06301 Nice Cedex 4
Tél: 04 93 26 30 12

L'ÉDITION FRANÇAISE

■ **CRÉATION DE PARIS-BD.** Du 1^{er} au 5 juin aura lieu, à la porte de Versailles, à Paris, le premier Salon Paris-BD, avec près de 70 exposants, dont Glénat et sa filiale Vents d'Ouest, Albin Michel, *L'Echo des savanes*, Vertige Graphic ou Magnard. Mais des éditeurs de premier plan comme Dupuis, Dargaud, Casterman, Les Humanoïdes associés feront toutefois défaut... Côté animations, outre les dédicaces habituelles (200 auteurs annoncés, dont Gimenez, Dufaux, Chaboute, Autheman ou Giroud), figureront plusieurs expositions dont celle d'une cinquantaine d'originaux de *Fluide glacial* et des hommages à Walthéry et Régis Loisel. Des débats seront organisés sur le forum du Salon autour, notamment, de l'avenir de la BD européenne et en présence d'une quinzaine d'auteurs étrangers. Des concours, un comic bar, un après-midi mangas compléteront la fête, créée par l'ancien responsable du Salon du livre, Bertrand Morisset, aujourd'hui à la direction de la Compagnie d'organisation des Salons des professions. (Entrée : 6 € et 3 €.)

■ **DEUX COLLECTIONS CHEZ LÉO SCHEER.** Les Editions Léo Scheer créent une nouvelle collection avec la revue *Lignes* de Michel Surya. La collection publie le *Carnet posthume* de Roger Laporte, mort il y a un an (*Le Monde* du 26 avril 2001), avec un avant-propos de Philippe Lacoue-Labarthe. Elle propose également *Manifeste contre le travail*, du groupe allemand Krisis, qui publie une revue - n'ayant rien à voir avec la revue française du même nom - présentant des « contributions à la critique de la société marchande ». Cet ouvrage, présenté comme « le troisième Manifeste communiste », après celui de Marx et *De la misère en milieu étudiant* de l'Internationale situationniste, se termine par « *Prolétaires de tous les pays, finissez-en !* ». Par ailleurs, les Editions Farrago/Léo Scheer ont créé la collection « La bibliothèque retrouvée », qui propose des textes « disparus des catalogues, sans exclusive de genre ou d'époque ». Les deux premiers titres sont : *La Nonne Alferez*, de Catalina de Erauso, et *Le Maître du navire*, de Louis Chardourne.

■ **PRIX.** Ryszard Kapuscinski a reçu le **prix Tropiques de l'Agence française de développement** pour *Ebène* (Plon), alors que le **prix spécial du jury** a récompensé Hubert Cochet pour *Crises et révolutions agricoles au Burundi* (éd. INAPG/Karthalha). Le **prix de l'Académie Littéraire** a été remis au professeur Pierre Godeau pour *Une aventure algérienne* (Flammarion).

■ **RECTIFICATIF** Michel Le Bris a été condamné pour « contrefaçon partielle et limitée » à payer 5 000 euros à Mickaël Augeron, à titres de dommages et intérêts. Contrairement à ce que nous indiquions dans « Le Monde des livres » du 26 avril, le tribunal de grande instance de La Rochelle a relevé « des reprises relativement nombreuses de termes, d'expressions ou de membres de phrases figurant dans la communication de Mickaël Augeron », tout en précisant que « la contrefaçon ne concerne qu'une vingtaine de pages ».

AGENDA

■ **LE 24 MAI. RACISME.** A Paris, au Collège international de philosophie, se tient un colloque sur le thème « La philosophie au risque du racisme », avec notamment Etienne Balibar, Dominique Schnapper et Pierre-André Taguieff (à 9 heures, 25, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 75005).
■ **LE 27 MAI. BUTLER.** A Paris, Françoise Gaspard et Didier Eribon organisent une conférence de Judith Butler, philosophe américaine, qui interviendra sur « On being beside oneself : autonomy and its limits in lesbian and gay human rights » (à 14 heures, EHESS, 105, boulevard Raspail, 75006, salle 1).
■ **LE 27 MAI. CHEDID.** A Villeta-neuse (93), l'université Paris-XIII consacre son colloque à Andrée Chédid autour du thème « Racines et liberté » (à 9 heures, 99, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430, amphî 4 ; rens. : 01-49-40-35-25/38-27).

Deux ans après le scandale provoqué par les passages racistes de son Journal, Renaud Camus persiste et signe

Renaud Camus avait songé intituler un de ses livres, *1,32 Kilo*. C'était son poids. Il revient aujourd'hui avec quatre gros pavés (2 000 pages, 2,860 kilos). Deux de ces livres éclairent ce qui est devenu l'affaire Camus. L'un, *Derniers jours*, *Journal 1997* (Fayard, 430 p., 23 €), permet d'en comprendre les prémices. L'autre, *Du sens* (POL, 558 p., 25 €), est une longue explication pour démontrer les accusations dont il a été l'objet (1).

Rappelons les faits. En avril 2000, Fayard publie *La Campagne de France*, le journal de l'année 1994 de l'auteur. Il s'étonne de la forte proportion de juifs dans une émission de France-Culture. « *Il m'agace et il m'attriste de voir et d'entendre, écrit-il, cette expérience, cette culture et cette civilisation [françaises] avoir pour principaux porte-parole et organes d'expression, dans de très nombreux cas, une majorité de juifs, français de première ou seconde génération bien souvent, qui ne participent pas directement de cette expérience, qui plus d'une fois en maltraitent les noms propres et qui expriment cette culture et cette civilisation - même si c'est très savamment - d'une façon qui lui est extérieure.* » Les indignations se multiplient. Fayard décide de retirer le livre de la vente.

Tribunes, injectives, pétitions et contre-pétitions se succèdent pendant plusieurs semaines. Le livre reparait en juillet sans les passages incriminés et avec une préface-

reglement de comptes de l'éditeur, Claude Durand. Le débat est déplacé : ce qui est en cause, ce ne sont pas les propos de l'écrivain, mais l'utilisation qui en a été faite et l'emballage médiatique qui a abouti au « lynchage » de l'écrivain. « *La plupart des commentateurs étaient trop bien occupés, écrit Renaud Camus dans Du sens, à faire de moi, en mettant bout à bout quelques phrases isolées, et en ignorant résolument toutes celles qui auraient compliqué ou contredit le tableau, un personnage simplet de réactionnaire type, pétainiste, franchouillard, antisémite et xénophobe.* » Les attaques contre Renaud Camus ont été parfois excessives. Il a clairement dénoncé la Shoah. Mais ses propos racistes, dans son *Journal* et dans sa surabondante production, ont profondément choqué, même s'ils ne représentent que quelques pages.

Car l'auteur tient à ces passages. Leur apparition avait déjà abouti à un conflit avec son éditeur de tous jours, Paul Otchakovsky-Laurens, qui a refusé de les publier dans *PA* et qui a renoncé à *La Campagne de France*. Renaud Camus relate ce divorce dans le *Journal 1997*. Paul Otchakovsky-Laurens lui écrivait alors : « *Qu'est-ce qui peut bien t'amener à ces incroyables précautions, clauses de style et pétitions de principe si peu dans ta manière, si peu bathmologiques, tellement embarrassées, qui font illusion un moment ? Sans doute est-ce l'impossibilité qui t'est faite, pour cause*

d'hétérodoxie, de dire que tu es antisémite. » Il indiquait son refus de publier ce livre « *tel qu'il m'offense, tel qu'il en offensera beaucoup lorsqu'il paraîtra, malheureusement.* ». Le directeur commercial de POL, Jean-Paul Hirsch, reprend : « *"Suis-je fou ?", vous demandez-vous. Je vous rassure. Pas fou, Renaud Camus. Antisémite. C'est une vieille tradition française très répandue, et souvent un trait brillant de la littérature française. Et juifs et antisémites forment un vieux couple.* »

AUTODÉFENSE

Cinq ans après ces lettres, deux ans après l'affaire, Paul Otchakovsky-Laurens a changé d'avis. Il est toujours resté fidèle à son auteur et a publié sans hésiter *Du sens* : « *J'ai été convaincu par ses explications dans Du sens. Il donne des réponses, démonte les fausses citations qu'on a faites de lui. Les développements dont il entoure les passages que j'avais refusés précédemment m'ont convaincu. Je ne suis pas forcément d'accord avec ses idées, mais je suis d'accord avec sa défense contre les accusations qu'il a subies. Cela confirme mon expérience d'ami et d'éditeur, depuis trente ans. Ma conviction est ferme et établie : Renaud Camus n'a jamais été ni raciste ni antisémite. J'ai eu des moments de doute, certains écrits m'ont gêné, je les trouvais ambigus. Dans Du sens, il interroge ce qu'il croit être cette part antisémite de lui, mais il l'analyse, la scrute, la combat.* »

La guerre du livre des journaux italiens

Les relations littéraires entre la France et l'Italie sont revenues au beau fixe. Une délégation d'éditeurs, emmenés par Claude Cherki et Liana Levi, était présente à Turin pour la quinzième Fiera del libro, qui s'est tenue dans les anciennes usines Fiat du Lingotto du 16 au 20 mai. Un jumelage entre la France et l'Italie sera mis en place, lors des prochains Salons du livre de Paris et de Turin. Une façon de tourner la page du mini-incident diplomatique provoqué, lors du Salon du livre de Paris, par des manifestants hostiles au gouvernement de Berlusconi.

À Turin, les représentants du gouvernement n'ont pas fait l'objet de contestations et le bouillonnant secrétaire d'Etat à la culture, Vittorio Sgarbi, a même pu tenir sa conférence sur « Le temps dans la peinture », à laquelle il avait dû renoncer à Paris. « *Notre manifestation a toujours été ouverte à toutes les sensibilités culturelles, cette année comme les années précédentes. Il faut maintenant arrêter les polémiques politiques et se consacrer entièrement aux livres et aux lecteurs* », a déclaré l'écrivain Ernesto Ferrero, depuis trois ans à la tête de la foire, satisfait du succès de la manifestation qui avait la Suisse et la Catalogne comme invitées d'honneur : environ 200 000 visiteurs, soit + 5 % par rapport à 2001.

Le grand sujet de conversation était l'exceptionnel succès des livres vendus en kiosque avec *La Repubblica*. Depuis janvier, chaque semaine le quotidien romain propose un grand classique de la littérature mondiale du XX^e siècle (du *Nom de la rose* à *Cent ans de solitude*, en passant par *Le Vieil Homme et la Mer*, ou *Du côté de chez Swann*) dans une élégante édition cartonnée moins chère qu'un livre de poche : 4,9 euros, en plus des 0,9 euro du quotidien (« Le Monde des livres » du 22 mars).

En quatre mois, le journal a vendu plus de dix millions d'exemplaires, en surprenant tout le monde et

en démontrant que les Italiens sont peut-être moins réfractaires à la lecture qu'on avait pu l'imaginer. L'initiative, cependant condamnée par l'Association des libraires, va se poursuivre au même rythme jusqu'à la fin de l'année. Le succès est tel - en moyenne plus de 500 000 exemplaires vendus par titre - que l'autre grand quotidien italien, *Il Corriere della Sera*, a lancé depuis trois semaines ses propres classiques en vente avec le journal, au même prix.

Dans les stands du Salon, la réussite de l'initiative de *La Repubblica* a relancé le débat sur la lecture en Italie. Plusieurs éditeurs ont souligné que lorsque le livre est proposé directement aux lecteurs, surtout à ceux qui ne rentrent jamais dans les librairies, ils n'hésitent pas à l'acheter. Néanmoins, la promotion de la lecture reste une préoccupation majeure des professionnels. Ils attendent toujours une véritable politique du livre et de la lecture de la part d'un gouvernement qui, pour le moment, reste plutôt vague sur ses intentions, un an après l'instauration d'un prix unique. La ministre de l'éducation, Letizia Moratti, a récemment proposé l'institution d'une commission pour sélectionner vingt grands romans de tous les pays à conseiller aux enseignants et aux élèves. Une initiative accueillie avec un certain scepticisme par les éditeurs.

La Fiera del libro a aussi été l'occasion pour Guanda de fêter ses 70 ans. Cette maison d'édition, pièce maîtresse du groupe Longanesi, qui vient d'annoncer le rachat de l'éditeur de science-fiction Nord, affiche une excellente santé. Pendant les cinq jours du Salon, les professionnels ont d'ailleurs affiché un certain optimisme, les derniers mois ayant enregistré une progression des ventes en librairie qui, après plusieurs années de stagnation, permet aux éditeurs italiens d'être plus confiants.

Fabio Gambaro à Turin

Du sens a été conçu avant l'affaire, après les conflits avec les éditions POL. « *Certains mots (ex. : "race") ne peuvent pas être séparés de leur histoire, surtout de leur histoire récente ; et dont les connotations, tonitruantes, écrasent presque entièrement la modeste dénotation.* » Il reprend les citations incriminées, les développe, les démonte. Il concède parfois avoir utilisé un mot de trop. Mais il persiste et signe, et peaufine son autodéfense. Toute l'affaire vient de ce qu'il a été mal lu par des gens mal intentionnés, et notamment par le journal « *petit-bourgeois* » qu'est devenu pour lui *Le Monde*.

Dernier axe de son autodéfense : ce n'est qu'une partie de lui qui s'exprime. « *Oui, il y a en moi un personnage qui souhaite que les musulmans originaires des pays islamiques se sentent toujours, en France, un peu étrangers. Ce personnage n'est pas le tout de moi, bien loin de là. Je le raisonne. J'arguement avec lui, je parviens assez facilement à le faire rentrer en lui-même et regagner son coin. On préférerait qu'il n'en fût jamais sorti, soit. Mais je serais malhonnête avec moi-même si je prétendais ne pas le voir, ne pas le connaître, n'avoir jamais rien eu à faire avec lui.* »

Il multiplie les parenthèses, les retours en arrière, de sorte que celui qui ne cite pas tout est taxé de malhonnêteté. Citons quand même, dans *Du sens* : « *Or français en ce sens périmé, irrecevable mais pourtant intelligible encore à titre*

rétrospectif, il est évident que l'immense majorité des musulmans de France ne le seront jamais, ne peuvent pas l'être et d'ailleurs ne désirent pas l'être. Nombre d'entre eux pourtant sont bel et bien français. » Il prend de l'assurance et joue de la provocation : « *Si, Français de France, vous vous établissez en Syrie, à moins de prétendre, pour vous faire bien voir, qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz et que c'est une invention sioniste, vous aurez le plus grand mal à devenir syrien.* » Il ajoute de nouveaux thèmes peu exploités dans *La Campagne de France* : « *Si par quelque miracle l'Ouganda, le Mali ou la République d'Haiti se trouvaient avoir pour population, du jour au lendemain, celle de la Suisse, des Pays-Bas ou d'Israël, il est probable qu'en quelques mois ou quelques années le Mali, l'Ouganda ou Haïti deviendraient tout à fait prospères.* »

Une Société des lecteurs de Renaud Camus a été créée en février pour « *l'étude, la diffusion et la défense de l'œuvre de Renaud Camus.* » « *Au nom des principes que Renaud Camus a toujours défendus* », ils ont même appelé à manifester contre l'extrême droite le 1^{er} mai...

Alain Salles

(1) Fayard publie aussi *Hommage au carré*, *Journal 1998* (596 p., 25 €) et *POL Est-ce que tu me souviens ?*, « *ouvrage de pure compilation* » (462 p., 23 €).

50 ans pour Cerisy

Le Centre culturel de Cerisy fête cette année son 50^e anniversaire en organisant le colloque « Pontigny, Cerisy dans le SIÈCLE » : près de 450 Rencontres se sont tenues en effet dans le château de Cerisy-la-Salle (Manche) depuis 1952, à l'instigation d'Anne Heurgon-Desjardins, puis de ses deux filles, Catherine Peyrou et Edith Heurgon. Mais l'aventure débuta véritablement au début du XX^e siècle et prit une dimension européenne, lorsque leur grand-père, Paul Desjardins, instaura les Décades de Pontigny dans l'abbaye cistercienne du même nom, dans l'Yonne.

« Prospective (IV) : Les "nous" et les "je" : agir ensemble dans la cité » (du 9 au 14 juin), par E. Heurgon et J. Landrieu. « *Langages scientifiques et pensée critique* » (du 20 au 27 juin), par N. Bouleau, K. Chatzis et O. Coutard. « *Le visage et la voix* » (du 29 juin au 6 juillet), par A. Gutmann et P. Sullivan. « *L'espace de la relation : réel et imaginaire* » (du 29 juin au 6 juillet), par A. Bucalo et J. Gorot. « *La démocratie à venir (autour de Jacques Derrida)* » (du 8 au 18 juillet), par M.-L. Mallet. « *Spinoza aujourd'hui* » (du 20 au 30 juillet), par C. Cohen-Boulakia et P.-F. Moreau. « *Atlantides imaginaires* » (du 20 au 30 juillet), par C. Fouchier et L. Guillaud. « *Hugo et la langue* » (du 2 au 12 août), par F. Naugrette et G. Rosa. « *Textique : l'interscrit (premiers problèmes)* » (du 2 au 12 août), par J. Ricardou. « *Séries télévisées* » (du 14 au 21 août), par A. Roche et M. Winckler. « *Alphonse Daudet, pluriel et singulier* » (du 14 au 21 août), par C. Chelebourg. « *Pontigny, Cerisy, dans le SIÈCLE (Sociabilités intellectuelles, échanges, coopérations, lieux, extensions)* » (du 23 au 31 août), par F. Chaubet, E. Heurgon et C. Paulhan. « *L'apport de l'analyse de discours : un tournant dans les études littéraires ?* » (du 2 au 9 septembre), par R. Amossy et D. Maingueneau. « *Raymond Abellio aujourd'hui* » (du 2 au 9 septembre), par J.-B. de Foucauld et A. Faivre. « *Première université européenne des temps de la ville* » (du 16 au 22 septembre), par J.-Y. Boulain, P. Dommergues et L. Gwiadzinski. « *Les fondations scandinaves en Occident et les débuts du duché de Normandie* » (du 25 au 29 septembre), par P. Bauduin et C. Lorren. « *Remy de Gourmont* » (du 2 au 6 octobre), par T. Gillyboëuf et G. Poulouin.

★ Renseignements : CCIC, 27, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris, tél. : 01-45-20-42-03 ; ou CCIC, 50210 Cerisy-Le-Salle, tél. : 02-33-46-91-66. Site Internet : info.cerisy@ccic-cerisy.asso.fr

